

Seul M. de Villiers a condamné la grève des transports publics

fonctionnement de l'Etat » et aussi de « bureaucratiser », évitant ainsi de se prendre à ces agents, même s'il relève que ceux-ci ne sont pas « les plus malheureux ».

La polémique entre les deux candidats du RPR s'est portée sur le terrain social. M. Chirac déclarant que la baisse de 10 200 du nombre des chômeurs, en février, n'a « aucune signification », car, « depuis 1993, le chômage a augmenté statistiquement de 230 000 ». « Si l'on ajoute les contrats de retour à l'emploi qui ont été créés, a-t-il dit, cela fait 350 000 chômeurs de plus en deux ans ». M. Balladur refuse, de son côté, toute « déregulation du travail à l'américaine » et toute mise en cause du SMIC. Pendant ce temps, François Léotard, partisan du premier ministre, a fait savoir qu'il ne souhaite pas être membre du gouvernement si M. Chirac l'emporte.

Lire pages 9 et 15

des dizaines de sociétés plus ou moins fictives, corruption, le tout avec l'habituel cocktail de violence et d'intimidation. A trois « blocs » de Wall Street, *Formentor*, la vieille loi du silence sicilienne, était parfaitement respectée. Depuis des décennies, c'est la « famille » Genovese qui préside son « empire » sur toutes les transactions et qui impose sa loi à Fulton.

Les rapports de la justice s'étaient succédé et le FBI savait à quoi s'en tenir. Chaque année, le mandat de perquisition pour la municipalité se chiffrait en millions de dollars. Rudolph Giuliani avait décidé de mettre fin à ce scandale. Un jour était prévu, qui prévoyait de rendre les empreintes digitales et les photos de tous les employés. Le commerce allait être régulé, les sociétés ayant des liens avec le crime organisé auraient été interdites. Des preuves, on allait en trouver. Cela va être plus difficile aujourd'hui, alors que le marché de Fulton a été « nettoyé » de ses livres de comptes, bordereaux et autres relevés bancaires. Travail accompli, la « Pleuvre » peut se replonger dans l'East River.

Laurent Zecchini

Cette dernière partie, de faire de sa vérité particulière un point de vue imposé à l'ensemble. Elle y a gagné la paix civile. Il n'y a jamais eu de « parti chrétien », comme d'ailleurs, en Belgique ou en Italie, deux longs temps (Montalembert), les chrétiens n'y ont plus de revendications particulières de type confessionnel. Philippe de Villiers lui-même ne se bat que pour imposer des « valeurs », ce qui est dans la tradition d'un catholicisme français, de droite comme de gauche, qui n'entend plus peser autrement dans le débat politique.

Ce fragile équilibre risque-t-il, demain, d'être mis en cause par des interpellations aussi énergiques que celles du nane ?

Henri Tince

Lire la suite page 15
et nos informations page 32

La campagne présidentielle est propice aux manœuvres de couloirs: tracts et publications anonymes, calomnies, provocations. Des « officines spécialisées » s'efforcent de déstabiliser ou de salir l'un ou l'autre des candidats en lice. p. 7

Un ancien-entrepôt aménagé accueille à Paris, pour une nuit, des jeunes sans domicile, pour la plupart toxicomanes. M^{me} Veil l'inaugurera le 6 avril. p. 13

Le cinquième et avant-dernier volet de notre enquête sur l'état de la France à la veille de l'élection présidentielle souligne l'affaiblissement du modèle économique français, qui a freiné la modernisation du pays sous la contrainte du libéralisme mondial.

Bill Clinton, tête haute en flair, Présidence sociale. p. 15

COMBATS Tout en maintenant son offensive dans le nord de l'Irak, Ankara a accentué la répression dans le Sud-Est anatolien, région de Turquie à majorité kurde, où se sont

repliés de nombreux militants du PKK. Les combats entre troupes gouvernementales et militants kurdes ont fait plus de 15 000 morts depuis 1984. ● LE REFUS de tout

dialogue d'Ankara exacerbe les nationalismes. La Turquie affirme cependant rechercher une formule qui lui permette de terminer son intervention dans le nord de l'Irak, tout

en se prémunissant contre de nouvelles incursions des rebelles du PKK à travers la frontière. ● LES PAYS ARABES de la région s'inquiètent, pour leur part, de la situa-

tion incontrôlée dans la région du Kurdistan. Ils mettent en cause la politique américaine et réaffirment leur volonté du maintien de l'intégrité territoriale de l'Irak.

Ankara développe son offensive contre les Kurdes

Déjà engagées dans le nord de l'Irak, les troupes turques accentuent leur répression dans le Sud-Est anatolien où plus de 15 000 personnes ont été tuées depuis 1984

ISTANBUL
de notre correspondante

Si, dans le nord de l'Irak, l'offensive de l'armée turque contre les militants kurdes n'a pas connu de nouveaux développements jeudi 30 mars, c'est, en Turquie même, dans le Sud-Est anatolien, que les combats entre troupes gouvernementales et militants du PKK, qui ont fait plus de 15 000 morts depuis 1984, ont repris de l'ampleur. Trente-trois combattants kurdes ont ainsi été tués jeudi au cours d'affrontements dans plusieurs secteurs, notamment dans la province de Tunceli, où un renforcement du dispositif militaire est en cours. Quinze mille à vingt mille soldats, des chars et véhicules de transport, ont convergé au cours des derniers jours vers cette région particulièrement montagneuse où les autorités estiment que près de 3 000 combattants kurdes sont concentrés.

Avec l'arrivée des renforts de troupes, le nombre des forces de sécurité pourrait atteindre 30 000 hommes dans la province. Un assaut est attendu dans les jours à venir contre les combattants de Sem-



din Sakir, un commandant du PKK mieux connu sous le nom de « Zeki sans doigts ».

TENSION AVEC BAHN

Tout au long de l'hiver, les forces de sécurité turques avaient multiplié les offensives dans cette province pour capturer, mort ou vivant, le fameux commandant kurde. L'évacuation forcée de villages, dans cette région à majorité alévi, avait donné lieu à de nom-

breuses accusations de violations des droits de l'homme. Quelques succès initiaux, les gouvernements ne sont parvenus à venir à bout du PKK, cette zone où les combats kurdes sont installés à quelque 3 000 mètres d'altitude. Deux jours avant l'incursion turque dans le nord de l'Irak, un large groupe de militants kurdes avait pris en embuscade, dans cette province, un convoi militaire de 800 hommes,

tuant 18 soldats. La Turquie, attaquée de toutes parts pour son incursion militaire au nord de l'Irak, a confirmé, jeudi, que son nouveau ministre des affaires étrangères, Erdal İnönü, entamera, la semaine prochaine, une tournée diplomatique dans les capitales occidentales pour tenter d'éclaircir les « malentendus », notamment sur la durée probable de l'offensive. « Contrairement aux rapports erronés et aux malentendus, la durée et l'étendue de l'opération sont limitées. Dès que les camps et les bases du PKK auront été éliminés, nos troupes se retireront », a déclaré le ministre.

Ankara est également passé à l'attaque, critiquant violemment l'ennemi pour avoir suspendu l'envoi de matériel militaire à la Turquie, un jour seulement après le gel d'une assistance financière pour l'achat de bateaux de guerre allemands. « Cette réaction hâtive, alors qu'un oiseau important ou sein de l'OTAN est forcé de prendre des mesures pour défendre son intégrité territoriale, est en contradiction » avec le soutien accordé par l'OTAN à la

réunification allemande, a affirmé M. İnönü. Si les autorités d'Ankara répètent qu'elles retireront leurs troupes du nord de l'Irak dès que leurs buts auront été atteints, elles semblent déterminées, faute de pouvoir établir une zone tampon, à trouver une solution permettant d'assurer le maintien, en permanence, de la sécurité à leurs frontières. Et cela, espèrent-elles, avec l'aide de leurs alliés occidentaux.

Le chaos qui règne au nord de l'Irak depuis des mois, à la suite des combats qui opposent le Parti démocratique du Kurdistan (PDK) de Masoud Barzani et l'Union Patriotique du Kurdistan (UPK) de Jalal Talabani, a non seulement eu un effet désastreux sur la vie des habitants de cette zone quasi autonome, avec l'effondrement de l'administration locale, mais inquiète également la Turquie, première concernée par l'instabilité régionale, et les alliés, qui assurent la protection aérienne de la zone.

DISCUSSIONS A WASHINGTON

Les discussions ont déjà commencé à Washington, où se trouve actuellement le principal conseiller du premier ministre Tansu Ciller, Emre Gönensay. Ces premiers contacts seront suivis les 11 et 12 avril par la visite d'une délégation de haut rang, comprenant notamment le vice-secrétaire d'état, Strobe Talbott. Le 17 avril, M. Ciller se rendra elle-même aux États-Unis pour un entretien avec le président Bill Clinton.

Emre Gönensay a dévoilé, jeudi, à la presse turque un nouveau plan pour le maintien de la sécurité de la frontière turco-irakienne. Cette option prévoit une expansion du mandat de l'opération « Provide Comfort », dont la force aérienne est installée à la base d'Incirlik, au sud de la Turquie, l'armée turque fournissant des troupes terrestres qui seraient déployées au nord de l'Irak, mais sous les auspices des alliés et dans le cadre d'un « mécanisme de sécurité Irak du Nord » (le Pentagone a, d'ores et déjà, implicitement rejeté, jeudi, l'idée d'une participation américaine à une éventuelle force multinationale dans le nord de l'Irak pour surveil-

ler la frontière turco-irakienne). Le responsable de la diplomatie turque a critiqué les déclarations de M. Gönensay, qui n'aurait « exprimé que ses vues personnelles ». A Ankara, les diplomates soulignent qu'une telle option aurait peu de chances d'être approuvée dans les capitales européennes. En définitive, les Turcs devront probablement en revenir à une coopération avec les Kurdes irakiens, pour patrouiller sur la zone frontière. Cela implique cependant qu'un degré de stabilité soit restauré au nord de l'Irak et que les Kurdes irakiens mettent fin à leurs querelles fratricides.

N. P.

Le CICR écarté du Kurdistan irakien

En dépit de toutes les demandes auprès des autorités d'Ankara, le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) est toujours totalement écarté des zones de combats (Le Monde du 25 mars) et, par conséquent, empêché de venir en aide aux victimes. Contrairement aux affirmations du porte-parole du ministre turc des affaires étrangères, selon lesquelles « aucune plainte » ne serait parvenue de Genève concernant les populations civiles, le président du CICR, Cornelio Sommaruga, a remis en personne, le 30 mars au cours d'une rencontre au siège du CICR, à l'ambassadeur d'Ankara auprès de l'ONU une nouvelle note verbale où il demande que la Turquie respecte la totalité des conventions de Genève, qu'elle a ratifiées.

Ankara doit donc autoriser le CICR à avoir accès à toutes les personnes arrêtées et détenues, à se rendre compte en toute indépendance de la situation sur le plan humanitaire des populations civiles dans les zones d'opération et à donner des soins aux blessés, quels qu'ils soient. — (Corresp.)

Une situation incontrôlée qui inquiète les pays arabes

AMMAN

de notre correspondant du Proche-Orient

La situation au Kurdistan d'Irak, qui échappe depuis mai 1991 à l'autorité de Bagdad, est de plus en plus ressentie comme insupportable par nombre de pays de la région qui craignent l'effet de contagion que pourrait avoir un démantèlement de l'Irak. Dans cette région, mosaïque de minorités ethniques ou religieuses, nul n'est prêt à tolérer longtemps une situation d'autonomie, pour une catégorie particulière de citoyens, que pourrait revendiquer demain, au titre des droits de l'homme par exemple, toute minorité éprouvée.

Malgré une attaque caractérisée contre un territoire de la région, les pays arabes n'ont ainsi quasiment pas réagi à l'opération turque. Les condamnations de la presse visent plus la politique américaine vis-à-vis de Bagdad. L'indulgence des pays arabes s'explique sans doute, d'abord, par l'indifférence au sort des Kurdes, considérés souvent comme des trouble-fêtes et, au pire, comme des alliés potentiels d'Israël. La méfiance traditionnelle entre Arabes et Kurdes n'est pas nouvelle et joue incontestablement un

rôle aujourd'hui, les Kurdes apparaissant de plus en plus comme les « protégés » de l'Occident.

Même les plus acharnés des ennemis de l'Irak tiennent cependant au maintien de son intégrité territoriale, de crainte que son démantèlement n'amène d'abord des troubles sans fin dans une région hautement sensible. Lorsqu'en octobre dernier les États-Unis avaient, un peu vite, avancé la proposition d'une zone interdite à l'armée irakienne au sud du 32^e parallèle, l'Arabie saoudite et le Koweït s'y étaient discrètement opposés de peur de voir se constituer à leurs frontières une République chiite qu'ils voyaient déjà paralyser par l'Irak.

C'est dans le même ordre de préoccupation que la Turquie, la Syrie et l'Iran tiennent, depuis novembre 1992, deux réunions annuelles de consultation au nord de l'Irak, qui se terminent toujours par la réaffirmation de leur volonté du maintien de l'intégrité territoriale de l'Irak et leur opposition à sa désintégration « sous n'importe quel prétexte ». La situation totalement incontrôlée qui règne depuis presque un an maintenant au Kurdistan inquiète, par ailleurs, tous les États de la région. La récente affirmation du très

sérieux *Jane's Intelligence Review* que des « Afghans en fuite » ont trouvé refuge au nord de l'Irak, notamment, n'est pas de nature à rassurer les dirigeants de la région.

Ces craintes expliquent le silence des régimes arabes, qui, d'un autre côté, regardent avec quelque inquiétude le nouvel intérêt porté depuis quelques années par Ankara au Proche-Orient. Le point de la Turquie et son passé comme héritière de l'Empire ottoman portent plus ou moins chaque pays arabe à la méfiance devant ses initiatives. En l'occurrence, toutefois, la priorité est le maintien de l'intégrité de l'Irak, qui demeure, quel que soit son régime, le seul pays de la région à pouvoir faire contrepoids à l'Iran mais aussi à la Turquie. De ce point de vue et même s'ils n'osent pas toujours le dire publiquement, nombre de dirigeants arabes commencent à s'inquiéter de l'« jeu américain » vis-à-vis de Bagdad, dans la mesure où celui-ci confond sans problèmes le sort du président Saddam Hussein avec celui d'un pays qui reste indispensable à l'équilibre de la région.

Françoise Chippaux

« Il y a cinq ans, je ne me sentais pas kurde ; aujourd'hui, si »

La répression menée par la Turquie a provoqué une montée du nationalisme

ISTANBUL

de nos envoyés spéciaux

Comment peut-on être kurde en Turquie ? Dans le sud-est du pays, on estime à au moins 15 000 le nombre des victimes d'une implacable guérilla qui oppose, depuis 1984, l'armée d'Ankara aux combattants du Parti des travailleurs du Kurdistan, un PKK au discours marxiste-léniniste, mais dont l'objectif est clairement nationaliste, allant jusqu'à la revendication de l'indépendance du Sud-Est anatolien. Dans le même temps, la moitié des 10 à 12 millions de Kurdes de Turquie vivent hors de ce Sud-Est anatolien ravagé par la guerre. A Istanbul seulement, on compte quelque 2 millions de Kurdes sur une population totale de près de 12 millions d'habitants, faisant de la cité du Bosphore la première ville kurde au monde. Comment peut-on être kurde dans la patrie khalidienne de Mustafa Kemal Atatürk, alors qu'il n'y a pas si longtemps, la mention de cette qualité pouvait valoir un séjour en prison, et que la seule identité que pouvait revendiquer un Kurde était d'être un « Turc des montagnes » ?

Cemal Ekinen, lui, s'est longtemps senti « moi ». Il s'est senti « moi » lorsque « les problèmes ont commencé ». Avant, Cemal ne se posait pas de questions sur son identité ; il parlait turc en famille ; il se fichait d'être kurde ou pas. Là-bas, à Diyarbakir, principale ville du Sud-Est anatolien kurde, là où il est né il y a quarante ans, il a passé une

jeunesse « apolitique », comme il dit. Et puis, les morts ont commencé à s'accumuler au fil des affrontements entre le PKK et l'armée ; la répression n'a cessé de s'amplifier avec, comme règle absolue de la part des autorités, le refus de tout dialogue sur la question kurde. Une question devenue aujourd'hui, de l'avis de tous ici, le problème numéro un de la Turquie, le principal danger auquel le pays est exposé.

Alors ? Alors, « il y a cinq ans encore, je ne me sentais pas kurde. Aujourd'hui, si », explique Cemal Ekinen. Est-ce à dire, pour autant, que ce dirigeant d'entreprise prospère, dont l'épouse est turque et qui, depuis 1985, a eu le temps de s'intégrer à la vie istanbouliote, revendique l'indépendance du Kurdistan — un amalgame que les autorités sont promptes à faire ? Non. Il veut rester ce qu'il revendique aujourd'hui : être un « citoyen turc ». D'ailleurs, l'indépendance du Sud-Est anatolien est, à ses yeux, impossible. En premier lieu, les Kurdes vivent disséminés dans toute la Turquie. Ensuite, un État kurde ne serait pas viable étant donné la pauvreté de la région.

Beaucoup, en tout état de cause, estiment ici que la guerre au Kurdistan et la politique répressive abondamment pratiquée par les autorités ont eu pour principal effet une « montée du nationalisme kurde ». Comme le journaliste politique du grand quotidien *Milliyet*, Rusen Cakir, pour qui on assiste bien à une telle montée du nationalisme chez

les Kurdes, même si c'est à des niveaux différents, « les jeunes étant les plus radicaux ». Rusen Cakir note, à cet égard, un fait nouveau, significatif d'une évolution certaine : aujourd'hui, dit-il en substance, les Kurdes se disent kurdes, revendiquent leur qualité de Kurdes, leur spécificité — même quand ils sont intégrés dans un cadre turc —, ce qu'ils ne faisaient pas avant.

« Les politiques ont abandonné le problème à l'armée. Ils s'en lavent les mains »

Cemal Ekinen se défend de tout nationalisme ; il appartient à une nouvelle formation politique présidée par une personnalité bien turque, Cem Boyner, le Mouvement pour une nouvelle démocratie, créé en décembre. Mais il constate que « les nationalistes, kurde comme turc, croissent avec les combats ». Qu'at-il à lui, l'attitude du pouvoir l'a, ce quelque sorte, rendu kurde. « Sans cette politique, assure-t-il, je n'aurais pas pris conscience de mon identité ». Cemal est un industriel dont les affaires marchent visiblement très bien ; il dirige, avec son frère, une entre-

prise d'importation de matériel électronique. Loin du centre d'Istanbul où Cemal vient de racheter un immeuble vétuste qu'il a entrepris de faire rénover, le discours se fait plus dur dans la bouche de Mehmet, kurde lui aussi. C'est qu'à Gazî, le quartier périphérique où il habite, la moindre parcelle de rue défoncée, le moindre immeuble respirant la pauvreté, qui amplifie les tensions politico-ethniques religieuses sensibles en Turquie. C'est ici qu'un séisme d'attentats, dimanche 12 mars, contre des cafés alevites ont provoqué des affrontements entre la population et la police, dont le bilan, selon la population locale, s'établit à vingt et un morts.

Reste que Gazî accumule les ingrédients d'une manipulation pourrait se révéler hautement explosive. Car ce quartier, peuplé majoritairement d'alevis musulmans apparentés aux chiites mais attachés à la laïcité de la société et honnêtés par les intégristes pour leur libération des droits culturels des Kurdes (éducation, information...). « Après, estime-t-il, tout peut être discuté ».

Pour l'heure, « les hommes politiques ont abandonné le problème à l'armée ; ils l'ont chargée de régler la question kurde et s'en lavent les mains, car ils n'ont pas le courage de résoudre le problème politiquement », condamne Cemal Ekinen. Le grand risque, redoute-t-il, est que l'attitude du gouvernement ne sépare de plus en plus les commo-

nautés kurde et alevi. « Kurdes, alevi, communistes sont tous potentiellement coupables » aux yeux des autorités, assure Mehmet — lui-même alevi, gauchiste, et nationaliste affilié au HADEP, parti kurde, de surcroît —, qui redoute d'être arrêté à tout moment. Or pour lui, qui identifie les autorités à des barbares, « on est kurde avant d'être alevi lorsque l'on est politisé ».

« L'État doit mettre fin à la guerre dans l'est » de la Turquie, dit-il, se plaignant de ce que « les impôts financent cette guerre, alors que le pouvoir ne fournit aucun service à la population ».

Pour Cemal Ekinen, le problème kurde a pris une telle ampleur que tant qu'il n'est pas réglé, il ne faut pas espérer voir les autres difficultés de la Turquie se résoudre. Sa formule ? Se parler plutôt que de se faire la guerre. Son rêve ? D'abord, mettre fin au conflit, puis établir « la démocratie pour tout le monde, pour les Kurdes comme pour l'ensemble de la Turquie » et, enfin, reconnaître les droits culturels des Kurdes (éducation, information...). « Après, estime-t-il, tout peut être discuté ».

Pour l'heure, « les hommes politiques ont abandonné le problème à l'armée ; ils l'ont chargée de régler la question kurde et s'en lavent les mains, car ils n'ont pas le courage de résoudre le problème politiquement », condamne Cemal Ekinen. Le grand risque, redoute-t-il, est que l'attitude du gouvernement ne sépare de plus en plus les commo-

nautés nationales et que cela débouche sur des affrontements intercommunautaires.

Or, insiste-t-on de tous côtés ici, il n'existe pas, jusqu'à présent, de conflits ethniques au sein de la population ; ses différentes composantes ont trop l'habitude de vivre étroitement entremêlées. « En Turquie, il est très difficile de vivre dans des ghettos », explique notamment Rusen Cakir, pour qui le danger vient des possibilités de manipulations et de provocations « de la part des pouvoirs ».

Cemal Ekinen, lui, n'a jamais senti la moindre marque de réaction à son égard depuis qu'il est installé en 1985 à Istanbul, où joint ses parents — eux-mêmes alevi — sur les rives du Bosphore 1977 — et qu'il ne veut plus : « Ma vie est maintenant ici, gens savent que je suis kurde, s'en fichent. Il n'y a pas de problème entre kurdes et turcs ; il y a un problème entre la population et le gouvernement ». Cemal reconnaît toutefois certains chefs d'extrême turcs rechignent, par peur, à baucher des Kurdes en raison de la situation dans le sud-est de la Turquie. Pour beaucoup, le principe fondateur du kémalisme est celui qui vit en Turquie ne peut être turc et uniquement turc, source du problème. L'éclosion de cette volonté de nivellement suivie par les héritiers d'Atatürk aujourd'hui de plus en plus pos-

Yves Heller et Nicole

La conférence islamiste de Khartoum dénonce le « sionisme » et l'« impérialisme » occidental

Des slogans « durs », malgré l'absence de plusieurs mouvements extrémistes

Un grand nombre des courants intégristes musulmans du monde entier se sont retrouvés, jeudi 30 mars, à Khartoum, pour la troisième édition de

la Conférence populaire arabe et islamique, dont les organisateurs se défendent de promouvoir le terrorisme. La Conférence doit terminer ses tra-

vaux, dimanche 2 avril, par une série de résolutions, notamment sur la question palestinienne et le problème des minorités musulmanes.

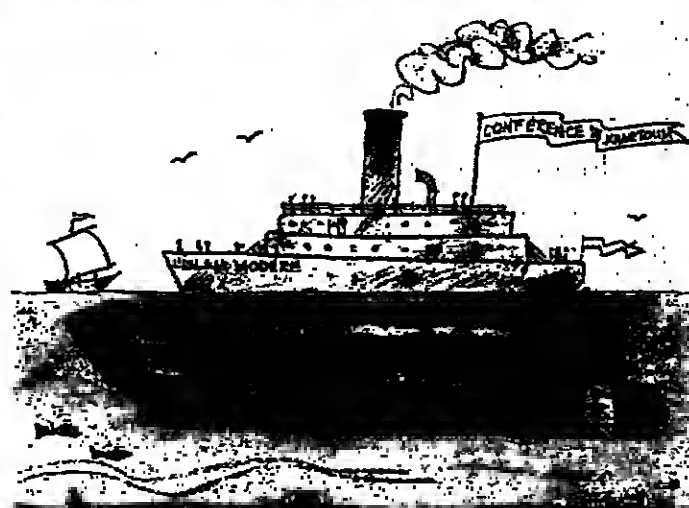
KHARTOUM
de notre envoyé spécial
On se serait cru dans un amphithéâtre de l'université arabe de Beyrouth, où dans un rassemblement des années 70 : « Entité sioniste », « impérialisme », refus de « brader » la Palestine, « complot visant à Judaïser » la nation arabe, « refus de toute normalisation » avec Israël. Ces slogans soulignent que les opposants au processus de paix en cours au Proche-Orient s'en sont donné à cœur joie durant la première journée - consacrée à la question palestinienne - de la Conférence populaire arabe et islamique, qui s'est ouverte, jeudi 30 mars, dans la capitale soudanaise. Les responsables du Fatah-Conseil révolutionnaire (qui se sont séparés de l'Organisation de Yasser Arafat en 1982 et sont installés à Damas), comme ceux du Mouvement de la résistance islamique palestinien Hamas, ou encore le délégué du mouvement des Frères musulmans en Syrie, un responsable du Hezbollah libanais, Cheikh Naïm Qassem, voire un délégué tchadien, ils ont tous réclamé la libération de toute la Palestine et défini pour principal ennemi « le sionisme ». Plus virulent et militant était le discours, plus fréquentes étaient les clamours montant du fond de la salle : « Allahou Akbar » (« Dieu est le plus grand »).

Tous les ingrédients étaient ainsi réunis pour faire vibrer les participants à l'unisson, mais aussi - même si ce n'était pas l'objectif visé - pour conforter les craintes des Occidentaux qui observent à la loupe le comportement du Soudan et plus particulièrement de l'émirine grise du régime, Hassan Tourabi, secrétaire général de la Conférence. Avec l'Iran, le Soudan est en effet accusé - à tort ou à raison - de soutenir nombre de mouvements extrémistes islamistes et Cheikh Tourabi d'être leur principal idéologue.

Quoi qu'il en soit, le discours d'ouverture de M. Tourabi a fini par faire pâle figure après les inter-

ventions des autres participants : le secrétaire général de la Conférence a fustigé ceux qui, en Occident, ont battu le rappel de leurs forces et « proclamé leur hostilité à l'islam », érigé en « épouvantail » commun après la fin du conflit Est-Ouest ; M. Tourabi a vivement critiqué les « dirigeants arabes musulmans » qui ont « trahi » les Palestiniens et aussi cette « institution mondiale que l'on appelle l'ONU (...) », devenue, selon lui, « un instrument dirigé contre les pays musulmans ». Il a aussi dénoncé « l'humiliation » infligée, à ses yeux, à ces derniers en Occident, réclamé la liberté « de croyance », « de religion » et de pratiques de toutes sortes pour les minorités musulmanes en Occident.

En apparence, les participants au forum de Khartoum sont fort différents et leurs préoccupations immédiates très diverses : la Tchétchénie - représentée par son ministre des affaires étrangères, Chamseddin Ioussif -, la Bosnie, en la personne de son ambassadeur en Iran, l'Albanie, qui a délégué son mufti, le Kosovo, mais aussi des représentants du Cameroun, du Bénin, de la Djamaat Islami du Pakistan, côtoient les formations arabes, africaines et asiatiques. Il n'en ont pas moins tous un dénominateur commun : le Coran. Même les représentants du Front



démocratique de libération de la Palestine de Nayer Hawatme et du régime irakien - qui se sont toujours réclamés le premier du marxisme, le second du parti Baas, en principe laïque -, ont trouvé un refuge dans ce forum à la tonalité essentiellement musulmane.

En revanche, des mouvements considérés comme étant parmi les plus extrémistes du monde musulman ne sont pas représentés. La Djamaat Islamiya, le Groupe islamique armé algérien ou le Djihad islamique de Palestine sont ab-

sents, au profit d'organisations jugées plus modérées dans ces mêmes pays, tels les Frères musulmans d'Égypte ou El Nahda d'Algérie.

M. Tourabi serait-il néanmoins en train de perdre son pari de créer un rassemblement populaire très large qui ferait contrepoids à la très officielle Organisation de la conférence islamique, créée il y a plusieurs années déjà par l'Arabie saoudite ? Lui-même et certains intervenants jeudi ont fait état de difficultés financières. Et d'autres difficultés existent peut-être. Selon un observateur occidental spécialiste des mouvements islamiques, M. Tourabi perdrait du terrain pour deux raisons principales : d'une part, les formations musulmanes ou islamistes sont très divisées ; d'autre part, leurs dirigeants n'entendent pas, selon lui, se placer sous la bannière d'un même chef, si charismatique qu'il soit. M. Tourabi n'en a pas moins proposé que la Conférence essaime dans les différents pays pour y porter la bonne parole dans les domaines culturels et de l'information politique ou économique.

Mouria Nafin

Que la France laisse les Algériens « tranquilles »

Représenté par Abdallah Djaballah, le mouvement islamique Emahdhia est la seule formation algérienne présente à la Conférence de Khartoum, alors même que, selon une source occidentale, le secrétariat avait invité tous les participants des rencontres de l'opposition, organisées à Rome en novembre 1994 et janvier 1995. Si la conférence « peut nous soutenir par l'organisation de manifestations, cela pourrait avoir une influence positive sur le moral du peuple algérien », nous a déclaré M. Djaballah. « Mais toute ingérence extérieure est rejetée par les Algériens, qu'il s'agisse des autorités ou de l'opposition », souligne-t-il. Quant à la France, déclare M. Djaballah, « nous lui demandons de nous laisser tranquilles ». Sur ce point, il précise : « La France soutient par exemple la solution sécuritaire, alors que l'opposition [algérienne] considère qu'une telle solution n'en est pas une ». Et d'ajouter : « Peut-être les choses changeront-elles si [Jacques] Chirac est élu ; oui, nous espérons que Chirac l'emportera ».

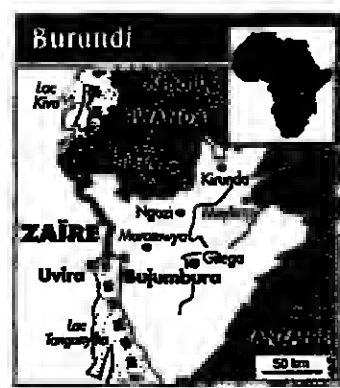
Les réfugiés hutus rwandais fuient à leur tour le Burundi

BUJUMBURA
de notre envoyé spécial
Est-ce un exode général qui s'annonce ? Six jours après la fuite de plus de 70 000 habitants des quartiers de Buzenzi, Bwiza et Kanyosha dans la capitale, à la suite de rudes meurtres de l'armée (sans doute plusieurs centaines de morts parmi les communautés burundaise, hutue et zairoise), c'est au tour des réfugiés rwandais (hutus) du camp de Magara, dans le nord du Burundi, de fuir en masse vers la Tanzanie. Le camp, qui compte 41 000 personnes, se serait quasiment vidé vingt-quatre heures après le début de l'exode, jeudi 30 mars au matin.

« Nous avons vu des gens partir sous l'orage, tellement ils avaient peur de voir revenir les militaires tutsis », raconte un témoin. Trois jours plus tôt, dans le camp de Majuri, un attentat à la grenade avait coûté la vie à douze réfugiés, dont trois femmes et deux enfants et blessé vingt-deux autres personnes.

Selon un responsable du Haut-Commissariat aux réfugiés (HCR), ce mouvement de panique s'explique aussi par l'insécurité croissante dans la ville voisine de Ngozi et le départ des expatriés, perçu de la communauté internationale. Enfin un rumeur veut que « les Tutsis se vengent » le 7 avril, date de la commémoration du génocide rwandais de 1994. Le nord du Burundi abrite près de 200 000 réfugiés rwandais et le mouvement de panique qui a saisi le camp de Magara risque de se répéter à plus grande échelle dans les prochains jours.

Les fuyards partent en masse vers la frontière tanzanienne, à cent kilomètres de là, espérant trouver un refuge en Tanzanie où se trouvent déjà 400 000 Hutus,



leurs villages pour travailler aux champs. Pourquoi ne rentrent-ils pas ? Certains hommes politiques de l'opposition tutsie sont soupçonnés de décourager les tentatives de retour, pour mieux exploiter leur peur et leur frustration.

VILLAGES DÉSERTÉS

Au sommet d'une colline, sur la commune de Muramwya, le camp de déplacés de Bihio (une centaine de pauvres hutus agglutinés, recouvertes de feuilles de plastique noir) abrite depuis dix-huit mois un millier de Tutsis gardés par une petite brigade de soldats et nourris par le Programme alimentaire mondial. Depuis quelque temps, l'atmosphère s'est apaisée sur cette colline, au point que les déplacés peuvent retourner dans la journée, et sans escorte, près de

leurs villages pour travailler aux champs. Pourquoi ne rentrent-ils pas ? Certains hommes politiques de l'opposition tutsie sont soupçonnés de décourager les tentatives de retour, pour mieux exploiter leur peur et leur frustration.

A trois kilomètres de Bihio, dans le hameau de Kiboha, quelques maisons incendiées témoignent du passage de l'armée en octobre 1994. Après avoir été dispersés sur les collines pendant quatre mois, les villageois (hutus) reviennent petit à petit et reconstruisent : ça et là on remarque de nouveaux toits de tiges.

Muramwya est l'une des provinces du nord les plus calmes. Dans celle de Kirundo, les exactions, à l'encontre des réfugiés rwandais, sont monnaie courante depuis six mois, elles touchent maintenant les Burundais hutus. Les milieux humanitaires évacuent une « émigration ethnique » conduite par l'armée et les milices tutsies, semblable à celle de Bujumbura. Et les expatriés, témoins gênants, sont invités à quitter les lieux. L'Organisation Médicale sans frontières a été visée par deux attaques à la grenade, début février, puis les autorités locales ont arrêté cinq employés de MSF (deux Zairois et trois Hutus). L'équipe s'accroche pour rester à Kirundo car elle est convaincue que sa présence garantit l'accès à l'hôpital et aux dispensaires pour les deux communautés et empêche certaines exactions d'avoir lieu.

Plus à l'est, sur la frontière tanzanienne, la province de Mnyinga est aujourd'hui partiellement vidée par les exodes de paysans hutus. Les villages frontaliers seraient tous désertés. La rébellion hutue y est active et, par contre, la répression impitoyable. L'attaque d'un camion militaire en

février a provoqué de furtives représailles et l'exil de 20 000 personnes : l'armée burundaise est allée jusqu'à traverser la frontière à la poursuite des « assaillants ». De même, depuis l'émergence d'une rébellion hutue en septembre 1994, les forces de l'ordre conduisent régulièrement de sanglantes opérations de désarmement dans les villages. « Le bilan humain de ce genre d'opération, constate un diplomate, est la moindre partie de cinq ou six fois pour une vingtaine de morts ».

Jean Héline

L'ONU ne fera pas régner l'ordre en Haïti

La multiplication des actes de violence, les carences de la justice et la vie chère menacent la démocratie

PORT-AU-PRINCE
de notre envoyé spécial
Avant même d'arriver à Port-au-Prince, où il a précédé le président Bill Clinton, le secrétaire général des Nations unies a tenu, jeudi 30 mars, des propos peu rassurants pour la majorité des Haïtiens, préoccupés par la multiplication des actes de violence (*Le Monde* du 31 mars). Il a déclaré que les « casques bleus » ne pourront pas être engagés dans des opérations de police ou de désarmement ; il a rappelé que le mandat de ces troupes, basé sur le chapitre 6 de la charte des Nations unies, ne prévoit le recours à la force qu'en cas d'autodéfense.

Bontros Bontros-Ghali devait assister vendredi 31 mars, en compagnie des présidents Clinton et Jean-Bertrand Aristide, à la cérémonie de passation des pouvoirs entre la « Force multinationale » (en grande majorité américaine) et la Mission des Nations unies en Haïti (MINUHA), composée de 6 000 soldats et de 900 policiers originaires de trente-sept pays.

A propos de l'assassinat, mardi, de M. Mireille Durocher Bertin, qui s'opposait notamment au président Aristide, le porte-parole de l'ambassade des États-Unis a révélé que les autorités américaines avaient eu connaissance d'un complot contre cet avocat, une semaine avant sa mort, et avait procédé à trois arrestations. « Alerté, le gouvernement haïtien a communiqué ces informations à M. Bertin, mais celle-ci n'a refusé la protection qui lui était offerte », a ajouté Stanley Schrago.

Outre la lutte contre l'insécurité, la réforme judiciaire constitue un autre dossier clé pour la démocratisation d'Haïti, à un moment où se multiplient les actes de justice expéditive des « brigades de vigilance », groupes d'autodéfense formés dans les quartiers à l'appel du président Aristide face aux défaillances de la police intermédiaire. Le ministre de la Justice, M. Jean-Joseph Exumé, dresse un bilan accablant : « Suranné, défectueux et

frustratoire, le système judiciaire haïtien ne fonctionne pas ». Le manque de formation et de moyens des juges, la vétusté de nombre d'entre eux ont, selon lui, transformé la loi en « instrument d'oppression et de terreur ».

LA FRANCE PRESQUE ABSENTE

Sollicitée par Lakhar Brahimi, le représentant (algérien) du secrétaire général des Nations unies, la France n'a réagi que lentement et modestement, dépechant deux experts. De leur côté, les Américains ont lancé un programme d'évaluation exécuté par des juristes résidents de l'armée américaine, accueillis avec méfiance. « Nous n'avons nullement l'intention de remplacer le système judiciaire haïtien, fondé sur le code Napoléon, par le nôtre », dit Lawrence Crandall, directeur de l'Usaid, l'agence de coopération américaine. « Nous voulons moderniser notre droit en nous inspirant de ce qui se fait en France, particulièrement en matière de procédure pénale », souligne M. Kely Tabuteau, le responsable de l'enseignement juridique à la nouvelle académie de police.

La lenteur du redémarrage économique nourrit aussi le mécontentement. « A bas Smarck Michel, le premier ministre de la vie chère », vocifère Hughes Guirand, responsable du Groupe d'initiative pour l'unité du camp du peuple. Plus d'un millier de jeunes manifestants de cette « organisation populaire » s'étaient rassemblés mercredi devant les grilles du palais national. Chômeurs pour la plupart, ils se disent « à 100 % avec Aristide », à qui ils demandent de limoger « les ministres bourgeois ».

Près de 70 % de la population est au chômage et les prix n'ont pas baissé depuis la fin d'un embargo généralisé d'importation. Le gouvernement, qui s'est engagé, sous la pression des bailleurs de fonds, à établir une économie de libre marché, est démuné face aux spéculateurs. Quant à l'aide internationale - Haïti a reçu des promesses à hauteur de 1,2 milliard de dollars -, elle arrive lentement.

Les délégations d'hommes d'affaires étrangers, pour la plupart américains et dominicains, qui se succèdent à Port-au-Prince, hésitent à investir. « J'attends le test des élections », confie l'un d'eux. En dépit des divisions du camp « Lavalas », les observateurs pensent que les formations se réclamant du président Aristide vont remporter une large victoire aux élections législatives de juin, ce qui pourrait affaiblir la position des « néo-libéraux » du gouvernement. « Notre principale réussite est d'avoir fait adopter des règles du jeu libérales en matière économique : libéralisation douanière, privatisations, etc. », souligne un responsable de l'Usaid.

Jean-Michel Carott

« Je ne sais pas comment ils font, mais moi je m'y retrouve »

BARCELONE 840 F

MARRAKECH 950 F
OSLO 1 090 F
ATHENES 1 100 F
LES ANTILLES 2 430 F
LA REUNION 3 490 F
NOUMEA 5 500 F

• vols aller retour
• départ de Paris
• à certaines dates
• hors taxes aériennes
• 160 agences en France
• (1) 41 41 58 58
• 3615 NF*



NOUVELLES FRONTIÈRES

Tout le monde s'y retrouve

Le président de la Serbie, Slobodan Milosevic cherche à nouer des contacts avec Sarajevo

Cette démarche ne paraît cependant pas annoncer la reconnaissance de la Bosnie par Belgrade

Un émissaire du président bosniaque, Alija Izetbegovic, a rencontré récemment le président de la Serbie. Aucun progrès vers un règlement du

conflit bosniaque n'a cependant été enregistré, contrairement à ce qu'avaient espéré les Occidentaux, notamment le ministre français des af-

aires étrangères, qui s'était montré très optimiste quant à une prochaine reconnaissance de la République de Bosnie par Belgrade.

LE MINISTRE FRANÇAIS des affaires étrangères, Alain Juppé, avait surpris, la semaine dernière, en paraissant convaincu qu'il était possible d'obtenir rapidement du président serbe, Slobodan Milosevic, la reconnaissance de la Bosnie et que celle de la Croatie n'était pas hors de portée. Ces déclarations avaient étonné ceux qui, à Belgrade, Zagreb ou Sarajevo, estimaient que le président serbe n'a pas abandonné son projet politique, même s'il a rompu, en août 1994, avec le chef des Serbes sécessionnistes de Bosnie, Radovan Karadzic. L'aide apportée par la Serbie aux Serbes de Bosnie et de Croatie en est, selon eux, la

preuve. Des contacts ont bien eu lieu entre un émissaire du président de Bosnie, Alija Izetbegovic, et Slobodan Milosevic. L'ambassadeur bosniaque en Suisse, Muhamed Filipovic, a confirmé s'être rendu, lundi 20 mars, chez le président serbe pour lui demander de reconnaître la Bosnie-Herzégovine. Cette rencontre, la première du genre depuis trois ans, s'est toutefois soldée par un échec. « Je n'ai aucune raison de retourner de nouveau à Belgrade puisque le président serbe n'a pas répondu par l'affirmative à ma demande », a déclaré M. Filipovic, jeudi 30 mars, à Sarajevo.

Selon ce dernier, le président

serbe essaie « depuis deux mois » d'établir des contacts directs avec les autorités bosniaques. Mais cette démarche semble viser avant tout à marginaliser son rival de Bosnie. En recevant un représentant bosniaque à Belgrade, Slobodan Milosevic lançait un nouveau coup de semonce à M. Karadzic, dont les positions maximalistes cassent le jeu habile du président de Serbie envers la communauté internationale. La visite à Belgrade, les jours suivants, d'une délégation de Serbes restés fidèles aux autorités de Sarajevo témoigne elle aussi de la tentative d'isoler un peu plus le chef serbe bosniaque. Invité par un groo-

puscule de pacifistes de Belgrade, la délégation a non seulement été autorisée à entrer en Serbie mais elle a été reçue inopinément par un représentant officiel, le président du Parlement de Serbie, Dragan Tomić.

« PETITS PAS »

Selon des proches de la présidence de Serbie, Slobodan Milosevic aurait obtenu l'effet escompté puisque plusieurs responsables de Pale, dont le commandant en chef de l'armée serbe bosniaque, le général Ratko Mladic, accouraient quelques jours plus tard à Belgrade pour connaître la teneur de l'entretien avec M. Filipovic. Selon les mêmes sources, Slobodan Milosevic essaierait d'arracher à Radovan Karadzic son feu vert pour négocier, au nom des Serbes de Bosnie, un plan de paix avec la communauté internationale. L'inflexible leader serbe bosniaque aurait rejeté la proposition de Slobodan Milosevic.

Officiellement, la diplomatie serbe n'a pas changé d'attitude. La reconnaissance de la Bosnie et de la Croatie ne peut être, selon Belgrade, que l'aboutissement d'une politique de « petits pas » passant par la reprise des négociations entre Serbes sécessionnistes de Krajina et Zagreb d'une part, Serbes de Bosnie et gouvernement de Sarajevo de l'autre. Des négociations qui devraient, selon les vœux de Belgrade, aboutir à l'établissement de fait de la partition territoriale, sous une forme ou sous une autre.

Le casse-tête de l'ONU pour rebaptiser la Forpromu

NEW YORK (Nations unies)

de notre correspondante

Les discussions sur le renouvellement de la Forpromu en Croatie, dont le mandat expire ce vendredi 31 mars à minuit, ont buté jeudi, au Conseil de sécurité, sur le problème du nom de la force de l'ONU qui doit lui succéder. L'Allemagne et, plus discrètement, les États-Unis ont en effet défendu le point de vue de Zagreb selon lequel le mot de « Croatie » doit figurer dans l'appellation de cette force. C'est une façon pour Zagreb de souligner que la Krajina, où doivent rester déployés la plupart des « casques bleus », fait partie intégrante de la Croatie, bien qu'aux mains de sécessionnistes serbes. La Russie s'étant opposée à l'Allemagne, le débat a été renvoyé au lendemain.

Ce n'est là que le dernier épisode de ce casse-tête des noms avec lequel le Conseil de sécurité se débat depuis qu'il a été décidé de rebaptiser la Forpromu. Outre les problèmes politiques, les appellations sou-

nue ces temps-ci un sujet de plaisanterie dans les couloirs de l'ONU. Pour la Croatie, suggérer un diplomate, on pouvait penser tout simplement à ONUC, pour « ONU en Croatie ». Mais un autre retourneait que les mauvais esprits en France s'en donneraient à cœur joie. Unif, proposait alors un autre diplomate, soit le sigle anglais pour « Force de l'ONU en Croatie ». Mais, cette fois, c'étaient les Allemands qui gloussaient, en expliquant ce qu'évoque de « très vilain » un tel sigle dans leur langue. Les Américains ont alors eu l'idée de faire d'une pierre deux coups : Onuc, qui, tout en signifiant « Opération des Nations unies pour le rétablissement de la confiance », sonnerait comme « ONU en Croatie », ce qui satisferait Zagreb. Mais, pas dupe, les Serbes séparatistes de la Krajina (en Croatie) refusent cette ambiguïté, tandis que Zagreb menace, si le nom de la Croatie ne figure pas dans le sigle, de remettre en cause la présence des « casques bleus ».

Afsané Bassir Pour

Florence Hartmann

M. Eltsine, boudé par la population, abrège sa tournée en province

AU LIEU D'UNE SEMAINE, le périple ferroviaire de Boris Eltsine à travers la Russie profonde n'aura duré que le temps d'une étape. Après un maigre bain de foule, lundi 27 mars, à Riazan, à 200 kilomètres au sud de Moscou, le président russe a, contre toute attente, choisi de poursuivre son voyage, en avion, jusqu'à sa datcha de Kislovodsk, une station thermale à moins de 300 kilomètres de Grozny. Mettant un terme inattendu aux traditionnelles « rencontres avec la population », qui, selon certains, constituent un coup d'envoi à la campagne présidentielle, le « tsar » Boris a préféré regagner le nord du Caucase, où il peut s'adonner aux joies du tennis.

L'accueil à Riazan avait été mitigé. Aux trois cents habitants venus

l'accueillir à la gare malgré les intempéries, il demanda si la vie n'était pas « trop dure ». Les malheureux s'étant crus obligés de répondre par la négative, il leur lança un regard faussement courroucé, puis enchaîna sur une question plus scientifique, concernant « le taux de natalité dans la région ».

Tranchant avec le style décontracté qu'il affectait avant son élection à la présidence, en 1991, Boris Eltsine semble avoir désormais opté pour un style plus « brejnévien ».

Escorté par une kyrielle de gardes du corps, le premier président « démocrate » de la Russie vit, dit-on, dans la psychosé de l'attentat tchétchène. Déjà, à l'été 1994, lors d'une tournée présidentielle en Sibérie, les forces de police de la ville de Krasnoïarsk avaient dû, contraintes et forcées,

remettre leurs armes aux membres de la toute-puissante garde présidentielle dépêchés sur place et postés jusque sur les toits de la localité sibérienne, dans la banquette d'un attentat.

Dans sa tentative d'imiter Alexandre Soljenitsyne, qui traversa la Russie en train, en juillet 1994, après vingt ans d'exil, Boris Eltsine semble avoir oublié combien sa popularité avait chuté. A la veille de ses « vacances de travail », la télévision indépendante NTV avançait le chiffre de 6 % à peine de satisfactions par la gestion présidentielle. Ce sondage et l'indifférence de la population de Riazan suffisaient à expliquer la désaffection sondée du chef du Kremlin pour la Russie rurale.

Reste à souhaiter que la tenue des élections, législatives en décembre-prochain et présidentielle en 1996, ne connaissent pas le sort du voyage en train. Des voix de plus en plus nombreuses s'élèvent, en effet, à Moscou pour réclamer leur report, dont le résultat serait, à coup sûr, un « cataclysme » pour la Russie, selon des membres de l'entourage présidentiel.

Boudée par le ouïoume un, la province russe n'a pourtant pas tout perdu : comme au XVIII^e siècle, lors du voyage de la Grande Catherine le long de la Volga, les villes qui jalonnaient le parcours présidentiel ont été nettoyées de leurs tas d'ordures, les graffitis ont disparu, les gares ont été repeintes, les routes refaites ; « Si Majesté passe », expliquait un insouciant de Riazan.

Marie Jégo



8H15

LE CRIBLE

NORBERT BALIT - GERARD SAINT-PAUL

ILS PASSENT LEUR INVITÉ AU CRIBLE POUR

NE RIEN

LAISSER PASSER

Pour connaître la liste des fréquences, tapez 36.15 RMC



Caté

INFO

L'Irak prépare ses réponses sur les armes bactériologiques

LE MINISTRE IRAKIEN de l'information, Hamed Yousef Houmadi, a affirmé, jeudi 30 mars, que son pays allait prochainement révéler des détails de son programme de recherches sur les armes bactériologiques. Il a déclaré : « Nous avons promis de préparer nos réponses pour les présenter avant le 10 avril », date à laquelle le Conseil de sécurité de l'ONU doit être saisi d'un rapport sur le désarmement irakien. Le chef de la commission spéciale de l'ONU chargée du désarmement irakien, Rolf Ekeus, avait reproché à l'Irak de continuer à dissimuler d'importantes informations sur ses activités dans le domaine des armes bactériologiques (Le Monde du 30 mars). Le rapport de M. Ekeus peut être décisif pour la levée partielle ou totale des sanctions internationales imposées à l'Irak depuis 1990. - (AFP)

Détente entre le Japon et la Corée du Nord

LE PARTI DES TRAVAILLEURS CORÉENS (communiste), au pouvoir en Corée du Nord, et trois partis membres de la coalition gouvernementale japonaise - le Parti démocrate libéral (PLD), le Parti social-démocrate (SDP) et le Parti pionnier - ont signé, jeudi 30 mars, à Pyongyang, un accord en vue de la reprise des négociations sur la normalisation des relations entre les deux pays, suspendues depuis 1992. Sans revenir sur le problème des réparations à verser à la Corée du Nord, conformément à un accord précédent de 1990, le texte précise que les deux parties ne mettront aucune condition préalable à la reprise du dialogue et qu'elles s'emploieront à « effacer un passé malheureux ». - (Correia)

EUROPE

■ **TCHÉCOSLOVAQUIE** : aucune des promesses faites par Moscou sur la Tchécoslovaquie n'a été suivie d'effet, a déclaré, jeudi 30 mars, Alain Juppé. Le ministre français des affaires étrangères a rappelé que les Russes avaient indiqué à la trilogie européenne, début mars, qu'ils s'efforceraient de négocier un cessez-le-feu, d'engager un dialogue politique, de faciliter l'acheminement de l'aide humanitaire et d'autoriser une présence permanente de l'OSCE. Or, a souligné M. Juppé, « sur aucun de ces quatre points il n'y a eu de progrès ». - (AFP)

■ **PAYS BALTES-RUSSIE** : les autorités litoniennes ont renvoyé pour la cinquième fois consécutive, jeudi 30 mars, 105 réfugiés d'origine kurde irakienne, afghane, et palestinienne vivant depuis une semaine dans un wagon, ballottés d'une frontière à l'autre entre la Russie, la Lituanie et la Lettonie. Selon les autorités litoniennes, il y aurait en Russie et en Biélorussie « 100 000 réfugiés qui cherchent à passer en Occident », et les pays baltes s'attendent cette année à « une véritable avalanche ». - (AFP)

■ **GRANDE-BRETAGNE** : le premier ministre, John Major, conserve toute sa confiance en son ministre du budget, Jonathan Aitken, malgré les accusations portées contre lui dans une affaire d'exportation illégale d'armes à l'Irak, a indiqué, jeudi 30 mars, un communiqué de Downing Street. M. Aitken, administrateur de l'entreprise BMARC de 1988 à 1990, soupçonné d'avoir fourni des armes à l'Irak et l'Irak en violation de l'embargo international, affirme ne pas avoir eu connaissance de cette vente, évaluée à 24 millions de dollars. - (AFP)

ASIE

■ **CHINE** : Deng Xiaoping a regagné son domicile après avoir été soigné, début mars, à l'hôpital militaire « numéro 301 » de Pékin, a-t-on appris jeudi 30 mars de source médicale. Un médecin chinois, qui s'exprimait sous couvert d'anonymat, a indiqué que l'état de santé de M. Deng, âgé de 90 ans, n'était « pas trop mauvais ». « Il est atteint, comme l'était Mao Zedong, de vieillissement cérébral, et souffre notamment de problèmes vasculaires », a ajouté ce spécialiste. - (AFP)

■ **AFGHANISTAN** : une fosse commune de vingt-deux corps, des personnes entassées d'une balle dans la tête, les mains liées dans le dos, a été exhumée, jeudi 30 mars, par des responsables de la sécurité du président Burhanuddin Rabbani à Charzayab, au sud de Kaboul. Les victimes, pour la plupart d'origine hazara, seraient des combattants de la faction chuite pro-iranienne Wahdat qui auraient été détenus dans ce secteur par les talibans (étudiants religieux). - (AFP)

PROCHE-ORIENT

■ **LIBYE** : le Conseil de sécurité de l'ONU a reconduit, jeudi 30 mars, en l'état, les sanctions imposées à la Libye depuis avril 1992. Tripoli avait refusé de livrer à Washington ou Londres les deux ressortissants libyens accusés d'avoir commis l'attentat contre un avion de la PanAm, en 1988, au-dessus de l'Écosse (270 morts). L'hypothèse d'un embargo sur les exportations de pétrole libyen, prôné par les États-Unis, n'a pas été prise en compte par le Conseil. Les sanctions incluent un embargo aérien, l'interdiction des ventes ou des transferts d'armes à la Libye, ainsi que le gel de certains avoirs libyens à l'étranger. - (Reuters)

■ **BAHREÏN** : un policier a été tué et deux autres ont été blessés, jeudi 30 mars, à Sitra, une des îles principales de l'émirat du Bahreïn, par l'explosion d'un cocktail Molotov jeté contre leur jeep, qui a aussitôt pris feu. L'attentat, annoncé par l'agence de presse du Golfe, porte à trois le nombre de policiers tués depuis le début des troubles antigouvernementaux, en décembre. - (AFP/Reuters)

AFRIQUE

■ **ÉRYTHÉE** : neuf touristes italiens ont été enlevés à la frontière avec l'Éthiopie, a déclaré jeudi 30 mars un ambassadeur italien à Addis-Abeba. Les touristes avaient loué des chameaux, le 15 mars, pour traverser le désert de Danakil. Ils ont probablement été enlevés par des nomades d'une tribu danakile qui veulent obtenir une rançon. - (AFP)

■ **TCHAD** : la période de transition a été prorogée une nouvelle fois, pour une durée d'un an, ont annoncé, jeudi 30 mars, les autorités de NDjamena. Cette période, qui doit conduire à la mise en place d'institutions démocratiques, avait déjà été prolongée de six mois et devait venir à échéance le 9 avril. Le processus démocratique avait pris un important retard en raison, entre autres, de polémiques autour du recensement électoral. - (AFP)

ÉCONOMIE

■ **PÊCHE** : la Grande-Bretagne s'opposera à des sanctions contre le Canada, a affirmé, jeudi 30 mars, aux Communes, le premier ministre britannique, John Major, déclarant « comprendre et partager le désir de sauvegarder les réserves de poisson ». D'autre part, le ministre des affaires étrangères canadien, de passage à Paris, s'est déclaré d'accord pour régler uniquement par la négociation le différend avec l'Union européenne. (AFP)

Le gouvernement nigérien négocie avec les mouvements touaregs

LE GOUVERNEMENT NIGÉRIEN et les mouvements touaregs doivent reprendre leur négociation vendredi 31 mars dans la capitale du Burkina Faso. La session a commencé le 28 mars et a été suspendue à la suite de dissensions au sein de la délégation touareg, dont le chef, Mano Dayak, a dû laisser la place à Rissa ag Boula, président du Front de libération de l'Azawagh et de l'Azawak. Au cours des douze derniers mois, plusieurs scissions sont intervenues dans les mouvements touaregs, portant leur nombre à six. Les délégations doivent aboutir à un plan de développement et à un compromis institutionnel concernant le nord du Niger. - (AFP)

[illegible]

ministère, les pouvoirs en
allant jusqu'à l'interdiction
de faire passer des décrets
aux députés, à l'exception d'un
seul, et qu'il est des rela-
tions entre le pouvoir exécutif
et le pouvoir législatif, sur le pro-
jet, certainement, et sur un
certain nombre de points
de détail, qu'il est des rela-
tions et qu'il est des compo-

tes par Moscou en la
30 mars. Alan Lloyd Le
que les Russes n'ont
s'efforcer de négocier
que, de façon candide,
le prétexte d'un manque
de confiance des Russes.

elles ont servi à une
réception d'urgence dans
une maison d'habitat
Russe, la capitale et la
ville de Moscou : les Russes
l'ont achetée et l'ont
vendue.

John Maku, secretary
of the American Friends
of the Congo, said that
the organization is planning
to send a delegation to
the Congo in the near
future.

The above information was obtained from the
 records of the FBI, New York City Office, dated
 1/15/64, and is being furnished to you for your
 information.

The following table shows the results of the survey. The first column shows the number of respondents who answered each question. The second column shows the percentage of respondents who answered each question. The third column shows the number of respondents who answered each question correctly. The fourth column shows the percentage of respondents who answered each question correctly.

1. **Introduction**
 2. **Background**
 3. **Methodology**
 4. **Results**
 5. **Conclusion**
 6. **References**
 7. **Appendix**
 8. **Index**
 9. **Table of Contents**
 10. **Summary**
 11. **Abstract**
 12. **Keywords**
 13. **Subject Headings**
 14. **Notes**
 15. **Footnotes**
 16. **References**
 17. **Appendix**
 18. **Index**
 19. **Table of Contents**
 20. **Summary**
 21. **Abstract**
 22. **Keywords**
 23. **Subject Headings**
 24. **Notes**
 25. **Footnotes**
 26. **References**
 27. **Appendix**
 28. **Index**
 29. **Table of Contents**
 30. **Summary**
 31. **Abstract**
 32. **Keywords**
 33. **Subject Headings**
 34. **Notes**
 35. **Footnotes**
 36. **References**
 37. **Appendix**
 38. **Index**
 39. **Table of Contents**
 40. **Summary**
 41. **Abstract**
 42. **Keywords**
 43. **Subject Headings**
 44. **Notes**
 45. **Footnotes**
 46. **References**
 47. **Appendix**
 48. **Index**
 49. **Table of Contents**
 50. **Summary**
 51. **Abstract**
 52. **Keywords**
 53. **Subject Headings**
 54. **Notes**
 55. **Footnotes**
 56. **References**
 57. **Appendix**
 58. **Index**
 59. **Table of Contents**
 60. **Summary**
 61. **Abstract**
 62. **Keywords**
 63. **Subject Headings**
 64. **Notes**
 65. **Footnotes**
 66. **References**
 67. **Appendix**
 68. **Index**
 69. **Table of Contents**
 70. **Summary**
 71. **Abstract**
 72. **Keywords**
 73. **Subject Headings**
 74. **Notes**
 75. **Footnotes**
 76. **References**
 77. **Appendix**
 78. **Index**
 79. **Table of Contents**
 80. **Summary**
 81. **Abstract**
 82. **Keywords**
 83. **Subject Headings**
 84. **Notes**
 85. **Footnotes**
 86. **References**
 87. **Appendix**
 88. **Index**
 89. **Table of Contents**
 90. **Summary**
 91. **Abstract**
 92. **Keywords**
 93. **Subject Headings**
 94. **Notes**
 95. **Footnotes**
 96. **References**
 97. **Appendix**
 98. **Index**
 99. **Table of Contents**
 100. **Summary**
 101. **Abstract**
 102. **Keywords**
 103. **Subject Headings**
 104. **Notes**
 105. **Footnotes**
 106. **References**
 107. **Appendix**
 108. **Index**
 109. **Table of Contents**
 110. **Summary**
 111. **Abstract**
 112. **Keywords**
 113. **Subject Headings**
 114. **Notes**
 115. **Footnotes**
 116. **References**
 117. **Appendix**
 118. **Index**
 119. **Table of Contents**
 120. **Summary**
 121. **Abstract**
 122. **Keywords**
 123. **Subject Headings**
 124. **Notes**
 125. **Footnotes**
 126. **References**
 127. **Appendix**
 128. **Index**
 129. **Table of Contents**
 130. **Summary**
 131. **Abstract**
 132. **Keywords**
 133. **Subject Headings**
 134. **Notes**
 135. **Footnotes**
 136. **References**
 137. **Appendix**
 138. **Index**
 139. **Table of Contents**
 140. **Summary**
 141. **Abstract**
 142. **Keywords**
 143. **Subject Headings**
 144. **Notes**
 145. **Footnotes**
 146. **References**
 147. **Appendix**
 148. **Index**
 149. **Table of Contents**
 150. **Summary**
 151. **Abstract**
 152. **Keywords**
 153. **Subject Headings**
 154. **Notes**
 155. **Footnotes**
 156. **References**
 157. **Appendix**
 158. **Index**
 159. **Table of Contents**
 160. **Summary**
 161. **Abstract**
 162. **Keywords**
 163. **Subject Headings**
 164. **Notes**
 165. **Footnotes**
 166. **References**
 167. **Appendix**
 168. **Index**
 169. **Table of Contents**
 170. **Summary**
 171. **Abstract**
 172. **Keywords**
 173. **Subject Headings**
 174. **Notes**
 175. **Footnotes**
 176. **References**
 177. **Appendix**
 178. **Index**
 179. **Table of Contents**
 180. **Summary**
 181. **Abstract**
 182. **Keywords**
 183. **Subject Headings**
 184. **Notes**
 185. **Footnotes**
 186. **References**
 187. **Appendix**
 188. **Index**
 189. **Table of Contents**
 190. **Summary**
 191. **Abstract**
 192. **Keywords**
 193. **Subject Headings**
 194. **Notes**
 195. **Footnotes**
 196. **References**
 197. **Appendix**
 198. **Index**
 199. **Table of Contents**
 200. **Summary**
 201. **Abstract**
 202. **Keywords**
 203. **Subject Headings**
 204. **Notes**
 205. **Footnotes**
 206. **References**
 207. **Appendix**
 208. **Index**
 209. **Table of Contents**
 210. **Summary**
 211. **Abstract**
 212. **Keywords**
 213. **Subject Headings**
 214. **Notes**
 215. **Footnotes**
 216. **References**
 217. **Appendix**
 218. **Index**
 219. **Table of Contents**
 220. **Summary**
 221. **Abstract**
 222. **Keywords**
 223. **Subject Headings**
 224. **Notes**
 225. **Footnotes**
 226. **References**
 227. **Appendix**
 228. **Index**
 229. **Table of Contents**
 230. **Summary**
 231. **Abstract**
 232. **Keywords**
 233. **Subject Headings**
 234. **Notes**
 235. **Footnotes**
 236. **References**
 237. **Appendix**
 238. **Index**
 239. **Table of Contents**
 240. **Summary**
 241. **Abstract**
 242. **Keywords**
 243. **Subject Headings**
 244. **Notes**
 245. **Footnotes**
 246. **References**
 247. **Appendix**
 248. **Index**
 249. **Table of Contents**
 250. **Summary**
 251. **Abstract**
 252. **Keywords**
 253. **Subject Headings**
 2

1. 1990年12月1日，某公司（以下简称A公司）与某银行（以下简称B银行）签订了一份借款合同，约定A公司向B银行借款人民币100万元，期限自1990年12月1日起至1991年12月31日止，利率按中国人民银行规定的利率执行。A公司应于1991年12月31日前一次性偿还本金及利息。A公司已于1991年12月31日前将全部本息偿还给B银行。

The first of these is the *Journal of the American Medical Association* (JAMA), which has been the most influential of the medical journals in the United States. It was founded in 1883 and has since then published a wide range of medical research, including clinical trials, laboratory studies, and reviews of the literature. The JAMA has been a leading voice in the medical community, and its publications have been widely cited in the medical literature.

[illegible]

Next

[illegible]

L'ESPACE EUROPE

Un homme d'affaires est souvent amené à effectuer un voyage aller et retour dans la même journée. Pour que ces heures de vol se passent dans le plus grand confort possible, nous avons réaménagé et redessiné nos fauteuils. Au sein de L'Espace Europe vous bénéficierez de 50% d'espace en plus et d'une agréable liberté de mouvements. Désormais, on peut avoir le bras long, mesurer plus d'un mètre soixante-dix et trouver le confort.



LE DROIT D'ÊTRE GRAND

MAINTENANT
ON PEUT AVOIR
LE BRAS LONG ET
AVOIR AUSSI DE LA
PLACE POUR DE
GRANDES JAMBES.



AIR FRANCE ÉTABLIT LES DROITS DU PASSAGER

Le SPD critique l'absence de la Pologne aux cérémonies du 8 mai en Allemagne

François Mitterrand devrait prononcer un discours à Berlin au lendemain de l'élection présidentielle tandis qu'une solution de compromis permettrait à Lech Walesa d'intervenir au Bundestag

BONN
de notre correspondant
« Une maladresse honteuse » : ainsi Rudolf Scharping, président du SPD, a-t-il qualifié, jeudi 30 mars, la décision du gouvernement de Bonn de ne pas inviter de représentant de la Pologne aux cérémonies du 8 mai à Berlin. A l'occasion d'un débat de politique générale au Bundestag, le leader de l'opposition allemande a reproché au chancelier Kohl sa vision de l'histoire en soulignant qu'il était « inadmissible que certains milieux chrétiens-démocrates estiment que le 8 mai est une date de deuil plus que de joie ».

Cette critique intervient alors qu'une pétition, signée par 250 personnalités de la vie publique allemande, critique l'idée que le 8 mai 1945 a été exclusivement une « libération » pour l'Allemagne. « Cette date n'a pas seulement été la fin du règne de la terreur national-socialiste, mais aussi le début d'une autre terreur : les expositions forcées », d'une nouvelle oppression à l'est, et le

début de la partition de notre pays. Les signataires de cette pétition se recrutent surtout dans les milieux de la droite intellectuelle, mais on y trouve aussi Alfred Dregger, président d'honneur du groupe parlementaire CDU-CSU au Bundestag.

SOLUTION DE REMPLACEMENT
Répondant aux critiques de l'opposition, le chancelier Kohl a souligné que le 8 mai signifiait non seulement la commémoration de la libération du nazisme, mais aussi le souvenir des souffrances infligées au peuple allemand par le régime hitlérien. Quant à la question de savoir qui il fallait inviter à Berlin, le chancelier a rappelé que le gouvernement de Bonn, à l'origine, ne souhaitait inviter aucun chef d'Etat étranger pour commémorer la fin de la guerre. C'est à la suite du vœu exprimé par François Mitterrand de prononcer un discours à Berlin (celui-ci aura lieu au lendemain de l'élection présidentielle) que le protocole a été modifié.

Pourquoi ne pas avoir invité le président Walesa ? « Si vous parlez de la Pologne, vous devez aussi, naturellement, poser la question de la République tchèque et de la Slovaquie (...). Vous devez vous adresser aux Pays-Bas, à la Belgique, au Luxembourg... », a dit le chancelier Kohl.

Les autorités de Varsovie ont regretté publiquement que le président Walesa n'ait pas été invité à Berlin. Le ministre des affaires étrangères polonaises, Vladislav Bartoszewski, souligne, dans une interview à l'hebdomadaire *Rheinische Merkur* paru vendredi 31 mars, que la seconde guerre mondiale a commencé avec l'invasion de la Pologne, « et non du Luxembourg ou de la Slovaquie ». Le ministre était attendu à Bonn vendredi 31 mars pour évoquer une solution de remplacement : peut-être, selon le vœu des Allemands, un discours de Lech Walesa devant le Bundestag aux alentours du 8 mai.

Lucas Delattre

(Publié)

(Mouvement contre le Racisme et pour l'Amitié entre les Peuples)

APPEL

« Lorsqu'une loi est inhumaine, c'est un devoir de s'opposer à la loi » Abbé Pierre
Tout près de nous, silencieusement, des hommes, des femmes, des enfants, vivent dans la misère et dans la peur. Chaque jour, des couples sont séparés, des enfants arrachés à leur parents, des malades atteints de pathologies graves expulsés, des demandeurs d'asile algériens, des réfugiés de l'ex-Yugoslavie, sont déboués et menacés d'être renvoyés dans leur pays d'origine. Dans notre état de Droit, nombreux sont des étrangers qui se trouvent en situation irrégulière bien souvent parce que les droits fondamentaux tels que le droit de vivre en famille, le droit de se marier, le droit d'asile ont été bafoués par les récentes dispositions gouvernementales. Dans le Journal Officiel du 28 décembre 1994, on peut lire le texte de la Loi n° 94-1136 du 27 décembre qui prolonge la loi du 31 décembre 1993 portant modification de l'ordonnance du 2 novembre 1945. Le titre I est ainsi libellé : « Toute personne qui, alors qu'elle se trouvait en France, aura par aide directe ou indirecte facilité ou tenté de faciliter l'entrée, la circulation ou le séjour irréguliers d'un étranger en France sera punie d'un emprisonnement de 5 ans et d'une amende de 200.000 francs ».

Nous, soussignés, mettons en garde les pouvoirs publics contre une utilisation monstrueuse de cette loi qui instaure le délit de la solidarité.

Ainsi, nous déclarons que, conformément à notre devoir de citoyens, nous avons déjà aidé ces hommes et ces femmes qu'on appelle les « sans papiers » et on sommes disposés à aider les étrangers en situation irrégulière.

ALLARD Jmé, chapeleur - ALLEG Henri, journaliste - AOUNIT Moudou, SGMRAP - AUDIN Josette - BALBAR Bienne, pht. - BAZTA Paul, journaliste - BARRAT Denise, écrivain - BAUBEROT Jean, directeur d'études - BEAUD Stéphane, sociologue - BEAUVILLARD Michèle, avocate - BENOT Yves, historien - BERNKAUD Jean-Philippe, éditeur - BERQUE Jacques, islamologue - BETTELHEIM Charles, directeur d'études - BIHRA Alain, enseignant - BLUWAL Marcel, metteur en scène - BONNAFE docteur - BORKER Jules, avocat - BOURDET Claude, Compagnon de la Libération - BOURDIEU Pierre, professeur - BOUVIER Jean-Claude, secrétaire général du Syndicat de la Magistrature - BRAVO Carlos, FASTI-BRIOUES Monique, avocat - BRUNERIE KAUFFMANN Joëlle, docteur - BUTIN Maurice, avocat - CABU Jean, dessinateur - CALLES Alain, SGADJOIT MRAP - CAUVE Louis-Jean, professeur - CARONNEL Paul, cinéaste - CASANOVA Antoine, philosophe - CHAGNOLLAUD Jean-Paul, professeur - CHARRB, dessinateur - CHAUMETTE François, comédien - CHESNEAUX Jean, professeur - CHEVASSUS Jacques Pdt MRAP - CHOMBAT DE LAUWE Henry - CHOMBAT DE LAUWE Marie-Josée, sociologue - CITRON Suzanne, historienne - CIXOUS Hélène, écrivain - CLANCY Genevieve, professeur - CONFORTIS Claude, metteur en scène - CONTE Antoine, avocat - CONTE Gérard, historien - CYREL Sylvain, rédacteur en chef - DARNINCKX Didier écrivain - DAMEITTE Félix, maître de conférences - DAURE-SERFATY Christine, écrivain - DAUTIN Yvan, artiste - DAVISS François, réalisatrice - DE BRUNHOFF Suzanne, économiste - CNRS - CHARLES-ROUX Edmonde, écrivain - DE FELICE Jean Jacques, avocat - DE FONTENAY Elisabeth, philosophe Paris I - DERUDDER Véronique, Sociologue - DEBATTISSE Anne-Muriel avocat - DEGUUY Michel, écrivain - DERRIDA Jacques, professeur - DESANTIDOMINIQUE, écrivain - DESANTIS Jean-Roux saint, philosophe - DEWITTE Philippe, historien - DREYFUS Sylvain, avocat - DUCOLONGE Guy, ancien député résident DUGOWSON Maurice, cinéaste - DUMAS André, pasteur - DUMONT René, écrivain - EINAUDI Jean-Luc, écrivain - FABRE Genevieve, professeur - FABRE Michel, professeur - FAGART Thierry, avocat - FAGET Huguette, comédienne - FAYGEARD, maître de conférences - FITTERMAN Charles, maître de conférences - FORTI Raymond, avocat - GAILLOT Jacques, évêque - GEBE, docteur - GIRARDOT Annie, comédienne - GIUDICE Fausto, écrivain - GODELIER Maurice, Directeur d'Etudes à l'HESS - GREM' François, professeur et Française, dirigeante d'association - GUILLAUMIN Colette, sociologue - GUILLEVIC, poète - HARE Mohamed, universitaire - HASSOUN Jacques, psychanalyste - HEIM Marc, maître de conférences - HERBULOT Guy, Bvêque - HESSEL Stéphane, Ambassadeur - HINCKER François, maître de conférences - JACOBY Daniel, avocat - JACQUARD Albert professeur - JAN Sylvie, présidente de l'UFF - JAZOULI Adil, sociologue - JEAN Raymond, écrivain - JONQUET Thierry, écrivain - JOXE Alain, directeur d'études à l'HESS - JURQUET Jacques, écrivain - KIRKACHARIAN Jean Jacques Pdt MRAP - KONOPNICKI Guy, écrivain - LABICA Georges, professeur - LACOUTURE Jean, écrivain - LALLAOUTI Mehdi, cinéaste, LAMBOTTE Maurice, directeur de recherches - LANGLOIS Denis, avocat - LE PORS Anicet, ancien ministre - LEDERMAN Charles, sénateur - LEQUENNE Michel, écrivain - LERICHE Claude, médecin - LEVY Albert, journaliste - LIAIZU Claude, Professeur - LIGER Didier, avocat - LINHART Robert et Virginie, enseignant - LOUR journaliste - MAGNY Colette, artiste - MAIRA Pierre, avocat - MENDES FRANCE Marie-Claire - MEYER Stéphane, avocat - MINKOWSKI Alexandre, médecin - MONTARCI Georges, journaliste - MONTEIL Vincent, professeur - MONZAT René, écrivain - MOUNA, éditeur - NOEL Bernard, écrivain - NOIRIEL Gérard, directeur d'études - NORDMANN Joe, avocat - OGERET Marc, chanteur - PARMEIN - PIGNONHEILL, écrivain - PASQUINI Xavier, journaliste - PAU LANGEVIN George, Avocat - PERRAULT Gilles, écrivain - PERROT Michèle, historienne - PIC Roger, journaliste - PIEPLU Claude, artiste - PIGNON-ERNEST Ernest, peintre - PHAN Jean, prêtre - PIQUET Christian, journaliste - POTTECHER Frédéric, chroniqueur judiciaire - QUIN Claude, économiste - RAJSFUS Maurice, écrivain - RALFI Jack, maître d'Aubervilliers, ancien ministre - RANCILLAC Bernard, artiste - RIFFAUD Madeleine, écrivain - RIOT-SARCE Michèle, historienne - ROUBAUD Jacques, directeur d'études à l'HESS - ROY Claude, écrivain - SANGLA Raoul, cinéaste SAUVAGE Catherine, artiste - SCHERER René, professeur, philosophe - SCHWARTZ Laurent, membre de l'Institut - SEBAND Didier, avocat - SEBBAR Letia, écrivain - SOLLEVILLE Françoise, chanteuse - SOUZA Roger, comédien - STORA Benjamin, professeur - SURET-CANALE Jean-Sylvester Anne, chanteuse - TANCELIN Philippe, professeur - TERREL Jean, avocat - TILLI Patrick, président du S AF - TORT Patrick, écrivain - TRICAUD Dominique, avocat - TRISTAN Anne, journaliste - VAILLANT COUTURIER Marie-Claude, député honoraire - VAL Philippe, comédien - VALIER Jacques, professeur - VAUCAIRE Cora, chanteuse - VAUTER René, cinéaste - VERNANT Jean-Pierre, professeur - VIDAL Dominique, journaliste - VIDAL-NAQUET Pierre professeur - VILAR Jean-François, écrivain - VILLERS Claude, producteur radio TV - VLADY Marina, comédienne - VOGUE Daniel, avocat - VOLLMAR Serge - VOVELLE Michel, historien - WILLARD Claude, professeur - YAQUELLI Marina, professeur - ZEILER Fred, artiste peintre.

Pour nous aider à financer cette campagne, nous avons besoin de votre soutien. Adresses vos dons à : MRAP-CCP PARIS 14825-85 ou par chèque bancaire à l'ordre du MRAP 89 rue Oberkampf 75011 PARIS.

Le Livre vert européen suggère un passage graduel à la monnaie unique

La solution d'un « big-bang » est écartée

Le Livre vert européen présentera plusieurs scénarios de passage à la monnaie unique. Mais la Commission marque sa préférence pour une formule graduelle, commençant par l'établissement de parités fixes entre les pays concernés et la conduite de leur politique monétaire par la Banque centrale européenne.

BRUXELLES
(Union européenne)
de notre correspondant

Guide pratique du passage à la monnaie unique, à l'usage des professionnels comme du grand public, mais également preuve donnée par les autorités communautaires de la volonté de mener à terme le processus d'union économique et monétaire (UEM), ainsi apparaît le Livre vert que la Commission européenne devrait approuver au mois de mai et dont Yves Thibault de Silguy, le commissaire chargé du dossier, devait dévoiler les grandes lignes au congrès de la Fédération bancaire européenne, ce vendredi 31 mars à l'abbaye de Royaumont. Un document qui devrait être prêt pour le conseil européen de Cannes, fin juin.

« Pour cristalliser les énergies sur des bases crédibles et acceptables par tous... », comme le souhaite la Commission, il faut changer d'approche, éviter de se polariser sur les dates ou sur le nombre de ceux qui pourront participer à l'exercice. Le passage à la troisième étape devrait se faire dès que possible, étant entendu cependant que 1999 est plus probable que 1997. Quant au nombre de pays qui répondront aux conditions requises, la seule at-

titude raisonnable demeure de pousser à la convergence, de plaider pour la réduction des déficits.

« Ce sur quoi nous voulons mettre l'accent, ce n'est pas avec quel ni quand, mais comment. Ce que nous proposerons, c'est la monnaie unique en kit, avec plan de montage », affirme M. de Silguy.

DEUX SCÉNARIOS

Le principal objet du Livre vert sera de définir des scénarios de passage, un cadre à partir duquel les banquiers, qui en auront des conséquences pratiques à tirer, pourront travailler. Il existe deux principaux scénarios. Le premier est celui du « big bang », où toutes les opérations qu'imposent le passage à la monnaie unique sont réalisées en une fois, mais que la Commission écarte, se rangeant en cela à l'opinion exprimée dans le rapport du groupe Maas, chargé d'étudier les problèmes techniques que soulève le changement de monnaie dans sept ou huit pays de l'Union (Le Monde des 22 et 23 janvier). Le Livre vert se prononce en faveur d'une solution plus graduelle.

« Lorsque les décisions politiques seront prises, il faudra aboutir à une masse critique suffisante pour rendre

le passage à la monnaie unique irréversible », souligne M. de Silguy. Il cite, comme ensemble de mesures nécessaires, la fixation de parités fixes et irrévocables entre les monnaies s'engageant dans la troisième étape, l'entrée en fonction de la Banque centrale européenne, avec charge de conduire, en écus, la politique monétaire des pays concernés, le fonctionnement en écus des relations interbancaires.

La phase suivante, qui implique le remplacement par des écus (billets et pièces) des signes monétaires nationaux, mais qui exige un travail de préparation technique et psychologique considérable, pourrait durer six mois ou un an plus tard. Sans sous-estimer l'importance de la tâche à accomplir, la Commission semble souhaiter qu'elle intervienne relativement vite, la visibilité de l'opération renforçant sa crédibilité.

« Nous voulons faire adhérer les opérateurs et l'opinion publique à l'idée de monnaie unique. Créer un ressort psychologique de même nature que celui qui a facilité, avant 1993, la mise en place du Marché unique. L'exercice est bien engagé », conclut M. de Silguy.

Philippe Lemaître

Gouvernements, patronats et syndicats s'accordent pour lancer une concertation sociale au sein de l'UE

A L'HEURE du grand marché, de l'Europe économique et monétaire, la dimension sociale de la construction européenne est une évidence. La crise de l'emploi, qui affecte 11 % de la population active de l'Union, pose le problème de la défense du modèle social européen. Mais la prise de conscience que les réponses, dans ce domaine comme dans tant d'autres, ne peuvent plus relever uniquement du niveau national, prend du temps.

Pour aider à y remédier, le thème de la conférence sociale européenne, qui réunit jeudi 30 mars à Paris, sous la présidence de Michel Giraud, les ministres des affaires sociales des Quinze, le commissaire européen Padoa-Schioppa, avec les représentants des grandes organisations patronales et syndicales européennes, est d'avoir esquissé les bases d'une véritable concertation sociale au niveau européen. La journée d'action dans le domaine des transports, qui coïncidait avec cette conférence, tombait à pic pour placer les participants face à leurs responsabilités. Le dernier conseil européen d'Essen, en décembre 1994, avait bien abordé cette dimension sociale européenne, en débattant du Livre blanc concocté par la Commission. Mais on l'a bien vu lorsqu'il s'est agi de la mise en oeuvre des grands travaux d'infrastructure communautaire ou de l'adoption d'un statut européen de comité d'entreprise : les gouvernements ont du mal à s'entendre dès qu'il s'agit d'être concret.

Henri de Bresson

REPUBLIQUE LIBANAISE AVIS CONCERNANT LA TENUE D'UN APPEL D'OFFRES (GÉNÉRAL RESTRICTION)

AMÉLIORATION ET VALORISATION DE LA ROUTE LITTORALE RELIANT DRAEYEH A NAHR EL MOTT
Valant Partie du Projet de Développement des Bâtiments et de Construction et d'Aménagement d'Autosoutes (Lot 246/93)

Le Gouvernement Libanais, représenté par le Ministère des Travaux Publics et par le Conseil de Développement et de la Reconstruction (CDR), soumet la tenue d'un appel d'offres général restreint pour l'exécution des travaux d'amélioration de la route littorale reliant DRAEYEH à NAHR EL MOTT. Ces travaux comprennent les éléments suivants :

- L'amélioration et la construction, d'une autoroute double à deux voies de longueur 5 km de longueur (3 à 4 voies de circulation dans chaque direction).
- La construction, l'aménagement d'une route double (2 voies de circulation dans chaque direction) d'une longueur de 12 km de longueur globale (à peu près 10 km de longueur).
- La construction de deux échangeurs et ponts supérieurs en béton précontraint à largeurs variables de 10 à 20 m et faisant une longueur totale d'environ 10 km.
- La construction de deux ponts pour piétons en béton précontraint.
- La construction d'un pont supérieur pour voie ferrée, en béton précontraint, de 20 m de longueur et de 50 m de largeur.
- Les travaux de génie sur la mer, remblais en mer et protection côtière à l'aide de médians et rochers.
- L'éclairage des routes.
- L'entretien des eaux de pluie.
- La construction, l'aménagement et la décoration des services publics comprenant les réserves d'approvisionnement en eau et réserves électricité.
- L'aménagement de jardins paysagers et l'irrigation.
- Des travaux divers, y compris la construction de trottoirs et le pavage des routes.

Le Gouvernement Libanais invite à participer à cet appel d'offres, les entrepreneurs libanais et non-libanais spécialisés dans les travaux de génie civil et ponts et chaussées, qui satisfont les conditions d'admissibilité requises dans le cadre des clauses spéciales relatives à cet appel d'offres et soumettent celles-ci, qui exigent que l'entrepreneur ait réalisé, indépendamment ou avec la collaboration d'un autre Entrepreneur, des travaux similaires ayant un montant global netifié, suivant les taxes de change de la Livre Libanaise à la date d'exécution, équivalent à deux cents millions (200 millions) de dollars américains durant les dix dernières années, dont un seul projet au montant global netifié comme indiqué plus haut, de cinquante millions (50 millions) de dollars américains.

Les offres doivent être soumises dans deux enveloppes scellées, scellées indépendamment, la première enveloppe contenant les documents techniques, les conditions administratives et les documents prouvant l'expérience et la compétence de l'entrepreneur ainsi que ses capacités techniques suivant les modèles énoncés pour la qualification et la garantie prévoyant de l'appel d'offres, et la seconde enveloppe contenant l'offre financière et les devis estimatifs et quantitatifs.

Un comité chargé des appels d'offres au sein du CDR ouvrira la première enveloppe seulement de chaque offre et évaluera les offres, les documents et les conditions administratives, et dressera la liste des Entrepreneurs qualifiés; les enveloppes contenant l'offre financière des entrepreneurs qualifiés seront ouvertes dans une séance publique dont la date sera fixée par le CDR.

Tout Entrepreneur désirent participer à cet appel d'offres est invité à retirer une copie des documents d'admissibilité, du siège du Conseil de Développement et de la Reconstruction à Talat El-Sheraf - Beyrouth, durant les heures de service officielles à partir du mardi 3 Avril, 1995 matin, moyennant le paiement de (5000) huit mille dollars américains réglés par chèque bancaire certifié au nom du Conseil de Développement et de la Reconstruction.

Les offres doivent être remises au service d'inscription affecté à cet usage au CDR, à condition que ce soit fait avant 12:00 heures (midi) heure locale, le Mercredi 12 Juin 1995.

سكنا في الامل

Des coups tordus

388
315 +
653



PRÉSIDENTIELLE Toute campagne présidentielle est le théâtre d'attaques et de calomnies diffusées en sous-main et anonymement. La

bataille entre les deux principaux candidats de droite semble, toutefois, entraîner cette année une multiplication de ces opérations. ● LES PROPRIÉTAIRES d'automobiles à mo-

teur Diesel ont été la cible d'une opération menée par tracts anonymes visant à répandre l'idée que le gouvernement allait instituer une surtaxe sur le gazole. La société PSA

ayant commandé un sondage sur le sujet, Edouard Balladur a fait saisir la commission des sondages, qui a rejeté cette réclamation. ● LE PREMIER MINISTRE-CANDIDAT est criti-

qué, d'autre part, dans une feuille anonyme adressée à divers responsables. Une association d'étudiants juifs favorables à Jacques Chirac a été victime, de son côté, d'un faux.

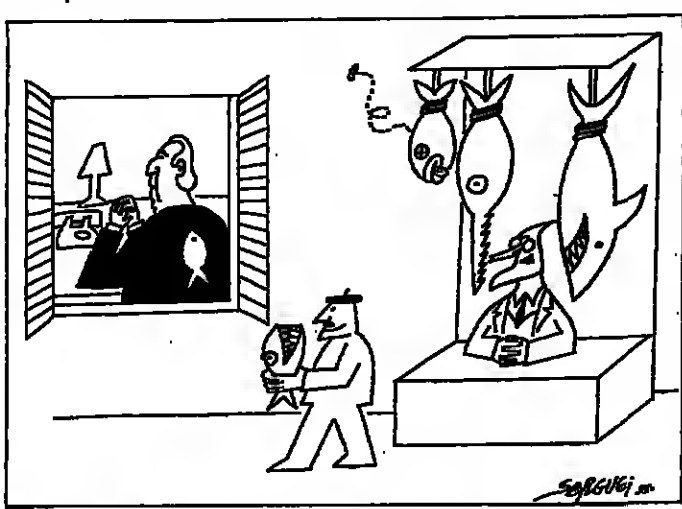
Des « coups tordus » émaillent la compétition au sein de la droite

La rivalité entre deux candidats issus du RPR donne lieu à des manœuvres de désinformation anonymes. La commission des sondages a rejeté, cependant, une réclamation faite au nom d'Edouard Balladur à propos d'une prétendue surtaxation du gazole

LA CAMPAGNE présidentielle est propice aux manœuvres de désinformation. Il existe, selon la formule consacrée, des « officines spécialisées » dans les basses œuvres, pour tenter de déstabiliser ou de salir l'un ou l'autre des candidats en lice. La rivalité entre deux candidats issus du RPR, Jacques Chirac et Edouard Balladur, a pour effet que toutes les opérations conduites en sous-main ont visiblement pour but de peser sur le choix des électeurs de l'actuelle majorité, alors que la gauche n'est pas mise en cause.

Les deux camps affirment être étrangers à ces manœuvres, et ils se rejettent la responsabilité de ces attaques, dont l'origine est invérifiable. Ils affirment, l'un et l'autre, ne pas avoir connaissance d'autres manipulations que celles dont nous faisons état. Il est entendu que les « coups tordus », par nature anonymes, se distinguent des « coups bas », dont les auteurs agissent à visage découvert et dont nous donnons un exemple concernant une émission de TF 1.

Pour ce qui des « coups tordus », l'affaire du diesel prend d'autant plus de relief que la commission des sondages vient de rendre une décision à son sujet. Saisie par Nicolas Bazire, directeur de cam-



pagne d'Edouard Balladur, au sujet d'une enquête d'opinion réalisée par BVA, elle vient de rejeter la réclamation qui lui avait été soumise. Alors que le collaborateur du premier ministre démentait une opération de désinformation, la commission estime qu'elle ne dispose d'aucun élément permettant de trancher en ce sens.

L'affaire commence dans les premiers jours du mois de février. Dans plusieurs départements de province, un tract anonyme est

amplement diffusé. Sous le titre : « Automobilistes utilisateurs de voitures Diesel, ceci vous concerne », il annonce que « le gouvernement actuel a pris une mesure rétroactive, dont on n'a pas eu [dont on a] peu parlé dans les médias » et qui consistera à faire « payer 500 francs par cheval fiscal, probablement sans forme de vignette », pour les véhicules de ce type. Le document précise que le dispositif devrait « entrer en application au courant de l'été 1995

(pendant les vacances) et donc, bien sûr, après l'élection présidentielle ». Le ministre du budget, Nicolas Sarkozy, s'en défend. Par un communiqué en date du 28 février, il assure que ce projet n'a jamais été envisagé. La rumeur continuant de circuler, le ministre du budget « réaffirme avec vigueur », dans un second communiqué, le 7 mars, que « ces allégations sont totalement mensongères ». Quelques jours plus tard, sur TF 1, Edouard Balladur montre le tract anonyme et parle de manipulation.

Les partisans du premier ministre sont d'autant plus convaincus de l'existence d'une opération de désinformation que le constructeur automobile PSA, dont le PDG, Jacques Calvet, défend des thèses beaucoup plus proches de celles de Philippe Séguin que de celles de M. Balladur, publie un sondage réalisé par BVA sur le même sujet. « Trouvez-vous justifiée la création d'une taxe spécifique sur les voitures particulières Diesel par une augmentation de leur vignette ? », est-il demandé aux sondés. Pour le ministre du budget, l'affaire est entendue : après un tract anonyme, diffusé sous le manteau, selon lui, par l'appareil chiracien du RPR, l'opération d'intoxication se pro-

longe avec cette enquête d'opinion. L'état-major de campagne de M. Balladur décide donc de saisir la commission des sondages.

L'affaire est plus compliquée qu'il n'y paraît. A l'automne, lors du débat sur le projet de loi de finances pour 1995, le sénateur (Union centriste) de Mayenne, Jean Arthuis, rapporteur général du budget, avait déposé un amendement tendant à réduire l'écart de fiscalité entre le supercarburant et le gazole. Le gouvernement n'avait pas retenu le projet, et M. Arthuis répète que cette affaire de vignette exceptionnelle n'a rien à voir avec son propre projet, mais

toutes les publications spécialisées n'avaient parlé que de cela en décembre. PSA, qui passe souvent commande de sondages, affirme qu'il était logique d'en faire un sur le sujet.

Composée de conseillers d'Etat, la commission des sondages s'est réunie le 28 mars et a considéré, après avoir pris connaissance du tract et du sondage, qu'aucun élément ne permet de faire un lien entre les deux et qu'une action concertée de désinformation n'était donc pas établie.

Olivier Biffaut
et Laurent Mauduit

Patrick Sébastien à visage découvert

L'émission « Les vieux de la vieille », présentée par Patrick Sébastien, partisan déclaré de Jacques Chirac, est diffusée le samedi, sur TF 1, à une heure de grande écoute. Elle mêle chansons, jeux, imitations et sketches dans lesquels des personnalités du spectacle sont grimaçées. Dans celle du 4 mars, Patrick Sébastien apostrophe un de ses collaborateurs en ces termes : « On t'a fait la tête de Sarkozy. Donc, normalement, ton prochain contrôle fiscal ne devrait pas tarder à tomber, après ce que vous avez vu maintenant. » Suit une séquence au cours de laquelle Nicolas Sarkozy, ministre du budget et de la communication, porte-parole d'Edouard Balladur dans la campagne présidentielle, est décrit comme un homosexuel sous le nom de « Pimprelle Sarkozy ». Son imitateur feint de se masturber devant des photos de M. Balladur et achève son exhibition sur un lit en chantant : « Je ne suis que de l'amour ».

Les précédents de 1969, 1974 et 1981

Tracts anonymes, campagnes d'insultes, attaques de presse, photographes truqués : toutes les élections présidentielles ont été émaillées d'incidents de ce genre.

● **Calomnies contre Claude Pompidou.** De nombreuses photographies circulent sous le manteau, en 1969, pour tenter de salir Claude Pompidou, épouse de Georges Pompidou, dans le cadre de l'affaire Markovitch.

● **Le « rationnement » de M. Mitterrand.** Tiré à un million d'exemplaires, en 1974, un journal factice intitulé *France-Matin* (Le Monde du 25 avril 1974) annonce : « Le président de la République François Mitterrand décide : rationnement des lundis : sucre, 2 kilos ; huile, 1 litre ; essence, 10 litres ».

● **Le « candidat du Kremlin ».** Une publication ronéotée, intitulée *La Lettre anonyme*, datée du 31 mars 1981, est largement diffusée (Le Monde du 3 avril 1981). On y lit ceci : « Ceux qui ont trouvé récemment dans leur boîte aux lettres une brochure intitulée « Giscard, le candidat du Kremlin » ne doivent pas s'y tromper. Ce libelle porte la mention : printed in Belgium. C'est faux : il a été imprimé dans la région parisienne, les textes ont été rédigés dans l'entourage de Jean-Jacques Guillet par une équipe d'écrivains d'extrême droite. Guillet ? Mais oui, celui d'Indice-Opinion et de Charles Pasqua. » S'estimant diffamé, ce dernier porte plainte contre X... quelques jours plus tard, pour que la police identifie l'auteur de cette feuille.

● **Les jumelles de M. Giscard d'Estaing.** Le 9 mars 1980, Valéry Giscard d'Estaing se rend en visite officielle en Jordanie. Une photo est largement diffusée, censée le montrer observant Israël à la jumelle. François Mitterrand en tire argument, le 5 mai 1981, lors d'un face-à-face (Le Monde du 7 mai 1981) : pourquoi, demande-t-il, êtes-vous « allé en Jordanie pour observer, ce qui était un symbole fâcheux, le territoire israélien d'un fortin de Jordanie » ? L'agence Gamma révèle peu après (Le Monde du 8 mai 1981) qu'elle a bien vendu ce document photographique à Renouveau juif. Il représente M. Giscard d'Estaing suivant à la jumelle... une course de chameaux, en Arabie saoudite, en janvier 1977.

Feuille anonyme, « bilan » sans signature et fausse lettre

● **La Guillolette.** Une feuille baptisée *La Guillolette* parvient régulièrement dans les rédactions. Chaque exemplaire s'achève sur une citation « racontée » du général de Gaulle, extraite, la plupart du temps, de ses discours prononcés entre 1940 et 1945.

D'une périodicité annoncée hebdomadaire, il s'agit d'une simple feuille imprimée recto-verso. Rédigée anonymement, elle dit provenir d'une « imprimerie spéciale ». Le numéro 2 était égaré dans le courrier de M. Balladur. Le dernier exemplaire, qui porte le numéro 12, est titré « La fin du cauchemar » et il est entièrement consacré, comme tous les précédents, à la démolition en règle du premier ministre-candidat. « M. Balladur est un cauchemar pour la France. Il n'a rien compris. Selon lui, les Français qui se réveillent n'auraient pas lu d'assès près son programme, tout le malentendu viendrait de là. [...] Un tel degré d'aveuglement et de dérive ne relève plus que de la camisole de force. M. Balladur est un fou qui se prend pour un candidat à l'élection présidentielle », est-il écrit dans le dernier numéro.

« Aujourd'hui majoritaire dans la déstabilisation nationale, M. Balladur fera bientôt l'unanimité », continue l'auteur, qui décrit M. Balladur comme « un concentré de ce que la bourgeoisie d'argent a produit en deux siècles de plus abject ». Dans le numéro précédent, sous le titre « Un vilain très moche », il réservait sa talent à l'épouse du chef du gouvernement : « M. Balladur, quand elle ne bat pas le briquet dans les concerts de rock, défend son mari dans les gazettes. M. Balladur s'était déjà caché derrière sa femme, à qui, s'il faut l'en croire, appartient tous ses biens. C'est ainsi que se bat ce champion de l'élegance et du courage. »

Le numéro 10 de *La Guillolette* était titré « Le bas de soie » et faisait longuement allusion au jugement de Napoléon sur Talleyrand : « De la m... dans un bas de soie » — pour l'appliquer à M. Balladur. Dans son numéro 9, cette feuille parle de l'entourage du premier ministre comme de « tétrards », qui « usent de si grosses ficelles que tant de cynisme touche à la candeur ». « Entendre des bourgeois dorés sur tranche se faire gloire de la diminution supposée du nombre de chômeurs est un moment d'une

abjection assez surréaliste. M. Balladur, qui ne connaît les pauvres que par ouï-dire, se pavane à propos d'un chiffre que lui ont fabriqué ses officines », affirme le rédacteur de cette officine-là.

Certains lecteurs de *La Guillolette* ont cru reconnaître la patte littéraire de Denis Tillinac, un écrivain anarcho-gaulliste qui revendique haut et fort son soutien à Jacques Chirac. Interrogé par *Le Monde*, M. Tillinac dément être à l'origine de cette feuille et dénonce ces pratiques, qu'il juge « répugnantes ». Indiquant qu'il avait eu connaissance il y a un mois de l'existence d'une officine spécialisée dans ces basses œuvres, il précise qu'il en a parlé au maire de Paris. « J'en ai dit deux mots à Chirac. Il a guéchi et il est intervenu pour que l'affaire aille », M. Tillinac observe que ce genre de pratique est souvent le fait de l'extrême droite. « C'est sa spécialité », dit-il.

● **Le « bilan ».** Un document anonyme de 24 pages, à la présentation élégante et soignée, truffé de chiffres et intitulé « Deux ans de gouvernement de M. Edouard Balladur » a été envoyé à la presse, par le même expéditeur que *La Guillolette*.

Après avoir observé, dans son introduction, que « le candidat Edouard Balladur a souhaité être jugé sur son bilan » et que « le projet qu'il présente aux Français repose sur la poursuite de l'action qu'il a engagée depuis deux ans », le document anonyme « se propose donc de permettre d'éclairer le jugement des électeurs, en dressant, sans complaisance, un bilan synthétique de cette action au vu des engagements contractés et des priorités officielles ».

Rappelant les propos sur le chômage tenus devant l'Assemblée nationale, le 8 avril 1993, par le premier ministre, le document indique que en la matière, le résultat est un « objectif non atteint ». « On peut donc parler, écrivent les auteurs, d'un ralentissement, mais aucunement de la stabilisation ou de la dérive qu'avait annoncées M. Edouard Balladur. » Reprenant des thèmes chers aux chiraquiens, le document souligne que « sous M. Balladur, la France se fracture » et que « la prise en charge de la dépendance [est] oubliée ». Le résultat n'est pas meilleur pour ce qui est de l'impartialité de l'Etat, car les efforts sont « insuffisants » dans les domaines de la justice et de la sécurité, alors même que « le

pluralisme [est] malmené ». S'agissant des déficits publics, le document relève que « de nombreux facteurs de dérapage se sont développés » et que « les chiffres présentés par le gouvernement sont très incomplets et tronqués ». Il affirme que « rien n'a été fait depuis 1993 pour désendettier l'Etat ». La référence répétée aux critères de convergences fixés par le traité de Maastricht laisse supposer — peut-être à tort ? — que les auteurs sont de chauds partisans du traité sur l'Union européenne. « L'effort de réduction des dépenses publiques n'a pas été mené », déplorent-ils.

Assurant que le gouvernement est « en retrait » sur le dossier de l'éducation, qu'il « renonce » sur la réforme de l'apprentissage et que « les promesses [ant. été] oubliées » sur les enseignements artistiques, les auteurs se demandent, candidement, « quel crédit peuvent accorder les Français à un candidat qui, en si peu de temps, change aussi souvent d'avis et fait le contraire de ce qu'il dit ? »

● **Les « étudiants juifs pour la République ».** C'est une tradition : la communauté juive est l'objet d'attentions particulières de la part des officines spécialisées au moment des campagnes présidentielles. Cette fois-ci, c'est une association baptisée « Etudiants juifs pour la République » qui a fait les frais d'une manipulation qui l'a fait passer pour un relais de M. Balladur, alors qu'elle soutient M. Chirac.

Créée le 9 décembre 1994 par Jacques-Olivier Sarfaty, président, et Emmanuel Cohen, secrétaire général, cette association avait pour but, au dire de ses fondateurs, d'être « une UJIF de droite ». L'Union des étudiants juifs de France étant classée, par eux, à gauche. Le 18 mars, MM. Sarfaty et Cohen font parvenir à 500 responsables de la communauté juive un courrier dans lequel ils font part de leur émotion devant « les multiples rebondissements de ce qu'il est convenu d'appeler l'affaire Balladur-Le Pen », en précisant : « Au fil des déclarations des uns et des silences des autres, il apparaît qu'il existe, au mieux, une étroite connivence entre les deux hommes ; au pire, une alliance en bonne et due forme. »

Cette lettre met en cause le CRIF (Conseil représentatif des institutions juives de France), que préside Jean Kahn. « D'habitude prompt à s'engager à de nombreux

sujets, le CRIF est resté jusqu'à présent silencieux sur cette affaire », écrivent les deux auteurs, qui, en conséquence, demandent au CRIF « de faire connaître sa position officielle » et « de rappeler l'apostrophe viscérale de [la communauté juive] à l'égard de l'extrême droite ». MM. Sarfaty et Cohen ne citent pas le oom du maire de Paris dans leur courrier, mais ils assurent le soutenir « depuis qu'il est à 15 % ».

Une nouvelle lettre est diffusée le 27 mars. Elle est à l'en-tête de leur association et elle porte la signature des deux fondateurs. Ce courrier s'en prend au CRIF, qui « s'est refusé à donner une consigne de vote », et se félicite des « réponses satisfaisantes » apportées par M. Balladur aux

préoccupations de l'association. Il cite les déclarations du chef du gouvernement dans un entretien accordé à l'hebdomadaire *Tribune juive* (daté 23 mars) : « On s'est servi de la communauté juive à prendre publiquement position pour le candidat Balladur ».

Ce faux ne lésine pas sur les moyens en attaquant M. Chirac, qu'une « amitié fraternelle » lierait à Saddam Hussein, et en dénonçant les liens familiaux d'un de ses conseillers avec l'entourage du président de l'OLE. « On s'est servi d'une petite association pour faire une grosse manipulation », confie M. Sarfaty qui, mercredi 29 mars, a déposé une plainte contre X... pour faux et usage de faux.

O. B. et L. M.

Le Monde DES PHILATÉLISTES

Dossier spécial Les présidents de la République

Et toujours notre dossier de l'année
Le centenaire du cinéma

BON DE COMMANDE DU NUMÉRO D'AVRIL 1995

NOM : _____ PRÉNOM : _____

ADRESSE : _____

CODE POSTAL : _____ LOCALITÉ : _____

France métropolitaine seulement: 30 F (port inclus)

Nombre d'exemplaires : _____ x 30 F = _____ F

(Les versements ne sont pas acceptés.)

Commande à faire parvenir avec votre règlement à
LE MONDE, service vente au numéro, 15, rue Falguière, 75001 PARIS CEDEX 15

Pour les services, tous commandés de droit accompagnés de votre règlement par chèque bancaire ou postal

هكذا من الفصل

UN MODÈLE ÉCONOMIQUE
AFFAIBLI

Le libéralisme mondial a contraint le pays à une modernisation à reculons

Les nouvelles règles du marché s'accommodent mal de la tradition colbertiste

Le directeur général du Fonds monétaire international, Michel Camdessus, expliquait, en novembre 1994, que « la France apparaît comme un pays qui, depuis 1958, gère de manière plutôt satisfaisante ses affaires ». « Au total, ajoutait-il, en dépit de quelques handicaps, le reste du monde voit la France comme relativement bien placée dans la compétition mondiale, où elle a montré qu'elle peut jouer jeu égal avec l'Allemagne. »

Six mois plus tôt, en mai, *Newsweek* publiait un dossier sur « la gloire passée de la France ». L'hebdomadaire américain expliquait, tout au contraire, qu'« au cours des temps économiques difficiles, une perte d'influence politique et un sens vacillant de leur identité nationale les Français en appellent à un passé qui disparaît rapidement et craignent de se confronter avec un futur qui paraît pâle ». Et de citer la débâcle du Crédit lyonnais, les 12 % de chômage, les sans-abris, les petits boulots. Le déclin français, selon *Newsweek*, n'est pas superficiel. Il s'opère sur les valeurs les plus spécifiques de la France : sa culture en voie d'américanisation, sa philosophie des Lumières trahie par la double tentation d'un protectionnisme commercial et d'une politique d'immigration restrictive, son sens de la citoyenneté, enfin, étouffé sous l'excès de « dirigisme » et les soupes.

Les deux jugements ne sont pas si contradictoires qu'il peut sembler. La France souffre du paradoxe d'avoir considérablement renoué son outil économique depuis 1983 (la date qui marque le virage de la politique économique de M. Mitterrand) et, pourtant, d'en être comme malheureuse. « La France a accepté les règles de l'économie de marché, même si quelques soupçons demeurent sur le caractère sans réserve de cette acceptation », résume Michel Camdessus. Acceptation sinon honteuse des impératifs de la compétition internationale, du moins toujours rétive, comme si elle lui imposait un renoncement à elle-même, à sa culture, à sa tradition jacobine, à son goût prioritaire pour la politique. L'économie contre l'identité ?

« Il y a bien une exception territoriale française et nous en sommes collectivement dépositaires. On ne négocie pas son identité comme une marchandise. » Dans l'affaire du GATT, Jacques Chirac avait donné le ton, le 21 octobre, qui devait être, dans les mois suivants, adopté par Edouard Balladur : la France ne céderait pas ! Elle refusait le fameux accord de Blair House, qui imposait de réduire les capacités de production agricole françaises. Brandissant les fourches paysannes, les Français retrouvaient l'un de ces rares moments d'unité où ils se mobilisent, joyeux, contre tous les autres réunis.

Pour les historiens de l'économie française, la négociation du GATT restera une « matière » extraordinaire dans l'étude de la

mondialisation de l'économie, les déréglementations financières et les changements technologiques ont bouleversé tous les modèles nationaux, prenant à revers, en particulier, la

tradition française d'étatisme et contraignant le pays à une modernisation à reculons. La France ne s'est pas mal sortie de cette navigation par vents contraires, rattrapant son retard d'inter-

nationalisation alors que l'Europe s'affaiblissait devant la poussée des pays asiatiques. Mais sa croissance n'est pas redevenue forte et son taux de chômage est resté élevé.

modernisation du pays. Du foliole aux grands mouvements de menton à l'Assemblée nationale, des savants calculs d'une administration qui, un temps hésitante, s'engageait à son tour dans un dialogue diplomatique privilégié avec Bonn : tout y est en effet. Et d'abord l'essentiel : la France a finalement gagné, en décembre, cette drôle de bataille face aux États-Unis. En jouant de l'Europe et de la francophilie du chancelier Kohl, elle est parvenue à rouvrir les discussions avec les Américains et à obtenir de substantielles concessions.

C'ÉTAIT une victoire, était-ce une bonne victoire ? Pour l'étranger, la réponse est négative puisque la cause française apparaissait bien peu compréhensible. Sans doute les agriculteurs avaient-ils des intérêts légitimes à l'exportation que les négociateurs de Bruxelles avaient, en effet, bien mal défendus. Mais ils ne représentent que 4 % de la population active : la « Grande Nation » devait-elle entonner la *Marseillaise* au risque de passer pour archaïque et protectionniste et surtout d'ignorer les autres dossiers du GATT - aéronautique ou services financiers - sur lesquels elle avait au total beaucoup à engranger ? Qu'importe aux yeux français. La ruralité identitaire l'avait emporté contre la mondialisation du GATT. Et le pays avait fait la preuve qu'il comptait encore parmi les grands.

Le débat du GATT était sans doute le plus symbolique mais ceux qui, à intervalles réguliers, émaillent l'actualité socio-économique nationale révèlent le même malaise. Comment définir une politique commerciale défensive contre les constructeurs automobiles japonais ? Comment préserver les acquis sociaux ? Comment mettre fin au « désordre » des marchés financiers ? Faut-il une « autre politique » économique que celle du traité de Maastricht et du « franc fort » ? Les questions tournent autour du même constat dérangeant : la mondialisation vient de l'extérieur. Le peuple des Lumières n'impose plus ses vues au monde, il subit une mondialisation accélérée dans laquelle il pèse peu et qui, de surcroît, détruit une à une les caractéristiques du modèle français. La banalisation est certes générale : l'internationalisation, les déréglementations financières, l'accélération des changements technologiques bouleversent depuis vingt ans tous les modèles nationaux. Même ceux qui semblent les mieux protégés sont touchés. Le Japon s'en porte

assez mal (*Le Monde* du 29 mars), l'Allemagne mieux.

Mais en France l'affrontement est d'une force particulière puisque le libéralisme mondial prend à revers le modèle français, colbertiste et républicain, et contraint à une sorte de modernisation à reculons. La France des années 80 a donné l'impression de se réconcilier avec l'économie : il a suffi d'une récession (1993) pour montrer ce que sa conversion avait de factice. Son passé est revenu au jour. Ses racines catholiques et révolutionnaires lui font toujours considérer l'argent comme destructeur, du moins en façade. Elle préfère le sens civique à la société civile. L'État à la concurrence. La république à la démocratie.

La campagne pour l'élection présidentielle se présente de ce

Internationalisation

La France est l'un des pays les plus « attractifs » pour les capitaux internationaux. Sa part dans le total des investissements directs mondiaux est passée de moins de 4 % en 1980 à 14,5 % en 1992, la classant au premier rang avec la Grande-Bretagne. Depuis, la récession a provoqué un recul et la France a été dépassée par la Chine. Les firmes étrangères emploient plus de 2 millions de personnes sur le sol national.

Dans l'autre sens, les firmes françaises ont accru considérablement leurs investissements à l'étranger, renforçant leur internationalisation, désormais presque comparable à celle des concurrents américains ou allemands. Les firmes françaises employaient 2,3 millions de personnes hors de nos frontières en 1992. Les investissements à l'étranger ont eux aussi subi les conséquences de la récession : la reprise et la faiblesse du dollar devraient entraîner un regain. La France a équilibré ses échanges commerciaux de biens en 1993 pour la première fois depuis 1978, traduisant une bonne compétitivité.

point de vue comme une dénotication générale des années 80, « années libérales, années fric ». Même la droite, avec Jacques Chirac et Edouard Balladur, réhabilite l'État. Retour de balancier habituel dans l'histoire française. Toute la question est de savoir si ce retour se traduira seulement par une crispation démagogique ou s'il sera fécond et engendrera une réconciliation du marché et de l'État, pour reprendre les mots de Jacques Chirac.

DIFFICILE de répondre. Les discours entendus lors de la campagne poussent plutôt au pessimisme, mais le doute est encore permis. Car, comme la victoire du GATT, la modernisation de l'économie française est ambivalente. Le pays ne s'est pas trop mal sorti, jusqu'ici, de sa navigation par vents contraires. La France dispose de la seule industrie du

formidable poussée du Japon, des « dragons » et des « tigres » asiatiques. Les pays d'Asie sont passés de 15 % du commerce mondial en 1981 à 26,7 % en 1993. Dans ce contexte très difficile, la France est parvenue à redresser ses comptes extérieurs, signe de son regain de compétitivité. An débet des années 80, toute croissance forte creusait le déficit de la balance commerciale et finissait par imposer une dévaluation du franc. Il fallait presto mettre le pied sur le frein. Aujourd'hui cette « contrainte extérieure », si célèbre parmi les économistes, a disparu.

Mais la croissance n'est pas redevenue forte. La France est ramenée au rang des pays européens les plus lents. Le taux de chômage s'accroît à 12 % et trappe les jeunes, les femmes et les moins qualifiés. Il y a une « exception française » de l'emploi, et elle est désastreuse. Le modèle qui permit les « trente glo-

riennes » d'après-guerre avec une expansion de plus de 5 % l'an, proche de la japonaise et devant celle de tous les partenaires européens, tourne mal. Le colbertisme a perdu son efficacité. Ses bases mêmes sont fragilisées. Les maîtres mots d'après-guerre - reconstruction, prévisions, équipements - collaient avec le jacobinisme centralisateur et planificateur. Le développement « fordiste », qui s'appuyait sur la diffusion de masse des biens de consommation durables (automobile, électroménager) fabriqués par du travail à la chaîne d'une main-d'œuvre venue des champs de Navarre ou du Maghreb, entrainait en résonance avec les formes institutionnelles et culturelles du pays. Mais les traits de l'économie moderne, cyclique, volatile, infidèle, imposent une décentralisation des décisions et une primauté de la société civile. La modernité est capillaire, sans centre. Elle est tout sauf étatiste.

Les déficits budgétaires borborent de toute façon, inéluctablement et durablement, le pouvoir économique de l'État. Les entreprises, en s'internationalisant, coupent leur cordon ombilical avec lui. Seuls les marchés financiers offrent les moyens de leur développement. L'introduction de compléments par capitalisation aux systèmes de retraite devrait entraîner une démassification des systèmes sociaux.

ON peut ajouter *in fine* que les « affaires » de corruption et de financement des partis politiques ont poussé l'opinion publique - sans doute plus libérale que ses dirigeants - à remettre violemment en cause le « système » tout entier des élites colbertistes. Manque de transparence, consanguinité et fermeture : les critiques pleuvent, qui ne s'arrêteront sans doute plus. La montée en puissance des juges impose un État de droit non conforme à la tradition.

La France subit la loi du nouvel ordre capitaliste du monde. Elle a raison d'en dénoncer les injustices et les ravages ; combat conforme à son histoire et qui n'est ni inutile ni creux. Mais elle ne peut s'en extraire. Pour arrêter de le subir, il lui faut s'approprier le marché, inventer une hybridation dynamique de son modèle, un État post-dirigiste et une citoyenneté économique.

Éric Le Boucher

Prochain article :
Une diplomatie
en quête d'influence

Repères

1981
● 11 mai : au lendemain de l'élection de François Mitterrand, le franc tombe à son cours plancher au sein du système monétaire européen.
● 22, Pierre Mauroy, premier ministre, adopte des mesures pour défendre la devise française.
● 4 octobre : réajustement monétaire au sein du SME. Le franc et la lire sont dévalués de 3 %.

1982
● 11 février : promulgation de la loi concernant la nationalisation de 5 groupes industriels, de 36 banques et des compagnies financières de Paribas et de Suez.
● 12 juin : nouveau réajustement monétaire au sein du SME. Le franc perd 9,59 % par rapport au deuschemark. Le lendemain, Pierre Mauroy présente les mesures de lutte contre l'inflation.

1983
● 26 janvier : présentation du plan d'insertion professionnelle des jeunes de 16 à 25 ans et des mesures pour lutter contre la pauvreté.
● 1^{er} mars : nouvelle dévaluation du franc (2,5 %) conduisant à un virage de la politique économique.

Prélèvement fiscal de 1 % des revenus de l'année 1982, emprunt obligatoire de 10 % des impôts payés en 1981 et renforcement du contrôle des changes.
● 30 juin : adoption de la loi sur la démocratisation du secteur public.

1985
● 12 décembre : adoption du projet de loi modernisant le marché financier.
1986
● 6 avril : dévaluation du franc (3 %).

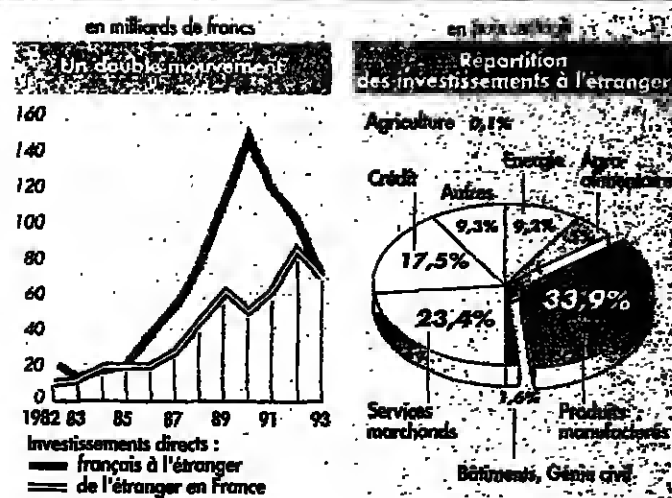
● 31 juillet : adoption de la loi autorisant le gouvernement à privatiser 63 groupes industriels et financiers.
1987
● privatisations de Paribas (19 janvier), du Crédit commercial de France (7 avril), de la CGE (11 mai), de Havas (25 mai), de la Société générale (15 juin), de TF-1 (29 juin) et de Suez (17 octobre).

1988
● 28 novembre : adoption d'un projet de loi créant le revenu minimum d'insertion (RMI).
1989
● 1^{er} février : la contribution sociale généralisée (CSG) entre en application.
● 5 avril : un décret assouplit le « ni nationalisations ni privatisations » et ouvre le capital des groupes publics en cas d'accord stratégique.

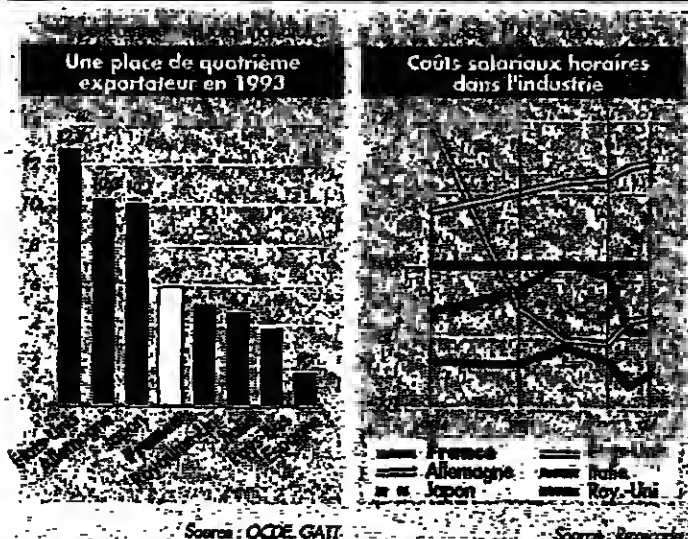
1992
● 29 avril : le gouvernement adopte un plan contre le chômage de longue durée et, le 5 août, un plan de relance du travail à temps partiel.
● 20 septembre : ratification du traité de Maastricht.
1993
● 21 et 22 juillet : publication des textes concernant les privatisations de sociétés industrielles et de banques.
● 5 octobre : adoption d'une loi quinquennale sur l'emploi par l'Assemblée nationale.

1994
● 3 novembre : mise en vente de 29 % du capital de Renault dans le public pour 13 milliards de francs.

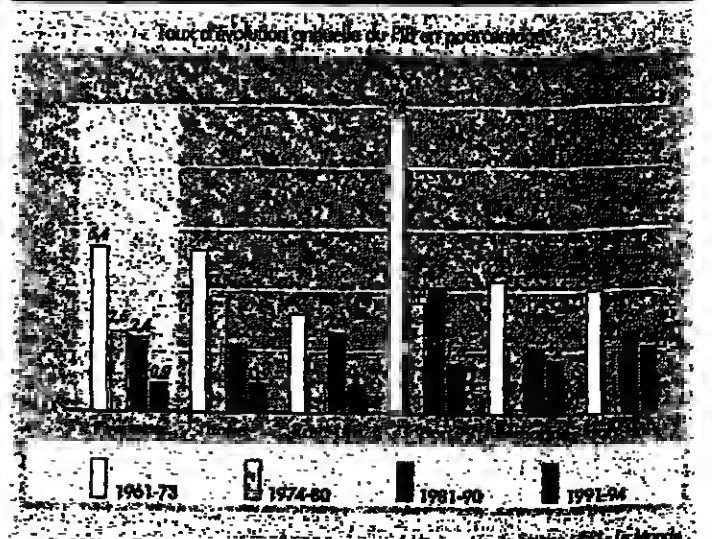
Une internationalisation croissante



Une compétitivité maintenue en moyenne



Une croissance revenue parmi les pays riches



La France a maintenu sa place de quatrième exportateur mondial. Son succès, obtenu par une évolution modérée du coût des salaires, est une bonne nouvelle pour l'économie française.

سكيا في الامم

6
3
3

388
315 +
653

M. Le Pen concentre ses attaques contre M. Chirac

LA TRINITÉ-SUR-MER de notre correspondant
Banderole noir et blanc portant l'inscription « Non au racisme, à l'extrême droite » en tête, environ deux mille cinq cents personnes ont défilé, jeudi 30 mars, dans les rues du centre de Brest. La vingtaine d'associations et de partis politiques qui appelaient à cette manifestation emmenaient mon- trer leur opposition à la venue, le soir même, de Jean-Marie Le Pen, président du Front national, pour une réunion publique dans la ville.

Quelques heures auparavant, M. Le Pen avait une nouvelle fois fait la démonstration de son sens de la mise en scène, en convoquant la presse dans sa maison natale, de La Trinité-sur-Mer. Pour « faire savoir qui je suis, d'où je viens ». Feu crépitant dans la cheminée, installé dans un fauteuil aux coussins profonds, photographié, au mur, du père cap-bornier, le maître des lieux évoque ses souvenirs, « le soir en terre battue, la pièce unique qui servait à la fois de salle à manger, salle de bains et cuisine ».

Dans cette maison où il est né, il a vu « arriver l'électricité, l'eau, la TSP ». C'était « une vie très fruste », commente-t-il, ayant de l'humour, fidèle à lui-même : « Quand je vois les immigrés au- jourd'hui déplorer la petitesse de leur quatre-pièces ! Et d'ajouter que cette maison, achetée 10 000 francs en 1920 par son grand-père », vaut aujourd'hui « moins que les 1,2 million de francs » évoqués dans la presse. « Et elle n'est pas à vendre », ajoute le candidat du Front national à l'élection présidentielle.

Puis, à la demande des photogra- phes, Jean-Marie Le Pen sort dans le jardin et présente la « maison sous un pommeau d'acier ». Il lui fait à ce qu'il se dit prêt à offrir une de ses pommes de Saint-Jean, « pour avoir été battu aux présiden- tielles ». Il est vrai que Jacques Chirac est clairement désigné comme l'adversaire principal.

C'est sur lui que, dans la soirée à Brest, M. Le Pen a concentré ses attaques, parce qu'il est « en tête du peloton » et qu'il espère lui « casser les pattes, pour qu'il ne soit pas à l'arrivée ». « On a vu Jacques Chirac dans toutes les positions pos- sibles de l'acrobatie politique », a lancé le candidat du Front national, avant de conclure que le maire de Paris — « qui nous prend pour des pommes » — est « un spécialiste de la trahison des siens », qui « rêve à présent à une alliance à gauche et procéderait même à la nomination de ministres socia- listes », et fait partie de « ces rigolas qui se sont transformés en « penche à gauche » car c'est la mode ».

Michel Le Hebel

Les principaux candidats comprennent les revendications des grévistes

Le maire de Paris souligne l'augmentation du nombre des chômeurs en 2 ans

Les principaux candidats, à l'exception de M. de Villiers et de M. Le Pen, ont manifesté leur compréhension à l'égard des grévistes dans les transports publics.

M. Chirac a estimé que la récente baisse du chômage était loin de compenser la hausse qu'il a connue depuis que M. Balladur est à Matignon.

DE LA COMPRÉHENSION, des encouragements, de la suren- chère : à l'exception de Philippe de Villiers et, dans une moindre mesure, de Jean-Marie Le Pen, les principaux candidats à l'Elysée ou leurs porte-parole ont joué sur ces trois registres pour commenter la grève générale qui a fortement perturbé les transports publics, jeudi 30 mars, notamment en ré- gion parisienne (lire également en page 18).

La compréhension ? Edouard Balladur ne pouvait faire moins que de l'exprimer aux salariés à un moment où son principal adver- saire, Jacques Chirac, se construit une image d'homme social. Le premier ministre-candidat a sou- ligné, jeudi dans une déclaration à l'AFP, que « la croissance étant de retour, il est normal que le problème du partage des fruits de la croissance se pose devant l'opinion ». C'est même, selon lui, le « débat des années qui viennent ». Mercredi, sur TF1, il avait expliqué que la question ne se posait pas quand il avait été nommé à Ma- tinon car « tout le monde était té- moin par la croissance du chô-

mage, la récession et les déficits ». La compréhension est aussi dans le camp chiracien. « Un mouve- ment revendicatif toujours ses ra- sons », a déclaré Jacques Chirac, vendredi 31 mars, sur Europe 1. Alors que l'on ne cesse de dire aux Français que « la reprise est repa- riée » mais que « la consommation stagne », le maire de Paris « comprend parfaitement que cela suggère, à un certain nombre d'or- ganisations syndicales, des motifs de revendication ». La baisse du chômage pour le cinquième mois consécutif (moins 10 200 en fé- vrier) ne trouve pas grâce à ses yeux : « Depuis 1993, le chômage a augmenté statistiquement de 230 000 et si l'on ajoute les CES et les CRE qui ont été créés, cela fait 350 000 chômeurs de plus en deux ans ».

DÉFENSE DU SERVICE PUBLIC

Le soutien à la grève a été, bien entendu, total à gauche. Tout à la recouverte du « peuple de gauche », Lionel Jospin ne pouvait faire moins que de l'encourager. En déplacement en Franche-Comté, où les ouvriers de Peugeot

et de GEC-Alsthom l'ont pris à partie sur le bilan social des deux septennats de François Mit- terand, il s'est félicité que « le mou- vement de grève dans les services publics aujourd'hui soit puissamment suivi ». Pour lui, pas de doute : « Le service public, c'est l'égalité des chances dans l'accès au travail, à la santé, à l'éduca- tion ». Le candidat socialiste a as- suré que « le monde du travail ne trouvera pas de vraies réponses à ses interrogations et à ses exigences chez l'un ou l'autre des deux candi- dats de la droite ». Robert Hue a, lui aussi, soutenu les grévistes, qui ont « raison de s'opposer à la poli- tique de démantèlement du service public », ironisant sur le discours du maire de Paris, qui a fait de sa ville « la capitale de l'affairisme et de l'exclusion ».

Les critiques les plus virulentes sont venues de Philippe de Vil- liers, qui a jugé que « la grève qui empêche le fonctionnement des ser- vices publics en situation de mono- pole doit être interdite. Il est inad- missible que par des revendications corporatistes », ils mettent « en difficulté ceux qui se battent tous les jours, les artisans, les commerçants, les salariés des entreprises, les professions libérales ». Un ton qui des- sous, Jean-Marie Le Pen a estimé qu'il s'agissait d'« une vague de grève plus politique que syndi- cale », et que « malgré la modicité de leurs revenus », les fonction- naires n'étaient pas « les plus mal- heureux ». Le président du Front national s'en est donc moqué, mais sans agents qu'à l'impudence de l'Etat qui « fait tout plus mal et plus cher que n'importe qui ».

Jean-Michel Bézet

La candidature de M. Toubon à l'Hôtel de Ville contestée au RPR

LES BONS SCORES réalisés par Jacques Chirac dans les sondages pour la course à l'Elysée commencent à provoquer quelque agitation dans les couloirs de la mairie de Paris. Michel Bulté, le maire RPR du 19^e arrondissement, a adressé au Monde, après la pu- blication d'un portrait de Jacques Toubon, ministre RPR de la culture et candidat déclaré au poste de maire (Le Monde du 29 mars), un texte intitulé « Pour 2001, un Paris pour tous ». Il y dresse un portrait-robot de l'éven- tuel successeur de M. Chirac, res- semblant étrangement à Jean Ti- béri — RPR également, actuel premier adjoint —, qui cependant n'est pas mentionné.

« Après Jacques Chirac, [cet homme] travaille depuis des an- nées dans la confiance la plus to- tale. (...) Il saura demain, j'en suis sûr, faire preuve d'audace et d'ima- gination pour conduire la capitale dans la voie tracée jusqu'à au- jourd'hui qui exige un perpétuel re- nouvellement des idées, des mé- thodes et des hommes. (...) Dès le 8 mai, nous serons nombreux à ses côtés. » M. Bulté explique son ini- tiative par la nécessité de « ressus- citer les équipes » et il se vent le porte-parole des « jeunes élus, fi- dèles à Jacques Chirac ». Il a d'ail- leurs été élu, jeudi 30 mars, à la tête de la Semidep, une société

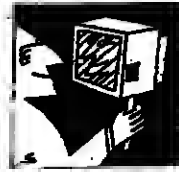
d'économie mixte dont le pré- sident vient d'être contraint à la démission (Le Monde du 23 mars).

Du côté de l'opposition, chaque composante vient de raffermir son désir de parvenir à un accord au premier tour de l'élection mu- nicipale. Bertrand Delanoë, pré- sident du groupe socialiste, et Jean-Marie Le Guen, premier se- crétaire de la fédération de Paris, ont réitéré leur appel « à l'union de toutes les forces de progrès et de la citoyenneté ». « On constate qu'il y a un accord sur les points de vue, ont-ils indiqué. Mais nous ne vou- lions pas faire un rassemblement de sièges. »

F. Ch.

Chaises musicales

C'EST UN PETIT FILM, parmi d'autres, de la campagne médiatico-présidentielle. Trois jours de suspense pour une « Heure de vérité » accordée à Edouard Balladur, dimanche 2 avril, qui a eu la mauvaise idée de précéder de quelques heures le « 7 sur 7 » de Jacques Chirac. Tout semblait simple, pourtant. Dimanche 19 mars, à la fin de « L'Heure de vérité » de Philippe Séguin, François-Henri de Virieu annonça qu'il recevra, la semaine suivante, le candidat socialiste, puis, le 2 avril, M. Balladur. Sur le plateau,



l'état-major venu encourager le président de l'Assemblée nationale, dont Claude Chirac, conseiller de son père, s'inquiète : si le premier ministre candidat participe à l'émission, estiment les chiraquiens, l'équilibre entre les trois invitations lancées depuis janvier dans les deux camps n'est plus respecté. François-Henri de Virieu rétorque qu'il fait du journalisme, que le premier ministre est le seul des candidats à n'être pas venu dans son émission pendant la campagne et que, d'après le décompte fait par France 2 et le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA), il s'est moins exprimé que M. Chirac dans les magazines de la chaîne publique. L'état-major de M. Balladur s'élève à son tour de savoir que M. Chirac répondra, à 19 heures, sur TF1, aux propos tenus à midi à France 2. Soit devant, en général, deux fois plus de téléspectateurs. Ne serait-il pas possible de transformer « L'Heure de vérité » en un rendez-vous

plus tardif, comme par exemple un « Carnet de campagne », exceptionnellement programmé le dimanche 7 avril 28 mars, dans l'après-midi, la direction de l'information de France 2 indique à François-Henri de Virieu qu'elle a décidé d'annuler « L'Heure de vérité » de M. Balladur. « Nous avons reçu, le 24 mars, le décompte des temps de parole du CSA », se justifie Jean-Luc Mano, directeur de l'information. François-Henri de Virieu appelle le PS et convainc Dominique Strauss-Kahn de renoncer à un meeting pour venir sur son plateau. Mercredi 29 mars au petit matin, sur RMC, il lance son « édito » : « M. Balladur ne sera pas, dimanche, l'invité de « L'Heure de vérité ». M. Chirac ne voulait pas qu'il le soit et il a obtenu gain de cause. » Quelques heures plus tard, lors d'un déjeuner qui réunit plusieurs journalistes politiques, M. Balladur explique à Arlette Chabot, responsable du service politique de France 2, embarrassée, que, faute d'« Heure de vérité », Jean-Pierre Elkabach lui a proposé le « 20 heures » du dimanche soir.

L'angoisse n'aura été que de courte durée. Le même jour, M. Balladur et Nicolas Bazire, son directeur de campagne, se rendent à TF1. Dans la salle de maquillage du « 20 heures » de Patrick Poivre d'Arvor, les intéressés expliquent : M. Balladur, finalement, va faire « L'Heure de vérité », mais « Virieu ne le sait pas encore ». Jeudi matin, ce dernier apprend la nouvelle. « Ce n'est pas dans l'habitude de la chaîne de concevoir des émissions qui dépendent d'autres émissions », justifie Jean-Luc Mano.

Ariane Chemin

M. Balladur affirme qu'il refusera toute amnistie

AU COURS D'UN DÉJEUNER avec les représentants des professions juridiques et judiciaires, jeudi 30 mars, Edouard Balladur a déclaré qu'il refusera toute amnistie, « directe ou indirecte », concernant des faits de corruption ou d'ingérence s'il est élu à l'Elysée. Il a cependant estimé que le régime actuel, qui revient à ce qu'il n'y ait pas de prescription pour les délits d'abus de biens sociaux, méritait une réforme « raisonnable ».

Le premier ministre a proposé que la détection provisoire ne soit plus décidée par un juge seul mais par trois magistrats se prononçant en audience publique. A ses yeux, le lien entre le garde des sceaux et les procureurs, qui garantit « la légitimité de l'action publique », ne doit pas être rompu, mais les instructions de classement devraient être clairement interdites par le code de procédure pénale.

■ SYNDICATS : la CGT n'indiquera pas de préférence pour un candidat particulier avant l'élection présidentielle. En 1988, le syndicat n'avait pas appelé à voter pour le candidat du PCF André Lajoinie. Dans une déclaration, jeudi 30 mars, le bureau confédéral constate que « les déceptions de toutes les expériences passées, quant aux promesses non tenues, bafouées ou reniées, l'échec face aux « af- faires » et les clientélismes, la méfiance accrue à l'égard de la classe poli- tique sont bien réels ». Louis Vianet, secrétaire général de la CGT et membre du bureau politique du Parti communiste, a ajouté pour sa part que, aujourd'hui, « même si un syndicat s'engageait, cela ne modi- fierait pas le comportement des électeurs ».

■ PARTICIPATION : François Léotard indique, dans un entretien à Libération daté du 31 mars, que, en cas de victoire de Jacques Chirac, il ne souhaiterait pas participer au gouvernement. « Au demeurant, il est probable que cela ne me sera pas proposé, mais à titre personnel, j'ai dé- jà pris ma décision. Dans cette hypothèse, je resterai à l'extérieur », as- sure M. Léotard.

■ BOULOGNE-BILLANCOURT : Paul Graziani, maire RPR de Bou- logne-Billancourt (Hauts-de-Seine), a décidé, après le refus du conseil municipal (Le Monde du 31 mars) d'approuver son projet de budget, qu'il ne sera pas à nouveau soumis au vote. M. Graziani, qui dénonce une « manipulation électorale », a indiqué, jeudi 30 mars, qu'il va saisir le préfet pour lui demander de prononcer l'exécution d'office du budget qui s'élève à 1,3 milliard de francs.

Jean-Louis Mons (PCF) a été élu maire de Noisy-le-Sec

L'ANCIEN PREMIER SECRÉTAIRE de la fédération du Parti commu- niste de Seine-Saint-Denis, Jean-Louis Mons, a été élu, jeudi 30 mars, maire de Noisy-le-Sec. Sa candidature, proposée par l'ensemble des élus de la majorité municipale (19 PCF, 10 PS, 1 MRG et 1 MDC), a re- cueilli au premier tour du scrutin trente et un des trente-cinq suf- frages exprimés. Élu pour la première fois au conseil municipal de Noisy-le-Sec en 1977, Jean-Louis Mons succède à Roger Gouhier, dé- cédé le 16 mars.

[Né le 7 novembre 1942, à Clermont-Ferrand, ancien premier secrétaire de la fédération du PCF de Seine-Saint-Denis de 1985 à 1991, puis secrétaire régional du PCF d'Île-de-France jusqu'en janvier 1994, Jean-Louis Mons est membre du comité national du Parti commu- niste, responsable de la commission nationale du logement. Il est conseiller général de la Seine-Saint-Denis depuis octobre 1973 et conseiller régional d'Île-de-France depuis 1992.]

A PÂQUES, ON VA VISITER OXFORD. ÇA PEUT DONNER LE GOÛT DES ÉTUDES AUX ENFANTS.

Journaux culturels, cartes. Mais si vous en profitez pour prendre un thé sympathique dans une de ces auberges de village camariennes dont l'Angleterre a le secret, ce sera aussi une journée rare. Et avec Le Shuttle, il ne vous faudra que 35 minutes pour commencer votre voyage britannique vers la ville mythique de savoir anglais.



Le Shuttle

LE SHUTTLE PRENEZ-LE QUAND ÇA VOUS PREND.

POUR UN BILLET ACHETÉ AVANT LE 30 AVRIL, UN BILLET GRATUIT DE MÊME TYPE À OFFRIR À VOS AMIS.

Tél. 3615 Un Shuttle, ça répond à N. Vos 121 123. (tarif 121 123) ou 01 47 36 15 15 (tarif 121 123).

هكذا من الذلل

Hauts-de-Seine : l'office HLM devant la justice

Le maire socialiste de Châtenay-Malabry porte plainte pour abus d'autorité contre le RPR Patrick Balkany

L'UTILISATION faite par Patrick Balkany du réservoir de logements sociaux de l'office public départemental d'HLM des Hauts-de-Seine - qu'il préside depuis 1985 -, au service des projets immobiliers de Levallois-Perret, dont il est le maire (RPR) depuis 1983, a été dénoncée à plusieurs reprises par des élus du département, de droite comme de gauche. Aujourd'hui, Jean-François Merle, maire socialiste de Châtenay-Malabry, où l'office gère 4 500 logements, va plus loin : le tribunal de Nanterre est saisi d'une plainte sur citation directe accusant M. Balkany de n'avoir pas respecté la loi d'orientation sur la ville de 1991, en n'attribuant pas le maire à l'attribution de plus de six cents logements dans sa ville, entre 1992 et 1994.

De plus, la commission n'a pas attribué nominativement chaque logement, comme le prévoit la loi, mais a laissé le soin au seul président de l'office de choisir les familles bénéficiaires. Ce fonctionnement constitue, aux yeux du maire de Châtenay, qui a siégé au conseil d'administration de l'office de juin 1992 à juillet 1994, un délit d'abus d'autorité de la part de M. Balkany qui, affirme-t-il, a refusé à plusieurs reprises de se plier aux dispositions législatives et de s'expliquer sur les pratiques de l'office en la matière.

Pour Châtenay, celles-ci se sont traduites par l'arrivée d'un nombre important (trente-neuf exactement depuis 1992) de familles de Levallois, disposant, dans leur majorité, de très faibles ressources. Les remboursements effectués par le maire depuis trois ans, en l'absence d'informations transparentes de la part de l'office, indiquent que 20 % des enfants nouvellement inscrits dans une école au cœur d'une cité HLM gérée par l'office départemental viennent de la ville de M. Balkany. Sur la même période, une demi-douzaine seulement de familles de Châtenay en attente d'un logement ont été retenues par l'office. M. Balkany invoque, lui, la cohésion de la politique départementale en matière de logement social et la nécessité d'assurer un équilibre entre les communes. « S'il y a un maire du département auquel le président de l'office est attaché, c'est bien le maire de Levallois », ironise M. Merle.

Son initiative est observée avec intérêt par plusieurs autres maires du département, particulièrement dans les communes où l'office possède un gros patrimoine. En 1992, Patrick Devedjian, maire RPR d'Antony, avait parlé de « purification ethnique » à propos de la politique de l'office. En cinq ans, deux cent cinquante familles étrangères de Levallois et, dans une moindre mesure, de Clichy (commune socialiste que brigait Didier Schuller, ancien directeur de l'office départemental, avant ses ennuis judiciaires) ont traversé le département pour s'établir à Antony. M. Devedjian avait déploré l'ab-

sence de toute considération d'insertion dans la politique de l'office qui, selon lui, concentrait dans les mêmes cages d'escalier les familles les plus « lourdes ».

Sans les avoir dénombrés, le maire communiste de Colombes, Dominique Frelaut, constate que les trois cent cinquante logements de l'office départemental de sa ville sont occupés par onze mille logements, cette situation n'engendrant pas de réels déséquilibres. En revanche, M. Frelaut a, lui aussi, protesté contre l'évincement systématique des maires par la commission d'attribution : « Les logements de la Cité des musiciens à Colombes ne sont pas attribués selon la loi », affirme-t-il. Le maire socialiste de Fontenay-aux-Roses et conseiller général, Pascal Buchet, donne le même son de cloche. Dans une ville où l'office possède le quart du parc social, soit neuf cents logements, le maire s'estime « mis devant le fait accompli a posteriori ».

CHEVAL DE BATAILLE

Le climat trouble qui règne autour de l'office, soupçonné par la justice d'être au cœur d'un système de financement occulte du RPR, offre, en tout cas, un cheval de bataille inespéré à l'opposition départementale à moins de trois mois des élections municipales. Le maire de Châtenay, contesté dans sa ville par le conseiller général RPR Georges Siffredi, par ailleurs membre du conseil d'administration de l'office, ne manquera pas de focaliser sa campagne sur le sujet. Au conseil général, vendredi 24 mars, le président du groupe communiste, Pierre Sotura, a réclamé au président, Charles Pasqua, une session extraordinaire sur la situation de l'office. Lors de la même séance, M. Buchet a enfoncé le clou en réclamant « un rapport d'audit sur les comptes et la gestion de l'office », afin de connaître les procédures d'attribution des logements, la passation des marchés publics et la rémunération des prestataires désignés au terme de ces marchés. Il a aussi suggéré la constitution d'une commission d'enquête « composée d'élus départementaux de toutes tendances ».

M. Pasqua a finalement accepté d'inscrire la gestion de l'office à l'ordre du jour d'une prochaine séance du conseil général, courant avril. D'ici là, beaucoup de maires suivront avec attention les suites données à la plainte de leur homologue de Châtenay, qui réclame 500 000 francs à l'office en dédommagement des dépenses sociales engagées par sa ville, contrainte de prendre en charge les familles jugées indésirables à Levallois, une ville « reconstruite à 40 % » depuis que M. Balkany en est le maire, selon les affirmations du plaignant.

Pascale Sauvage

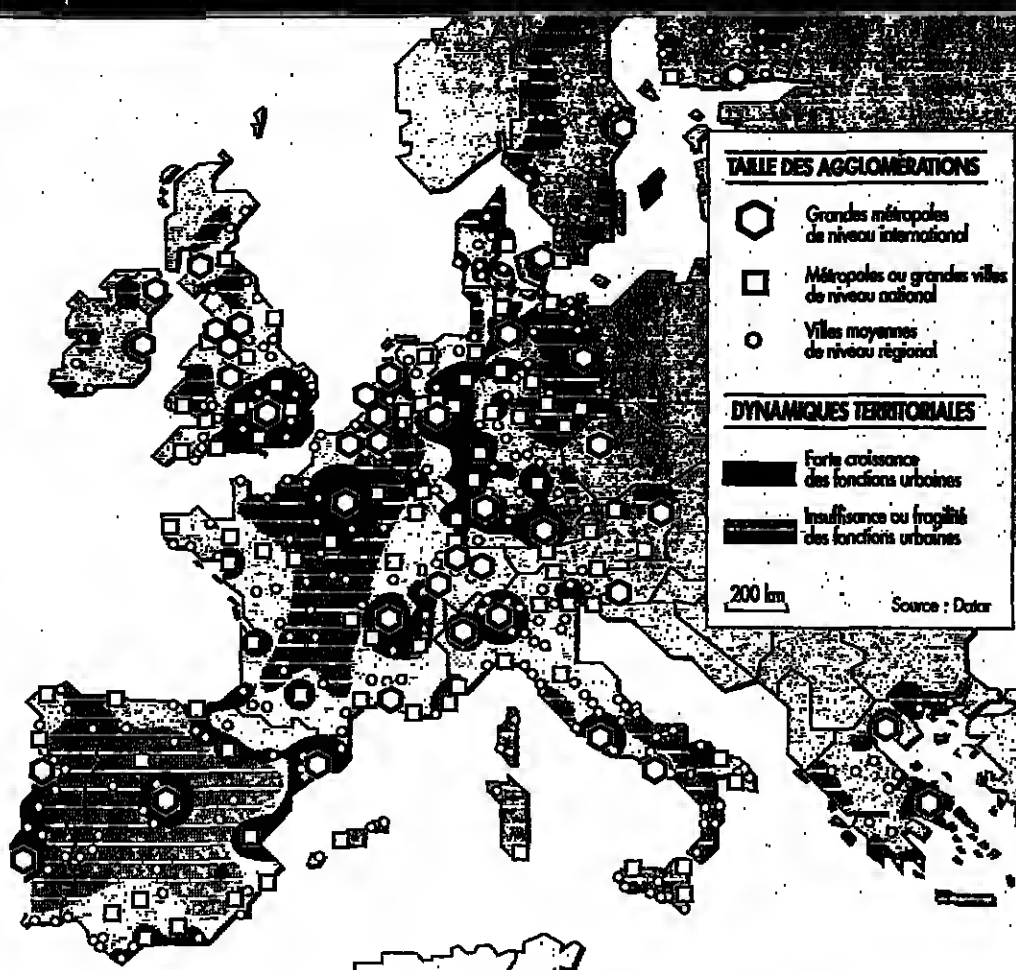
L'aménagement du territoire à l'heure européenne

III. - Enrayer le « scénario de l'inacceptable »

Après avoir évoqué l'action des fonds structurels de l'Union européenne à travers l'exemple du Hainaut (Le Monde du 30 mars), puis la coopération transfrontalière à

partir du cas de l'Alsace (Le Monde du 31 mars), nous terminons cette série d'articles avec la présentation du schéma de développement de l'espace communautaire.

L'espace communautaire à l'horizon 2015



LES COLLABORATEURS du ministre délégué à l'aménagement du territoire, Daniel Hoefel, en sont contents, les experts de la délegation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (Datar) en sont fiers. Certes, le schéma de développement de l'espace communautaire (SDEC), préparé à l'occasion de la rencontre des ministres européens de l'aménagement du territoire, jeudi 30 et vendredi 31 mars à Strasbourg, relevait un peu de la gageure : obtenir l'assentiment des quinze États membres de l'UE, afin de dessiner ensemble les grandes tendances de l'Europe à l'horizon de 2015 restera sans doute comme un apport de la présidence française de l'Union. Mais Daniel Hoefel en convient aisément : l'essai sera autrement difficile à transformer.

Composé de trois cartes, ce schéma illustre les concentrations urbaines, les grands réseaux de transports et leurs axes congestifs, les problèmes des sols livrés pêle-mêle aux pluies acides, à l'agriculture intensive et au tourisme qui ne l'est pas moins. Vue de l'Hérault, l'hypertrophie de l'Île-de-France ne surprendra personne. En revanche, ce travail a révélé quelques signes inquiétants aux yeux de la Datar. Ainsi, à côté du « dévelop-

pement quasi automatique » de la région Rhône-Alpes, Lille, Marseille apparaissent comme des « pôles incertains », alors que la zone Nice-Côte d'Azur semble plus prometteuse.

Mais une fois mis à plat ce « scénario de l'inacceptable », selon les termes de M. Hoefel, comment inverser ces fâcheuses tendances sans élaborer une politique à la fois déterminée et concertée ? Or non seulement il s'agit d'un domaine propre à chaotiser les susceptibilités nationales, mais la notion même d'aménagement du territoire, avec ce qu'elle sous-entend de planification et de centralisme, laisse certains pays perplexes.

DÉCISIONS RENVOYÉES

En fait, en se mêlant d'énergie, de technologies de l'information, d'environnement, de transports, de soutien à l'agriculture, à la pêche, à la recherche... et surtout de politiques régionales, la Commission de Bruxelles ne cesse d'intervenir dans un secteur qui, pris dans sa globalité, n'est pas de son ressort. Lors de son discours de présentation devant le Parlement européen en janvier, Monika Wulf-Mathies, commissaire chargée des politiques régionales, exprimait son souhait de voir la stratégie « européenne

d'aménagement du territoire » obtenir une consécration légale dans le prochain traité de l'Union. L'idée aurait paru complètement fautive il y a quelques années. Ce n'est plus le cas aujourd'hui, alors que s'annonce une réforme des institutions européennes et que se rapprochent rapidement les voisins de l'Est. Leur adhésion va inévitablement bouleverser la pratique de distribution des fonds structurels, qui représentent environ un tiers du budget communautaire. Certains élus français commencent à mettre en cause le principe de solidarité entre régions et l'échangent bien pour une politique d'investissement dans de grands équipements.

En France, campagne électorale oblige, ce débat n'occupe pas le devant de la scène. Domage : Paris veille pour quelques mois encore aux destinées de l'Union, et le temps presse. A Strasbourg, les ministres de l'aménagement du territoire devaient arrêter un calendrier des suites à donner au « scénario de l'inacceptable ». Les décisions seront de toute façon renvoyées aux prochaines présidences, espagnole, puis italienne.

Martine Valo

FIN

Emotion dans le Cher après le suicide d'un maire

BOURGES

de notre correspondant

Jean Vigneron s'est donné la mort lundi 27 mars, seul, dans son pavillon modeste de la commune de Châteaumeuf-sur-Cher, dont il était le maire depuis 1986 (Le Monde du 29 mars). Il avait quarante-sept ans, et ce célibataire endurci s'est empoisonné comme un amoureux fatigué. Mercredi après-midi 29 mars, aux abords d'une basilique trop petite pour ceux, élus et anonymes, qui avaient tenu à être là, des regards embués exprimaient la révolte : « Ça suffit ! Il n'est pas normal qu'un maire se tue parce qu'il en a assez des attaques permanentes et cruelles ».

Pour eux, Jean Vigneron, qui avait adhéré au PCF en 1967, n'a pas supporté les attaques lancées contre lui lors de la campagne des cantonales de 1994. « Des coups bas, indignes », dit-on, qui l'avaient atteint profondément, en dépit du réconfort de ses amis politiques : « Prends du recul. C'est le maire, le conseiller général qu'ils visent. Pas toi, l'individu », lui répétaient-ils. Jean Vigneron ne l'entendait pas ainsi : « Ils vont le tuer, ils veulent avoir sa peau », avait récemment confié sa mère à un ami.

ATAQUE PUBLIQUE

Jean Vigneron, qui a été élu maire du Cher le 23 mars, les maires du sud du Cher sont réunis à Saint-Amand-Montrond. Le maire de Châteaumeuf, absent, est interpellé sur l'utilisation des fonds régionaux dans le cadre d'un syndicat intercommunal. Un de ses proches, le maire de Chavannes, Paul Renaudat, lui rapporte l'incident : « J'en ai marre, je vais me figner ! », réplique le maire de Châteaumeuf. Son copain le rassure sans le croire.

Ces derniers temps, le maire recevait des coups de fil anonymes chez lui. Mais cette fois l'attaque a été publique. L'accusation de malversations : « Tu vois Jeanneot se mettre un franc dans sa poche ? » Pour Jean Vigneron, une telle interrogation avait sonné comme une diffamation. Samedi 25 mars, il écrit une lettre d'une dizaine de feuillets dans laquelle il dénonce ceux qui l'ont poussé à bout. Pour lui, s'occuper d'une commune, et si possible rendre les gens heureux, était une sorte de sacerdoce. Sa mort marque les limites d'un combat dont nombre de maires dénoncent la dérive : « L'ambition délégitime du monde politique gangrène notre fonction », soupire un élu. Dans son dernier réquisitoire, Jean Vigneron s'est adressé à « ces gens qui assassinent sans le savoir ». Ce maire communiste, croyant, avait fait promettre au curé de la paroisse de « passer par l'église » s'il lui arrivait quelque chose. Il a été inhumé à Nevers, ville où un certain Pierre Bérégovoy s'était, lui aussi, donné la mort.

Patrick Martinat

« Pour assurer l'avenir, les formations techniques et professionnelles publiques, c'est beaucoup mieux que l'apprentissage. »

COLLÈGES LYCÉES

SNES/FSU
Syndicat national des enseignants du second degré

Le Roman de la Présidence

Humour, talent, lucidité... Face à face, le regard de deux grands écrivains

RTL

Jean d'Ormesson - Erik Orsenna

18H30
19H00

Presentation
Jean-Pierre DEFRAIN
Chaque vendredi
du 31 Mars
au 21 Avril

RTL

صلى الله عليه وسلم

6
3
3

338
315
653

VIEillesse Selon une étude du Credoc publiée jeudi 30 mars un tiers des personnes de plus soixante ans, vivant à leur domicile, sont concernées par la solitude, au moins de temps en

temps. Parmi les facteurs explicatifs, figurent l'isolement familial, une vie personnelle difficile et les problèmes de santé. Le niveau de ressources apparaît comme une variable beaucoup moins

déterminante. « S'il n'est pas aisé d'empêcher l'apparition des causes de solitude, une prévention peut toutefois être organisée pour favoriser la vie sociale », insiste l'étude, qui souligne que

les femmes sont les plus concernées. ● **DANS LES GRANDES VILLES**, les occupants d'un même immeuble ne s'adressent que rarement la parole — selon le Credoc, une personne âgée sur

deux ne discute jamais avec ses voisins. Aussi, certaines associations comme le Carrefour du volontariat s'efforcent de proposer des activités bénévoles aux plus de soixante ans.

Le sentiment de solitude affecte un grand nombre de personnes âgées

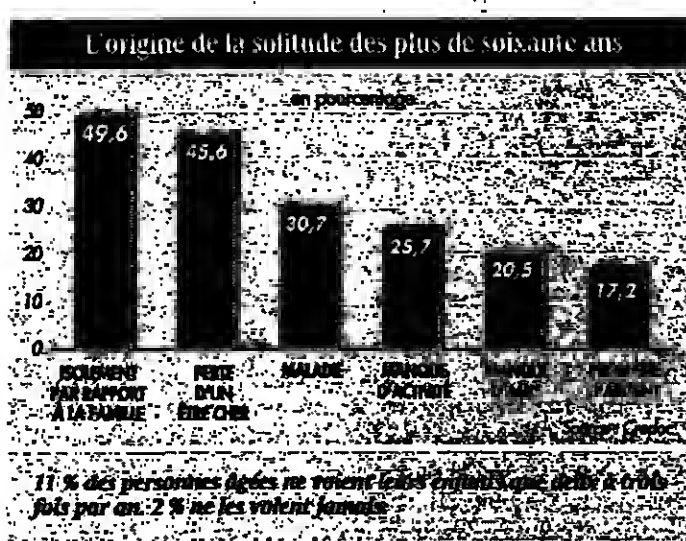
Selon une étude du Credoc, l'environnement familial et l'état de santé déterminent, bien plus que l'âge, le sexe, ou le niveau de ressources, la qualité de vie des plus de soixante ans

UNE PERSONNE de plus de soixante ans sur trois reconnaît souffrir de temps en temps de solitude. Une sur cinq déclare cumuler trois caractéristiques telles que l'isolement familial, une vie personnelle difficile et des problèmes de santé. Ces conclusions, extraites de l'enquête du Centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie (Credoc), rendue publique jeudi 30 mars, permettent de quantifier un phénomène pourtant difficile à mesurer.

L'étude — réalisée à la demande du Groupe d'étude et de recherche sur les handicaps de la

conditions, les femmes ont de fortes chances de vivre la dernière partie de leur vie sans leur conjoint. Les générations plus jeunes y seront d'ailleurs sans doute confrontées elles aussi, du fait de l'augmentation du nombre des divorces.

Si les causes de la solitude sont multiples, quelques indicateurs sont communs aux personnes concernées, au point d'apparaître comme des révélateurs de leur malaise. Logiquement, le fait de vivre seul est un facteur déclenchant le sentiment de solitude.



Les femmes sont les plus touchées

Selon l'enquête du Credoc, le groupe le plus touché par la solitude est constitué à 77 % de femmes. Il représente 13,6 % des personnes de plus de 60 ans passées au crible et 29 % ont plus de 80 ans. La sur-représentation des femmes parmi les personnes qui se sentent seules est principalement liée à leur longévité. Leur espérance de vie est en effet de 81,8 ans, contre 73,4 ans pour les hommes. Elles se retrouvent donc plus souvent à vivre seules.

Une personne isolée sur deux estime que sa vie affective est « difficile » depuis la retraite. Dans deux cas sur trois, ces personnes vivent seules, et une sur trois n'a pas d'enfants ou n'en a pas de nouvelles. La majorité d'entre elles considèrent que les visites à la famille sont insuffisantes et, chez elles, l'état dépressif est deux fois plus fréquent que parmi le reste de la population. 45 % d'entre elles prennent chaque jour des médicaments pour dormir contre 26 % pour l'ensemble des plus de 60 ans.

sénescence (GERHS) auprès de 802 personnes de plus de soixante ans vivant à leur domicile et représentatives de cette population — confirme l'ampleur du sentiment de solitude parmi les générations les plus âgées. Celles-ci y sont particulièrement confrontées, car il semble bien que la cessation d'activité constitue un frein à la socialisation alors que l'écart d'espérance de vie entre les sexes se creuse, au détriment des hommes. Dans ces

Les femmes et les hommes qui partagent leur vie quotidienne avec un conjoint en souffrent bien moins que les autres. Cette situation est beaucoup plus déterminante que le sexe ou l'âge : dans tous les cas de figure, c'est le fait de vivre en couple ou pas qui influe le plus nettement sur le sentiment de solitude.

Plus encore, les liens avec la famille se révèlent primordiaux. Selon l'étude, 90 % des personnes interrogées ont des enfants dont

le lieu de résidence est souvent proche puisque, dans 41 % des cas, un enfant au moins réside dans la même ville. Pour un tiers des autres, le plus proche des enfants habite dans une autre agglomération à moins d'une heure de trajet. Or la proximité géographique détermine largement la fréquence des relations. Par ailleurs, les moins âgées sont plus souvent en contact avec leurs enfants et leurs petits-enfants. Les 60-64 ans sont les plus nombreux à voir leurs enfants au moins une fois par semaine (83 %), et cette fréquence diminue dans le temps. Globalement, trois personnes âgées sur quatre voient un de leurs enfants au moins une fois par semaine ; 11 % des enquêtées ne les rencontrent que deux à trois fois par an ; 2 % ne les voient jamais.

La distance détermine encore les relations avec les petits-enfants. Seuls 10 % des aîeuls, qui habitent à plus d'une heure de trajet de leurs petits-enfants, les voient chaque semaine. En revanche,

lorsque tous résident dans la ville, dans 90 % des cas ils se rencontrent de manière hebdomadaire. Le lien s'effectue par le biais des parents et il ne semble pas se produire d'effet de « rattrapage » entre enfants et petits-enfants. Ainsi, les personnes « fichées » avec leurs enfants n'ont guère de chance d'avoir des relations soutenues avec leurs petits-enfants.

On aurait pu penser que, en cas d'éloignement géographique

entre les générations, le téléphone pourrait suppléer l'absence de rencontres. En effet, les personnes âgées n'accusent plus de retard d'équipement : 98 % des enquêtés sont abonnés, et une personne sur deux téléphone quotidiennement. En réalité, il s'agit d'un élément neutre car les personnes dont les enfants habitent loin et qui, par conséquent, les voient assez peu fréquemment, sont aussi celles qui font état d'une faible fréquence des conversations téléphoniques. « Il paraît peu vraisemblable que ce soit pour une raison de coût, analyse le Credoc. L'absence de rencontres révèle le plus souvent une distanciation des relations affectives que ne rattrape pas le lien téléphonique. » Dans 81 % des cas, les relations téléphoniques avec les enfants sont au moins hebdomadaires. Ce taux chute à 52 % en ce qui concerne les conversations avec les petits-enfants.

L'INFLUENCE DE L'ÉTAT DE SANTÉ

Le Credoc a demandé aux personnes interrogées de porter un jugement sur les relations qu'elles entretiennent avec leur famille. Un tiers des plus de soixante ans déclarent ne pas voir suffisamment souvent leurs proches. Ce sentiment de manque est parti-

culièrement fort chez les femmes qui vivent seules. Personne — hormis quelques exceptions qui confirment la règle — n'avoue rencontrer sa famille trop souvent. L'état de santé peut aussi contribuer au sentiment de solitude, celui-ci apparaissant particulièrement présent chez les personnes souffrant de problèmes de santé. Les insomnies sont citées par 40 % des personnes interrogées, et un quart des plus de soixante ans indiquent qu'ils prennent quotidiennement un médicament pour dormir. Les trois quarts d'entre eux suivent un traitement lié à un autre symptôme et, au cours des trois derniers mois, seule une personne sur cinq n'a pas consulté de médecin généraliste.

Les voisins, les amis, les animaux domestiques ainsi que la télévision sont souvent évoqués comme autant de moyens de lutter contre la solitude. Reste — et c'est un élément qu'il ne faudrait pas perdre de vue — que l'enquête du Credoc fait tout de même apparaître que 25 % des hommes et 20 % des femmes de plus de soixante ans ignorent apparemment les phénomènes liés à la solitude.

Michèle Aulagnon

Le Carrefour du volontariat propose des activités aux retraités lyonnais

LYON

de notre bureau régional
« Ils ont fini de ranger leurs placards et ne savent plus quoi faire. » Camille-Claude Paquelet, présidente depuis vingt ans du Carrefour du volontariat à Lyon, connaît bien l'angoisse des retraités qui basculent du jour au lendemain dans une vie inactive, parfois d'une telle platitude que l'ennui et la solitude s'installent. « C'est une coupure souvent difficile d'autant que, au même moment, les enfants sont partis », insiste cette femme de soixante-quinze ans au sourire doux et à l'œil pétillant. Elle n'oubliera jamais l'histoire de son père, cadre d'entreprise. Au lendemain de sa retraite, il part en voyage comme il l'avait rêvé. A son retour, il se laissera mourir... de désespoir.

Créée pour aider les associations caritatives et humanitaires à trouver des bénévoles, le Carrefour du volontariat — fondée à Lyon en 1971, cette structure existe désormais dans trente-sept villes en France — compte dans son fichier plus de deux mille « hommes volontaires », dont une large majorité de retraités de toutes catégories so-

ciales. Au-delà de l'envie de redevenir utile et de s'occuper, beaucoup ont d'abord besoin d'une écoute et d'un réconfort.

« Des médecins nous envoient souvent des personnes âgées qui déprimant », constate Nicole, Pume des permanentes bénévoles du Carrefour. Ces hommes et ces femmes n'acceptent pas la fadeur de leur nouvelle vie, se morfondent devant leur poste de télévision, nnt parfois pen d'amis parce qu'ils ont consacré tout leur temps au travail. Leurs enfants sont trop occupés pour leur rendre visite régulièrement. Ils sont divorcés, veufs ou vivent en couple mais ne supportent pas, par manque d'habitude, la présence de leur compagne, de leur compagnon, vingt-quatre heures sur vingt-quatre. « Quelle que soit leur situation familiale, ils veulent tous retrouver une occupation pour rompre l'ennui. S'ils souhaitent devenir bénévoles, c'est d'abord pour se faire plaisir et ensuite pour aider les autres », résume Nicole, soixante-deux ans, qui, parallèlement à son activité au Carrefour du volontariat, a repris des cours à l'université et apprend à jouer au bridge.

« Lors de ma dernière année de travail, j'angoissais à l'idée de ne plus être active. Je voulais à tout prix éviter de me sentir seule et dévalorisée », raconte-t-elle.

Pour Camille-Claude Paquelet, le bénévolat a changé. « Il ne s'agit plus des dames des bonnes œuvres qui faisaient de la charité par obligation vis-à-vis de leur milieu social. Aujourd'hui, c'est une envie personnelle, un désir du cœur. » Pourtant, ces retraités qui proposent leurs services ne savent pas précisément ce qu'ils ont envie de faire. « Nous discutons beaucoup avec eux des activités des différentes associations avec qui nous travaillons », explique une permanente. Suivant leurs compétences et leurs aspirations, ils deviennent visiteurs à l'hôpital, serveurs dans des foyers-restaurants, professeurs de soutien auprès des enfants en difficulté ou secrétaires chargés de la mise sous enveloppe au Secours populaire... Assidus, les retraités bénévoles considèrent vite leur activité comme un travail à part entière qui leur permet de tisser des amitiés et de renouer avec la vie sociale.

Sandrine Blanchard

« A Paris, on ne voisine pas beaucoup... »

ELLES S'APPELLENT « la dame du 4^e gauche » ou « de l'ascenseur droit » et ne se connaissent que de vue pour s'être croisées et saluées poliment, à tant de reprises, dans l'ascenseur. Marie-Madeleine, Suzanne D., Jeanne et Suzanne E., toutes quatre octogénaires, vieillissent seules dans le même immeuble tranquille d'une toute petite rue du 15^e arrondissement de Paris. La dernière arrivée n'habite là que depuis... vingt-quatre ans, la plus ancienne s'est installée dès la construction de l'immeuble, en 1928.

« C'est qu'à Paris on ne voisine pas beaucoup... » Suzanne E., quatre-vingt-un ans, a le sens de la litote. Marie-Madeleine, qui a « connu dans sa vie de drôle de choses, les milieux artistiques et même Maurice Chevalier », regrette bien que les loyers soient si chers « parce que, du coup, les jeunes couples ne restent plus très longtemps, pas suffisamment pour qu'on les connaisse. » Une force de vie, Marie-Madeleine, qui a vu son univers s'effondrer un jour de 1988.

Depuis, elle tente d'éviter que sa « tête travaille trop la nuit », au souvenir de l'accident de voiture et de l'« avant », avec son mari, quand « tout était simple » et qu'elle partait en vacances dans sa maison de campagne près de Troyes. « Raide » des membres inférieurs, soutenue dans sa marche par un déambulateur, elle ne peut plus guère sortir de chez elle. Les journées passent pourtant. Il y a la télé, « Pascal Sevran, mais un peu seulement parce que c'est pour les vieux », et la couture. « Je rectifie mes jupes, je me fais des petits gilets. »

NE PAS SE LAISSER ALLER

Coiffée d'un lourd chignon brun, les ongles fraîchement manucurés, Marie-Madeleine est trop coquette pour s'être jamais laissée aller. Surtout, il y a le bonheur du coup de sonnette à la porte : l'arrivée de l'aide ménagère ou de l'infirmière, qui apportent des nouvelles du temps qu'il fait dehors et dont la « gentillesse est tellement importante ». Pensez ! Elles appellent même quand elles ne travaillent pas.

« Une remplaçante infecte, et l'on a envie de se tuer. » Un peu brutalement, la vieille dame rappelle combien il lui faut « se cramponner pour vivre », elle qui n'a « presque plus personne ». A la fin de la semaine, elle « perd » son infirmière, son amie depuis six ans, qui a eu la mauvaise idée de vouloir changer de métier. « Avec elle, ça avait collé tout de suite. » Les larmes montent vite aux yeux. La famille ? « Ça a l'air de rien, Madame... », avertit Marie-Madeleine, qui poursuit d'un clin d'œil : « Quand on est jeune, on rêve même de s'en débarrasser... »

ser... » Mais aujourd'hui, elles comptent, ces visites des cousins de Clermont-Ferrand ou d'une toute jeune filleule avec qui elle adore discuter « parce qu'elle voit la vie différemment ». Seulement, il y a la recherche d'un emploi, et les petits boulots du week-end, si prenant.

Malgré des réunions familiales, moins de temps pour se rendre visite et s'écouter. C'est ainsi, la « vie moderne », constatent, fatalistes, les quatre locataires. Sans rancœur apparente, Suzanne E., qui se souvient que sa grand-mère maternelle passait six mois de l'année chez chacun de ses enfants, sait qu'elle peut faire appel à ses petits-neveux en cas d'ennui. « Mais j'essaye de m'en passer le plus possible. Ils ne sont pas à ma disposition. Ils ont leur vie. Un ménage qui travaille a besoin d'être tranquille chez lui le soir. » Pourtant, il lui « arrive de [se] dire que ce n'est pas drôle d'être seule. »

« LA TÉLÉ, C'EST IDIOT »

Heureusement que l'on a inventé le téléphone, et la télévision, « en bruit de fond, une présence ». Jeanne, la plus âgée des quatre, une petite bonne femme directe aux cheveux courts qui juge définitivement que « la télé, c'est idiot » et ne rêve que de reprendre ses visites bénévoles à l'hôpital — « même si c'est un peu déprimant, parce que je vois ce qui m'attend » —, déplore la perte de l'esprit de famille. « Les pauvres vieux, c'est pas gai quand on les place. »

Comme les autres, la fille de Suzanne D. « travaille un peu trop ». Pas question donc de « l'envoyer avec des problèmes de dépression ». Suzanne, toute en nuances et en discrétion, a décidé une bonne fois pour toutes de « refuser l'ennui, puisqu'on ne peut faire autrement que vivre ». C'était après deux années difficiles. Elle venait de réaliser « qu'elle n'entendrait plus tourner la clé dans la porte... »

De peur de ressembler un jour à « ces personnes âgées qui s'ennuient mais ne l'avouent pas », Suzanne s'organise des journées bien pleines. Les « émissions parlées de la radio » le matin, le petit café pris dans un bistrot où elle est toujours sûre de trouver des amies « pour causer de choses et d'autres, se donner des nouvelles des enfants ». Le cinéma, les cartes d'abonnement aux Musées du Louvre et d'Orsay, où il y a toujours quelque chose à découvrir. « Et quand je ne sais vraiment pas quoi faire, je prends deux ou trois bus d'affilée et je regarde. Il y en a surtout un de bien, c'est le 24, que l'on prend à Austerlitz. Il fait tous les quais rive gauche. Comment peut-on s'ennuyer à Paris ? »

Pascale Krémer



Nous, on en pince pour Maurice !

SÉJOUR ÎLE MAURICE 8650^F

Forfait 9 jours : avion A/R + transferts + 7 nuits avec petit déjeuner tropical à l'hôtel Le Canonnier.

Prix par personne, base chambre double de 2.05 m, 13.05, tout départ de 21.21 et 22.05. Départ Paris. Hors taxes d'aéroport et assurances.

Partir au soleil et demander la lune



Le milliard égaré de la « banque verte » de l'Yonne

L'ex-directeur de la caisse régionale du Crédit agricole de l'Yonne est mis en examen et écroué pour « escroquerie et abus de confiance »

Patrice Bourbier, directeur général de la caisse régionale du Crédit agricole de l'Yonne (CR 89) jusqu'en février 1993, et Pierre Bérengier, son fondé de pouvoir, ont été mis en examen pour « escroquerie, abus de confiance, abus de pouvoir et établisse-

ment de comptes inexacts » et écroués, jeudi 30 mars à Auxerre, par le juge d'instruction Benoît Lewandowski. Le magistrat enquête depuis mai 1994 sur des dysfonctionnements qui ont conduit la CR 89 à prévoir 1 milliard de francs de provisions

pour couvrir les pertes subies entre 1991 et 1993. Le tribunal de commerce d'Auxerre a, le 29 mars, révoqué les commissaires aux comptes - le cabinet parisien Constantin et Jean-Claude Saucé - de la « banque verte » de l'Yonne.

AUXERRE
de notre envoyé spécial
Dans ce département de l'Yonne qui compte deux anciens ministres de l'Agriculture, le maire socialiste de Tonnerre, Henri Nallet, et le maire (Mouvement des réformateurs) d'Auxerre, Jean-Pierre Soisson, le bon sens paysan a été oublié et les plus élémentaires barrières de la prudence mutualiste ont été allègrement franchies par le Crédit agricole. En une petite décennie d'expansion immobilière aventureuse et d'investissements économiques hasardeux, la caisse régionale de la « banque verte » a perdu la tête. Le « crazy agricole » de l'Yonne, comme on a fini par l'appeler localement, compte aujourd'hui sur la solidarité mutualiste du groupe pour combler le gouffre financier creusé par la politique incartée par ses deux anciens dirigeants aujourd'hui écroués.

« Bourbier nous a bien eus, confie, sous la promesse de l'anonymat, un agriculteur retraité, ancien administrateur de la CR 89. Il parlait de ses relations parisiennes. Il menaçait de démissionner si on n'approuvait pas sa politique d'expansion. » Directeur général de la caisse régionale de l'Yonne de 1985 à février 1993, Patrice Bourbier a réussi à exercer un fort ascendant sur les responsables paysans locaux. La vigilance de ses administrateurs locaux - c'est ainsi que se dénomment les habi-



avec Icauma Sari : la filiale dirigée par MM. Bourbier et Bérengier prend des participations dans la société Motivaction, qui veut alors concurrencer Audimat dans la mesure des audiences de télévision. Ce soutien s'accompagne de « risques importants », selon la Caisse nationale du Crédit agricole (CNCA, l'organisme central), qui évaluera ultérieurement à 154 millions de francs, au 30 juin 1990, l'encours global de la CR 89 sur le groupe Croquet. Le maire de Tonnerre, Henri Nallet, aujourd'hui conseiller d'Etat, nous a confirmé que M. Croquet est « un ami personnel » qu'il connaissait avant d'être « parachuté » dans l'Yonne à l'occasion des législatives de mars 1986. Il nous a aussi

calisation dans les DOM-TOM, la banque agricole va toutefois s'engouffrer, à fonds perdus, dans le financement de promotions immobilières. Ce sont ces opérations engagées en 1990 qui vont le plus lourdement grever la situation du Crédit agricole. Son partenaire en la matière sera une petite société installée à Marseille, Eurocef, spécialisée dans la commercialisation de produits immobiliers défectueux. Au printemps 1989, Patrice Bourbier s'est apparenté à l'entité du patron de la société, dont le capital est alors de 50 000 francs. Le 26 septembre 1989, M. Bourbier présente pourtant la société aux instances de la CR 89 comme un pourvoyeur d'affaires de première importance : il annonce qu'Eurocef fera, en 1989, un chiffre d'affaires de 13,4 millions de francs.

MÉCONNAISSANCE DE CAUSE

Mais cette présentation erronée, fustigeant l'abus de confiance, selon l'enquête conduite par le juge Lewandowski : les 13,4 millions de francs annoncés correspondent en fait au montant des ventes d'un programme de logements en Martinique (la résidence Anse Bellemare), alors que le bénéfice attendu par Eurocef, société de commercialisation, ne concerne que les commissions perçues sur les ventes. En méconnaissance de cause, le bureau de la caisse régionale déclara donc de prendre une participation dans Eurocef à hauteur de 4 millions de francs. Et un protocole sera signé, le 25 novembre 1989, entre les deux partenaires. Le label de garantie conféré à Eurocef par son association avec la CR 89, dont le siège est avantageusement mis en avant, va permettre à la société de multiplier les opérations. Montées par Patrice Bourbier et son fondé de pouvoir Pierre Bérengier, chargé de la cellule immobilière de la banque agricole, ces opérations seront dissimulées aux instances de contrôle habituelles de la CR 89, selon l'enquête en cours. Les crédits et les augmentations de capital consentis par la banque, les comptes bancaires d'Eurocef seront

constamment débités (5 millions de francs, à la fin de 1993). Il est possible que les opérations immobilières dans les DOM-TOM aient masqué des détournements de fonds effectués par Eurocef et les entreprises de promotion immobilière gravitant localement dans sa mouvance. Ainsi du programme Novaparc, qui prévoyait la construction de quelque huit cents logements sur un terrain proche de Cayenne (Guyane). Le CR 89 et la caisse régionale du Crédit agricole de Martinique détenaient 95 % du capital de la société anonyme Novaparc, chargée de ce programme. Or, le promoteur de cette opération, Laurent Charles Alfred, entendu en novembre 1994 par les enquêteurs du SRP de Versailles, a dénoncé un « chantage » de MM. Bérengier et Bourbier : il a assuré leur avoir versé 150 000 francs, en juillet 1992 et en liquide, dans son bureau de Fort-de-France (Martinique), au sujet d'un premier programme de construction à Cayenne ; les deux hommes auraient ensuite exigé qu'il leur verse une « commission en espèces de 600 000 francs » au sujet de Novaparc. L'enquête devra établir si les honoraires (parfois 50 % des prix de vente des logements...) et commissions perçues par Eurocef sur de telles opérations n'ont pas eu d'autres bénéficiaires.

Une dernière opération de grande ampleur, celle du rachat de BVA (lire ci-contre), attirera définitivement l'attention des instances nationales du Crédit agricole. Après avoir licencié MM. Bourbier et Bérengier, au début de 1993, le directeur général de la CNCA, écrit au procureur de la République d'Auxerre, le 26 mai 1994, pour dénoncer les « dysfonctionnements graves apparus dans la gestion » de la caisse de l'Yonne, les « opérations particulièrement aventureuses » de ses dirigeants licenciés et « le dépeuplement subi » par la CR 89. La CNCA, qui s'est constituée partie civile dans ce dossier aux côtés de la nouvelle équipe dirigeante de la caisse régionale, souligne aujourd'hui avoir « rapidement réagi ». La « banque verte » colmate désormais les brèches, assure que la solvabilité de la caisse régionale sera garantie, et espère que les provisions pour pertes - 1 milliard de francs - ne seront pas toutes perdues.

Mais le Crédit agricole admet ne pas être en mesure, aujourd'hui, d'évaluer l'ampleur de la catastrophe. Après s'être concentré sur le volet immobilier de cette déroute financière, qui vaut à MM. Bérengier et Bourbier d'être écroués, le juge Lewandowski va désormais s'intéresser, lui, au tron creusé par les participations industrielles douteuses de la branche icaunaise de la « banque verte ».

Erich Inciyan

L'achat-vente de BVA

L'achat de l'institut d'études de marché et de sondages BVA a été financé, en avril 1989, par la Caisse régionale du crédit agricole de l'Yonne (CR 89). Fort de ce soutien financier, Jean-Louis Croquet avait alors acquis 100 % de cet institut d'études. La somme généralement avancée - 20 millions de francs - n'est pas aujourd'hui confirmée par la Caisse nationale du crédit agricole. En 1991, BVA sera ensuite rachetée par la CR 89 à M. Croquet, pour un montant supérieur - non précisé - en vue d'une revente rapide. BVA n'étant toujours pas revendu à la fin de 1992, les instances nationales de la « banque verte » finiront par déposer plainte contre l'équipe dirigeante de la CR 89 à l'été 1994. Ami personnel de M. Croquet, Henri Nallet nous a « démenti avoir bénéficié directement ou indirectement de l'achat-vente de BVA » et précise qu'« il n'y a jamais eu d'enquête BVA dans [sa] circonscription ». Il ajoute que M. Croquet l'a « conseillé, sans en tirer aucune rémunération, dans ses campagnes électorales ». Entre-temps, BVA aura été revendu, en octobre 1993, à Marcean Investissements.

tants de l'Yonne - a sans doute été abusé par la myriade de sociétés créées sous la houlette de M. Bourbier : Icauma Sari, Icauma holding, Icauma Finances, toutes filiales à 99 % de la CR 89. Les ex-cédents de l'épargne rurale en sont mobilisés par des opérations de plus en plus éloignées de l'Yonne et des métiers traditionnels du Crédit agricole.

Premier fleuron de cette politique d'expansion, la prise de participations de la CR 89 dans un institut d'études et de conseil marketing, Motivaction, remonte à 1988. Le propriétaire de cette société, Jean-Louis Croquet, va bénéficier de relations privilégiées

indiqué avoir entretenu des « liens omicieux » avec Patrice Bourbier, « un bonquier otylique », qui a été son « interlocuteur privilégié » à la CR 89. Pour autant, l'ancien ministre de l'Agriculture nous a assuré ne pas être à l'origine du soutien accordé par la banque à Motivaction, qui, à sa belle époque icaunaise, avait installé son antenne dans les locaux du quotidien l'Yonne Républicain à Auxerre. Du moins une telle opération ressortissait-elle d'une logique « classique », comme on l'a vu aujourd'hui à la direction de la CNCA, de développement économique régional. Cédant aux mirages de la défini-

M. Méhaignerie assure que la justice pourra enquêter « en toute liberté » sur le financement du CDS

LE GARDE DES SCEAUX, Pierre Méhaignerie, a confirmé, jeudi 30 mars, qu'il avait demandé au parquet de Paris de diligenter une enquête préliminaire sur le financement du Centre des démocrates sociaux (CDS) (Le Monde du 31 mars). « Ce sont des faits qui datent de huit ans, mais, par souci de transparence, par scrupule, et en toute sérénité, j'ai demandé à ce que toutes les vérifications soient faites par l'intermédiaire d'une enquête préliminaire, a-t-il déclaré sur RTL. Je n'y étais pas obligé, mais une ligne de conduite, c'est qu'il n'y ait aucun privilège pour qui que ce soit. »

Dans son édition du 22 mars, Le Canard enchaîné avait affirmé que le mouvement centriste, présidé de 1982 à 1994 par Pierre Méhaignerie, disposait en Suisse d'une « cagnotte » qui voyait passer entre 4 et 8 millions de francs se-

lon les années. Le secrétaire général adjoint du CDS, François Froment-Meurice, avait d'ailleurs confirmé sans difficultés ces informations. « Je ne suis pas fâché d'en finir avec cette hypocrisie, avait-il déclaré au Canard. Un parti qui prétend qu'il se financerait avec l'air du temps avant la loi de 1990 se fout du monde. D'ailleurs, aujourd'hui, le CDS reçoit 34 millions de francs d'argent public. Si ce budget est justifié, comment faisait-on avant ? »

EXEMPLE DE DÉMOCRATIE

Le parquet de Paris, qui est placé sous l'autorité du garde des sceaux, sera donc chargé de diriger les investigations sur ces financements occultes. En dépit du lien hiérarchique qui unit le ministre aux procureurs de la République, Pierre Méhaignerie a assuré que les magistrats chargés de diriger l'enquête préliminaire auraient

« totale liberté de mener leurs investigations ». « Je doute que des faits délictueux soient reprochés au CDS, a-t-il cependant ajouté. Je crois que, s'il y a un parti qui a vécu pauvrement, et on me l'a suffisamment reproché, c'est bien le CDS. »

Le successeur de Pierre Méhaignerie à la tête du mouvement centriste, François Bayrou, a estimé que le geste de Pierre Méhaignerie était un « exemple de démocratie ». « La décision qu'il a prise d'une enquête préliminaire sur le financement du mouvement avant 1991, note le ministre de l'Éducation de M. Balladur dans un communiqué, est un acte de courage et de transparence sans précédent. » Au cours d'un déjeuner avec les professions juridiques et judiciaires, jeudi 30 mars à Paris, le premier ministre, Edouard Balladur, a lui aussi rendu hommage à la décision du garde des sceaux.

« C'est très bien, cela prouve que la loi est égale pour tous », a-t-il souligné.

Pour sa part, le Syndicat de la magistrature (SM) a vivement dénoncé cette « stratégie d'enlèvement du dossier ». « Effectuée sous le contrôle du procureur de la République, lui-même placé sous la tutelle hiérarchique du ministre de la Justice, une telle enquête, qui ne permet par ailleurs aucune investigation sérieuse, ne constitue qu'un grossier stratagème destiné à faire croire que le garde des sceaux laisse agir la justice en toute indépendance, note le SM dans un communiqué. De telles dérives rendent d'autant plus urgente la modification du statut des parquets afin que ces derniers se voient reconnaître l'assurance d'une véritable autonomie. »

Anne Chemin

Willy Van Coppennolle condamné à la réclusion à perpétuité

LA COUR D'APPEL DU GARD a condamné, jeudi 30 mars, Willy Van Coppennolle à la réclusion criminelle à perpétuité, assortie d'une période de sûreté de 22 ans. Cet ancien cuisinier belge de 51 ans a été reconnu coupable de l'enlèvement et du meurtre du petit Abdel Dhikssi (11 ans), et du viol de deux adolescentes, âgées de 15 et 16 ans, en 1993. Au terme d'une délibération d'une heure quarante-cinq, les jurés ont suivi les réquisitions de l'avocat général Alain Lapiere. Willy Van Coppennolle est resté sans réaction à l'annonce du verdict, alors que les familles des victimes et leurs proches ont applaudi. Ancien lycéen marocain, le père du petit Abdel a déclaré : « On a du regret que ce bourreau soit toujours là, mais la justice est rendue, je suis très fier de la justice française. »

Un dirigeant de la Générale des eaux mis en examen pour corruption

LE JUGE D'INSTRUCTION Jacqueline Meyson a mis en examen, jeudi 30 mars, le directeur général adjoint de la Compagnie générale des eaux (CGE), Jean-Dominique Deschamps, pour « trafic d'influence, faux et usage de faux et corruption ». M. Deschamps avait été placé en garde à vue le 28 mars par la section de recherche de la gendarmerie de Paris, dans le cadre de l'enquête conduite par M^{me} Meyson sur un système de fausse facturation entre le groupe de distribution d'eau et la Scopar (Société d'ingénierie commerciale pour l'aménagement des régions) (Le Monde du 30 mars).

Ce bureau d'études, réputé proche du parti communiste, est soupçonné d'avoir perçu au total 14,7 millions de francs de la CGE, à l'occasion de marchés de traitement et d'adduction d'eau situés notamment en Ile-de-France, en Bretagne, et dans plusieurs grandes villes dont Toulouse, Montpellier, Reims et Rouen. Au cours d'une perquisition effectuée en mars 1994 au siège de la CGE, un juge de la Réunion, qui enquêtait sur des faits semblables, avait saisi les notes personnelles de M. Deschamps sur la conduite de marchés d'eau. M. Deschamps avait déjà été mis en examen dans cette procédure.

VAR : une demande de levée d'immunité parlementaire visant le député (RPR) Philippe de Canson devait être adressée, vendredi 31 mars, par le juge Jean-Luc Tournier. Ce magistrat avait mis en examen Janie et François de Canson, l'épouse et le fils du député, qui est aussi le maire (RPR) de Lalonde-les-Maures, pour « abus de confiance, faux et usage de faux et extorsion de fonds », à propos de la gestion de la maison de retraite Bellisa, construite et exploitée par la famille de Canson à La Londe (Var). M^{me} de Canson et son fils sont notamment soupçonnés d'avoir prélevé une « dîme » de 10 % sur les honoraires des infirmières de leur établissement. Ancien suppléant de Yann Piat, M. de Canson pourrait être mis en examen pour « prise illégale d'intérêts ». - (Corresp. rég.).

JUSTICE : trois chefs d'entreprise des Pyrénées-Atlantiques ont été mis en examen pour complicité d'escroquerie, trafic d'influence et, pour deux d'entre eux, abus de biens sociaux, jeudi 29 mars, par le premier juge d'instruction de Pau, Jean-Louis Lecué. Charles Etchandy, président de la Fédération française de la chaussure, Jacques Bosco, président d'une chocolaterie, et Arnaud Lefort, directeur de société, auraient bénéficié d'interventions de la part d'un ancien député socialiste qui était devenu consultant auprès de nombreuses entreprises, Jean-Pierre Destrade. Incarcéré depuis le 6 janvier, M. Destrade est mis en examen pour escroquerie, recel d'abus de biens sociaux, faux et usage de faux.

TRAFFIC D'INFLUENCE : le maire de Calais, Jean-Jacques Barthe (PCF), a été mis en examen mercredi 29 mars pour trafic d'influence par le juge d'instruction José Thorel de Boulogne-sur-mer. Jean-Jacques Barthe est la deuxième personnalité communiste du Pas-de-Calais, après le sénateur et maire d'Auchel, Jean-Luc Bécart, à être poursuivi pour des problèmes de trafic d'influence dans l'attribution de marchés publics. Deux des adjoints de Jean-Jacques Barthe, le communiste Marcel Levaillant et le socialiste André Capet (responsable des cantines scolaires calaisiennes), ont été eux aussi mis en examen pour trafic d'influence. La justice soupçonne les élus d'avoir favorisé des sociétés de service qui, en contrepartie des marchés obtenus, auraient financé les partis politiques de la majorité municipale, le PCF et le PS. Le maire, Jean-Jacques Barthe, a estimé qu'il s'agissait là d'une « motivation politique » avant les élections municipales.

SIDA : deux médecins ont été condamnés à la prison avec sursis par le tribunal correctionnel de Quimper, jeudi 30 mars, parce qu'ils n'avaient pas prévenu un malade de sa séropositivité. Poursuivis pour non-assistance à personne en danger, les docteurs Alain Coman, anesthésiste à la clinique quimpéroise Saint-Michel, et Alain Penchot, chirurgien, ont été condamnés pour « omission volontaire », respectivement à trois mois d'emprisonnement avec sursis et six mois d'interdiction d'exercice, et à un an de prison avec sursis et trois mois d'interdiction d'exercice. La victime, Marcel Martin, contaminé par le virus du sida à la suite d'une intervention chirurgicale, s'était suicidé une semaine avant le procès.

TOXICOMANIE : la méthadone est officiellement devenue un médicament, avec la signature, jeudi 30 mars par le directeur général de l'Agence du médicament, Didier Tabuteau, de l'autorisation de mise sur le marché de ce produit de substitution à l'héroïne. Un arrêté fixant son prix à la vente en pharmacie devait paraître au Journal officiel du 31 mars, a précisé le ministre délégué à la santé, Philippe Douste-Blazy. Opiaqué de synthèse, la méthadone sera disponible dans le commerce et pourra être prescrite par les médecins généralistes « dans quelques semaines », le temps notamment de mettre au point un conditionnement adapté, a-t-il ajouté. Seuls les toxicomanes bénéficiant d'une prise en charge dans un centre spécialisé (1 645 places actuellement) pourront poursuivre leur traitement en médecine de ville.

INGÉRENCE : le maire (UDF-PR) de La Ciotat (Bouches-du-Rhône) a rendu publique sa mise en examen, dans un communiqué diffusé vendredi 31 mars. Dans ce texte, Jean-Pierre Lafond « proteste formellement contre la mise en examen qui (lui) a été notifiée il y a maintenant près de deux mois » et « conteste que (sa) situation puisse être analysée comme une ingérence ». Cette mise en examen résulte de l'information judiciaire ouverte après un rapport accablant de la Chambre régionale de la cour des comptes sur la gestion de la ville, qui relevait notamment que M. Lafond percevait des salaires de l'entreprise qu'il a créée, Lafond-Laville, absorbée par la suite par la Générale des eaux, et qui avait obtenu la concession de plusieurs marchés publics à La Ciotat.

VOILE ISLAMIQUE : le tribunal administratif de Lille a examiné, jeudi 30 mars, les recours de vingt-cinq jeunes filles voilées exclues des collèges, lycées et universités du Nord. Premier examen par une juridiction administrative d'une affaire postérieure à la circulaire Bayrou du 20 septembre 1994 sur le port de « signes ostentatoires », l'audience a confirmé que le texte du ministre de l'Éducation nationale ne modifiait en rien la situation juridique. Le commissaire du gouvernement « magistrat indépendant chargé de donner un avis de droit », Françoise Boulay, a en effet proposé au tribunal de confirmer l'exclusion des dix-sept jeunes musulmanes du lycée Faidherbe de Lille, car leur comportement avait troublé l'ordre public. Il s'est également prononcé en faveur de l'exclusion des trois adolescentes du collège Edouard Branly de Tourcoing et des deux élèves du collège Robert Schumann d'Halvin, accusées d'avoir manqué à l'obligation scolaire. Jugement le 13 avril.

صلى الله عليه وسلم

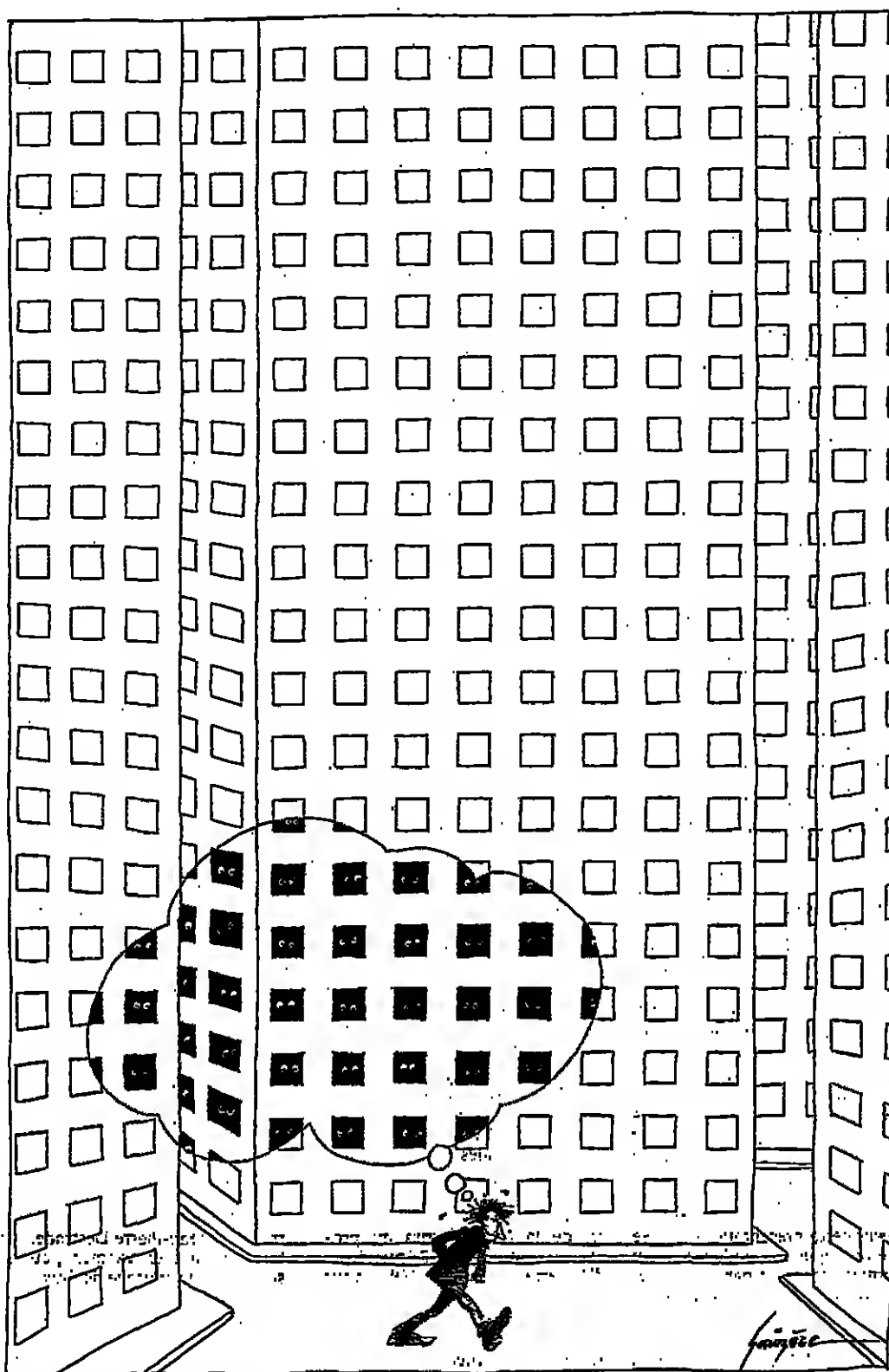
ancien
spot
nage
veille
pris pour
nuits des
sans
mille. La
part sont
ne leur
se un
ement.
ne Veil
agurera
leep-in
avril

338
315 +
= 53

HORIZONS

ENQUÊTE

Un ancien entrepôt aménagé accueille à Paris, pour une nuit, des jeunes sans domicile. La plupart sont toxicomanes, et nul ne leur impose un traitement. Simone Veil inaugurerait le Sleep-in le 6 avril



DORMIR, manger. Ces évidences ne le sont pas pour tout le monde. A Paris, aujourd'hui, des jeunes

gens touchent dehors, le ventre vide. La plupart sont toxicomanes, dépendants de l'héroïne, du crack ou d'autres substances, licites ou illicites. Depuis la fin du mois d'octobre, au 61, rue Pajol, dans le dix-huitième arrondissement, un lieu d'accueil d'un genre inédit en France leur ouvre chaque soir ses portes. Simone Veil, ministre des affaires sociales, de la santé et de la ville, doit officiellement inaugurer le Sleep-in jeudi 6 avril.

L'admission au Sleep-in - en français « dormir dedans » - n'exige que d'être majeur, une réservation par téléphone et 10 francs. Pour une seule de ces pièces jaunes souvent acquises avec difficulté, les personnes accueillies peuvent se nourrir de riz en sauge à satiété, se doucher, laver leur linge, regarder la télévision, dormir, prendre un petit déjeuner. Depuis l'ouverture, soixante-dix à quatre-vingts personnes en moyenne y sont passées chaque mois. Au matin, ceux qui le désirent ont accès à la consultation médico-sociale, située sous le même toit, mais dans un bâtiment distinct, avec sa propre entrée. De 9 h 30 à midi, Pascale, la secrétaire, inscrit les patients. Une infirmière, une assistante sociale, un médecin généraliste et un médecin psychiatre reçoivent qui veut. Les professionnels font jouer la débrouille et leurs relations en fonction des demandes des clients. Leur mission essentielle est de les orienter, pas de les prendre en charge.

A 19 h 30, chaque jour, le rituel commence. Un membre de l'équipe ouvre le grand portail de bois. Les habitants d'un jour arrivent, seuls ou accompagnés, traversent la petite cour pavée et attendent dans l'entrée. Ils défilent un à un à la table de l'accueillant

de garde et s'entendent énoncer les règles du lieu, nulle part affichées. Ils lui confient alors leurs effets personnels et les médicaments qu'ils ont éventuellement sur eux, puis versent leur obole à la collectivité. Il n'est pas rare qu'un hébergé avance la nuit d'un autre.

Un deuxième accueillant joue les garçons d'étage : il fournit draps et couvertures et installe chacun dans sa chambre. Les visiteurs sont alors libres de se nourrir, de prendre une douche et de laver leurs vêtements - on leur prête un survêtement s'ils n'ont pas de tenue de rechange -, de rester là ou de sortir, à la seule condition qu'ils ne rentrent pas plus tard que minuit.

Dans les placards flambant neuf de l'entrée, fermés à clé, les sacs à dos, sacs de sport ou de plastique résistent à eux seuls des vies entières. Des vies brisées, des vies d'enfance et de galère, des vies de prisonniers. Serge a trente-deux ans et « neuf ans de placard ». Il a atterri au Sleep-in après avoir été expulsé d'un squat. Il travaille comme livreur depuis quatre mois, mais sa paye ne suffit pas à lui offrir un toit. Il a rencontré Lutfi, trente et un ans, trois jours plus tôt. « L'hôtel, à deux, c'est 3 000 francs par mois, la moitié de ma paye, soupire-t-il. On a cherché un appartement, mais ce qui me tue, ce sont les coutions : 8 500 francs pour un layer de 2 700 ! » Serge affirme qu'il pourrait aller dormir chez sa sœur, chez « plein de gens », mais « c'est l'orgueil qui [le] fait tenir ». « Ils vont m'aider, mais à leur façon ils vont me faire la morale. »

ASSIS sur les banquettes vertes sombres de la salle commune baptisée « le Bistrot », sous la lumière crue des néons, les visiteurs du soir se reposent, tiennent conciliabule ou piquent du nez. Vincent explique à Jean-Philippe comment baisser progressivement ses doses de méthadone. Avec ses grands yeux bleus, sa face lunaire et sa casquette devant-dernière, Jean-Phi-

Un lit pour 10 francs

lippe semble venu d'ailleurs. C'est sa première nuit au Sleep-in.

Ouvert aux toxicomanes « actifs », l'endroit répond à de vraies urgences. La Boutique, située quelques centaines de mètres plus loin, permet déjà à quelques-uns de faire une pause - digne - dans leur course au produit. Ce local, qui fait gratuitement office de cafétéria, laverie et bains-douches, est ouvert depuis juillet 1993 (Le Monde du 28 janvier). Mais, le soir venu, chacun retourne à la rue. Le Sleep-in accueille aujourd'hui environ un quart des clients qui fréquentent La Boutique. Certains réservent leur place par l'intermédiaire d'institutions spécialisées, d'autres grâce au bouche à oreille. Rien n'est exigé des « hébergés ». S'ils s'in-toxiquent avant de venir, « ce n'est pas notre problème », affirme Anna Fradet, la directrice des lieux.

L'apparente simplicité de l'ancien entrepôt, aménagé en U autour d'un petit parvis, ses passerelles, sa transparence et sa luminosité, la décontraction de l'équipe et de ses passagers sont le fruit d'une solide réflexion. Le projet, conçu par Anna Fradet, professionnelle du travail communautaire venue de l'association Espoir - Goutte-d'Or (EGO), et Jean-François Solal, médecin psychiatre et psychanalyste, avait été retenu en 1991 par la délégation générale à la lutte contre la drogue et la toxicomanie, du temps de Georges Dufoix. Il aura fallu les efforts conjugués de la direction de l'action sociale et de l'acte protectrice de l'association SOS-Drogue interna-

tional, présidée par Régine Choukroun, l'animatrice des nuits parisiennes, pour qu'il se concrétise trois ans plus tard.

« Le concept entrainait tout à fait dans la vocation de notre association », explique Jean-Marie Borello, secrétaire général de SOS-Drogue international. « Nous avons été les premiers à mettre en place le numéro vert d'information sur les drogues. Nous avons financé sur nos fonds pendant des années, avant que les pouvoirs publics ne réalisent son utilité. » Cette fois, M. Borello confie avoir rencontré

« J'ai refoulé les dealers et les consommateurs à 150 mètres du périphérique. Et maintenant ? »

au ministère de la santé « des gens prêts à prendre le risque ». Car les critiques fusaient de toutes parts.

Les lieux d'accueil dits à « has seuil », c'est-à-dire n'exigeant ni arrêt du produit ni sevrage, n'avaient pas bonne presse dans le milieu des spécialistes de la toxicomanie. Durant l'été 1993, la recherche des locaux fut « épuisante », se souvient le docteur Solal. Acheter était l'unique solution. Quel propriétaire aurait accepté de louer ses murs pour accueillir un tel projet ? Quelle copropriété aurait toléré la cohabitation avec une population aussi peu recommandable ?

Il fallait « éviter que les gens aient envie de s'installer », explique

Jean-François Solal, et leur offrir tous les soirs le même service, un peu comme au McDonald's. » Jade et Sami Tabet, les architectes, n'ont laissé aucun détail au hasard. « Très vite, raconte le second, l'idée s'est imposée. Il fallait reconstituer l'extérieur dans cet intérieur. » « Certains nous ont dit : « Le lieu est trop beau », poursuit l'architecte. Dans le social, tout se passe comme si l'on n'avait pas le droit de faire quelque chose d'adapté, qui fonctionne. Tout doit obligatoirement être misérable, mal fichu, et c'est à ce prix que l'on obtient subventions et encouragements. »

QUATRE mois après son ouverture, le Sleep-in est resté « nickel », comme diraient ses jeunes usagers. Pas un graffiti sur les murs, pas une trace de cigarette éteinte au sol, pas de casse. Et qu'on n'aille pas parler de « miracle » au personnel, le respect mutuel leur suffit à tout expliquer. Dans cette « institution qui se fait le soir et qui se défait le matin, on gère des espaces de circulation, pas des gens », précise le docteur Solal. Les promoteurs du Sleep-in ont renoncé à la fameuse lumière bleue dans les toilettes - qui empêche les utilisateurs de seringues de trouver leurs veines -, mais ils ont souhaité qu'il n'y ait pas d'eau dans les chambres et qu'il y soit interdit de fumer.

Dans les trois grandes pièces aménagées à l'étage, de petits boxes fermés par un rideau bleu foncé - faciles à surveiller - contiennent chacun un lit, un néon, une sonnette d'appel et une tablette fixée au mur. Filles et garçons sont séparés, mais quatre boxes de deux places ont été prévues pour les couples. Le caractère anonyme, monacal et presque froid des chambres est lui aussi destiné à décourager toute velléité d'installation.

Certains, pourtant, sont déjà des habitués. Dans la salle commune, la sonnerie du téléphone qui retentit derrière le bar est l'objet d'une seule et même plaisanterie : « Si c'est lui Bourge, tu liquides mes actions ! » L'ambiance est conviviale. Elle se tend parfois. Chaque événement de la soirée ou de la nuit est consigné dans un « cahier de liaison » que se transmettent les personnels d'encadrement. Cela va de l'arrivée d'un nouveau à la crise d'épilepsie d'un habitué, du « flagrant délit » d'échange de médicaments entre deux clients aux dettes consenties qui restent à honorer. Les mauvaises nouvelles - hospitalisations, incarcérations - ponctuent les comptes-rendus. Les éventuelles sanctions - l'exclusion pour une nuit, rarement plus - sont arrêtées collectivement.

Sur neuf permanents, deux seulement, anciens usagers de drogues, avaient connu le monde de la toxicomanie de près. Tous ont suivi huit journées de formation, à base notamment de jeux de rôles et de mises en situation. Ils ont appris l'essentiel de la loi du 31 décembre 1970 sur les stupéfiants et ses conséquences sur l'organisation du travail. Ils ont été informés de la vie du quartier et de l'existence des partenaires locaux (La Boutique, EGO, Médecins du monde, l'association d'accueil La Terrasse) et le commissariat du dix-huitième arrondissement. Ils ont acquis des notions sur les pathologies de l'exclusion et la toxicomanie à

aujourd'hui, Lahouari est en contrat de qualification au Sleep-in. « Il faut s'occuper d'eux, ce sont des êtres », dit-il.

Comme Lahouari, les riverains avaient d'emblée manifesté leur hostilité. Grâce à l'entregent de l'association La Chapelle, les velléités de se constituer en milice ont été découragées. Bernard Vacheron, administrateur de cette jeune association, assure que « le quartier était relativement tolérant, la toxicomanie ne posait pas tant de problèmes, c'était gérable ». Jusqu'au jour où la place Salingrad, dans le dix-neuvième arrondissement, fut « nettoyée ». Repoussés par les forces de police d'un arrondissement à l'autre, les « cracks » envahirent le sud du quartier de La Chapelle, les halls et les escaliers d'immeuble. Le lundi suivant, M. Vacheron était reçu à sa demande par le commissaire Parent. « Moi, mon rôle, c'est la répression, lui avait alors franchement répondu le policier. Je peux assurer des opérations de sécurisation, je peux déplacer le problème, mais pas le traiter. »

Le mardi, le responsable associatif écrivait ses inquiétudes dans un courrier qu'il portait au commissaire. Le soir même, des cars de CRS et des voitures de police patrouillaient en nombre dans les rues. Les esprits échauffés se

« Ambiguïté entre le contrôle et le laisser-faire »

calmaient, le dialogue pouvait être amorcé. Une première réunion d'information était organisée à La Boutique, avec les travailleurs sociaux, les habitants, les commerçants et les représentants de la police judiciaire. La deuxième rencontre eut lieu au Sleep-in. « La psychose de tous ceux qui ont pu parler avec les occupants a nettement diminué », remarque M. Vacheron, qui se souvient d'une autre phrase du commissaire Parent à l'assemblée : « J'ai refoulé les dealers et les consommateurs à 150 mètres du périphérique. Et maintenant, que fait-on ? »

Bernard Vacheron prévoit de contacter le maire de Saint-Denis, la banlieue proche. « On ne va pas se le repasser pendant des mois et des années, lance-t-il. Ce qui nous manque à présent, c'est un relais politique. » Il estime que « c'est de la folie d'avoir créé deux structures dans le même arrondissement, alors qu'il n'en existe pas d'autres dans Paris ». Il faudrait, selon lui, « installer des lieux où les toxicomanes pourraient se piquer avec un maximum de sécurité pour eux-mêmes et pour autrui », et il se dit « prêt à faire le travail d'explication nécessaire ».

Siska Piérard, vice-présidente de l'association de quartier, avoue qu'elle avait été « un peu vexée » d'apprendre au dernier moment l'ouverture du Sleep-in. Mais si les riverains avaient été prévenus à temps, auraient-ils accepté l'implantation du lieu à deux pas de chez eux ? Pas sûr. M^{me} Piérard en convient, qui s'emploie à pacifier les discours et à argumenter face aux habitants persuadés qu'« on dortote les toxicomanes ».

Le Sleep-in est à l'heure de son premier bilan. Aucun acte grave de violence n'y a été commis. « Quand les gens touchent le RMI, constate Marek, l'accueillant, l'ambiance est très calme. Mais deux ou trois jours avant, ils sont un peu nerveux. » Pour l'instant, les situations ont toujours « failli » exploser. « Nous sommes dans une ambiguïté permanente entre le contrôle et le laisser-faire », concède Jean-François Solal. Mais la véritable leçon du Sleep-in est ailleurs : « Nous pensions que l'oc-cès aux soins ne concernerait que 10 % à 20 % des clients, reprend le docteur Solal. En réalité, 50 % ont fait la démarche. » La proximité de la consultation, rien d'autre, les a poussés à accomplir ce premier pas vers une dignité retrouvée.

Laurence Folléa

* France-Culture diffusera un reportage sur le Sleep-in dans l'émission « Détours », dimanche 2 avril, à 12 h 30. Le magazine « Grand angle » du 29 avril, à 11 heures, sera entièrement consacré au sujet. Les deux émissions sont signées Olivier Danrey.

La fleur promise

par le sous-commandant Marcos

AUX hommes et aux femmes qui, dans des langues et sur des chemins différents, croient en un avenir plus humain et luttent pour l'obtenir dès maintenant.

Frères ! Il existe sur cette planète que l'on appelle Terre et sur le continent que l'on appelle « américain » un pays dont la forme semble avoir reçu un grand coup de dents à l'orient et qui étend à l'occident un bras dans l'océan Pacifique afin que des cyclones ne farrachent pas à son histoire. Ce pays est connu de ses habitants et des étrangers sous le nom de Mexique. Son histoire est celle d'un long combat entre son désir d'être lui-même et les convoitises extérieures qui voudraient le soumettre à un autre drapeau. Ce pays est le nôtre.

[...] Constatant, le puissant d'autres terres venait pour essayer de nous voler notre avenir. C'est pour cela qu'il est écrit dans le chant de guerre qui nous unit : « Si un ennemi étranger ose profaner ton sol en y posant le pied, pense, ô patrie bien-aimée, qu'en chacun de tes fils le ciel t'a donné un soldat. » C'est pour cela que, dans le passé, nous nous sommes battus. L'étranger est venu pour nous conquérir, avec d'autres drapeaux et d'autres langues. Il est venu et il est reparti.

Nous sommes demeurés mexicains, parce que nous ne voulions pas d'un autre nom, ni marcher sous un autre drapeau que celui où un aigle dévore un serpent sur fond blanc flancé de vert et de rouge. Nous avons résisté. Mais nous, les premiers habitants de ces terres, nous étions relégués hors de l'histoire, nous n'avions plus

l'écart dans un coin, tandis que les autres devenaient toujours plus grands et plus forts ; nous n'avions que notre histoire pour nous défendre, et nous nous y cramponnions pour ne pas mourir.

Puis est venue cette période de l'histoire qui semble presque une dérision, parce qu'un seul pays, le pays de l'argent, s'est placé au-dessus de tous les drapeaux. Alors ils ont parlé de « globalisation ». Et nous avons compris qu'ils appelaient ainsi cet ordre absurde

qu'à mourir, oubliés et humiliés. La souffrance de la mort n'est rien à côté de celle de l'oubli. Nous avons découvert que nous n'existions plus, que ceux qui gouvernent nous avaient oubliés dans l'euphorie des chiffres et des taux de croissance. Un pays qui s'oublie ainsi lui-même est un pays triste, un pays qui oublie son passé ne peut avoir d'avenir. Alors nous avons pris des armes et nous sommes entrés dans les villes où nous étions des animaux. Et nous sommes allés dire au puissant :

Et ne vous en faites pas pour le serpent, l'aigle s'en chargera

où l'on ne sert plus qu'une patrie, celle de l'argent, et où les frontières disparaissent, non sous l'effet de la fraternité, mais du fait de l'hémorragie qui engraisse les puissants sans nationalité.

Le mensonge est devenu monnaie universelle et, dans notre pays, le rêve de bien-être et de prospérité de quelques-uns s'est tissé sur le cauchemar de presque tous. Corruption et falsification sont devenues les principaux produits d'exportation de notre pays. Nous étions pauvres et nous habillions notre indigence de richesse, et le mensonge était tellement énorme que nous finissions par y croire nous-mêmes. Nous nous préparions aux grandes rencontres internationales, et, par la volonté du gouvernement, la pauvreté était déclarée une invention que le développement proclamait à grands cris par les statistiques de l'économie faussait s'évanouir.

Et nous ? Nous, on nous avait oubliés, nous étions relégués hors de l'histoire, nous n'avions plus

« Nous sommes là ! », et nous avons crié au pays entier : « Nous sommes là ! », et nous avons crié au monde entier : « Nous sommes là ! »

Et voyez comment vont les choses : pour qu'on nous voie, nous nous sommes masqué le visage ; pour qu'on nous donne un nom, nous avons pris l'anonymat ; pour avoir un avenir, nous avons mis notre présent en jeu ; et, pour vivre, nous sommes morts.

Alors sont venus les avions, les hélicoptères, les chars, les bombes, les balles et la mort, et nous sommes retournés dans nos montagnes, et la mort nous a poursuivis ; et beaucoup de gens, de toute part, nous ont dit : « Parlez ! », et les puissants ont dit : « Parlez ! », et nous, nous avons dit : « Très bien, parlez ! », et nous avons parlé, et nous leur avons dit ce que nous voulions, et eux ne comprennent pas, et nous leur répétions que nous voulions la démocratie, la liberté et la justice, et eux continuaient à ne pas comprendre, et ils cherchaient dans leurs plans macroéconomiques et tous leurs traités de néolibéralisme, et ils ne trouvaient jamais ces mots-là, et ils nous disaient toujours : « Nous ne comprenons pas », et ils nous proposaient un meilleur coin dans le musée de l'histoire, une mort à plus long terme et une chaîne ou pour enchaîner la dignité.

Nous, nous n'avons plus qu'à mourir, oubliés et humiliés. Nous avons découvert que nous n'existions plus

Et nous, pour qu'ils comprennent ce que nous voulions, nous avons commencé à faire sur nos terres ce que nous voulions. Nous nous sommes organisés avec l'accord de la majorité, et nous avons montré ce que ça voulait dire, vivre avec la démocratie, la liberté et la justice.

Pendant un an, la loi des zapatistes a gouverné ces montagnes. Je ne vais pas vous apprendre ce que vous savez déjà : les zapatistes, c'est nous. Nous qui n'avons ni visage, ni nom, ni passé, et qui sommes en majorité des

indigènes - mais, ces derniers temps, des frères d'autres terres et d'autres races nous rejoignent. Nous sommes tous des Mexicains. Et voici ce que nous avons fait quand nous gouvernions ces terres.

Quand nous gouvernions, nous avons réduit à zéro le taux d'alcoolisme, et cela parce que les femmes se sont mobilisées en disant que boire sert seulement à ce que l'homme batte les femmes et les enfants et se conduise comme une brute, et elles ont ordonné de ne plus boire et personne n'a plus bu, et nous n'avons plus toléré qu'on boive, et les premiers bénéficiaires en étaient les enfants et les femmes tandis que les perdants étaient les commerçants et le gouvernement.

Et, avec le concours d'organisations que l'on appelle « organisations non gouvernementales », nous avons fait des campagnes de santé, et l'espérance de vie de la population civile a augmenté, alors même que notre affrontement avec le gouvernement réduisait notre propre espérance de vie, à nous les combattants.

Enigme et insurrection au Mexique

Le texte du sous-commandant Marcos que nous publions est sa réponse à un groupe d'intellectuels et d'artistes espagnols qui ont signé le 21 février, dans le quotidien madrilène *El País*, une « proposition pour une issue politique au conflit du Chiapas ». Les combats dans cet Etat mexicain où s'affrontent les rebelles zapatistes et douze mille soldats auraient déjà fait quelque deux cents morts.

Qui est le sous-commandant Marcos, qui prit, le visage caché par un passe-montagne, la tête de la rébellion de l'Armée zapatiste de libération nationale (EZLN), le 1^{er} janvier 1994, dans l'Etat du Chiapas ? Les autorités mexicaines soutiennent qu'il s'appelle Rafael Sebastián Guillén, qu'il est le fils d'un fabricant de meubles de Tampico, la principale ville de l'Etat de Tamaulipas (près de la frontière avec les Etats-Unis), qu'il a fait ses études chez les jésuites puis enseigné les arts graphiques à l'université autonome de Mexico, avant de disparaître en 1984, sans plus donner de nouvelles à sa famille. Mais le doute, savamment entretenu par l'intéressé, subsiste.

Et la femme ou plutôt les femmes ont vu le résultat des lois qu'elles nous avaient fait imposer aux hommes, et le tiers de nos forces combattantes est maintenant composé de femmes qui ont montré leur vaillance et leur force en nous « convainquant » d'accepter leurs lois et qui participent également à la direction civile et militaire de notre combat, et nous trouvons ça très bien.

Et on a aussi interdit l'abattage des arbres, et on a fait des lois pour la protection des forêts, et on a interdit la chasse aux animaux sauvages, mêmes les bêtes féroces du gouvernement, ainsi que la culture, la consommation et le trafic des drogues, et ces interdictions ont été respectées.

Et le taux de mortalité infantile est devenu aussi minuscule que les nouveau-nés eux-mêmes. Et les lois zapatistes ont été appliquées à tous, sans distinction de position sociale ou de niveau de revenu. Et toutes les décisions importantes, ou « stratégiques », de notre lutte ont été prises par la méthode de ce qu'on appelle « référendum » ou « plebisците ».

Et nous avons mis fin à la prostitution, et le chômage a disparu, de même que la mendicité. Et les enfants ont connu les bonbons et les jouets.

Et nous avons commis beaucoup d'erreurs et de fautes. Et

nous avons également fait ce qu'aucun gouvernement au monde, quelle que soit sa filiation politique, n'est capable de faire honnêtement, à savoir reconnaître les erreurs et prendre des mesures pour les corriger.

Et nous en étions là, c'est-à-dire en train d'apprendre, quand sont arrivés les chars, les hélicoptères, les avions et des milliers de soldats, et ils disaient qu'ils venaient défendre la souveraineté nationale, et nous leur avons dit que c'étaient eux, aux [ousse] (NDLR : aux USA) qui la violent, et pas nous au Chiapas, et que la souveraineté nationale ne se défend pas en foulant aux pieds la dignité rebelle des indigènes.

Ils n'entendaient pas, car le bruit de leurs engins de guerre les avait rendus sourds, et ils venaient envoyés par le gouvernement, ce gouvernement pour qui la trahison est l'escalier par lequel on accède au pouvoir alors que, pour nous, la loyauté est le plan égalitaire que nous désirons pour tous.

Et le gouvernement apportait sa légalité à la pointe des baïon-

nettes, tandis que nous, notre légalité était dans le consensus et la raison : car nous voulions convaincre tandis que le gouvernement veut vaincre, et nous disons qu'une loi qui doit utiliser les armes pour être appliquée ne mérite pas le nom de loi mais seulement celui d'arbitraire, même recouverte d'ordres pseudo-légaux, et que l'homme pour qui la loi s'accompagne de la force des armes est un dictateur, même s'il dit avoir été élu par la majorité.

Et ils nous ont chassés de nos terres. Et avec les chars est venue leur loi du gouvernement et s'en est allée la loi des zapatistes. Et derrière les chars du gouvernement sont revenus la prostitution, la boisson, le vol, les drogues, la destruction, la mort, la corruption, la maladie, la pauvreté.

Et des gens du gouvernement sont venus, et ils ont dit que la légalité était rétablie sur les terres du Chiapas, ils sont venus avec des gilets pare-balles et des chars, mais ils ne sont pas restés longtemps car ils se sont vite fatigués de faire leurs discours devant des poules, des cochons, des chiens, des vaches, des chevaux et un chat qui s'était égaré.

Voilà ce qu'a fait le gouvernement, et vous le savez déjà puisqu'un tas de journalistes l'ont vu

et l'ont publié. Et c'est ça la légalité qui règne maintenant sur nos terres. Et voilà ce qu'a été la guerre pour la « légalité » et la « souveraineté nationale » que le gouvernement a faite contre les indigènes du Chiapas. Contre les autres Mexicains le gouvernement fait aussi la guerre, sinon qu'au lieu de chars et d'avions, il leur a balancé un programme économique qui les tuera également, mais plus lentement.

[...] Et nous avons vu qu'il y avait eu des manifestations, des meetings, des lettres, des poèmes, des chansons, des films et d'autres choses encore pour qu'il n'y ait pas la guerre au Chiapas. Et nous avons vu qu'on avait dit « Non à la guerre ! » en Espagne, en France, en Italie, en Allemagne, en Russie, en Angleterre, au Japon, en Corée, au Canada, aux Etats-Unis, en Argentine... et que dans d'autres pays, si on ne l'avait pas dit, on l'avait pensé.

Et alors nous avons vu qu'il existait des braves gens dans le monde entier et que ces gens vivent beaucoup plus près du Mexique que ceux du gouvernement de ce pays.

[...] Et nous voudrions vous dire, à vous tous, merci. Vous dire que nous voudrions vous offrir une fleur, je dis une fleur parce que nous n'en avons pas suffisamment pour chacun ou chacune de vous, mais une seule suffit pour que vous vous la partagiez et en gardiez tous un petit morceau et comme ça, quand vous serez vieux ou vieilles, vous pourrez raconter aux enfants de votre pays : « J'ai lutté pour le Mexique du 20^{ème} siècle et, d'ici,

Les zapatistes, c'est nous. Nous qui n'avons ni visage, ni nom, ni passé

J'ai soutenu les gens de là-bas ; je sais seulement qu'ils voulaient ce que veulent tous les êtres humains qui n'ont pas oublié qu'ils sont des êtres humains, c'est-à-dire la démocratie, la liberté et la justice, et je n'ai pas connu leur visage, mais leur cœur était semblable au nôtre.

[...] Mais je m'aperçois qu'avec cette lettre vous pouvez faire une fleur en papier que vous vous mettez à la boutonnière ou dans les cheveux, selon le cas ; ça sera charmant pour sortir et aller danser.

Sur ce, je vous quitte, parce que voilà un autre avion qui arrive et je dois éteindre la lumière, mais non l'espoir. Même si je meurs, l'espoir ne s'éteindra pas.

Je vous salue bien. N'oubliez pas la fleur : tige verte, pétales blancs, feuilles rouges, et ne vous en faites pas pour le serpent, l'aigle s'en chargera.

Des montagnes du sud-est du Mexique.

Le sous-commandant Marcos est le chef de l'Armée zapatiste de libération nationale du Mexique

Spécial élection

Chaque samedi

France Paris Ile-de-France

sur

3

à 13 heures

TÉMOINS

Magazine de Paris - Ile-de-France

Jean-Jacques CROS (France 3)

Serge BOLLOCH (Le Monde)

interrogent les personnalités de la région Ile-de-France

Samedi 1^{er} avril

sur le thème de la banlieue

Pierre LELLOUCHE, député du Val-d'Oise (RPR)

Jean-Pierre BRARD, député de Montreuil (PC)

Georges SARRE, député de Paris (MDS)

Jacques OLLIVIER, conseiller régional (FN)

Jean-Luc BENNAHMIA, (Les Verts)

France Paris Ile-de-France

3

Le Monde

Le Monde

LA DOCUMENTATION DU MONDE SUR MINITEL

Vous recherchez un article publié par Le Monde depuis janvier 1990. Le Monde met à votre disposition deux services sur Minitel, avec plus de 200 000 textes en ligne.

36 17 LMDOC

recherche par thème, rubrique, pays, auteur, etc.

36 29 04 56

lecture en texte intégral.

Tout article identifié peut être commandé par Minitel. Envoi par courrier ou par fax, paiement par carte bancaire. Des réductions sont accordées en fonction du nombre d'articles commandés et à tout utilisateur qui souscrit (toujours sur son Minitel) un abonnement au service. Un justificatif accompagne tout envoi d'articles.

AU COURRIER DU MONDE

MÉLANGES ETHNIQUES

Dans un entretien (*Le Monde* daté 26-27 février), l'écrivain israélien Amos Oz affirme que le mot « catastrophe » - shooch, en hébreu - s'applique à des événements « comme le tremblement de terre de Kobé » et que, en revanche, « ce qui s'est perpétré sur le continent européen il y a un demi-siècle n'était nullement une catastrophe, mais un crime... ». Il souligne par là à juste titre qu'il s'agit d'un acte délibéré - d'un génocide.

Il ne peut donc s'agir d'un lapsus malheureux (comme on voudrait pouvoir le croire) lorsque, après avoir constaté que « les mélanges ethniques dans le monde d'aujourd'hui produisent des catastrophes », il précise « que ce soit en Yougoslavie, en Tchétchénie, au Canada, ou en Belgique ». On est choqué non pas par la contradiction flagrante dans son propre usage du mot « catastrophe », mais par le double amalgame des propos : d'une part, évoquer à ce propos la

Bosnie à côté du Canada banalise l'épuration ethnique criminelle perpétrée en Bosnie tout en caissonnant le débat démocratique au Canada où différents groupes (et non seulement ethniques) luttent pour leur reconnaissance. D'autre part, comment peut-on imputer aux « mélanges ethniques » la responsabilité... des catastrophes dont ils sont victimes ? Ce n'était pas le mélange ethnique en Europe qui a « produit » l'Holocauste.

Stephen Wright, Paris

LES COUSINS D'ALGÉRIE

Nous ne pouvons rien comprendre au drame que vit l'Algérie si nous ignorons que :

- Ce drame d'est que l'un des épisodes de la recherche d'identité d'un peuple perturbé en profondeur par cent trente-deux ans d'une colonisation de peuplement qui, prenant le relais de trois siècles de domination turque, a tout fait pour le désagréger : il en a conservé une méfiance atavique pour tout ce qui vient de l'administration, de l'Etat, et une atti-

tude constante de repli sur les solidarités familiales et claniques, insurmontable handicap pour une politique de type socialiste ;

- Les Algériens se considèrent comme nos cousins, et ne votent pas la France comme un pays étranger : le « parti français », violemment dénoncé par les leaders intégristes et les laissés-pour-compte de l'occidentalisation, n'est rien d'autre qu'une composante de l'âme algérienne ;

- Des millions d'Algériens ont eu comme professeurs les dizaines de milliers de coopérants français qui se sont succédés dans le pays, ont beaucoup donné et beaucoup reçu : l'élite intellectuelle algérienne ne nous est en rien « étrangère », mais participe de notre culture, même lorsqu'elle est parallèlement musulmane et arabisante.

En conclusion, l'accueil résolu de cette élite menacée d'élimination par ceux que l'échec algérien a plongés dans la rancœur ne serait en aucune façon, de notre part, une faveur.

Thierry Michalon, Pau

صلى الله عليه وسلم

6
3
3

338
3154
653

CHANGES Le conseil central de la Bundesbank a annoncé jeudi 30 mars une baisse de 0,5 % de son taux d'escompte et de 0,35 % de son taux de prises en pension,

déjouant les prévisions. ● LA BUNDESBANK a justifié son geste en expliquant que « les conditions monétaires en Allemagne se sont modifiées sous l'influence

de la forte appréciation du deutschemark ». Les économistes mettent en avant l'impact négatif de la surévaluation du mark sur la croissance allemande. D'autres

experts y voient un geste « politique » destiné à sauver la SME. ● Le dollar faiblissait vendredi matin à 1,39 mark, contre 1,3750 mark auparavant. La franc

s'échangeait à 3,50 pour un mark. La Banque de France a décidé vendredi matin de ne pas baisser son taux de prise en pension.

Le dollar reste faible malgré la baisse des taux allemands

Le geste de la Bundesbank a entraîné, jeudi, un repli momentané du deutschemark face au dollar mais à l'ouverture des marchés, vendredi matin, le billet vert faiblissait à nouveau

« UNE DIVINE surprise » : c'est par ce commentaire que les économistes ont généralement accueilli la décision prise jeudi 30 mars par le conseil de la Bundesbank de baisser ses taux directeurs. Le taux d'escompte - le taux plancher - qui était inchangé depuis le 12 mai 1994, a été réduit de 0,5 % et ramené à 4 %. La banque centrale allemande a, par ailleurs, annoncé qu'elle effectuerait sa prochaine opération de prises en pension hebdomadaire au taux de 4,50 %, contre 4,85 % depuis le mois de juillet 1994. Les suivantes seront faites à taux variables. Le taux Lombard - le taux plafond - reste pour sa part inchangé à 6 %.

Le geste de la banque centrale allemande a pris les opérateurs des marchés financiers totalement à court. Nombre d'entre eux étaient d'ailleurs absents de leur poste de travail au moment où la baisse des taux a été annoncée (13 h 32). Ils étaient partis déjeuner, persuadés que la Bundesbank n'assouplirait pas sa politique monétaire. La monnaie allemande, si elle était connue la nouvelle, a reflété de façon spectaculaire sur le marché des changes. Le dollar a bondi de 1,3750 mark à plus de 1,42 mark avant de revenir vendredi autour de 1,40 mark. Le franc a gagné 5 centimes, passant de 3,53 à 3,48 pour 1 mark. La détente des taux d'intérêt a également été très sensible. Le contrat notional du Matif - le contrat à terme sur obligations d'Etat françaises - a gagné 118 centimes et le contrat Fibo 3 mois, 72 centimes.

PAS D'ANTICIPATIONS

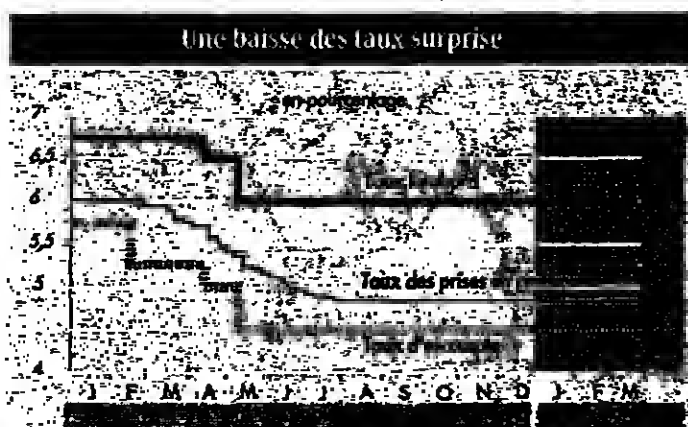
Les experts n'anticipaient pas plus que les marchés un assouplissement de la politique monétaire allemande. Interrogés mercredi 29 mars par l'agence Reuters, seize économistes sur dix-sept avaient estimé que la Bundesbank laisserait ses taux directeurs inchangés. Les économistes allemands ont pris au sérieux les messages du président de la banque centrale allemande Hans Tietmeyer, qui avait évoqué à plusieurs reprises au cours des

dernières semaines la possibilité d'une « petite baisse des taux » en Allemagne. La faiblesse du dollar n'était pas non plus, à leurs yeux, une raison suffisante pour que la Bundesbank abaisse ses taux. Pourquoi les Allemands auraient-ils choisi de voler au secours d'une monnaie qui n'est pas la leur alors que la Réserve fédérale américaine, deux jours auparavant, avait refusé de faire le moindre geste pour soutenir le billet vert ?

Enfin, l'évolution favorable de l'agrégat monétaire M3 (-3,8 % au mois de février en taux annuel) ne pouvait faire oublier les hausses de salaires substantielles accordées dans le secteur de la métallurgie et surtout la publication, lundi 27 mars, d'un mauvais indice des prix au mois de mars (2,4 %).

UN GESTE POLITIQUE

« La Bundesbank a jugé que le coût pour l'économie allemande de la récente appréciation du mark était trop élevé », observe Philippe Brossard, économiste au Crédit lyonnais. Il estime que la hausse du mark risquait d'empêcher la croissance de l'économie allemande de 1,3 % dès cette année et de 0,8 % en 1996. Le département de recherche de la Deutsche Bank juge de son côté (Le Monde du 28 mars) qu'avec 00 dollar se maintenant à 1,35 mark cette an-



La baisse du taux d'escompte et du taux des prises en pension décidée par la Bundesbank a surpris les économistes et pris les marchés financiers à court.

née le taux de croissance des exportations allemandes était susceptible de tomber à environ 2,5 % en 1996 et que la croissance économique de l'Allemagne de l'Ouest serait d'environ un point inférieure à celle anticipée jusqu'à présent (1,8 % au lieu de 2,8 %).

D'autres experts considèrent le geste de la banque centrale allemande comme une décision avant tout politique et en veulent pour preuve la brutalité et l'ampleur de l'assouplissement moné-

taire effectué. « La Bundesbank a voulu frapper un grand coup. Il faut lui rendre en vie ce qui reste du SME. Autant les Allemands de la petite Espagne ne causent guère d'états d'âme aux Allemands, autant ceux du franc commencent à l'inquiéter », commente un économiste français. La Bundesbank s'était vu reprocher son « égoïsme », au cours de l'été 1993, lorsqu'elle avait choisi de ne pas baisser son taux d'escompte, provoquant la chute du franc. Elle ne voulait pas écosser la res-

ponsabilité d'une nouvelle crise qui aurait sérieusement compromis la construction de l'Union monétaire.

La décision de la Bundesbank fait en tout cas le bonheur des autorités monétaires européennes. La Banque de Suisse, la Banque d'Autriche, la Banque de Belgique, la Banque des Pays-Bas ont immédiatement emboîté le pas de la Bundesbank en abaissant leur taux directeur. La Banque de France est restée immobile. Vendredi 31 mars, l'institut d'émission français maintenait à 8 % le taux de ses prises en pension à 24 heures.

HORIZON DÉGAGÉ ?

La politique de la Banque de France consiste traditionnellement à faire « coller » le taux de ses appels d'offres à celui des prises en pension outre-Rhin en laissant entre les deux une petite marge de 15 points de base (0,15 %). Le taux allemand des prises en pension ayant été ramené de 4,85 % à 4,50 %, le taux des appels d'offres français devrait être en théorie ramené de 5 % à 4,65 %. La situation se trouve toutefois compliquée par le fait que le conseil de la politique monétaire de la Banque de France a décidé le 8 mars dernier de relever de 6,40 % à 8 % le taux de ses prises en pension à 24 heures. « La Banque de France va d'abord

devoir gérer la baisse des taux de marché en rétablissant le processus de prises en pension de 5 à 10 jours », explique un économiste, qui ajoute que « le plus tôt sera le mieux ».

La Bundesbank espérait voir décoller pour de longs mois l'économie allemande. A l'occasion de ses prises en pension redevues à taux variables, sa stratégie sera, chaque semaine, de distiller des petites baisses de taux, nourrissant par là même l'optimisme des opérateurs et le désintérêt relatif pour le deutschemark. Lentement mais sûrement, le taux des prises en pension va pouvoir descendre vers le taux d'escompte, fixé à 4 %. « Les marchés ne vont plus désormais spéculer que sur le rythme de baisse des taux hebdomadaires en Allemagne. C'est un changement de psychologie total », observe un professionnel.

Mais le geste de la Bundesbank n'a pas suffi à provoquer un dénouement à la crise que connaît le marché des changes depuis le début de l'année. Le dollar est tombé à son plus bas niveau à 87,60 yens. La baisse du billet vert observée, vendredi, à Tokyo face au yen malgré la décision attendue d'une baisse des taux de la banque du Japon, souligne combien la remontée du dollar reste incertaine.

P.-A. D.

Une réponse à l'immobilisme américain

C'EST FINALEMENT la Bundesbank qui a fait le geste qui pourrait permettre de sortir du cercle vicieux de la crise monétaire. Cet enchaînement fait de défiance continue à l'égard du dollar, de hausse du mark devenu monnaie refuge et par ricochet de faiblesse des devises européennes plus ou moins prononcée selon leur « fragilité » économique ou politique.

Qualifiée de divine surprise, la décision de la banque centrale allemande est une réponse à l'immobilisme de la Réserve fédérale américaine. En dépit des dénégations répétées du secrétaire américain au Trésor Robert Rubin, Washington donne depuis des semaines le sentiment de laisser filer le dollar en considérant que les avantages

d'une baisse sont bien supérieurs aux inconvénients.

Le recul du billet vert signifie d'abord que les entreprises américaines peuvent réaliser, hors de leurs frontières, les profits que le ralentissement de la consommation leur fera perdre à l'intérieur. Dans ces conditions, Wall Street ne cesse de battre des records depuis trois semaines. Un dollar faible, cela veut aussi dire un handicap sévère sur le marché américain pour les produits japonais et européens. Bon nombre d'économistes soupçonnent donc ouvertement Washington de jouer le dollar à la baisse, surtout contre le yen, pour faire pression sur Tokyo, au moment où les deux pays reprennent leurs discussions sur le commerce

automobile après plus de dix-huit mois d'impasse. Quant aux inconvénients, ils sont relativement limités hormis la difficulté à attirer des capitaux pour financer les déficits. Les risques de dérapage inflationniste sont limités par le paiement en dollars des importations américaines d'énergie et de matières premières.

HANDICAP À L'EXPORTATION

Enfin, et c'est essentiel, les partenaires « régionaux » des Etats-Unis que sont le Mexique et le Canada ont des devises encore bien plus faibles que le dollar.

En Allemagne, le sentiment est totalement opposé. Pour les économistes, la hausse de la monnaie allemande aurait pu

se traduire selon les hypothèses par une baisse comprise entre 0,5 % et 1,3 % de la croissance en Allemagne en 1995. En amonçant ses résultats, mercredi 29 mars, la Deutsche Bank a souligné que la force du mark allait grandement handicaper les exportateurs allemands. La Bourse de Francfort s'est retrouvée au plus bas depuis octobre 1993. La décision prise par la Bundesbank, perçue par ailleurs par l'évolution sage de la masse monétaire M3 n'en est que plus logique. Elle devrait être suivie d'ailleurs la semaine prochaine par une geste similaire de la Banque du Japon placée dans la même situation.

Eric Leser

Le geste a été diversement interprété en Allemagne

BONN

de notre correspondant

Tout donne à croire, vu d'Allemagne, que la baisse des taux décidée jeudi 30 mars par la Bundesbank ne sera pas suivie d'un autre assouplissement avant longtemps. Même si elle a été unanimement saluée comme un facteur de création d'emplois par les milieux politiques - chancelier Kohl en tête -, la décision de la Bundesbank n'a pas été accueillie avec un enthousiasme débordant par les milieux économiques. Ceux-ci jugent qu'une baisse supplémentaire des taux mettrait en danger la stabilité monétaire et la crédibilité de la banque centrale. Mais pour le ministre des finances, Theo Waigel, la décision de la Bundesbank « contribue à renforcer la confiance des marchés dans la stabilité des taux de change ».

La Bundesbank elle-même, mais aussi les milieux politiques et les analystes de banques privées ont tout fait pour justifier cette décision en termes de stabilité économique intérieure : autrement dit, il n'était pas question de soutenir le dollar ou les monnaies européennes en difficulté (lire et peser notamment).

« A cause de la forte valeur du deutschemark, la croissance en Allemagne est menacée (...) En raison du fait que la reprise est portée essentiellement par les exportations (...), elle pourrait être considérablement ralentie si le mark restait aussi

fort », écrit la Dresdner Bank dans un communiqué. Depuis le début de l'année, le mark s'est renchéri de 5 % par rapport aux monnaies de dix-huit pays industrialisés. On estime généralement que la surévaluation du mark pourrait réduire la croissance d'un point cette année (2 % au lieu de 3 %).

RISQUE SUR LES SALAIRES

Tout juste se borne-t-on à constater, comme le fait la Frankfurter Allgemeine Zeitung, que la baisse des taux est une « bonne nouvelle » pour les consommateurs et les industriels, justifiée par la stagnation de la masse monétaire et la force du deutschemark.

La Bundesbank doit rester « attentive dans son relâchement des rénes manétaires », selon un communiqué de la fédération de l'industrie allemande (BDI) qui, comme d'autres, s'inquiète de ce qu'un dérapage des salaires mette en cause la stabilité monétaire et soit facteur d'inflation. Les négociations qui viennent de s'ouvrir entre l'Etat et les salariés de la fonction publique (3,4 millions de personnes sont concernées), demeurent un argument essentiel pour les avocats de la vigilance. Le syndicat OTV réclame 6 % d'augmentations de salaire cette année, ce qui grèverait le budget de l'Etat et des Länder de 24 milliards de marks.

L. D.

Sur les places boursières, l'euphorie était générale

A L'EXCEPTION DE Francfort

qui, pour des raisons horaires, n'a pas pu bénéficier de la « divine surprise », l'ensemble des places boursières a salué l'initiative de la Bundesbank. La Bourse de Paris est pratiquement revenue à ses plus hauts niveaux de l'année, Wall Street a battu un nouveau record et toutes les Bourses européennes ont affiché des scores supérieurs à 1 % de hausse.

Alors que l'ensemble des places du Vieux Continent évoluaient plutôt de façon hésitante, pour ne pas dire médiocre, depuis le début de la semaine, l'annonce de la baisse du taux d'escompte allemand et du taux de ses prises en pension a finalement dopé les marchés. A

commencer donc par Paris dont la tendance s'est très sensiblement inversée peu après l'annonce. Au cours de la matinée, les valeurs françaises avaient atteint un plus haut niveau à 1 835,21 points. Une heure et demie après l'annonce, l'indice CAC 40 était plus qu'à 0,41 point du seuil des 1 900 points, soit une progression de 2,54 %. Les valeurs françaises ont toutefois terminé la journée sur une avance de 2,19 % à 1 893 points, à une quinzaine de points de son plus haut niveau annuel atteint le 5 janvier.

Cette nouvelle avance - la cinquième consécutive - permet désormais à la place parisienne d'afficher un score positif de 0,63 % sur ses niveaux de 31 décembre. Les

analystes s'attendent plus désormais une progression des valeurs françaises au-delà des 1 950 points. Un seuil qui sera plus facilement accessible si la Banque de France emboîte rapidement le pas à la Bundesbank.

L'optimisme était également de mise à Londres où les analystes estiment désormais que les 3 200 points de l'indice FT 100 ne sont plus très loin et pourraient même être atteints au cours des prochaines semaines. L'indice Footsie a terminé la séance sur un gain de 1,08 % à 3 176,20 points. Si, en Allemagne, l'indice DAX a terminé en repli de 0,02 % pour les raisons citées plus haut, en transactions hors séance, trois quarts d'heure après l'an-

nonce, celui-ci s'appréciait à plus de 40 points.

Les pays de la zone mark ont rapidement suivi l'exemple donné par Francfort. Tour à tour, la Belgique, les Pays-Bas, l'Autriche et la Suisse réduisaient d'un demi-point leurs taux directeurs. Bruxelles a terminé sur un gain de 1,45 %, Amsterdam 1,75 % et Zurich a gagné 1,53 %. Madrid a enregistré sa plus forte progression annuelle (+2,01 %). Dans la soirée, Wall Street, a inscrit un nouveau record d'altitude progressant toutefois modestement de 0,28 %, soit 11,76 points. A 4 172,56 points, l'indice Dow Jones a inscrit son dixième record en trois semaines.

F. Bn.

Retour à la normale chez Barings, selon son reprenneur ING

AMSTERDAM

de notre correspondant

« Nous n'avons pas trouvé de cadavre dans le placard de Barings. La banque contribuera d'ailleurs positivement à nos bénéfices dès 1995. » La présentation des résultats de 1994 d'Internationale Nederlanden Group a été l'occasion pour son président, Aad Jacobs, de revenir sur l'acquisition, début mars, de la banque britannique en faillite.

« La situation revient rapidement à la normale. Bien que totalement inattendu, ce rachat nous permet de réaliser nos ambitions dans les domaines de la banque d'affaires et des émissions d'actions. Vous pouvez donc vous attendre à une pause

dans ce domaine, encore que je dise toujours : il faut attraper l'oiseau qui vole bas. »

Le président d'ING a également confirmé que les retraits des dépôts auprès de Barings se montaient à ce jour à 180 millions de livres (environ 1,5 milliard de francs), soit 25 % environ d'un total de 720 millions. Aad Jacobs a enfin nié que Barings entraînera une plus grande volatilité des bénéfices du premier groupe financier des Pays-Bas : « Barings tire une grande partie de ses bénéfices de la gestion de fonds, une activité somme toute relativement stable. » Cette acquisition, qui a surpris toute la communauté financière et

sans doute aussi la direction d'ING qui avait inscrit Barings sur la liste de ses rachats potentiels, n'empêche pas le groupe d'en envisager d'autres : « Nous bénéficions d'un trésor de guerre de 4 milliards de florins (12 milliards de francs). Nous n'en avons dépensé que 1,7 milliard. »

ING, dont le bénéfice net a augmenté l'an dernier de 13,5 %, à 2,3 milliards de florins (pour un total de bilan de 358 milliards, +5,7 %), n'accorde pourtant plus la priorité à la recherche d'un second marché domestique, qui viendrait soutenir le marché néerlandais, trop petit avec ses 15,5 millions d'âmes. « Compte tenu des récents

développements, le besoin s'en fait moins sentir », a affirmé Aad Jacobs.

Le groupe a bien émis la situation en France, en Allemagne, et a surtout tenté sa chance en Belgique : en vain. Depuis l'échec de son OPA sur la banque Bruxelles-Lambert, Internationale Nederlanden Group possède toujours 12 % du capital de l'établissement belge auxquels s'ajoutent 6,73 % de droits de vote : « Nous voulons monter à 20 %. Mais il ne s'agit que d'un placement sans considérations d'ordre stratégique », a indiqué le PDG d'ING.

Alain Franco

صكنا من الاموال

Matra-Hachette Multi
un accès à la cinéma

Matra-Hachette Multi
un accès à la cinéma

Matra-Hachette Multi
un accès à la cinéma

Matra-Hachette Multi
un accès à la cinéma

Matra-Hachette Multi
un accès à la cinéma

Matra-Hachette Multi
un accès à la cinéma

Matra-Hachette Multi
un accès à la cinéma

Matra-Hachette Multi
un accès à la cinéma

Matra-Hachette Multi
un accès à la cinéma

Matra-Hachette Multi
un accès à la cinéma

Matra-Hachette Multi
un accès à la cinéma

Matra-Hachette Multi
un accès à la cinéma

Matra-Hachette Multi
un accès à la cinéma

Matra-Hachette Multi
un accès à la cinéma

Matra-Hachette Multi
un accès à la cinéma

Matra-Hachette Multi
un accès à la cinéma

Matra-Hachette Multi
un accès à la cinéma

Matra-Hachette Multi
un accès à la cinéma

Matra-Hachette Multi
un accès à la cinéma

Matra-Hachette Multi
un accès à la cinéma

Matra-Hachette Multi
un accès à la cinéma

Matra-Hachette Multi
un accès à la cinéma

Matra-Hachette Multi
un accès à la cinéma

Matra-Hachette Multi
un accès à la cinéma

Matra-Hachette Multi
un accès à la cinéma

Matra-Hachette Multi
un accès à la cinéma

Matra-Hachette Multi
un accès à la cinéma

Matra-Hachette Multi
un accès à la cinéma

Matra-Hachette Multi
un accès à la cinéma

Matra-Hachette Multi
un accès à la cinéma

Matra-Hachette Multi
un accès à la cinéma

Matra-Hachette Multi
un accès à la cinéma

Matra-Hachette Multi
un accès à la cinéma

Matra-Hachette Multi
un accès à la cinéma

Matra-Hachette Multimédia se ménage un accès à la cinémathèque de MGM

Arnaud Lagardère, en charge de la filiale, multiplie les accords

Une lettre d'intention a été signée, en février, entre la Metro-Goldwyn-Mayer et la société du groupe de Jean-Luc Lagardère, présidée par son fils, concernant

un accord industriel. Matra-Hachette envisage un développement parallèle dans le multimédia aux États-Unis et en Europe, où il discute avec Deimier.

TRENTE-QUATRE ANS et d'ancien désigné par son père du groupe Matra-Hachette, Arnaud Lagardère peaufine dans la discrétion un accord avec la société Metro-Goldwyn-Mayer (MGM), qui devrait permettre à Matra-Hachette Multimédia, filiale qu'il dirige depuis les États-Unis, d'utiliser la cinémathèque du producteur américain ainsi que sa vidéothèque, et de procéder à des coproductions de jeux interactifs. Une première étape a été franchie et soixante-dix pour cent de l'accord a été présentée outre-Atlantique, le 8 février, prévoyant l'utilisation des images MGM aussi bien sur CD-ROM que sur des réseaux ou en télévision interactive. Les deux partenaires potentiels en sont maintenant à procéder à des audits réciproques du montant des droits et à discuter d'une éventuelle exclusivité. L'accord final, toutefois, ne doit pas déboucher sur des prises de participations capitalistiques.

Si l'entreprise aboutit, Matra-Hachette Multimédia comblera en partie le fossé qui le sépare dans son secteur de concurrents tels que Sony, propriétaire de Columbia. Seni, Matra-Hachette ne peut guère revendiquer sur CD-ROM que l'encyclopédie de l'éditeur Grollier, filiale américaine du groupe français. Et si Arnaud Lagardère, PDG de Grollier et installé au siège de la société dans le Connecticut, s'est engagé dans une diversification vers les jeux (« *intéressants car commercialisables à l'échelon planétaire et plus rapidement rentables* ») et les programmes éducatifs, sa société en est encore à ses premiers pas. L'accès au fonds de commerce de MGM lui permettrait de franchir plusieurs échelons d'un coup, pour « *se situer encore mieux face à des concurrents comme Sony ou Microsoft, et présenter une dimension équivalente à celle de l'allemand Bertelsmann dans le multimédia* », insiste-t-il.

L'arrogance est-elle démesurée ? La filiale est surtout forte des potentialités du groupe, mais celles-ci ne manquent pas. Matra-Hachette revendique la place de premier éditeur et distributeur de magazines au monde. Le groupe est présent

aux États-Unis (environ 8,5 milliards de francs de recettes pour Grollier et Matra-Hachette Filipacchi Magazines réunis, avec notamment des hebdomadaires comme *Woman's Day* vendus à 5 millions d'exemplaires) et en Europe (5,5 milliards de francs de chiffre d'affaires réalisés dans les livres et les magazines). « *Si le basculement d'un média à un autre est réalisé normalement, on devrait retrouver une situation favorable dans le multimédia, sachant que 20 % environ de l'édition traditionnelle peuvent être transposés en édition électronique* ». Objectif : atteindre un chiffre d'affaires de 3 à 4 milliards de francs en l'an 2000 dans l'édition électronique.

VERS UN « INTERNET EUROPÉEN »

Le groupe a acquis par ailleurs 15 % de Europe On Line en septembre 1994, organisation qui préfigure un Internet européen dans les autoroutes de l'information, et devrait devenir opérateur sur ce réseau d'ici la fin de l'année. « *Nous ne nous contenterons pas du rôle d'éditeur. Nous deviendrons des opérateurs de services sur le on-line en Europe de toute évidence, et aux États-Unis si nous en avons les moyens* », insiste Arnaud Lagardère, qui abat ses autres cartes. Matra-Hachette est aussi majoritaire dans Legion, société internationale d'audiovisuelle spécialisée dans les services téléphonés, télétextes, télécopies et programmes de téléachat, qui couvre quatorze pays en France et en Australie et enregistre 200 millions de francs de chiffre d'affaires. En France, le groupe a racheté en décembre 1994 la petite société Softech (32 millions de francs), qui intervient sur le Minitel. « *En 1995, le on-line devrait permettre de réaliser 300 millions de francs de chiffre d'affaires* », estime Arnaud Lagardère qui, à la tête des activités multimédia du groupe, revendique un rôle opérationnel dans la marche des affaires sans se limiter au simple apprentissage du métier de patron.

Le dernier atout concerne le marché allemand, pour lequel Matra-Hachette Multimédia ne cache pas son intérêt. Un rapprochement avec Daimler-Benz serait facilité

PSA invente Tulip, voiture électrique publique à usage individuel

Ce nouveau concept non polluant, présenté par Peugeot-Citroën, pourrait devenir opérationnel en l'an 2000. Destiné aux collectivités locales, il sera utilisable de façon temporaire, sur abonnement

LA VILLE et la voiture sont-elles réconciliables ? « *Il faut éviter d'entrer dans la vision simpliste d'opposition entre ces deux termes, mais au contraire développer les complémentarités qu'ils présentent* », répond Jacques Calvet, PDG de PSA Peugeot-Citroën. Et le patron du groupe automobile alimente son point de vue en présentant un nouveau concept de transport en ville, Tulip (Transport urbain libre individuel et public), élaboré en collaboration avec Viacit, premier groupe français de transports publics, et Cegelec.

Tulip est un service qui veut offrir la liberté de la voiture individuelle et les avantages des transports en commun (pas d'achat, ni d'entretien...). Le concept s'appuie sur une flotte de petites voitures électriques (des « mobiles ») à deux places, de 2,20 m de long sur 1,40 m de large, en station à différents parkings-relais, mise à la disposition du public. En s'abonnant au service Tulip, une personne, titulaire de son seul code de la route, peut prendre le volant de ces « mobiles » grâce à

une télécommande qui permet l'ouverture des portes et signale, via un ordinateur local, son emprunt. La batterie du véhicule se recharge automatiquement à chaque parking-relais, grâce à un dispositif fonctionnant lors du stationnement et ne nécessitant aucune manipulation.

DES TARIFS ENCORE FLOUS

Tulip s'adresse d'abord aux collectivités locales, auxquelles il sera présenté le mardi 4 avril. « *Celles qui ont un réseau de transports en commun peu dense, ou bien qui sont à la limite d'agglomérations importantes comme Paris, pourraient être intéressées ou même tirer les grandes villes* », estime François Chéry, responsable de la créativité à la direction de la recherche et des affaires scientifiques. On peut concevoir, pour des résidents de banlieue, une utilisation combinée des transports (en commun jusqu'à la périphérie de Paris) et de Tulip à l'intérieur de l'agglomération. Les utilisations du produit sont dérivables à l'infini, mais il ne s'agit

pas, bien entendu, dans l'esprit de Jacques Calvet, qu'il se substitue à la voiture particulière...

Ce projet ne verra pas le jour avant l'an 2000. « *Le modèle et l'ensemble de ses implications techniques seront validés en 1997, date à laquelle nous testerons l'intérêt des collectivités locales avant d'entrer dans la phase d'industrialisation* », précise Jean-Yves Helmer, responsable de la division automobile chez PSA. Le constructeur, qui évalue encore mal le coût total de Tulip, s'est donné pour objectif de limiter à 50 000 francs l'investissement lié à un ensemble comprenant un « mobile » avec son infrastructure de parking et de recharge. Sur cette base, l'abonnement pourrait coûter au consommateur quelques centaines de francs par an, auxquels viendrait s'ajouter un tarif d'utilisation horaire compris entre 20 et 40 francs, selon le niveau de subvention des collectivités. Des tarifs qui doivent encore être beaucoup affinés.

V. Ma.

POISSON D'AVRIL

Le Muscadet sur lie souhaite un bon avril à tous les poissons.

Voilà Avril. Le 1^{er} de ce mois annonce, avec le retour des beaux jours, la célébration de la bonne humeur et du clin d'œil. L'impertinent Muscadet n'est évidemment pas en reste. Décontracté, vif et spontané, il compose de fines alliances avec les poissons, mais aussi les coquillages et les crustacés qu'il sait mettre en valeur. Et le Muscadet célèbre partout leurs mérites. Quand il est sur lie, sa tonicité et son bouquet si ouvert exaltent leurs saveurs et leur renvoient une image tout à leur avantage.

Muscadet.
Chaque jour compte
pour faire
une grande soirée.

Les Vins de Nantes

L'ABUS D'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA SANTÉ. CONSOMMEZ AVEC MODÉRATION

La compétitivité ne doit pas devenir une idéologie

LE GROUPE DE LISBONNE, composé de personnalités d'Amérique du Nord, d'Europe et du Japon inquiètes de l'avenir de notre planète et menées par Ricardo Petrella, ancien directeur du programme FAST de l'Union européenne, vient de publier *Limites à la compétitivité*.

Le livre devrait faire quelque bruit comme, il y a près de vingt-cinq ans, le rapport *Haute à la croissance* (Rey, 1972) du club de Rome. Les auteurs ne se voient pas la face devant la globalisation des marchés financiers et industriels ou des services liés à l'information et à la communication. Cette interdépendance, note le Groupe de Lisbonne, est due à trois moteurs : la libéralisation des mouvements de capitaux, la privatisation et la déréglementation.

Les conséquences, aggravées par la crise et la révolution technologique, ont été la rupture du « contrat social » qui, sous des formes diverses dans les pays développés, reposait sur quatre notions : droit au travail, lutte contre la pauvreté, protection contre les risques individuels et sociaux, promotion de l'égalité des chances. Aujourd'hui, la compétitivité est devenue le principal objectif économique et politique. Nos auteurs n'ont pas perdu de vue les vertus de la concurrence pour alimenter la « richesse des nations ». Mais quand elle devient une idéologie

dominante se substituant aux autres modes d'organisation de la vie économique, politique et sociale, et conduit à dissoudre les États dans les entreprises, alors, « *il y a quelque chose de pourri* » dans le royaume de l'économie.

La question morale est posée : l'Occident économique ne peut-il choisir d'autres maîtres que Hoppe (*L'homme est un loup pour l'homme*), Darwin (la sélection naturelle) ou Nietzsche (la morale du plus fort) ? En outre, si tout le monde fait concurrence à tout le monde, la valeur de la compétitivité finira par disparaître. « *Par rapport à qui ? FOCDE, dans son ensemble, devrait-elle être plus compétitive ?* » lançait un jour son ancien secrétaire général, Emile Van Lennep.

Par rapport aux pays en voie de développement ? Par rapport à la lune ? Selon le Groupe de Lisbonne, un marché compétitif peut être vraiment efficace pour les entreprises s'il existe un cadre clair de coopération entre les pays du monde entier, « *fait de règles de conduite et de dispositifs conçus pour l'échelle planétaire* ». Nos auteurs vont plus loin qu'un programme pour la nouvelle organisation mondiale du commerce et veulent favoriser l'éclosion de « *contrats mondiaux* » avec des objectifs précis, portant sur les besoins fondamentaux comme sur les échanges culturels et l'environnement.

Pierre Drouin

* *Limites à la compétitivité*. Groupe de Lisbonne. Éditions La Découverte, 290 p., 150 F.

Un conflit familial au sein d'American Maize perturbe l'OPA d'Eridania Béghin-Say

Profitant de la cacophonie, un « chevalier noir » procède à des rachats massifs de titres en Bourse

Depuis des années, les deux branches de la famille propriétaire d'American Maize se disputent le contrôle de la société. L'une d'entre elles re-

fuse de vendre ses actions à Eridania Béghin-Say, qui a formulé une offre publique d'achat en février. Le fonds d'investissement malaisien

Usaha Tegas fait monter les enchères en tentant de s'attirer les bonnes grâces des deux familles pour barrer la route au sucrier français.

LA BATAILLE fait rage pour reprendre l'amidonner American Maize. Le sucrier français Eridania Béghin-Say (EBS), qui a lancé le 28 février une offre publique d'achat (OPA) au prix de 40 dollars par action, valorisant la société à 430 millions de dollars, n'est pas encore certain de remporter l'affaire. Cette offre, qui a été prolongée jusqu'au 10 avril, a certes été acceptée par le conseil d'administration d'American Maize. Seul problème, la société américaine a pour actionnaire principal deux branches d'une même famille, les Ziegler et les Steinkraus, qui se disputent depuis des années le contrôle de la société. Et les Ziegler ne veulent pas vendre.

Le conflit familial remonte à 1973. William Ziegler et sa sœur Helen Steinkraus héritent des actions de GIH, la société qui contrôle l'entreprise fondée par leur grand-père, American Maize. Le frère obtient une action de plus que sa sœur... car, selon le *Wall Street Journal*, le portefeuille de

titres comprend un nombre impair d'actions. Dans les années 80, les Steinkraus contestent l'avantage exorbitant qui a été accordé aux Ziegler, d'autant qu'American Maize est, selon eux, mal géré par William Ziegler. Au début des années 90, le litige n'est toujours pas tranché, mais les familles parviennent à un compromis : William Ziegler abandonne la direction opérationnelle d'American Maize et ne conserve que la fonction honorifique de président, tandis que les membres du conseil d'administration de la société seront indépendants des deux familles.

L'arrivée d'EBS en janvier 1995 ranime la zizanie. Le conseil d'administration de l'amidonner, désormais indépendant, juge l'offre d'EBS satisfaisante et la recommande à ses actionnaires, qui le suivent à l'unanimité... à l'exception de William Ziegler, qui refuse obstinément de vendre les actions détenues par GIH. Ces actions, dites de classe B, sont à

droit de vote multiple et permettent de nommer 70 % des administrateurs au conseil. Pour faire perdre au frère son contrôle sur American Maize, le conseil décide de réaliser une émission d'actions B pour diluer la participation de William Ziegler, qui déclare ne pas avoir les moyens financiers de suivre l'augmentation de capital.

Ce dernier conteste alors cette augmentation en justice. Le 24 mars, il est débouté par un tribunal du Maine, mais, le 29 mars, c'est au tour de First Fidelity Bank, qui gère avec l'héritier la société GIH, d'attaquer cette décision.

FRÈRE CONTRE SŒUR

Pendant ce temps, William Ziegler poursuit ses procès contre sa sœur. Cette dernière n'a pas obtenu le droit de récupérer l'action litigieuse qui permet de contrôler GIH, mais elle cherche à disposer de ses actions d'American Maize logées dans GIH pour pouvoir les vendre. Les tribunaux ne se sont pas encore prononcés.

Profitant de la cacophonie, un fonds malaisien, Usaha Tegas, ramasse en Bourse des actions d'American Maize et a annoncé le 29 mars détenir 8 % des actions B. Pour consolider American Maize à bon prix, Usaha Tegas propose aux familles Steinkraus et Ziegler de racheter leurs actions à 44 dollars par action, les autres porteurs devant se contenter de 40,25 dollars par titre. Une telle différence de traitement entre les actionnaires risque d'être condamnée par les tribunaux.

Mais, en attendant, elle réduit les chances de succès d'EBS. Les propriétaires de titres B risquent de ne pas apporter leurs actions à EBS, espérant recevoir un meilleur traitement de la part du malaisien. S'il veut vraiment emporter le morceau, EBS risque donc de devoir relever son offre à 44 dollars. L'action American Maize n'en finit pas de monter. En mai 1994, elle ne cotait que 17 dollars.

Arnaud Leparmentier

Charbonnages de France structure son électricité

Réunies dans une société commune, les cinq centrales thermiques du groupe fonctionneront sous la houlette d'EDF

ETUDIÉ depuis plusieurs mois, le projet de constituer un pôle électrique regroupant les cinq centrales thermiques des Charbonnages de France a été approuvé le 30 mars par l'ensemble des houillères de bassins concernés. Une nouvelle entité, la Société nationale d'électricité et de thermique (SNET), regroupera les installations implantées à Hornaing (Nord), Carling (Moselle), Montceau-les-Mines (Saône-et-Loire), Decazeville (Aveyron) et Gardanne (Bouches-du-Rhône). La nouvelle structure suivra ensuite son capital à EDF, qui devrait y entrer à hauteur de 20 %, pour une participation estimée à environ un milliard de francs.

Le conseil d'administration d'EDF sera saisi du dossier au cours du mois d'avril, une fois achevées les négociations avec les Charbonnages de France. Les discussions actuelles portent sur la clarification du contrat commercial pour acheter l'énergie et sur les conditions du pacte d'actionnaires. L'idée serait d'inscrire dans la durée les relations entre les deux partenaires pour le rachat d'électricité, remplaçant les actuels contrats pluri-annuels par un engagement définitif et exclusif. Le groupe Charbonnages, deuxième producteur national d'électricité avec 26 % du volume (hors nucléaire) distribué par EDF, n'aurait donc dans le futur qu'un seul client. Il lui serait impossible de vendre une partie de sa production à d'autres acquéreurs.

Cette démarche, soutenue par les pouvoirs publics, est dans le droit fil de la position française en matière de déréglementation de l'électricité. Alors que Bruxelles prône une libéralisation de ce marché en favorisant l'accès des tiers au réseau, les Français défendent la thèse de l'acheteur unique, permettant d'avoir une politique énergétique à long terme.

tout en maintenant une égalité de traitement des clients petits et gros. Ce qui implique que la production d'électricité soit vendue à un seul acheteur qui en assure la distribution.

Charbonnages, qui voulait apparaître comme producteur indépendant, le sera effectivement, mais aura, dès le départ, un champ opérationnel restreint. Consciente de cette limite, la firme entend se développer à l'international. Mais, faute de moyens financiers, cette perspective de croissance hors des frontières risque d'être freinée, car l'une des priorités consiste à équiper le parc existant d'installations de dépollution (*Le Monde* du 20 octobre 1994). Cet investissement, estimé à 1,5 milliard de francs, sera en partie couvert par la prise de participation d'EDF.

FERMETURE DES DERNIERS Puits

La constitution du pôle électrique est liée à la fermeture des derniers puits de mines en 2005. Après cette date, le groupe Charbonnages de France deviendra une entreprise d'environ 2 500 personnes dont l'activité se partagera entre la production d'électricité et l'importation de charbon avec les services liés à cette activité. D'où l'espoir placé dans ces cinq centrales. Cet outil de production, employant 1 300 agents spécialisés, et représentant au total une puissance installée de 2 600 mégawatts, a connu un taux d'utilisation de 92 % en 1994. Il a ainsi fourni 8 400 gégawatt-heures de courant. Son chiffre d'affaires a atteint 3 365 milliards de francs, représentant 40 % de l'activité globale du groupe (8,53 milliards de francs). Les sites n'ayant pas encore été regroupés dans une entité propre, aucune donnée sur la rentabilité de ces unités n'a été communiquée.

Dominique Gallois

Les appels à la grève le 30 mars ont été largement suivis

LA JOURNÉE D'ACTION du jeudi 30 mars a suscité une forte mobilisation dans les transports publics. La direction de la RATP a fait état d'un taux de participation à la grève de 60 % dans les secteurs métro, bus et RER (46 % avec les agents administratifs) et la SNCF d'une participation de 75 % chez les agents de conduite et 64 % chez les contrôleurs. Les grévistes d'Air Inter, qui n'assuraient qu'un vol sur deux, ont défilé à l'aéroport d'Orly rejoints par des salariés d'Air France Industrie et d'EAS en dépôt de bilan.

Des mouvements importants ont également été signalés à La Poste. Les conflits, qui avaient démarré dans le Midi et dans l'Ouest, se sont étendus à une dizaine de départements. A l'appel de la seule CGT, le personnel de l'équipement, en revanche, a modestement participé au mouvement. A la Snecma, 20 % des salariés de Gennevilliers (Hauts-de-Seine) et de Corbel (Essonne) ont débrayé pour obtenir des augmentations de salaire. Dans la matinée du 31 mars, les salariés de Chausson, qui devaient rencontrer dans la journée des représentants du ministère du travail, bloquaient plusieurs carrefours à Creil (Oise).

DÉPÊCHES

■ BP France : la filiale du pétrolier britannique British Petroleum Co. a réalisé en 1994 un bénéfice net de 531 millions de francs, gonflé par d'importantes cessions d'actifs (400 millions), en dépit d'un contexte difficile qui a fait plonger dans le rouge les activités pétrolières du groupe, a indiqué le 30 mars, Michel de Rabiant, qui prendra la présidence le 1^{er} mai en remplacement de Paul Castellani. Le résultat d'exploitation des activités pétrolières est en perte de 134 millions de francs, contre un bénéfice de 269 millions en 1993. Ces difficultés engendrent de nouvelles réductions d'effectifs d'ici à 1996. Dans les seules activités commerciales et administratives, les effectifs devaient passer de 900 à 650 fin 1996. Quant aux raffineries du groupe, elles devaient être touchées par des plans sociaux locaux.

■ VOLVO : le constructeur automobile suédois a précisé, en présentant ses comptes 1994 (13,2 milliards de couronnes, soit 8,7 milliards de francs, de résultat net pour un chiffre d'affaires de 155,9 milliards de couronnes), qu'il estimait à 506,8 millions de dollars (2,5 milliards de francs environ) le coût de son alliance manquée avec Renault, abandonnée en décembre 1993.

■ SOMMER-ALLIBERT : le groupe de transformation plastique a déposé, en 1994, un bénéfice net de 316,6 millions de francs, en hausse de 44 % sur 1993. Le chiffre d'affaires a atteint 10,545 milliards, en hausse de 7,7 %. Avec le redémarrage de l'activité et l'intégration de la société américaine Domco rachetée en 1994, Sommer-Allibert prévoit une progression d'environ 15 % de son chiffre d'affaires en 1995.

■ BHV : le groupe français (groupe Galeries Lafayette) a annoncé le 31 mars un bénéfice net consolidé (part du groupe) de 60,3 millions de francs en 1994, en baisse de 4,5 % par rapport à 1993. Le groupe affiche un chiffre d'affaires consolidé hors taxe de 3,601 milliards de francs, contre 3,619 milliards en 1993.

■ POLIET : le groupe de matériaux de second œuvre (groupe Paribas) a annoncé, le 30 mars, avoir réalisé en 1994 un résultat part du groupe de 819 millions de francs, en hausse de 73,7 % sur 1993. Le chiffre d'affaires annuel consolidé est en hausse de 6,8 % à 20,860 milliards de francs.

RESULTATS 1994 : PROGRESSION DU RESULTAT NET ET HAUSSE DU DIVIDENDE

Le Conseil d'Administration de TOTAL, réuni le 28 mars 1995, a examiné les comptes consolidés de l'exercice 1994 et arrêté les comptes sociaux de TOTAL SA.

COMPTES CONSOLIDÉS

Les résultats sont conformes aux estimations publiées à l'issue du Conseil du 31 janvier 1995 :

En millions de francs (MF)	1994	1993
• Chiffre d'affaires	136 743	135 478
• Marge brute d'autofinancement	12 272	11 355
• Résultat net de l'ensemble consolidé	3 728	3 195
• Résultat net part du Groupe	3 385	2 965
• Résultat net par action (en francs)	14,6	13,5

Ces résultats ont été acquis dans un environnement pétrolier défavorable, puisque à la fois le prix du brut, le taux de change du dollar et les marges de raffinage européennes ont baissé par rapport à 1993. L'impact de ces baisses, supérieur au double de l'effet de stock négatif exceptionnel qui avait amputé les résultats de 1993, a pu être compensé par les efforts internes déployés par l'entreprise - accroissement des productions en amont et gains de productivité.

Le chiffre d'affaires est en légère augmentation. La production d'hydrocarbures progresse de plus de 4 % à 633 000 bep/j (baril équivalent pétrole par jour) contre 606 000 bep/j en 1993, cependant que les réserves passent de 4 060 millions de bep fin 1993 à 4 303 millions de bep fin 1994, soit une croissance de 6 %. Les quantités raffinées et les volumes de produits vendus augmentent également, respectivement de 3 et 4 % à 855 000 bpj et 1 351 000 bpj.

Le résultat opérationnel du Groupe est en légère progression par rapport à celui de 1993, sur lequel avait toutefois pesé un effet de stock négatif exceptionnel de 364 millions de francs :

En millions de francs (MF)	1994	1993
• Exploration et Production	2 389	2 162
• Trading et Moyen-Orient	701	745
• Raffinage et Distribution	2 250	2 488
• Chimie	1 665	1 436
TOTAL	7 005	6 831

■ Malgré une baisse du prix du brut de 17 \$/b à 15,8 \$/b et du cours du dollar de 5,66 F/\$ à 5,55 F/\$ d'une année sur l'autre, le résultat opérationnel du secteur Exploration et Production progresse de 10 %. Cette performance provient à la fois d'une réduction des coûts et d'une hausse de 12 % de la production à 345 000 bep/j (dont 134 000 bpj de liquides et 33 Mm³/j de gaz), avec notamment les démarrages de Cusiana (phase 1) en Colombie et Dunbar en Mer du Nord et l'accroissement de la production de Bongkot en Thaïlande. Cette progression de la production est en ligne avec l'objectif de doublement hors Moyen-Orient entre 1990 et 2000.

Parallèlement, les réserves hors Moyen-Orient ont augmenté de 9 % à un rythme proche des années précédentes pour dépasser les 2 milliards de barils (2 015 millions de bep). Cette évolution provient essentiellement de l'accroissement des réserves en Indonésie et en Argentine.

■ Le résultat opérationnel du secteur Trading et Moyen-Orient est en légère baisse par rapport à 1993, en raison de taux de fret déprimés. La production d'hydrocarbures au Moyen-Orient s'est établie à 287 000 bpj, en baisse de 4 %. La participation du Groupe dans les développements gaziers au Qatar et à Abu Dhabi a permis d'augmenter les réserves au Moyen-Orient de 4 % pour atteindre 2 288 millions de bep.

■ Le résultat opérationnel du secteur Raffinage et Distribution subit la forte chute des marges de raffinage en Europe et aux Etats-Unis. Les marges européennes sont ainsi passées de 2,5 \$/b en 1993 à 1,8 \$/b en 1994, ce qui a entraîné un résultat opérationnel du secteur Raffinage Europe négatif.

Les autres secteurs se sont bien comportés :

• maintien d'un bon niveau des résultats de la distribution en Europe.

• augmentation du résultat des filiales Outre-Mer et des activités de produits spéciaux.

■ Le résultat opérationnel de la Chimie est en hausse de 16 %. Il a été acquis malgré l'érosion des marges consécutive au fort accroissement du prix des matières premières. Cette performance tient à la fois à la hausse du chiffre d'affaires de 18,4 à 19,9 milliards de francs (+ 8 %) et à la poursuite des efforts de productivité entrepris dans toutes les divisions de ce secteur.

Les comptes consolidés ne comportent cette année aucun élément exceptionnel comptable (traduction de changement de méthode, arrêt d'activité ou restructuration), alors que ceux-ci s'élevaient à 177 millions de francs en 1993. La part des minoritaires dans le résultat de l'ensemble consolidé est de 343 millions de francs, contre 230 millions de francs en 1993.

Les investissements bruts s'élèvent à 13 637 millions de francs contre 18 430 millions de francs en 1993, chiffre qui comprendait des prises de participation pour 2 563 millions de francs. Ce niveau d'investissement témoigne de la volonté du Groupe de poursuivre sa politique de croissance tout en s'adaptant à la volatilité de l'environnement. Les désinvestissements ont représenté 3 929 millions de francs contre 5 060 millions de francs en 1993.

Les fonds propres consolidés, y compris les intérêts minoritaires, s'élèvent à 55,7 milliards de francs fin 1994 contre 55,1 milliards de francs fin 1993. Le ratio de dettes nettes sur fonds propres s'établit à 22 % fin 1994.

COMPTES DE TOTAL SA - PROPOSITION DE DIVIDENDE

Le bénéfice de la société mère TOTAL SA s'établit à 2 680 millions de francs en 1994, contre 3 509 millions de francs en 1993.

Le Conseil d'Administration, après avoir arrêté les comptes, a décidé de proposer à l'Assemblée Générale du 31 mai prochain la distribution d'un dividende de 8,00 F net par action contre 7,50 F l'année précédente, auquel s'ajoutera un avoir fiscal de 4,00 F.

Il propose aussi à l'Assemblée de reconduire l'option donnée à l'actionnaire de choisir entre le paiement de ce dividende en numéraire ou en actions.

- Le détachement à la cote du coupon relatif au dividende de l'exercice 1994 interviendra le 6 juin 1995.
- L'option concernant le paiement du dividende en actions pourra être exercée du 6 juin au 30 juin 1995.
- Le versement du dividende en espèces interviendra le 21 juillet 1995.



Communication Financière - Tour TOTAL - 24 cours Michélet - CEDEX 47 - 92069 Paris-La Défense - Tél : (1) 41 35 52 29

سكوت الامل

63/3

388
315 +
653

■ LA BUNDESBANK a baissé ses taux jeudi, pour la première fois depuis la mi-1994. Le taux d'escompte a été abaissé d'un demi-point, à 4 % et le taux des prises en pension à 4,5 %.

■ LA BANQUE DU JAPON va peser sur le taux de l'argent au jour le jour pour le rapprocher du plancher constitué par le taux d'escompte, a-t-elle indiqué vendredi.

■ APRÈS L'ENVOLEE enregistrée jeudi, le Matif enregistré des prises de bénéfices notables vendredi en début de séance, cédant 36 centèmes à 112,92.

■ LA BANQUE DE FRANCE a choisi vendredi matin de ne pas répercuter le geste de la Buba. Elle maintient inchangé le taux de ses prises en pension à 24 heures à 8 %.

■ APRÈS SA HAUSSE de la veille, le dollar a ouvert vendredi matin sur les marchés de change européen, en net repli. Il s'échangeait à 1,3960 deutschemark et 4,88 francs.

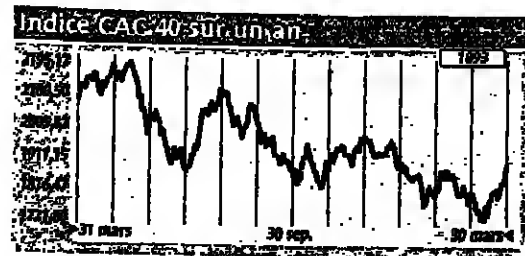
LES PLACES BOURSIÈRES

Prises de bénéfice à Paris

LA FIÈVRE, qui était montée de manière spectaculaire avec la baisse des taux d'intérêt en Allemagne, ne tombait pas à la Bourse de Paris où actions et obligations subissaient d'importantes prises de bénéfices justifiées notamment par la faiblesse du dollar. En recul de 0,55 % à l'ouverture, l'indice CAC 40 qui avait progressé de 2,19 % la veille, cédait 1,11 % trois quarts d'heure plus tard. Vers 12 h 30, les valeurs françaises réduisaient leurs pertes et n'abandonnaient plus que 0,97 % à 112,92 points. Le montant des échanges s'élevait à 1,275 milliard de francs.

La décision de la Bundesbank de diminuer de 0,5 point son taux d'escompte et de 0,35 point son taux de prise en pension avait surpris, jeudi, les marchés qui ne s'attendaient pas à ce geste en raison du statu quo observé par la Réserve fédérale américaine. En France, par exemple, la détente des taux d'intérêt avait été spectaculaire, le Matif progressant de 1,18 % à 113,28. Le Pibor (taux à trois mois) progressait de 0,72 %.

Le franc français était tombé jeudi



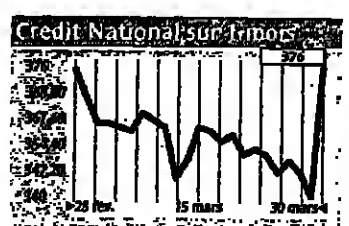
en cours de séance à Londres à 3,4760 francs pour un mark avant de se stabiliser aux environs de 3,4850 francs. Mais, vendredi à Paris, le mark regagnait du terrain face à la

devise française à 3,4958 francs, tandis que le dollar reprenait le chemin de la baisse. Le billet vert se traitait à 4,8827 francs contre 4,9120 francs jeudi soir à New York.

Crédit national, valeur du jour

LA BAISSSE des taux allemands et celle des marchés de taux qu'elle a provoquée ont donné une « bouffée d'oxygène » aux valeurs financières.

Le Crédit national était au nombre de celles-ci, terminant en tête des hausses des valeurs à règlement mensuel avec un gain de 10,59 %, à 376 francs. Pourtant, le groupe avait annoncé mercredi un résultat net en baisse de 80 %, à 67 millions de francs, mais celui-ci a été jugé un peu meilleur que



PRINCIPAUX ÉCARTS AU RÈGLEMENT MENSUEL

Cours au 31/03	Var. %	Var. %
HAUSSES, 12h30		
Imetel 1	420	+4,21
Flies-Like 1	415	+3,25
C.F.C. 1	362	+2,84
Marine Wendel 1	354	+2,61
Renault 1	167	+2,59
U.S. 2	28	+2,50
El Cabon 1	99	+2,02
Europe 1	1329	+1,92
CCM (ex-CCM) 1	54	+1,89
Via Banque 1	310	+1,71

Cours au 31/03	Var. %	Var. %
BAISSES, 12h30		
Radiochèque 1	498	-13,54
Dassault Aviation 1	365	-6,05
Bouygues 1	69	-4,46
De Dietrich 1	1940	-3,72
Labinal 1	755	-3,31
Labinal Média 1	680	-3,13
Metropole Inter 1	2515	-3,08
B.N.P. 1	24530	-2,85
Suez 1	25210	-2,49

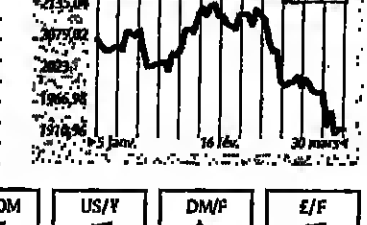
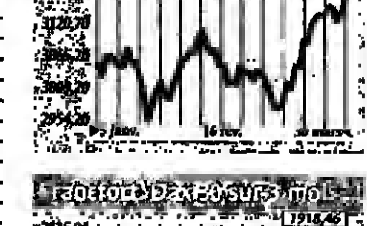
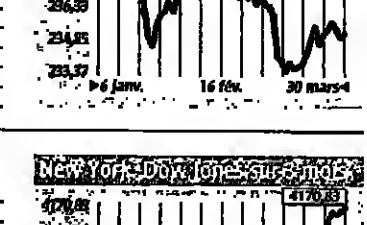
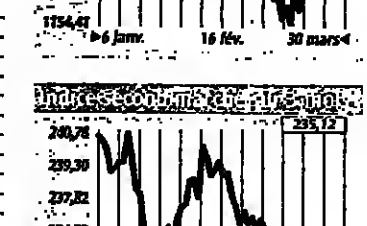
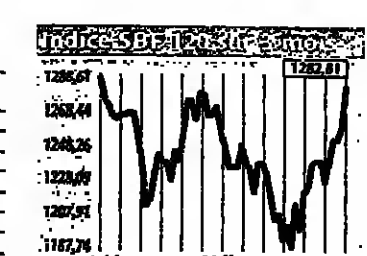
31/03 Titres	Capitalisation
SEANCE, 12h30	échanges en Kf
LYONN. MOET VITON 1	14520
Société Générale 1	13130
Ed. Applique 1	14994
Carrefour 1	2970
Alcatel Alsthom 1	113810
B.N.P. 1	19640
Peugeot 1	70250
Total 1	1584
Paribas 1	145724
Eurotunnel 1	1792250

PRINCIPAUX ÉCARTS AU SECOND MARCHÉ

Cours au 31/03	Var. %	Var. %
HAUSSES, 17h30		
Grande Paroche 1	21358	+11,41
CDI-Cin des Alpes 2	140	+6,32
Eco act. nouv. Ly 1	315	+5,92
Revue-Gulchard 2	527	+4,88
OGF Omn Gest.Fin.1	679	+4,46

Cours au 31/03	Var. %	Var. %
BAISSES, 17h30		
Bygde Int. 1	3010	-5,64
Indepoint 1	12630	-4,94
Services et Trans. 1	230	-4,17
IPO NS 1	172	-3,91
Gravograph 1	15750	-3,67

Ind. gén. SBF 120-250	Var. %	Var. %
Ind. gén. SBF 120	1262,81	+1,90
Ind. gén. SBF 250	1262,87	+1,89
Ind. Second Marché	235,17	+0,09



Tokyo fait cavalier seul

DÉCUPAR LA DÉCISION de la Banque du Japon de laisser les taux du marché monétaire se détendre en ne modifiant pas le taux d'escompte, le marché des actions et les contrats à terme sur indice ont clôturé en forte baisse vendredi 31 mars à la Bourse de Tokyo. Le Nikkei a perdu 372,27 points, soit 2,25 %, à 16 139,95 points, alors qu'il avait progressé jusqu'à 16 848,13 points avant l'annonce, la veille, à Wall Street, le Dow Jones enregistrant son troisième record de clôture de la semaine. Les valeurs cycliques ont reçu un stimulant psychologique lié à la baisse des taux opérée par la Bundesbank, qui a dopé le dollar, expliquent des analystes. L'indice Dow Jones a gagné 11,76 points, soit 0,28 %, à 4 172,56 points. La baisse des taux a également profi-

té au Stock Exchange de Londres où les investisseurs ont accueilli avec soulagement la nouvelle qui permet aux monnaies de remonter face au mark. L'indice Footsie des cent grandes valeurs a gagné 1,1 %, à 1918,46 points, avant l'annonce de la Bundesbank.

Indices Mondiaux	Cours au 30/03	Cours au 31/03	en %
Paris CAC 40	1093	1093,42	+0,04
New York DJ Ind.	4170,83	4180,80	+0,24
Tokyo Nikkei	16512,20	16460,70	-0,31
Londres FT100	3176,20	3142,30	-1,07
Francfort Dax 30	1918,46	1918,88	+0,02
Frankfurt Commer.	708,87	710,97	+0,30
Bruxelles C20	1476,68	1475,51	-0,08
Bruxelles C20 Ind.	1311,26	1292,69	-1,41
Miami NYSE	14073	13893	-1,28
Amsterdam C. Chs	271	266,70	-1,59
Madrid Ibex 35	269,53	264,25	-1,97
Stockholm Affarsl	1141,59	1116,09	-2,23
Londres FT30	2434,20	2406,40	-1,14
Hong Kong Hang S.	8676,17	8732,75	+0,65
Singapore Strait T.	2101,83	2122,41	+0,98

NEW YORK Les valeurs du Dow Jones

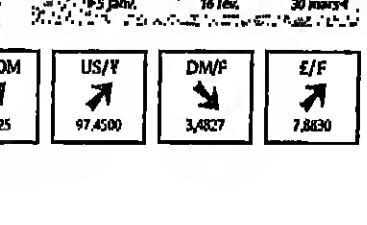
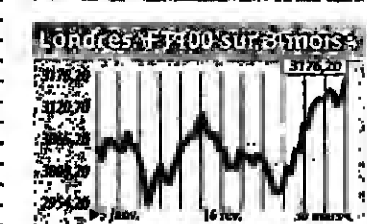
30/03	29/03
Alcoa	42,75
American Express	35,12
Allied Signal	38,87
AT & T	53,37
Bethlehem	16,37
Boeing Co	53,12
Caterpillar Inc.	56,37
Chevron Corp	47,25
Coors-Cals Co	56,75
Disney Corp.	54,75
Du Pont Nemours & Co	61,25
Eastman Kodak Co	53,37
Exxon Corp.	66,12
Gen. Motors Corp.	39,37
Gen. Electric Co	54,75
Goodyear T. & Rubbe	64,12
IBM	82,37
Intl Paper	75,12
J.P. Morgan Co	61,12
Mc Don Douglas	55,87
Merck & Co Inc.	42,12
Minerals Mfg. & Mfg	56,50
Phillips Morris	64,12
Procter & Gamble C	67,12
Sears Roebuck & Co	53,12
Texaco	65,37
Union Carb.	31,12
Intl Technol	69,12
Westingh. Electric	14,12
Woolworth	17,87

LONDRES Sélection de valeurs du FT 100

30/03	29/03
Allied Lyons	5,31
Barclays Bank	6,27
B.A.T. Industries	4,48
British Aerospace	4,86
British Airways	4,02
British Gas	2,95
British Petroleum	4,35
British Telecom	4,01
B.T. & R.	3,31
Cadbury Schweppes	4,50
Eurotunnel	2,50
Glaxo	7,17
Grand Metropolitan	3,98
Guinness	4,69
Hanson Plc	2,35
Imperial Chemical	7,43
Lloyds Bank	6,06
Marks & Spencer	4,26
National Westminster	5,40
Peimular Orienta	2,59
Reuter	3,99
Satchel and Satchel	0,92
Shell Transport	7,15
Smithline Beecham	4,94
Tate and Lyle	4,39
Unilever Ltd	12,22
Wellcome	10,56
Zeneca	8,83

FRANCFORT Les valeurs du Dax 30

30/03	29/03
Allianz Holding N	2355
Basf AG	281
Bayer AG	338
Bay HypoWechselk	369
Bayer Vereinsbank	399
BMW	679
Commerzbank	318
Continental AG	197,50
Daimler-Benz AG	619
Deutsche Bank	393
Deutsche Borsbank A	157,50
Deutsche Bank AG	649
Dresdner BK AG FR	375,50
Henkel VZ	521
Hoechst AG	282,50
Konsolid. AG	566
Kauffhold Holding	466
Linde AG	733
DT. Lufthansa AG	175,50
Man AG	336
Mannesmann AG	357
Metalgesellschaft AG	113
Preussag AG	399
Rwth	446
Scherling AG	1015
Siemens AG	645
Thyssen	249
Vebe AG	497,50
Vitag	489
Wella AG	981

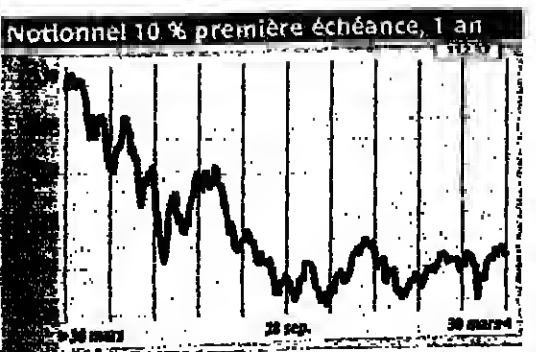


LES TAUX

Repli du Matif

LE CONTRAT notional du Matif - le contrat à terme sur obligations d'Etat françaises - a ouvert, vendredi matin 31 mars, en repli sensible, l'échéance juin cédant 40 centèmes après quelques minutes de transactions. La veille, le contrat notional avait très fortement progressé après l'annonce d'une baisse des taux directeurs de la Bundesbank, l'échéance juin gagnant 115 centèmes. Le contrat Pibor 3 mois avait

pour sa part progressé de 72 centèmes. Vendredi matin, le taux de rendement de l'obligation assimilable du Trésor (OAT) à dix ans s'établissait à 7,82 %, soit un écart de 64 points de base (0,64 %) par rapport aux titres d'Etat allemands de même durée. Vendredi matin, le conseil de la politique monétaire de la Banque de France a annoncé qu'il maintiendrait à 8 % le taux de ses prises en pension à 24 heures.



Taux de référence	Taux jour le jour	Taux 10 ans	Taux 30 ans	Indice des prix
France	7,81	7,75	8,38	1,20
Allemagne	4,50	4,44	5,86	2,40
Grande-Bretagne	7,25	7,25	12,6	3,80
Italie	2,19	4,51	5,75	0,50
Japon	6,13	7,15	7,41	2,90

MARCHÉ OBLIGATAIRE DE PARIS

Taux de rendement	Taux au 30/03	Taux au 29/03	Indice (base 100 fin 94)
Fonds d'Etat 3 1/2 ans	7,58	7,74	100,76
Fonds d'Etat 5 ans	7,62	7,79	101,27
Fonds d'Etat 7 1/2 ans	7,83	7,93	102,52
Fonds d'Etat 10 ans	7,93	8,01	102,92
Fonds d'Etat 12 1/2 ans	8,24	8,30	103,96
Fonds d'Etat 15 ans	8,24	8,30	102,07
Obligations d'Etat 3 ans	8,11	8,22	99,47
Fonds d'Etat 3 TME	0,55	0,53	99,07
Fonds d'Etat 4 TME	0,59	0,57	99,49
Oblig. franc. 4 TME	0,59	0,57	99,49
Oblig. franc. 5 TME	0,61	0,59	100,33

Le marché monétaire (taux de base bancaire 8,25 %)	Achat	Vente	Achat	Vente
Jour le jour	7,87	7,87	2015	2015
1 mois	8,06	8,31	7,43	8,18
3 mois	8,06	8,31	7,43	8,18
6 mois	7,75	8	7,50	7,75
1 an	7,57	7,62	7,25	7,55

Pibor 3 mois	Achat	Vente	Achat	Vente
Pibor 3 mois	8,28	8,28	—	—
Pibor 6 mois	8,28	8,28	—	—
Pibor 9 mois	8,01	8,01	—	—
Pibor 12 mois	7,80	7,80	—	—
Pibor 15 mois	7,62	7,62	—	—
Pibor 18 mois	7,62	7,62	—	—
Pibor 21 mois	7,62	7,62	—	—
Pibor 24 mois	7,62	7,62	—	—
Pibor 27 mois	7,62	7,62	—	—
Pibor 30 mois	7,62	7,62	—	—
Pibor 33 mois	7,62	7,62	—	—
Pibor 36 mois	7,62	7,62	—	—
Pibor 39 mois	7,62	7,62	—	—
Pibor 42 mois	7,62	7,62	—	—
Pibor 45 mois	7,62	7,62	—	—
Pibor 48 mois	7,62	7,62	—	—
Pibor 51 mois	7,62	7,62	—	—
Pibor 54 mois	7,62	7,62	—	—
Pibor 57 mois	7,62	7,62	—	—
Pibor 60 mois	7,62	7,62	—	—
Pibor 63 mois	7,62	7,62	—	—
Pibor 66 mois	7,62	7,62	—	—
Pibor 69 mois	7,62	7,62	—	—
Pibor 72 mois	7,62	7,62	—	—

Matif	échéances 30/03	volume	dernier prix	plus haut	plus bas	premier prix
NOTIONNEL 10 %						
juin 95	20090	112,32	112,38	112,26	112,38	112,38
sept. 95	683	111,90	112,62	111,90	112,54	112,54
dec. 95	2	111,80	111,80	111,80	112,44	112,44
Mars 96	—	—	—	—	—	—
Pibor 3 mois						
juin 95	71196	92,40	92,37	92,40	92,07	92,07
sept. 95	17272	92,16	92,64	92,06	92,46	92,46
dec. 95	8580	92,20	92,62	92,17	92,45	92,45
Mars 96	2170	92,07	92,35	92,06	92,26	92,26
CCU LONG TERME						
juin 95	3984	82,20	82,94	82,20	82,88	82,88
sept. 95	—	—	—	—	—	—

Contrats à terme sur indice CAC 40	échéances 30/03	volume	dernier prix	plus haut	plus bas	premier prix
Mars 95	47544	1857	1900	1835	1892	1892
Avril 95	16170	1871,50	1911	1846,50	1903	1903
Mai 95	1362	1896	1902	1846,50	1899,50	1899,50
juin 95	3867	1847	1889,50	1829	1882,50	1882,50</

FINANCES ET MARCHÉS

RÈGLEMENT MENSUEL

VENDREDI 31 MARS
Liquidation : 21 avril
Taux de report : 7,50
Cours relevés à 12 h 30

VALEURS FRANÇAISES	Cours précéd.	Derniers cours	% var.	Quota- tion (1)	DNC (Dossier M1)
EDF-GDF S.F.	7100	7180	+1,27	100	Doches France 1
B.L.P.P. (C.F.P.)	970	982	+0,12	100	Dynacord
C. Lysineval (C.F.)	430	436	+0,14	100	Esca (Des Gie)
Renault (C.F.)	1830	1835	+0,26	100	E.L.F.I.
Rhone Poulenc (C.F.)	1825	1840	+0,77	100	Ecofin
Saint Gobain (T.P.)	1185	1195	+0,84	100	Elfrige 1
Imvoban S.A. (T.P.)	1060	1070	+0,94	100	Elfrige 2
Accor 1	580	572	-0,14	100	Elfrigoine 1
Alu Aligide 1	798	795	-0,35	100	Elfrigoine 2
Alcrist Alsthon 1	445,00	445,00	0,00	100	Euro Disney
Alcatel Cable 1	330,00	330,00	0,00	100	Euro RSCG W.V.I.
Alsig 1	310	310	0,00	100	Europ 1
AGF Ass.Gen.France	159	168,50	+1,57	100	Euromontex 1
AGF Ass.Gen.France	257,00	260,00	+1,57	100	Euromontex 2
Agf 1	85	85	0,00	100	Euromontex 3
Banque (C.F.)	550	550	-2,18	100	Euromontex 4
Comp Cogeb C&P	63,00	69	+9,40	100	Euromontex 5
Banc Hot. Ville 2	370	366	-0,95	100	Euromontex 6
Banq. (M.C.)	520	520	0,00	100	Euromontex 7
B&S 1	764	758	-0,82	100	Euromontex 8
B&S 1	360	362	+0,56	100	Euromontex 9
B&S 1	225,00	225	-2,85	100	Euromontex 10
Boulogne Techno 1	800,00	800,00	0,00	100	Euromontex 11
Boulogne 1	2520	2580	+2,38	100	Euromontex 12
Boulogne 1	590	590	-1,17	100	Euromontex 13
Boulogne 1	392	392	-0,54	100	Euromontex 14
C&P (C.F.)	174	171	-1,72	100	Euromontex 15
C&P (C.F.)	182	178,50	-1,92	100	Euromontex 16
Carrefour 1	2499	2490	-0,36	100	Euromontex 17
Carrefour 1	191,20	191,20	0,00	100	Euromontex 18
Casino Guichard 1	118,00	118,00	0,00	100	Euromontex 19
Casino Guichard 1	780	780	0,00	100	Euromontex 20
Casparina Di (M)	780	780	0,00	100	Euromontex 21
C.C.F. 1	228,90	228,90	0,00	100	Euromontex 22
CCF (C.F.)	53	54	+1,89	100	Euromontex 23
CCF (C.F.)	63	63	0,00	100	Euromontex 24
CCF (C.F.)	488	485	-1,02	100	Euromontex 25
Comp Europ Rem 1	81,00	82,00	+1,24	100	Euromontex 26
Codex 1	1051	1078	+2,56	100	Euromontex 27
Codex 1	1088	1088	0,00	100	Euromontex 28
Chargers 1	1091	1072	-1,74	100	Euromontex 29
Chargers 1	445	445	0,00	100	Euromontex 30
Cinéma P. Privé 1	211,0	222,50	+5,45	100	Euromontex 31
Cinéma P. Privé 1	415	415	0,00	100	Euromontex 32
Club Mediterranée	228	228,50	+0,22	100	Euromontex 33
Colson 1	270	270	0,00	100	Euromontex 34
Colson 1	798	804	+0,75	100	Euromontex 35
Comp Europ 1	119	119	0,00	100	Euromontex 36
Comp Europ 1	2440	2440	0,00	100	Euromontex 37
Comp Europ 1	373,30	373,30	0,00	100	Euromontex 38
					Euromontex 39
					Euromontex 40
					Euromontex 41
					Euromontex 42
					Euromontex 43
					Euromontex 44
					Euromontex 45
					Euromontex 46
					Euromontex 47
					Euromontex 48
					Euromontex 49
					Euromontex 50
					Euromontex 51
					Euromontex 52
					Euromontex 53
					Euromontex 54
					Euromontex 55
					Euromontex 56
					Euromontex 57
					Euromontex 58
					Euromontex 59
					Euromontex 60
					Euromontex 6

[illegible]

UAP 1	320		-1,80		L&M 1
Union	708		-2,33		L.C.T. 1
USFB Localnet 1	344,30		-1,61		L.T.T. 1
USOC DA (DA) 1	536		-2,25		Lo Yalaco 1
USFB S.A.T. 1	536		-1,25		M&S 1
UIC 1	92,30		-0,18		M&D 1
UIC 2	200		-0,18		M&D 2
UIC 3	200		-0,18		M&D 3
UIC 4	200		-0,18		M&D 4
UIC 5	200		-0,18		M&D 5
UIC 6	200		-0,18		M&D 6
UIC 7	200		-0,18		M&D 7
UIC 8	200		-0,18		M&D 8
UIC 9	200		-0,18		M&D 9
UIC 10	200		-0,18		M&D 10
UIC 11	200		-0,18		M&D 11
UIC 12	200		-0,18		M&D 12
UIC 13	200		-0,18		M&D 13
UIC 14	200		-0,18		M&D 14
UIC 15	200		-0,18		M&D 15
UIC 16	200		-0,18		M&D 16
UIC 17	200		-0,18		M&D 17
UIC 18	200		-0,18		M&D 18
UIC 19	200		-0,18		M&D 19
UIC 20	200		-0,18		M&D 20
UIC 21	200		-0,18		M&D 21
UIC 22	200		-0,18		M&D 22
UIC 23	200		-0,18		M&D 23
UIC 24	200		-0,18		M&D 24
UIC 25	200		-0,18		M&D 25
UIC 26	200		-0,18		M&D 26
UIC 27	200		-0,18		M&D 27
UIC 28	200		-0,18		M&D 28
UIC 29	200		-0,18		M&D 29
UIC 30	200		-0,18		M&D 30
UIC 31	200		-0,18		M&D 31
UIC 32	200		-0,18		M&D 32
UIC 33	200		-0,18		M&D 33
UIC 34	200		-0,18		M&D 34
UIC 35	200		-0,18		M&D 35
UIC 36	200		-0,18		M&D 36
UIC 37	200		-0,18		M&D 37
UIC 38	200		-0,18		M&D 38
UIC 39	200		-0,18		M&D 39
UIC 40	200		-0,18		M&D 40
UIC 41	200		-0,18		M&D 41
UIC 42	200		-0,18		M&D 42
UIC 43	200		-0,18		M&D 43
UIC 44	200		-0,18		M&D 44
UIC 45	200		-0,18		M&D 45
UIC 46	200		-0,18		M&D 46
UIC 47	200		-0,18		M&D 47
UIC 48	200		-0,18		M&D 48
UIC 49	200		-0,18		M&D 49
UIC 50	200		-0,18		M&D 50
UIC 51	200		-0,18		M&D 51
UIC 52	200		-0,18		M&D 52
UIC 53	200		-0,18		M&D 53
UIC 54	200		-0,18		M&D 54
UIC 55	200		-0,18		M&D 55
UIC 56	200		-0,18		M&D 56
UIC 57	200		-0,18		M&D 57
UIC 58	200		-0,18		M&D 58
UIC 59	200		-0,18		M&D 59
UIC 60	200		-0,18		M&D 60
UIC 61	200		-0,18		M&D 61
UIC 62	200		-0,18		M&D 62
UIC 63	200		-0,18		M&D 63
UIC 64	200		-0,18		M&D 64
UIC 65	200		-0,18		M&D 65
UIC 66	200		-0,18		M&D 66
UIC 67	200		-0,18		M&D 67
UIC 68	200		-0,18		M&D 68
UIC 69	200		-0,18		M&D 69
UIC 70	200		-0,18		M&D 70
UIC 71	200		-0,18		M&D 71
UIC 72	200		-0,18		M&D 72
UIC 73	200		-0,18		M&D 73
UIC 74	200		-0,18		M&D 74
UIC 75	200		-0,18		M&D 75
UIC 76	200		-0,18		M&D 76
UIC 77	200		-0,18		M&D 77
UIC 78	200		-0,18		M&D 78
UIC 79	200		-0,18		M&D 79
UIC 80	200		-0,18		M&D 80
UIC 81	200		-0,18		M&D 81
UIC 82	200		-0,18		M&D 82
UIC 83	200		-0,18		M&D 83
UIC 84	200		-0,18		M&D 84
UIC 85	200		-0,18		M&D 85
UIC 86	200		-0,18		M&D 86
UIC 87	200		-0,18		M&D 87
UIC 88	200		-0,18		M&D 88
UIC 89	200		-0,18		M&D 89
UIC 90	200		-0,18		M&D 90
UIC 91	200		-0,18		M&D 91
UIC 92	200		-0,18		M&D 92
UIC 93	200		-0,18		M&D 93
UIC 94	200		-0,18		M&D 94
UIC 95	200		-0,18		M&D 95
UIC 96	200		-0,18		M&D 96
UIC 97	200		-0,18		M&D 97
UIC 98	200		-0,18		M&D 98
UIC 99	200		-0,18		M&D 99
UIC 100	200		-0,18		M&D 100

VALEURS ÉTRANGÈRES		Cours précéd.	Dernières cours	Quotité négociation (%)	
ABN Amro Holding 1	180		-1,11		Royal Dutch 1
American Express 1	169,90		-0,94		R.T.T. 1
American American 1	415		+0,77		Sgt Enterprises 1
Anglo 1	415				S&P Industries 1
Arjo Wiggins App. 1	26,65		+0,73		S&P Industries 1
Arjo Wiggins 1	26,65		+0,73		S&P Industries 1
Banco Santander 1	170,50		-1,28		S&P Industries 1
Barclays Gold 1	117,65		-1,28		S&P Industries 1
B.A.S.E. 1	101,60		-1,28		S&P Industries 1
B.B. 1	102,8		-1,28		S&P Industries 1
Bluebird Group 1	15,50		-0,65		S&P Industries 1
BuffettHim 1	35,90		-0,65		S&P Industries 1
Chapin Manufacturing 1	173,35		-1,56		S&P Industries 1
Chapin P.L.C. 1	7,25		+2,07		S&P Industries 1
Dallmiller Benz 1	271,50		-2,27		S&P Industries 1
De Beers 1	128		-0,83		S&P Industries 1
Deutsche Bank 1	2010		+1,67		S&P Industries 1
Deutsche Bank 1	1944		+1,67		S&P Industries 1
Difco 1	64,60		-0,25		S&P Industries 1
Do Plant Resources 1	298		-1,91		S&P Industries 1
Eastman Kodak 1	265		-1,63		S&P Industries 1
East Rand 1	530		+9,94		S&P Industries 1
Echo Bay Mines 1	48,95		+2,15		S&P Industries 1
Electron 1	321		+0,95		S&P Industries 1
Electron 1	229		-1,30		S&P Industries 1
Enxore Corp. 1	221,30		+1,67		S&P Industries 1
Ford Motor 1	135		-0,75		S&P Industries 1
Freight 1	59,40		+2,69		S&P Industries 1
General Electric 1	267,20		+1,81		S&P Industries 1
General Electric 1	267,20		-0,79		S&P Industries 1
General Motors 1	315		-1,31		S&P Industries 1
Generale Belgique 1	30,55		+0,36		S&P Industries 1
Generale Belgique 1	30,55		+0,36		S&P Industries 1
Generale Belgique 1	30,55		+0,36		S&P Industries 1
Generale Belgique 1	30,55		+0,36		S&P Industries 1
Generale Belgique 1	30,55		+0,36		S&P Industries 1
Generale Belgique 1	30,55		+0,36		S&P Industries 1
Generale Belgique 1	30,55		+0,36		S&P Industries 1
Generale Belgique 1	30,55		+0,36		S&P Industries 1
Generale Belgique 1	30,55		+0,36		S&P Industries 1
Generale Belgique 1	30,55		+0,36		S&P Industries 1
Generale Belgique 1	30,55		+0,36		S&P Industries 1
Generale Belgique 1	30,55		+0,36		S&P Industries 1
Generale Belgique 1	30,55		+0,36		S&P Industries 1
Generale Belgique 1	30,55		+0,36		S&P Industries 1
Generale Belgique 1	30,55		+0,36		S&P Industries 1
Generale Belgique 1	30,55		+0,36		S&P Industries 1
Generale Belgique 1	30,55		+0,36		S&P Industries 1
Generale Belgique 1	30,55		+0,36		S&P Industries 1
Generale Belgique 1	30,55		+0,36		S&P Industries 1
Generale Belgique 1	30,55		+0,36		S&P Industries 1
Generale Belgique 1	30,55		+0,36		S&P Industries 1
Generale Belgique 1	30,55		+0,36		S&P Industries 1
Generale Belgique 1	30,55		+0,36		S&P Industries 1
Generale Belgique 1	30,55		+0,36		S&P Industries 1
Generale Belgique 1	30,55		+0,36		S&P Industries 1
Generale Belgique 1	30,55		+0,36		S&P Industries 1
Generale Belgique 1	30,55		+0,36		S&P Industries 1
Generale Belgique 1	30,55		+0,36		S&P Industries 1
Generale Belgique 1	30,55		+0,36		S&P Industries 1
Generale Belgique 1	30,55		+0,36		S&P Industries 1
Generale Belgique 1	30,55		+0,36		S&P Industries 1
Generale Belgique 1	30,55		+0,36		S&P Industries 1
Generale Belgique 1	30,55		+0,36		S&P Industries 1
Generale Belgique 1	30,55		+0,36		S&P Industries 1
Generale Belgique 1	30,55		+0,36		S&P Industries 1
Generale Belgique 1	30,55		+0,36		S&P Industries 1
Generale Belgique 1	30,55		+0,36		S&P Industries 1
Generale Belgique 1	30,55		+0,36		S&P Industries 1
Generale Belgique 1	30,55		+0,36		S&P Industries 1
Generale Belgique 1	30,55		+0,36		S&P Industries 1
Generale Belgique 1	30,55		+0,36		S&P Industries 1
Generale Belgique 1	30,55		+0,36		S&P Industries 1
Generale Belgique 1	30,55		+0,36		S&P Industries 1
Generale Belgique 1	30,55		+0,36		S&P Industries 1
Generale Belgique 1	30,55		+0,36		S&P Industries 1
Generale Belgique 1	30,55		+0,36		S&P Industries 1
Generale Belgique 1	30,55		+0,36		S&P Industries 1
Generale Belgique 1	30,55		+0,36		S&P Industries 1
Generale Belgique 1	30,55		+0,36		S&P Industries 1
Generale Belgique 1	30,55		+0,36		S&P Industries 1
Generale Belgique 1	30,55		+0,36		S&P Industries 1
Generale Belgique 1	30,55		+0,36		S&P Industries 1
Generale Belgique 1	30,55		+0,3		

607,30	-1,35
58,76	-0,34
512	-2,64
228,70	+2,71
76,59	-0,65
171,60	-2,04
204,60	-6,06
285,90	+6,14
58	—
403,70	—
297,70	+0,01
476A	—
60,30	—
130	—
1420	-1,48
330	-1,33
169	-2,31
172	+2,41
332,90	-1,38
20	—
31,30	+2,68
208,10	+0,91
583	-0,51
63,88	+0,78
239,50	—
45,25	+1,59
206,10	+0,35
133	-2,30
54,60	—
2389	-1,35
267,20	-2,91
101,50	—
227	-0,44
61	—
33,85	-3,09
625	-0,07
394,70	-1,02
59,70	+1,80
2267	-0,18
85	+2,24
148,30	+7,79
106,20	+0,66
5,10	-1,61

COMPTANT

Une sélection Cours relatifs

VENDREDI 31 MARS

[illegible]

ACTIONS FRANÇAISES	Cours précéd.	Derniers cours	F.A.P.P.
2.522,4			Fondère (Cie)
2.494,5			Fondère (Cie)
2.450,5			Fondère (Cie)
2.351	2.362	2.396	Fondère (Cie)
2.301	2.316	2.320	Fondère (Cie)
2.281	2.296	2.300	Fondère (Cie)
2.261	2.276	2.280	Fondère (Cie)
2.241	2.256	2.260	Fondère (Cie)
2.221	2.236	2.240	Fondère (Cie)
2.201	2.216	2.220	Fondère (Cie)
2.181	2.196	2.200	Fondère (Cie)
2.161	2.176	2.180	Fondère (Cie)
2.141	2.156	2.160	Fondère (Cie)
2.121	2.136	2.140	Fondère (Cie)
2.101	2.116	2.120	Fondère (Cie)
2.081	2.096	2.100	Fondère (Cie)
2.061	2.076	2.080	Fondère (Cie)
2.041	2.056	2.060	Fondère (Cie)
2.021	2.036	2.040	Fondère (Cie)
2.001	2.016	2.020	Fondère (Cie)
1.981	1.996	2.000	Fondère (Cie)
1.961	1.976	1.980	Fondère (Cie)
1.941	1.956	1.960	Fondère (Cie)
1.921	1.936	1.940	Fondère (Cie)
1.901	1.916	1.920	Fondère (Cie)
1.881	1.896	1.900	Fondère (Cie)
1.861	1.876	1.880	Fondère (Cie)
1.841	1.856	1.860	Fondère (Cie)
1.821	1.836	1.840	Fondère (Cie)
1.801	1.816	1.820	Fondère (Cie)
1.781	1.796	1.800	Fondère (Cie)
1.761	1.776	1.780	Fondère (Cie)
1.741	1.756	1.760	Fondère (Cie)
1.721	1.736	1.740	Fondère (Cie)
1.701	1.716	1.720	Fondère (Cie)
1.681	1.696	1.700	Fondère (Cie)
1.661	1.676	1.680	Fondère (Cie)
1.641	1.656	1.660	Fondère (Cie)
1.621	1.636	1.640	Fondère (Cie)
1.601	1.616	1.620	Fondère (Cie)
1.581	1.596	1.600	Fondère (Cie)
1.561	1.576	1.580	Fondère (Cie)
1.541	1.556	1.560	Fondère (Cie)
1.521	1.536	1.540	Fondère (Cie)
1.501	1.516	1.520	Fondère (Cie)
1.481	1.496	1.500	Fondère (Cie)
1.461	1.476	1.480	Fondère (Cie)
1.441	1.456	1.460	Fondère (Cie)
1.421	1.436	1.440	Fondère (Cie)
1.401	1.416	1.420	Fondère (Cie)
1.381	1.396	1.400	Fondère (Cie)
1.361	1.376	1.380	Fondère (Cie)
1.341	1.356	1.360	Fondère (Cie)
1.321	1.336	1.340	Fondère (Cie)
1.301	1.316	1.320	Fondère (Cie)
1.281	1.296	1.300	Fondère (Cie)
1.261	1.276	1.280	Fondère (Cie)
1.241	1.256	1.260	Fondère (Cie)
1.221	1.236	1.240	Fondère (Cie)
1.201	1.216	1.220	Fondère (Cie)
1.181	1.196	1.200	Fondère (Cie)
1.161	1.176	1.180	Fondère (Cie)
1.141	1.156	1.160	Fondère (Cie)
1.121	1.136	1.140	Fondère (Cie)
1.101	1.116	1.120	Fondère (Cie)
1.081	1.096	1.100	Fondère (Cie)
1.061	1.076	1.080	Fondère (Cie)
1.041	1.056	1.060	Fondère (Cie)
1.021	1.036	1.040	Fondère (Cie)
1.001	1.016	1.020	Fondère (Cie)
981	996	1.000	Fondère (Cie)
961	976	980	Fondère (Cie)
941	956	960	Fondère (Cie)
921	936	940	Fondère (Cie)
901	916	920	Fondère (Cie)
881	896	900	Fondère (Cie)
861	876	880	Fondère (Cie)
841	856	860	Fondère (Cie)
821	836	840	Fondère (Cie)
801	816	820	Fondère (Cie)
781	796	800	Fondère (Cie)
761	776	780	Fondère (Cie)
741	756	760	Fondère (Cie)
721	736	740	Fondère (Cie)
701	716	720	Fondère (Cie)
681	696	700	Fondère (Cie)
661	676	680	Fondère (Cie)
641	656	660	Fondère (Cie)
621	636	640	Fondère (Cie)
601	616	620	Fondère (Cie)
581	596	600	Fondère (Cie)

538	315	Paris Orleans	235,20
539	524	Piper Hideslack	929
18330	18959	Pierrier	2116
459	469	Promotides (C)	829
546	546	PSB (Industries) ZL	398
695	307	Rochefortaine Com	181
2650	2650	Rosabon 2	730
273	273	Rouler 8	730
160	160	S.A.F.I.C. Alcan	287
1116	1116	Sage	261
400	413	Sallins du Midi 2	382,10
278	278	Sauvignone M	157
804	804	Silic 2	66
5260	5260	S.L.P.H.	204
1460	1460	Solac	300
1798	1798	Solac	300
20010	20010	Sulfatam Acl-a reg.	73,35
198	198	Sofrag	3711
85	85	Soudure Aubergine	945
2210	2210	Soudure	468
16380	16380	Soudure	2423
455	455	Tour Eiffel	267
1450	1450	Toy 2	239,50
82	82	Waco	538
1385	1385	Waco	538
335	335	Waco	538
141	141	Waco	538
873	873	Waco	538

COURS	Cours précéd.	Dernière cours
	300	
Bank	1402	
AG	1710	
	11,80	
	125	
nts.	117	
	32,80	
sp	4,80	
	46,15	
n.)	174	
	320	
	141	
	323	

ONS

L = Lille; Ly = Lyon; M = Marseille
 s = Nantes.

sortes de notation - sans indica-
 coupon détaché; @ dividende
 = demandé; † offre, rédu-
 cuit; # contrat d'animation.

SECOND MARCHÉ

Une sélection Cours relatifs à
VENDREDI 31 MARS

VALEURS	Cours précédents	Derniers cours	
Change Bourse (M)			200
Chris Dalko 2			725
Cipe France ly 2			658
Chris C			220
Colodroit			250
Comp. Euro. Tele-CEI			156
Confiancy S.A.			316,80
CSA de Brie 2			250
CALGRO (G)			435
CALGRO (G)			400
C.A.Haut Normand			495
CAJIE et Latire			326
CAJIE et Latire			304,40
CAJIE et Latire			326
CAJIE et Latire			326
CAJIE et Latire			326
CAJIE et Latire			326
CAJIE et Latire			326
CAJIE et Latire			326
CAJIE et Latire			326
CAJIE et Latire			326
CAJIE et Latire			326
CAJIE et Latire			326
CAJIE et Latire			326
CAJIE et Latire			326
CAJIE et Latire			326
CAJIE et Latire			326
CAJIE et Latire			326
CAJIE et Latire			326
CAJIE et Latire			326
CAJIE et Latire			326
CAJIE et Latire			326
CAJIE et Latire			326
CAJIE et Latire			326
CAJIE et Latire			326
CAJIE et Latire			326
CAJIE et Latire			326
CAJIE et Latire			326
CAJIE et Latire			326
CAJIE et Latire			326
CAJIE et Latire			326
CAJIE et Latire			326
CAJIE et Latire			326
CAJIE et Latire			326
CAJIE et Latire			326
CAJIE et Latire			326
CAJIE et Latire			326
CAJIE et Latire			326
CAJIE et Latire			326
CAJIE et Latire			326
CAJIE et Latire			326
CAJIE et Latire			326
CAJIE et Latire			326
CAJIE et Latire			326
CAJIE et Latire			326
CAJIE et Latire			326
CAJIE et Latire			326
CAJIE et Latire			326
CAJIE et Latire			326
CAJIE et Latire			326
CAJIE et Latire			326
CAJIE et Latire			326
CAJIE et Latire			326
CAJIE et Latire			326
CAJIE et Latire			326
CAJIE et Latire			326
CAJIE et Latire			326
CAJIE et Latire			326
CAJIE et Latire			326
CAJIE et Latire			326
CAJIE et Latire			326
CAJIE et Latire			326
CAJIE et Latire			326
CAJIE et Latire			326
CAJIE et Latire			326
CAJIE et Latire			326
CAJIE et Latire			326
CAJIE et Latire			326
CAJIE et Latire			326
CAJIE et Latire			326
CAJIE et Latire			326
CAJIE et Latire			326
CAJIE et Latire			326
CAJIE et Latire			326
CAJIE et Latire			326
CAJIE et Latire			326
CAJIE et Latire			326
CAJIE et Latire			326
CAJIE et Latire			326
CAJIE et Latire			326
CAJIE et Latire			326
CAJIE et Latire			326
CAJIE et Latire			326
CAJIE et Latire			326
CAJIE et Latire			326
CAJIE et Latire			326
CAJIE et Latire			326
CAJIE et Latire			326
CAJIE et Latire			326
CAJIE et Latire			326
CAJIE et Latire			326
CAJIE et Latire			326
CAJIE et Latire			326
CAJIE et Latire			326
CAJIE et Latire			326
CAJIE et Latire			326
CAJIE et Latire			326
CAJIE et Latire			326
CAJIE et Latire			326
CAJIE et Latire			326
CAJIE et Latire			326
CAJIE et Latire			326
CAJIE et Latire			326
CAJIE et Latire			326
CAJIE et Latire			326
CAJIE et Latire			326
CAJIE et Latire			326
CAJIE et Latire			326
CAJIE et Latire			326
CAJIE et Latire			326
CAJIE et Latire			326
CAJIE et Latire			326
CAJIE et Latire			326
CAJIE et Latire			326
CAJIE et Latire			326
CAJIE et Latire			326
CAJIE et Latire			326
CAJIE et Latire			326
CAJIE et Latire			326
CAJIE et Latire			326
CAJIE et Latire			326
CAJIE et Latire			326
CAJIE et Latire			326
CAJIE et Latire			326
CAJIE et Latire			326
CAJIE et Latire			326
CAJIE et Latire			326
CAJIE et Latire			326
CAJIE et Latire			326
CAJIE et Latire			326
CAJIE et Latire			326
CAJIE et Latire			326
CAJIE et Latire			326
CAJIE et Latire			326
CAJIE et Latire			326
CAJIE et Latire			326
CAJIE et Latire			326
CAJIE et Latire			326
CAJIE et Latire			326
CAJIE et Latire			326
CAJIE et Latire			326
CAJIE et Latire			326
CAJIE et Latire			326
CAJIE et Latire			326
CAJIE et Latire			326
CAJIE et Latire			326
CAJIE et Latire			326
CAJIE et Latire			326
CAJIE et Latire			326
CAJIE et Latire			326
CAJIE et Latire			326
CAJIE et Latire			326
CAJIE et Latire			326
CAJIE et Latire			326
CAJIE et Latire			326
CAJIE et Latire			326
CAJIE et Latire			326
CAJIE et Latire			326
CAJIE et Latire			326
CAJIE et Latire			326
CAJIE et Latire			326
CAJIE et Latire			326
CAJIE et Latire			326
CAJIE et Latire			326
CAJIE et Latire			326
CAJIE et Latire			326
CAJIE et Latire			326
CAJIE et Latire			326
CAJIE et Latire			326
CAJIE et Latire			326
CAJIE et Latire			326
CAJIE et Latire			326
CAJIE et Latire			326
CAJIE et Latire			326
CAJIE et Latire			326
CAJIE et Latire			326
CAJIE et Latire			326
CAJIE et Latire			326
CAJIE et Latire			326
CAJIE et Latire			326
CAJIE et Latire			326
CAJIE et Latire			326
CAJIE et Latire			326
CAJIE et Latire			326

585	CA Sonnet C12 2	239,90	58	Gabriel France 2a
586	CA Toulouse (H)	239,90	59	Gd 2003 2
587	CFR6 (GMA) part2	236,90	59	GR Industries 3
588	Chaine et Trame 1	270	60	Gribod (L) (y)
589	CA. Midi C14 (y)	213	60	GLM SA
590	Croûte de l'Alsace 2	112	60	Gramscio-Photo 3
591	CA. Midi C14 (y)	213	60	Gutwillig (L) 2
592	Cyapa-Millatjoud 2	130,50	61	Kindy 1
593	Daniel Expansion2	45,50	61	Garbet 2
594	Dauphin OTA	244	61	Hermes Internet.18
595	Della Prota C2 Ly	310	61	Hure Dubois
596	Descente Clair	326,90	62	ICST Groupe 2
597	Dewevyler 2	811	62	L.C.C. 2
598	Dewevyler 2 (y)	556	62	limoncho
599	Dismorek (L) 2	658	62	Minerva Hotel 2 2
600	Dreves San. Grande	320	62	Insipid (L) 2 2
601	Eco Trav. Tempo 1	31,90	62	Int. Computer 1
602	Elysee Inv. 1	321,90	63	Inves.Paris 1
603	Enin-Leydier (L)	696	63	IPIM 2
604	Erant 2	325	63	ICPA (b) (y)
605	Euro Induc (L) (y)	326	63	Laubert (b) (y)
606	Euro Population 2	323	63	Laubert (b) (y)
607	Espand 2	338	63	MG-Metropole TV 2
608	Factoren 2	128	63	Moulin 2a
609	Fidelity 02	127	63	Mandau
610	Finabail 2	470	63	Marie Island 2
611	Finacor 2	146	64	Midi-Lyves/Profit
612	Finifio	435	64	Mocedex
613	Flouze	128	64	Mocedex 2 (L) 2

397,30		Nat-Helrny 2	70
119		Nat-Helrny 7	107
		Nat-Helrny 10	125
67,50		Nat-Helrny 11	125
385		Nat-Helrny 22	415
397,30		Nat-Helrny 22	365
151		Nat-Helrny 22	630
180		Nat-Helrny 22	193
615		Nat-Helrny 22	84,50
324		Nat-Helrny 22	100
165		Nat-Helrny 22	110
183		Nat-Helrny 22	210
69		Nat-Helrny 22	321
503		Nat-Helrny 22	1430
132		Nat-Helrny 22	1150
132		Nat-Helrny 22	502
59,40		Nat-Helrny 22	112
112,10		Nat-Helrny 22	634
401,30		Nat-Helrny 22	718
319		Nat-Helrny 22	548
423		Nat-Helrny 22	125,50
440		Nat-Helrny 22	135
1200		Nat-Helrny 22	600
171		Nat-Helrny 22	298
117,80		Nat-Helrny 22	298

	423
	215
	423,50
(y)	460
0	150
1	255,00
0	471
0	136,00
	149
	366
	500

IONS

• L = Lille; Ly = Lyon; M = Marseille

s = Nantes.

ertes de cotation - sans indice

• cours périodiques; M cou

droit détaché; o = offre

réduite; f offre réduite; & offre

raz d'admission.

jeux pour la

SICAV

une sélection

Cours de clôture le 30 mai

ACTEURS	Frais init.	net	Ecur. Offshorisation	
CAPI	34776,70	34776,70	Ecur. Expatation	288225,24
CAPI	31196,27	31196,27	Ecur. Genséme	2500,17
CAPI	108928,54	106824,54	Ecur. Monopremière	10206,07
CAPI	644,21	644,24	Ecur. Blanche	111,30
CAPI	8566,97	8566,97	Entreprise 2124	82639,53
CAPI	106,00	93,79	Ecur. C	44456,86
CAPI	35146,00	35146,00	Ecur. Ecur. Ecur.	1408,12
CAPI	100,46	90,01	Ecur. Cash cap	9400,46
CAPI	86,02	85,47	Bank Solidité	1170,05
CAPI	590,35	590,35	Bank Solidité	1174,42
CAPI	409,32	409,32	Eurofin	1345,12
CAPI	537,93	525,66	Paracur	17834,87
CAPI	100,00	100,00	Paracur	17834,87
CAPI	145,23	141,41	France Obligations	465,86
CAPI	10312,15	1021,99	France	483,95
CAPI	1022,28	101,187	France Pièces	107,70
CAPI	1010,65	1000,00	France Pièces	107,70
CAPI	7571,37	7562,81	Gedition	18013,15
CAPI	2400,12	7995,37	HLM	17029,57
CAPI	1002,29	137,44	Intensité D	1081,55
CAPI	1117,67	1082,12	Intensité D	106,99
CAPI	1585,47	1535,91	Intensité D	1542,04
CAPI	1149,86	1149,86	Intensité D	1542,04
CAPI	1493,99	1464,30	Intensité D	1542,04
CAPI	795,08	795,08	Intensité D	1542,04
CAPI	89,33	89,33	Intensité D	2730,30
CAPI	89,33	89,33	Intensité D	2730,30
CAPI	89,33	89,33	Intensité D	2730,30

212,129.9	Lion Association	10,751	10,751	Oldiscurité Skow	
179,665	Lion Institution	36,539.4	56,926.26	Obility D	
100,000	Lionopsis	126,834	21,802.4	Oracion	
150,264	Lion Trust	222,222	222,222	Orator	
154,745	Livest Bourne Inc	677.25	677.25	Orbitada D	
105,665	Livest Portefolio	757.62	757.62	Poste Crossinac	
124,14	Mediterranean	203,627	190,749	Poste Gestion C	
100,005	Monsieur Citi	10,107.54	10,007.54	Premiere Office D	
100,000	Monsieur Citi	8,092.51	8,092.51	Professio	
29,737.05	Monsieur Citi	1,021.96	1,021.96	Professio D	
200,056	Monsi	1,093.63	1,093.63	Rematic	
154,74	Monsieur Citi	50,413.32	50,413.32	Revenat	
100,000	Monsieur Citi	16,164.24	16,553.13	Revenat	
100,000	Nacio Court Terme	1,388	1,388	Si-Honori Pacificus	
62,500.57	Nacio Court Terme2	35,071	33,701	Si-Honori Ridi	
89,73	Nacio Espagne	21,681.1	21,686.9	Securite	
441,616	Natio Esp. Capital	13,080.48	13,040.42	Securite	
100,000	Natio Esp. Capital	161.36	161.36	Securite	
137,576	Natio Esp. Obligations	209.25	205.16	SEVEA	
920,46	Natio Espagne Retraite	128.33	124.83	SF-CNP Assur	
113,647	Natio Espagne Trisor	944.20	942.24	SF-France Propont. C	
100,000	Natio Espagne Trisor	22,664.5	22,664.5	SF-France Propont. C	
191,311	Natio France Indes	996.01	971.48	SF-Monde Operat. C	
17,999.21	Natio Immobilien	1131.41	1119.23	SF-Monde Operat. C	
26,038	Natio Inter	166,250	165,999	Sicav Associations	
46,721	Natio Montenegro	306.95	306.95	Sicav 1000	
46,685	Natio Opportunités	137.35	134.46	Sicav	
104,56	Natio Patrimoine	1329.35	1303.28	Sicav	
137,169	Natio Perspectives	111.25	109.06	Silviam	
100,000	Natio Prospects	22,664.5	22,664.5	Silviam	
17,729.57	Natio Revente	10,727.20	10,699.23	Silviam	
105,35	Natio Securite	11,565.59	11,316.55	Sogenefrance C	
104,72	Natio Values	999.61	997.77	Sogenefrance D	
238,842	New Sud Océano	165,140	140,134	Sol	
100,000	Océano	100,000	100,000	Sol	
162,95	Océano-Regions	1081.90	1058.81	Solymar	
30,507	Offshore	3543.27	3543.25	Solistic D	
126,411	Offshore, one	305.79	305.79	Solistic, Great Asia	
100,000	Offshore, one	165,479	165,479	Solistic, Street Asia, Espana	

15076.38	15076.38	State Street Act. Japan	1309.59
523.71	523.71	State Street Act. Monde	913.86
1358.49	1358.49	State Street Act. Asia	1279.56
573.95	573.95	State Street Act. France	1071.14
145.36	145.36	State Street Act. Europe	571.28
3203.04	3203.04	State Street Euro. Mkt.	1200.94
4006.21	4006.21	State Street Euro. Units	1205.84
1877.22	1877.22	State Street GAT Plus	1267.16
17025.64	17025.64	State Str. Gldg. Moncton	941.68
939.19	939.19	State Street Synchronic	1157.89
159.68	159.68	State Street Trésorerie	1261.65
51.943	51.943	Strategic Actions	922
11532.15	11532.15	Strategic Rendement	1604.38
685.10	685.10	Synthetic	1301.35
18277.67	18277.67	Thésoro D	796.71
2101.44	2101.44	Télor Plus	1571.80
1668.59	1668.59	Télor Trimestriel	1022.94
32556.27	32556.27	Télor Trimestriel	16690.66
103.81	103.81	Trillion	9534.48
699.35	699.35	Uni-Associations	120.45
1380.67	1380.67	Uni-Fondat.	1194.77
1344.66	1344.66	Unifrance	1200.35
907.99	907.99	Uni-Garantie C.	1455.11
907.99	907.99	Uni-Garantie D.	1259.81
2252.86	2252.86	Uni Regions	1335.25
461.58	461.58	Unifree	285.25
11740.9	11740.9	Unifree Actions	1467.55
758.77	758.77	Unifree Obligations	1948.75
414.54	414.54	Unifree	290.37
216.15	216.15	Unifree	3512.68
484.02	484.02	Unifree	324.21
1258.18	1258.18	Unifree	
11740.9	11740.9	Unifree	
259.80	259.80	Unifree	
1063.17	1063.17	Unifree	
1574.50	1574.50	Unifree	
2260.58	2260.58	Unifree	
1191.60	1191.60	Unifree	
1191.60	1191.60	Unifree	

... cours précédent.
COURS DE LA BOURSE
MONDE
 Le Monde : (1) 44 43 71

صبرنا من الراجل

enjeux pour la France

**Une diplomatie
en quête d'influence**

Devenir dans les pages « France »

Le Monde

Mondial

Autre monde

Un robot censé imiter la nage du thon doit permettre de comprendre les mouvements des poissons

Une mécanique des fluides particulière explique leur propulsion rapide dans l'eau

Depuis des décennies, les chercheurs s'interrogent sur les mécanismes et les phénomènes qui permettent aux poissons de se déplacer

rapidement et sans trop d'énergie dans un milieu aussi dense que l'eau. Le secret, à en croire deux chercheurs américains du Massa-

chusetts Institute of Technology (MIT), tient dans la capacité de ces animaux à créer de puissants tourbillons ou à utiliser ceux des

courants comme des ressorts, comme l'ont montré les études qu'ils ont menées sur un thon robot de bois, d'aluminium et de lycra.

MOBILIS IN MOBILE. En imaginant son sous-marin Nautilus, Jules Verne s'était sans doute inspiré des poissons, perpétuellement mobiles dans le mouvant. Des chercheurs du Massachusetts Institute of Technology (MIT) ont fait de même, pour mettre au point un robot qui, en imitant les mouvements natatoires du thon, leur a permis de mieux comprendre la façon dont les animaux marins profitent des tourbillons (vortex) qui agitent le milieu aquatique pour se propulser efficacement.

Dans un article publié dans le numéro de mars de la revue *Scientific American*, Michael et George Triantafyllou décrivent leur Robo Tuna, et évoquent les perspectives offertes par un tel automate, qui, perfectionné, pourrait explorer les fonds marins, aider à la maintenance des installations pétrolières offshore... ou remplir des missions militaires. Leur copie de thon en bois, aluminium et lycra est encore bien loin de concurrencer son modèle de chair et d'os. Les performances animales sont en effet remarquables, même s'il convient de se méfier des « records » enregistrés par des pêcheurs parfois malintendus de Tartarin.

LE PARADOXE DE GRAY

Les dauphins voguent aisément à 60 km/h, en vitesse de croisière. Certains thons seraient capables d'approcher les 80 km/h en vitesse de pointe. D'autres poissons peuvent faire volte-face quasiment sans ralentir, avec un rayon de braquage représentant 10 % à 30 % de leur longueur totale. A titre de comparaison, les bateaux doivent réduire leur vitesse de moitié, pour un rayon de braquage dix fois plus important. Quant à l'accélération, elle peut atteindre 20 G, chez certaines espèces carnivores, lors de brusques « coups de reins » pour happer une proie. Depuis long-



temps, le mode de propulsion des animaux marins (poissons ou mammifères) comme les cétacés intrigue les scientifiques.

Comment, se demandent-ils, les poissons trouvent-ils, pour se mouvoir, des points d'appui dans un milieu qui se dérobe constamment ? En 1936, le zoologiste britannique James Gray avait ainsi remarqué un modèle rigide de dauphin dans un

bassin, et comparé l'effort de résistance obtenu à l'avancement dans l'eau à la force potentielle l'animal, compte tenu de sa masse musculaire. Surprise : la force du mammifère marin était sept fois trop faible pour atteindre les vitesses qu'on lui prêtait. Une mécanique des fluides particulière devait donc permettre au dauphin de réduire par sept sa traînée.

Il a fallu près de soixante ans pour résoudre ce « paradoxe de Gray ». Les frères Triantafyllou se disent persuadés que les mouvements natatoires de poissons produisent des vortex qu'ils utilisent comme point d'appui pour se propulser plus efficacement. Certains nageurs, qui utilisent des monopalmes et profitent du « reflet » de l'onde qu'ils produisent sur le fond de la piscine pour se propulser à grande vitesse, affirment qu'ils ont déjà ressenti ce phénomène.

Mais l'adaptation des poissons va bien évidemment plus loin : ils « surfent » sur les tourbillons, s'en servant comme des sortes de ressorts. Ce phénomène permet aux saumons de remonter plusieurs centaines de kilomètres de rivière et de torrents sans même s'alimenter, jouant des tourbillons créés par les galets comme d'autant de propulseurs et ascenseurs liquides, un peu comme les oiseaux se laissent porter par les courants ascendants.

Les chercheurs américains ont pu vérifier ces hypothèses grâce à leur poisson mécanique qui, placé dans un courant d'eau colorée, crée en effet des vortex avec sa nageoire caudale. Ils reconnaissent que la construction d'un engin autonome, reproduisant fidèlement les flexions harmonieuses et continuelles des poissons, reste hors de portée de la robotique actuelle, mais font miroiter, au fond de leur bassin de carène, de futures applications du biomimétisme, notamment militaires.

« CARÈNE POILUE »

En France, la propulsion aquatique animale intéresse très peu les laboratoires, y compris militaires. Seule l'étude des écoulements de la couche limite (qui sépare le mobile de l'écoulement dans lequel il se meut) et les problèmes relatifs aux traitements de surface ont pu mobiliser les chercheurs. On a ainsi cherché à

reproduire la structure fine de la peau des requins, dont on estimait qu'elle permettait de réduire la traînée. Les résultats n'ont semblé-t-il pas être à la hauteur des espérances.

L'initiative américaine laisse d'ailleurs sceptiques les bureaux d'études navales de la direction de la recherche et de la technologie de la direction générale à l'armement. « Trop exotique », commente un ingénieur, qui a récemment rejeté un brevet de « carène poilue ». Le biomimétisme a ses limites. « Si les avions battaient des ailes, il y aurait peu de chance qu'ils volent à Mach 2 », note un autre chercheur, plus confiant dans la puissance des moteurs et des réacteurs.

De plus, l'intérêt militaire du Robo Tuna paraît limité, affirment certains experts, dans la mesure où les poissons sont relativement « bruyants » dans leurs mouvements. Or ce que les militaires recherchent avant tout, c'est le silence ou, à défaut, la discrétion. Et, en termes d'acoustique sonar, un robot susceptible d'imiter les poissons manquerait singulièrement de furtivité. Quant à imaginer un moyen de transport, il faudrait sans doute avoir l'estomac bien accroché pour jouer les Jonas dans un « bâtiment » agité de spasmes continus.

Reste que les observations des chercheurs américains passionnent les naturalistes, qui devront encore découvrir comment les poissons repèrent les tourbillons et les vortex sur lesquels ils s'appuient. On peut supposer qu'ils utilisent un système de mesure de pression disposé en ligne le long de leurs flancs, à moins qu'il ne coure sur toute la surface de la peau, comme chez le dauphin, preuve que les roboticiens ne sont pas au bout de leur peine pour imiter dame Nature.

Hervé Morin

Le poisson-zèbre s'illumine

Cette petite espèce tropicale s'est imposée comme un modèle de choix pour l'étude de la génétique du développement

CERTAINS POISSONS ont des destins plus glorieux que d'autres. Plus surprenants aussi, tel celui que connaît depuis quelques années le poisson-zèbre. Non content d'être apprécié des aquariophiles, cette petite espèce d'origine indienne est en train de devenir l'un des modèles favoris des biologistes du développement. Dans les laboratoires du monde entier, les gènes qui président à son embryogenèse sont passés au crible des outils de la biologie moléculaire.

La raison de ce succès ? La découverte, au début des années 80, des « gènes du développement ». Une famille de gènes surprenants, dont le rôle, au cours de l'embryogenèse, est de commander la mise en place, en bon lieu et due forme, des différentes parties du corps. Isolées dans un premier temps chez la mouche drosophile, ces « homologues » ont depuis lors été retrouvés, quasiment à l'identique, chez la plupart des espèces animales. Du ver de terre à l'homme, en passant par la grenouille... et le poisson.

Pour comprendre les modalités d'action d'un gène animal, rien ne vaut, désormais, la création d'an-

imaux « transgéniques ». Le gène en question, « marqué » de manière à ne pas être perdu de vue, est « greffé » dans les cellules d'un organisme étranger au tout premiers stades de son développement. S'il s'intègre dans les noyaux de ces cellules, s'il est correctement transmis à leur descendance, il ne reste plus, alors, qu'à suivre son devenir.

Pour étudier la manière dont les homologues agissent au cours de l'embryogenèse, deux conditions sont nécessaires. Les embryons doivent appartenir à une espèce sur laquelle des manipulations génétiques peuvent facilement être effectuées, et doivent aussi pouvoir être observés tout au long de leur développement. Le poisson-zèbre remplit à merveille ces exigences.

PROTÉINE FLUORESCENTE

Pour les spécialistes, cette petite espèce tropicale d'eau douce cumule les avantages. Elle pond chaque semaine plusieurs centaines d'œufs, qui restent totalement transparents d'un bout à l'autre de leur formation. Quant à sa durée de génération, elle n'excède pas trois mois. Un matériel idéal pour l'étude,

ce qui explique que l'Institut Max-Planck de Tübingen (Allemagne) ait récemment construit un bâtiment dédié à l'élevage des poissons-zèbres.

L'espèce pourrait connaître un succès plus grand encore grâce à l'essor d'un nouvel outil moléculaire. Il s'agit encore d'un gène, issu non d'un poisson mais d'une méduse, la phosphorescente *Aequorea victoria*. Son intérêt ? Ce gène gouverne la synthèse d'une protéine baptisée GFP (pour *Green Fluorescent Protein*), celle-ci même qui confère à l'animal son étrange lueur verte. Quelque autre gène que l'on veut étudier, il suffit de lui adjoindre ce « phare » microscopique pour pouvoir, chaque fois qu'il s'exprime dans l'organisme, le suivre à la trace.

Mieux encore : ainsi que le relatent récemment la revue britannique *New Scientist*, cette protéine pourrait offrir aux chercheurs une véritable palette de marqueurs génétiques, grâce à laquelle les dérivés de plusieurs gènes pourraient être suivis simultanément dans un même organisme. En provoquant sur le gène de la GFP des mutations

répétées, des chercheurs américains de l'Institut de médecine moléculaire de Palo Alto (Californie) sont en effet parvenus à créer toute une gamme de protéines fluorescentes. Ces dernières, comme la protéine d'origine médusienne, ont une lueur verte, mais chacune, pour ce faire, doit être stimulée par une lumière de longueur d'onde différente. Développées par la société californienne de biotechnologies Clontech, les protéines GFP et leurs dérivés fournissent ainsi, pour la première fois, un moyen simple et efficace de contrôler *in situ* l'expression d'un ou plusieurs gènes.

Catherine Vincent

REVUE DES REVUES

● **ASTROPHYSIQUE.** « Il règne actuellement dans le petit monde des astrophysiciens une curieuse ambiance. Soyons clairs : pour le moment, aucune avancée fondamentale n'est venue contredire le modèle du big bang. Mais, au fil des publications scientifiques récentes reposant sur des observations réalisées à moyenne et grande distance, nous découvrons un trouble annonciateur de grands changements. (...) S'il n'est pas question de jeter aux orties le « modèle standard », ce patient édifice élaboré au fil des temps modernes, beaucoup reconnaissent que l'empire et la pertinence des questions restent à résoudre posent problème. »

★ *Ciel et Espace*, éditorial, par Alain Crou.

● **CLIMATOLOGIE.** Au moment où les pays signataires du traité de Rio sur le changement climatique se réunissent à Berlin pour envisager une réglementation des émissions de gaz à effet de serre, « l'urgence [du problème] a été perdue quelque part sur la route entre Rio et Berlin... Le groupe international sur l'évolution du climat, conseil scientifique indépendant pour la Convention, est aussi l'objet d'attaques. Certains lui reprochent un manque d'objectivité ». Mais les lobbies industriels sont désormais divisés.

★ *New Scientist* du 25 mars : « Fiddling While Earth Warms », par Fred Pearce.

● **ÉNERGIE.** « Des personnalités clés du Parti républicain récla-

ment la restructuration ou la suppression du département [américain] à l'énergie (DOE). Ces propositions s'appuient sur deux études conduites par des experts de l'industrie, de l'académie des sciences et du gouvernement. (...) L'une d'elles, demandée par Hazel O'Leary, secrétaire d'Etat à l'énergie (...), estime que le DOE n'accorde pas assez d'attention aux besoins futurs en énergie. » En matière d'environnement, le DOE a conduit « peu de recherches de base. (...) Il a accordé trop d'attention aux problèmes immédiats, négligé l'approche systémique. Sa liste des priorités est faible ; elle comporte des choix erronés et des activités chères et inefficaces. »

★ *Science*, Status of the Department of Energy (editorial), par Philip H. Abelson.

Une faible pollution de l'air serait aussi néfaste que le tabagisme passif

FAUT-IL MODIFIER les seuils de pollution atmosphérique à partir desquels les autorités doivent intervenir ? Les Verts et Dominique Voynet, leur candidate à l'élection présidentielle, ont présenté, mardi 28 mars, une proposition de loi dans ce sens.

Ce texte prévoit de réviser les seuils de toxicité de la pollution de l'air, « à la lumière des derniers travaux scientifiques et médicaux ». Les écologistes estiment en effet que les niveaux de pollution atmosphérique généralement observés dans les agglomérations suffisent à provoquer des troubles de la santé.

Les Verts se réfèrent aux niveaux enregistrés chaque jour en Ile-de-France et publiés dans nos colonnes. Ceux-ci sont fournis par Airparif, le réseau régional de mesure de la qualité de l'air, qui dispose de cinquante-huit « renifleurs », dont vingt-quatre dans la capitale. Les niveaux les plus fréquemment observés varient entre les indices 3 et 4, c'est-à-dire entre « bon » et « assez bon ». Jean-Félix Bernard, conseiller régional, porte-parole des Verts de Paris, constate que l'émission d'oxydes d'azote par les véhicules à moteur varie alors, selon les relevés d'Airparif, entre 55 et 72 microgrammes par mètre-cube en moyennes journalières.

Or l'étude ERPURS, pour « évaluation des risques de la pollution urbaine pour la santé », réalisée par l'Observatoire régional de la santé à la demande d'un conseil régional d'Ile-de-France, a constaté que, pour ces valeurs, le nombre journalier d'hospitalisations pour asthme augmente de 3 %, le nombre de visites à domicile de SOS-médecins pour affection des voies respiratoires inférieures, de 6 %, celles pour asthme de 10 %, et celles pour maux de tête de 8 %. Le nombre d'arrêts de travail pour affections respiratoires à EDF-GDF augmente ces jours-là de 7 %.

« Il faudrait avertir la population dès que ce seuil est atteint, estime Jean-Félix Bernard. Il y a en effet alors un danger pour les enfants, les sportifs qui veulent s'entraîner et pour les personnes âgées. »

MAUVAIS INDICES

L'actualité récente fournit d'autres arguments aux écologistes. Un indice de pollution de niveau 8, qualifié de « mauvais », a été observé vendredi 24 mars en Ile-de-France (lire page 25), sans qu'aucune mise en garde n'ait été transmise aux habitants de Paris et de la région.

Le préfet de police n'a pas déclenché l'alerte prévue par le dispositif antipollution de la région parisienne, mis en place le 26 avril 1994. Philippe Lamelloise, directeur d'Airparif, explique la gravité de l'indice enregistré ce jour-là par l'accumulation de mauvais résultats sur l'ensemble de la région, mais « les critères de déclenchement de l'alerte n'étaient pas réunis car un des deux sites retenus par le préfet n'atteignait pas le seuil de pollution fixé par les normes internationales ».

Pour le docteur Philippe Kennel, médecin épidémiologiste au sein du réseau national de santé publique, « les relations entre la santé et la qualité de l'air sont aujourd'hui évidentes. Les niveaux actuellement observés dans dix-sept agglomérations européennes sont effectivement généralement inférieurs aux seuils fixés par les normes internationales, mais on sait maintenant que cette pollution, sans être catastrophique, a déjà sur certaines affections le même effet négatif que le tabagisme passif ».

Pour le docteur Kennel, la polémique actuelle a le mérite d'obliger dès maintenant les responsables politiques à prévoir les mesures qui s'avèreront indispensables pour limiter l'accroissement de la circulation automobile prévu dans les prochaines années.

Christophe de Chenay

JEAN-PAUL II

Evangelium vitae

Encyclique sur la valeur et l'inviolabilité de la vie humaine

128 pages

ASSAS EDITIONS

DESCLEERS DE BROUWER

30F

مكتبة القرآن

JEUX, GRILLES ET PROBLÈMES

MOTS CROISÉS

Problème n° 858

HORIZONTALEMENT

1. Écrits par le poète à dessin avec dessein. - II. Passe par-dessus la tête. Mit en pleurs ou se mit en sueur. - III. Elle entame une dégradation. Recherche des gens en vue. - IV. Mal à sa place ici. Mis des repères. - V. Préposition. C'est marcher à reculons. - VI. Mesure. Armée. Eut des obligations en un sens. - VII. Dite. Fait œuvre de navigateur. - VIII. Pour l'étudiant. Fit des réserves. - IX. Logis. Pour vider l'eau. - X. Mouvement de révolte. Demande la trêve de Dieu. - XI. Tout autour.

VERTICALEMENT

1. Le compagnon en rêve. - 2. Ne touche pas terre. Article. - 3. Napoléon y rencontra Blicher. Guide pour gros. - 4. Bien vu. Rendue en partie. Poisson. - 5. Fait des emprunts. C'est plus que reculer. - 6. Ex-soviétiques ou américains. -

7. Dis des histoires. Football rhodanien. - 8. Institution. Institution moins humanitaire. Autrefois non violente. - 9. Hauts plateaux. Concession. - 10. Son svenir dépend du président. - 11. Cardinaux. Possédée. Pas si long que ça. - 12. Mirent à l'eau.

SOLUTION DU N° 857

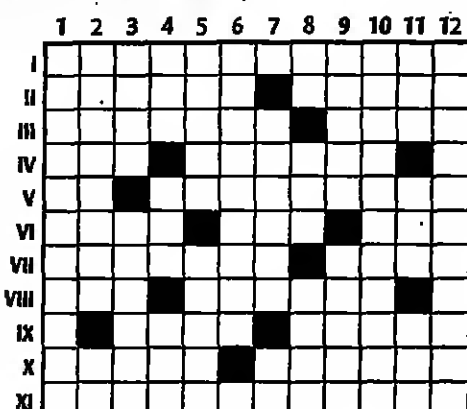
Horizontalement

I. Manu militari. - II. Imaginé. Oran. - III. Navale. Idiot. - IV. Oder. Lenteur. - V. Rôti. Maori. Fl. - VI. Ju. Tigres. - VII. Tes. Maori. Fl. - VIII. Chemie. Ors. - IX. tral. Césarée. - X. Relevées. Gln. - XI. Emprassement.

Verticalement

1. Minotaur. - 2. Amadoué. Ren. - 3. Navet. Scalp. - 4. Ugait. Hier. - 5. Ml. Rme. Vê. - 6. Indé. gances. - 7. Le. Emouées. - 8. In. téressé. - 9. Todi. El. - 10. Arlena. Orge. - 11. Raout. Frém. - 12. Intros. nient.

François Dorlet



DAMES

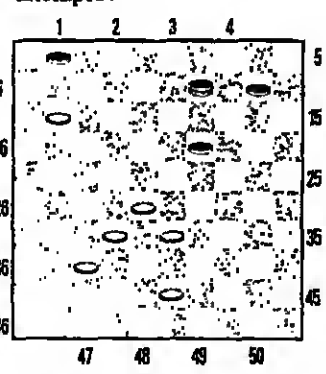
Problème n° 503

LE COIN DU DÉBUTANT

(suite)

● Troisième règle: n'enlever les pièces qu'une fois la rafle achevée. Et le corollaire: au cours d'une rafle, on ne peut passer deux fois sur une même pièce.

Exemple:



Les Blancs jouent et gagnent.

SOLUTION (en deux temps):

28-22 (9x28) la clé pour comprendre:

1) La dame noire prend le pion à 22, puis le pion à 37 (et non à 32 car prise majoritaire prioritaire (obligation de prendre du côté du plus grand nombre comme vu antérieurement dans le rappel des règles internationales: Le Monde des 4 et 18 février 1995)), puis les pions à 43 et à 33.

2) La dame noire n'enlève les pièces qu'une fois la rafle achevée, sinon le pion blanc à 32, privé alors de l'assise constituée par le pion à 37, disparaîtrait à son tour dans la rafle.

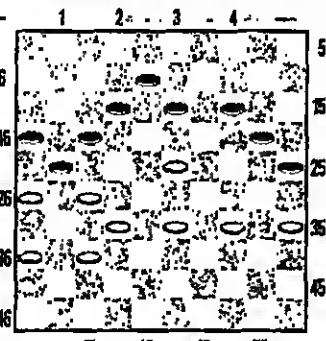
3) La dame noire ne peut passer deux fois sur le pion porté à 22, sinon elle rattrairait également le pion à 11, privant alors les Blancs, contre toute logique et « esthétique », de la conclusion de leur mouvement gagnant.

Après 28 (9x28) vu ci-dessus, les Blancs conduisent ce très simple mouvement gagnant par 33x5, +. C'est sur cette troisième règle et son corollaire que butent fréquemment les nouveaux amateurs.

L'UNIVERS MAGIQUE

Forcing, aux multiples variantes, exécuté avec les Blancs

par le maître national A. MÉLON (Villaurbanne) en partie libre en décembre 1962, au Darnier lyonnais, face à SWIRYDO.



Les Blancs forcèrent le gain comme suit: 33-28!! (14-19, a1, a2) 23x14 (20x9) 35-30!! (autre mouvement très pointu, antimécanique) (13-18 forcé) 28-22 (17x28) 26x17 (12x21) 22x14, etc., +.

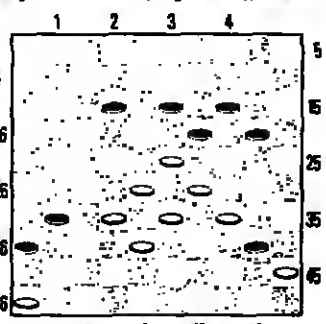
SOLUTION

Blancs: pions à 12, 15, 16, 23, 34, 38, 44, 45.

Noirs: pions à 2, 3, 5, 13, 22, 26, 29, 31, 12-7!! (très difficile à déceler) (29x49) 23-19!! (vraiment superbe: combien de problèmes ont été sur cette pointe irrésistible!) (49x14, forcé) 15x10 (2x11) 10x8 (3x12) 16x36!! + cinq étoiles.

PROBLÈME N° 503

M.J. KUIPERS (Pays-Bas), 1963.



Les Blancs jouent et gagnent.

Solution dans la prochaine chronique.

Jean Chaze

ANACROISÉS (R)

Problème n° 859

Les Anacroisés sont des mots croisés dont les définitions sont remplacées par les lettres de mots à trouver. Les chiffres qui suivent certains tirages correspondent au nombre d'anagrammes possibles, mais implacables sur la grille. Comme au Scrabble, on peut conjuguer. Tous les mots figurent dans l'Officiel du Scrabble (Larousse).

HORIZONTALEMENT

1. EIRRTTU (+1). - 2. ENNOORSV (+1). - 3. AEILORSV (+7). - 4. AEIINTTV. - 5. AEILNTU (+2). - 6. CEEIIRTU. - 7. EENNRSU. - 8. BEEELSS. - 9. AAEISSL. - 10. AEORSUX. - 11. AAEERTT (+2). - 12. AAEERR. - 13. AADMOR. - 14. CFINOS. - 15. AEENRTV (+7). - 16. EENRTV (+1). - 17. EFINORU (+2). - 18. AIOOORRT. - 19. AAEERTT. - 20. AEELSSU (+2). - 21. AILNOSS (+2).

VERTICALEMENT

22. CDEEINT. - 23. ADEIRSV (+4). - 24. AEIINTTV. - 25. AAEIIRT (+2). - 26. BEEPO. - 27. BEEIMRS. - 28. EENINTV (+2). - 29. AEIIMPRT (+5). - 30. EIORSTT (+1). - 31. AAEINRRS. - 32. AAEENRRV (+1). - 33. ABCELRUU. - 34. AEENRR. - 35. AEGLNOSS (+2). - 36. CELOSSU. - 37. AETTV.

ÉCHECS

Problème n° 1631

TOURNOI

DE LA LIGUE ALLEMANDE

Hoffheim, 1995

Blancs: LUTZ (Poz)

Noirs: KRAMNIK

(Empor Berlin)

Défense sicilienne

(Variante Sveschnikov)

1. f4	g5	13. Tf4	f6
2. c3	g6	14. f5	f5
3. d4	g7	15. f6	g6
4. c4	g8	16. f7	g7
5. c5	g9	17. f8	g8
6. c6	g10	18. f9	g9
7. f5	g11	19. f10	g10
8. c7	g12	20. f11	g11
9. c8	g13	21. f12	g12
10. f6	g14	22. f13	g13
11. f7	g15	23. f14	g14
12. c9	g16	24. f15	g15
13. f8	g17	25. f16	g16
14. f9	g18	26. f17	g17
15. f10	g19	27. f18	g18
16. f11	g20	28. f19	g19
17. f12	g21	29. f20	g20
18. f13	g22	30. f21	g21
19. f14	g23	31. f22	g22
20. f15	g24	32. f23	g23
21. f16	g25	33. f24	g24
22. f17	g26	34. f25	g25
23. f18	g27	35. f26	g26
24. f19	g28	36. f27	g27

NOTES

a) Ou aussi 9... Da5+; 10. f2 (ou 10. c3, Cx4; 11. b4, comme dans la partie Blodstein-Karpov de Tachkent, 1994), Dd8; 11. Cx6+, Dd6; 12. f3 et 13. c4. b) On se souvient de la célèbre partie Kasparov-Kramnik (Novgorod, 1994) qui se poursuivait par 12... Tb8; 13. b4, Cx7; 14. Cx6+, gxf6; 15. Dd2, Fb7; 16. f3, d5; 17. f4, Dxd5; 18. 0-0, e4; 19. Fd2, Dxa2; 20. Df6, Dd6; 21. Cd4, Df6; 22. Th3, Rh8; et les Blancs gagnèrent brillamment dix coups plus tard. La suite 12... Fg5 est moins jouée actuellement que 12... Tb8 mais reste classique. c) Après 13... Tb8; 14. ab5,

axb5; 15. f3 les Blancs ont un léger avantage. d) 14... Tb8 est possible: si 15. b4, a5! e) Une continuation souvent jouée par Sveschnikov qui prépare la poussée f7-f5.

f) Ou 17... f5; 18. f6, f5; 19. Cx6+, f6; 20. Dd3, Dd7; 21. Dd1, Df7; 22. Ta2, Dh5; 23. Ta1, f8 avec égalité (Tchermine-Goldine, 1980).

g) Cette contre-attaque sur f6 équilibre le combat qui s'est engagé sur f4-f5: en effet, après 22... axb4; 23. Cxb4, Cxb4; 24. Tb4; 25. Cxb4, les Blancs disposent d'un fort pion passé et de bonnes perspectives.

h) D'où cette décision capitale et courageuse d'abandonner f4-f5 pour éviter d'échanger le C6 et obtenir à tout prix une violente attaque sur le Roi ennemi. Les Blancs ont déjà l'intuition que le regroupement de leurs forces (D4+deux F) autour d'un C centralisé en e5 viendra à bout de la défense du Roi blanc.

i) Accepter de créer deux pions passés liés sur f4-f5 était aussi une décision difficile à prendre, mais il n'était pas possible de perdre du temps en laissant les Blancs effectuer eux-mêmes l'échange des F.

j) Objectif: l'ouverture des lignes même au prix du sacrifice du pion e4.

k) Mais le gain du pion e4 sent le roussi. Après 26. Dxd4, f5; 27. Dd2, Fg4; 28. Dd4, f5; 29. Dd4, Fg7, la puissance de la paire de F devient effrayante. De même si 26. Dxd4, f5; 27. Dd2, Fg4; 28. Df1, f5g3!

l) Nouveau coup de boutoir.

m) Forcé en raison de la menace 27... e4.

n) Menace 30... Dh5.

o) 31. Fxg4 ne sauve rien: 31... Fxg4; 32. Dc2, Dh5; 33. Cf4, Fd4; 34. g4 (ou 34. e4, Dd5+), Dh3+; 35. Rxd2, Dxb2+; 36. Rf1, Dh1+.

p) Menace tout.

q) Si 33. Dd5, Dd1; si 33. Dd4, Fg7; 34. Dd1, Fd4; 35. Dxd4, Dxd4; 36. Dxd4, Fd3!

r) Estocade.

SOLUTION DE L'ÉTUDE N° 1630

R. JOITSA (1990)

(Blancs: Rc2, Ff6, Cg2, Pa5 et b5. Noirs: Ra3, Cc4, Pb7 et h3.)

Après 1. Fd7, Ra4; 2. a6, bxa6; 3. b6, Cxb6; 4. Cx6, h2; 5. Cc2, Cc5; 6. Cg3, Cx6! les Blancs gagnent.

L'ordre des choses ne doit pas être inversé: 1. a6, bxa6; 2. b6, Cxb6; 3. Cx6, h2; 4. Cc2, h3; 5. Fd7, Ra4; 6. Cg3, Ra5; 7. Rb3!, C jone; 8. Fd8+, Cb6; 9. Fd7 nulle positionnelle.

Si 2. bxa6, bxc2!; 3. a7, Cb6; 4. Fd4, Ca8. Et non 2... Ca5 (2... Cc6; 3. Fd7+); 3. Fd7+, Ra2; 4. Cx6, h2; 5. b7!, Cxb7; 6. Cc2, h1-d; 7. Cc1+, Ra1; 8. Cb3+ nulle.

Et non 4... Cd5 comme indiqué plus haut: 5. Fb2+, Rb4; 6. Cg3 nulle.

ÉTUDE N° 1631

VANDECASTEELE et MISSIAEN (1992).

Blancs (3): Ra6, Fc5, Cc8. Noirs (3): Ra8, Cb2, Fd7.

Les Blancs jouent et gagnent.

Claude Lemoine

200 000 livres :

romans, biographies, essais...

Le Monde Editions :

dessins de Plantu,

l'Histoire au jour le jour,

l'album du Festival d'Avignon.

La sélection du Monde des livres.

Recherchez et commandez vos livres par Minitel. Recevez-les à domicile.

36 15 LEMONDE

BRIDGE

Problème n° 1627

UN PREMIER PAS COÛTEUX
A chaque fois qu'un joueur ne pas être au jeu, il y a une pénalité. C'est le fait pas qui a coûté la chute de ce chelem. Cachez les mains d'Est-Ouest pour vous mettre à la place de Sud.

♠ D875	♠ 10932
♥ AD109	♥ 876
♦ ARV53	♦ 8754
♣ 974	♣ 9874
♠ 10932	♠ 10932
♥ 876	♥ 876
♦ 8754	♦ 8754
♣ 9874	♣ 9874

Ann.: S. don. Tous vain.

Sud Ouest Nord Est
17 passe 24 passe
20 passe 30 passe
25 passe 35 passe
70 passe 70 passe

Ouest ayant entamé la Dame de cœur, comment Silverman en Sud aurait-il dû jouer pour gagner ce GRAND CHELEM A CARREAU contre toute défense?

Réponses
Si le déclarant coupe l'entame, c'est la perte d'un atout et la chute, mais supposons que le déclarant ait prévu que Ouest pouvait avoir chiqué à Carreau et ait pris l'entame avec le Roi de Cœur, le contrat, quand on ne sait pas que la Dame de Trèfle est bien placée en Ouest, n'est pas forcément réussi ! Voici en effet ce qui va se passer : Sud prend avec le Roi de Cœur et joue le 2 de Carreau pour le 2 de Cœur d'Ouest et la Dame de Carreau, il continue ensuite avec le 10 de Carreau :

1^{er} cas - Est coupe, Sud prend le Valet de Carreau avec le Roi, et il doit se résoudre à faire l'impasse à la Dame de Trèfle pour la treizième levée.
2nd cas - Est laisse passer. Le déclarant risque de croire qu'il peut éviter l'impasse à Trèfle en coupant du Cœur avec le 9 de Carreau, mais si, après être venu dans sa main avec le Roi de Pique, il joue le 9 de Cœur coupé par le 9 de Carreau, Est surcoupera avec le Valet de Carreau et battre le grand chelem.

En résumé, si le déclarant Trèfle de ne pas couper l'entame, puis de jouer As et 10 de Carreau, il gagnera si Est coupe en faisant ensuite l'impasse à Trèfle. En revanche, si Est ne coupe pas le 10 de Carreau et si le déclarant essaie de couper un Cœur, ce sera encore la chute.

ANALYSE SCIENTIFIQUE
L'analyse de certaines données est souvent passionnante car on y découvre des coups techniques souvent inhabituels. Voici un exemple qui a été publié dans la revue américaine Bridge World.

♠ RD32
♥ AD9
♦ 853
♣ RD10

♠ 974
♥ 642
♦ D107
♣ 9643

♠ V5
♥ RV10873
♦ AR642
♣ -

Ann.: O. don. Pers. vain.

Ouest Nord Est Sud
passe 1A 2+ 3
passe 4V 5 6V

Ouest ayant entamé le 4 de Trèfle pour la Dame et l'As de Trèfle d'Est, comment Sud a-t-il gagné ce PETIT CHELEM A COEUR contre toute défense?

Après l'entame du 4 de Trèfle la défense pouvait-elle faire chuter le contrat?

Note sur les enchères
Quand Nord a pu donner un soutien à Cœur, il est logique de bondir à « 6 Cœurs » sans donner d'indication à la défense.

COURRIER DES LECTEURS
Le duplicate
« J'aimerais savoir, demande C.S. ce qu'il faut entendre par duplicate. S'agit-il du tournoi par équipes de quatre ou par paires ? »

Le mot anglais duplicate vient du latin *duplicare* qui signifie doubler. Chaque fois qu'une donne est reproduite, c'est-à-dire dupliquée, il s'agit en fait d'un tournoi, et le terme *duplicate* englobe aussi bien les tournois par équipes de deux (en anglais *pairs*), que les tournois par équipes de quatre joueurs (en anglais *teams*). Il est donc nécessaire de préciser toujours s'il s'agit d'un duplicate par paires ou par quatre.

Philippe Brugnon

les nuages
d'ord de la Loire

de pollution

ILLETIN D'ENNEMENT

ONNEMENTS

سكيات الامل

6
3
3

338
315
653

Des nuages au nord de la Loire

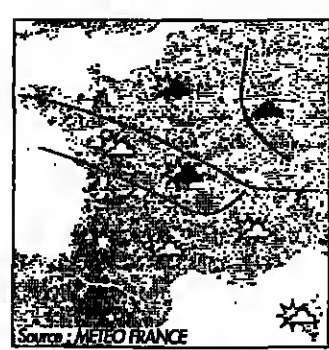
LES HAUTES PRESSIONS sont à nouveau installées sur notre pays, ce qui garantira un temps calme et sec; des nuages arriveront toutefois à toucher le nord du pays.

Sur l'ensemble des régions situées au nord de la Loire, la matinée de samedi sera grise, avec quelques gouttes de bruine possible sur les côtes de la Manche. Quelques bancs de brouillard se seront également formés par

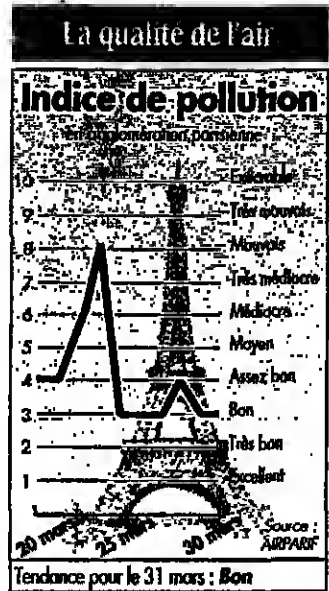
place en fin de nuit. Au fil des heures, la couche nuageuse tendra à se trouver, d'abord sur le sud de la Bretagne, les Pays de la Loire et l'Île-de-France, puis sur le Nord, la région Champagne-Ardenne, la Bourgogne et l'ensemble du Nord-Est; l'après-midi sera alors simplement partagée entre les nuages et les éclaircies. Sur les régions proches de la Loire, la Bourgogne et la Franche-Comté, les nuages l'emporteront sur les éclaircies au lever du jour, mais, ensuite, le soleil prendra progressivement le dessus. Sur tout le reste du pays, c'est-à-dire la moitié sud, il fera très beau, mais avec de petites gelées matinales, puis des températures printanières l'après-midi. Dans les Alpes, des bancs de nuages circuleront haut dans le ciel en cours de journée; ils n'empêcheront pas le soleil de briller.

Les températures évolueront différemment sur la moitié nord et sur la moitié sud: sur la moitié nord, les températures matinales seront douces, comprises entre 3 et 5 degrés dans le Nord-Est, entre 6 et 9 ailleurs; sur la moitié sud, de petites gelées se produiront encore dans le Massif central, la région Rhône-Alpes et l'intérieur de la Provence, tandis qu'elles seront comprises entre 3 et 6 degrés ailleurs. Les maximales seront comprises entre 12 et 16 degrés au nord de la Loire, entre 16 et 18 au sud, jusqu'à localement 20 ou 21 degrés sur les régions méditerranéennes. Mistral et tramontane souffleront encore jusqu'à 70 km/h en rafales en début de matinée; ils faibliront un peu ensuite. Ailleurs, les vents seront plus faibles, généralement de secteur ouest; dans le Pas-de-Calais, ils se feront un peu sentir.

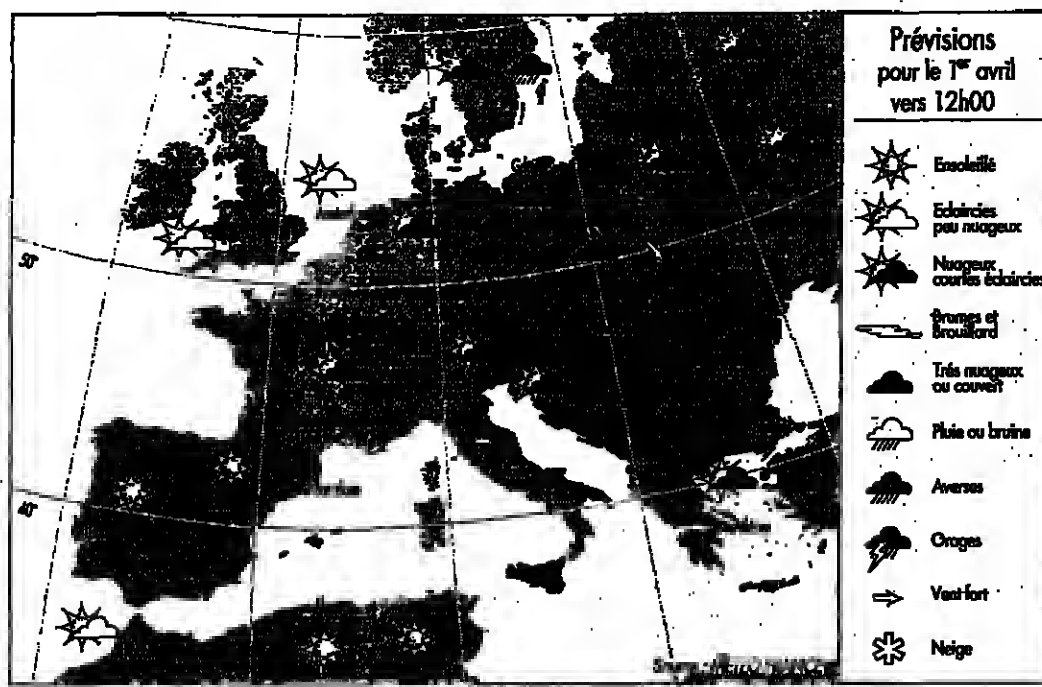
(Document établi avec le support technique spécial de Météo-France.)



Prévisions pour le 1^{er} avril vers 12h00



Tendance pour le 31 mars: Bon



Prévisions pour le 1^{er} avril vers 12h00



TEMPÉRATURES	CHERBOURG	11/4	PERPIGNAN	13/5	BANGKOK	36/26	LONDRES	12/5	PÉKIN	19/2
du 30 mars 1995	CLERMONT-F.	11/4	POINTE-A-P.	13/5	BARCELONE	15/5	LOS ANGELES	22/12	SEOUL	32/21
max/min	DJON	7-2	RENNES	13/4	BELGRADE	15/5	LIJENBOURG	6-1	ROMA	11/4
	GRENOBLE	9-3	ST-ETIENNE	13/4	BERLIN	7/0	MADRID	18/0	HONG-KONG	24/15
	LILLE	10/5	STRASBOURG	7-4	BRUXELLES	9/4	MARRAKECH	25/13	SEVILLE	22/12
	LYONS	8/1	TOULOUSE	11/4	COPENHAGUE	9-2	MEXICO	26/13	SINGAPOUR	32/24
	MARSEILLE	11/4	TOURS	11/2	DAKAR	22/15	MILAN	12-3	STOCKHOLM	5-1
FRANCE	13/0	11/4	ALGER	16/1	DUBLIN	13/10	MONTEAL	12/1	SYDNEY	23/16
ALACCIO	13/0	11/4	AMSTERDAM	9/6	GENEVE	5-3	MOSCOW	6-5	TOKYO	12/11
BIARRITZ	12/1	11/4	ATHENES	18/9	ISTANBUL	9/6	NADROU	25/16	TUNIS	17/7
BONNEUIL	12/1	11/4			JERUSALEM	15/6	NEW DELHI	29/16	VARSOVIE	4/4
BORDEAUX	12/1	11/4			LE CAIRE	24/13	NEW YORK	57	VIENNE	14/1
BREIST	11/7	11/4			LISBONNE	22/12	PALMA DE MAJ.	14/6		60
CAEN	12/4	12/1								



Situation le 31 mars, à 0 heure, temps universel

Prévisions pour le 2 avril, à 0 heure, temps universel

BULLETIN D'ENNEIGEMENT

Voici les hauteurs d'enneigement au jeudi 23 mars. Elles nous sont communiquées par Ski France, l'Association des maîtres des stations françaises de sports d'hiver (61, boulevard Haussmann, 75008 Paris. Tél.: (1) 47-42-23-32), qui diffuse aussi ces renseignements sur répondeur téléphonique au (1) 42-66-64-28 ou par Minitel: 36-15 code CORUS.

Les chiffres indiquent, en centimètres, la hauteur de neige en bas, puis en haut des pistes.

ABONNEMENTS

Bénéficiaire à renvoyer accompagné de votre règlement à: Le Monde Service Abonnements, 1, place Robert-Schuman - 92402 Courcouronnes Cedex - Tél.: 33 (1) 49-40-33-98			
Je choisis la durée de mon abonnement	France	Europe	Autres pays
3 mois	534 F	572 F	790 F
6 mois	1 038 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 890 F	2 086 F	2 960 F

Nom: _____ Prénom: _____

Adresse: _____

Code postal: _____ Ville: _____

Pays: _____

Je joint mon règlement de: _____ FF par chèque bancaire ou postal; par Carte bleue n° _____

Signature et date obligatoires _____

Changement d'adresse: _____

• par écrit 10 jours avant votre départ.

• par téléphone 4 jours. (Merci d'indiquer votre numéro d'abonnement.)

Renseignements: Portage à domicile • Suspension vacances.

• Tarif autres pays étrangers • Paiement par prélèvements automatiques mensuels.

33 (1) 49-40-33-98 de 8 h 30 à 17 heures du lundi au vendredi.

PARIS EN VISITE

Dimanche 2 avril
■ LE CIMETIERE DU MONT-PARNASSE: de Marcel L'Herbier à Henri Langlois, cent ans de cinéma (60 F), 11 heures et 15 heures, sortie du métro Raspail (Vincent de Langlade).
■ MUSEE DU PETIT PALAIS: parcours littéraire dans l'exposition Carthage (25 F + prix d'entrée), 11 heures (Musées de la Ville de Paris).
■ DE L'EGLISE SAINT-GENEVIEVE au Panthéon (40 F + prix d'entrée), 14 heures, devant le portail de Saint-Etienne-du-Mont (Sauvageur de la Paris historique).
■ MUSEE DU MOYEN AGE (34 F + prix d'entrée): les thèmes antiques et leurs galeries souterraines, 14 heures; l'hôtel des abbés de Cluny et les collections médiévales, 15 h 30 (Musées nationaux).

■ L'EGLISE SAINT-EUSTACHE et les Halles (55 F), 14 h 30, 2, rue du jour (Europ exiplo).
■ L'HOTEL DE SULLY et la place des Vosges (37 F), 14 h 30, 62, rue Saint-Antoine (Monuments historiques).
■ MARAIS: maisons d'autrefois caractéristiques (50 F), 14 h 30, place de l'Hôtel-de-Ville devant la poste (Paris autrefois).
■ LE QUARTIER CHINOIS et ses sanctuaires bouddhiques (50 F), 14 h 30, sortie du métro Porte-d'Ivry (Art et Histoire).
■ LE VIEUX BELLEVILLE (50 F), 14 h 30, sortie du métro Pyrénées devant Twenty (Christine Merle).
■ LE COUVEN DES CORDELIERS et son quartier (40 F), 14 h 30, sortie du métro Odéon (Approche de Paris).
■ DE LA PLACE SAINT-ANDRE-DES-ARTS à l'Eglise Saint-Germain-des-Prés (55 F), 15 heures, devant la fontaine Saint-Michel (Paris et son histoire).
■ L'EGLISE SAINT-GERMAIN-AUXERROIS (50 F), 15 heures, devant le portail de l'église (Connaissance de Paris).
■ L'ILE DE LA CITE (37 F), 15 heures, sur le Pont-Neuf devant la statue d'Henri IV (Monuments historiques).
■ MAISONS ET RUELLLES médiévales autour de Saint-Séverin (50 F), 15 heures, sortie du métro Mambert-Mutualité (Résurrection du passé).
■ MUSEE NISSIM DE CAMONDO (50 F + prix d'entrée), 15 heures, 63, rue de Monceau (Tourisme culturel).
■ LE VIEUX MONTMARTRE (50 F), 15 h 30, en haut du funiculaire sortie côté gauche (Claude Marti).
■ LA CATHEDRALE ORTHODOXE RUSSE (50 F + prix d'entrée), 15 h 30, 12, rue Daru (Tourisme culturel).

■ L'ALPE D'HAUT: 250-480; Alpe-du-Grand-Serre: 80-220; Auris-en-Oisans: 130-200; Autrans: 60-140; Chamrousse: 160-220; Le Collet-d'Allevard: 60-250; Les Deux-Alpes: 120-400; Lans-en-Vercors: 80-120; Méaudre: 25-100; Saint-Pierre-de-Chartreuse: 0-200; Les Sept-Laux: 50-250; Villard-de-Lans: 60-180.

■ ALPES-DU-SUD
Auron: 30-70; Beuil-Les-Launes: n.c.; Briançon: 50-115; Iso-la 2000: 45-85; Montgenèvre: 100-170; Orcières-Merlette: 110-300; Les Orres: 80-180; Praloup: 30-110; Puy-Saint-Vincent: 40-170; Le Saucy-Super-Sauze: 30-140; Serre-Chevalier: 50-115; Super-Dévoluy: 60-170; Valberg: 20-40; Val-d'Allos-Le Seignus: 50-130; Val-d'Allos-Le Foux: 90-240; Risoul: 90-120; Vars: 90-120.

■ PYRENEES
Ax-les-Thermes: 5-80; Cauterets-Lys: 100-220; Font-Romeu: 10-50; Gourette: 10-160; Luchon-Superbagnères: 30-70; Luz-Ardiden: 35-75; Peyragudes: 60-90; Plan-Engaly: 60-100; Saint-Lary-Soulan: 35-75.

■ AUVERGNE
Besse-Super-Besse: 20-140; Super-Lioran: 10-80.

■ JURA
Métabief-Mont-d'Or: 20-175; Mijoux-Lelex-La Fausille: 80-170; Les Rousses: 30-150.

■ VOSGES
Le Bonhomme: 20-80; La Bresse-Hohneck: 50-100; Gérardmer: 20-120; Saint-Maurice-sur-Moselle: 60-100; Ventron: 40-100.

LES SERVICES DU Monde

Le Monde 40-65-25-25
Télématique 3615 code LE MONDE
Documentation 3617 code LMDOC ou 36-29-04-26
CD-ROM: (1) 43-37-66-11
Index et microfilms: (1) 40-65-29-33
Abonnements Minitel: 3615 LE MONDE
accès ABO
Cours de la Bourse: 3615 LE MONDE
Films à Paris et en province: (1) 36-68-03-78 ou 3615 LE MONDE (2,19 franc)
Le Monde est édité par la SA Le Monde, 1, place Robert-Schuman, 92402 Courcouronnes Cedex.

La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration.
Composition: parisiens des journaux et publications n° 57 437.
EPA: 0355-2037

Imprimerie du Monde: 12, rue M. Gumbourg, 94852 Ivry-sur-Seine.
PRINTED IN FRANCE 1995

Président-directeur général: Jean-Marie Colombani
Directeur général: Gérard Morin
Membres du comité de direction: Dominique Aubry, Ghislain Peyrou
133, avenue des Champs-Élysées
75400 Paris Cedex 08
Tél.: (1) 44-43-76-00; fax: (1) 44-43-77-30

Vous séchez ?
3615 DICO MALIN !
Le SOS des mots croisés

IL Y A 50 ANS DANS Le Monde

La bataille des ondes

L'HISTOIRE de cette guerre précisa la valeur de l'arme radiophonique. Les belligérants l'auront utilisée chacun selon son entendement et son imagination. S'il suffit d'être technicien pour construire des tanks, il n'est pas assez d'être radioélectricien pour convertir des peuples civilisés à sa propre politique. Il faut encore être psychologue. Qui aura gagné la bataille des ondes? Nous savons bien que l'a déjà perdue, et depuis longtemps. C'est pourtant aux émissions radiophoniques que les Allemands ont donné l'appui de leur première arme nouvelle: le brouillage. Une ruse? Mais le procédé ne comporte pas la moindre invention. Plutôt une tricherie, par opposition au *fair play* qui, même durant les soirées fébriles, respecta la liberté d'écoute des auditeurs britanniques.

Grâce au ciel le blitz de Londres ne brisa pas les antennes de la BBC, et le brouillage ne nous empêcha pas de capter leurs émissions. [...] Du passé, tout cela? [...] Les armées d'Hitler ont franchi le Rhin. Les Russes sont à soixante kilomètres de Berlin. [...] Que, dans une si fâcheuse conjoncture, les dirigeants du Reich persistent à brouiller les émissions en allemand des alliés, passe encore; mais qu'ils continuent, comme ils le font, de s'en prendre aux bulletins de la BBC en français, cela semble être une gageure.

L'opiniâtreté est sans doute une vertu. L'entêtement est déjà, d'une certaine manière, zombomnie. Quant à l'inertie, c'est une propriété purement matérielle. Plus un corps est lourd, plus puissante doit être l'impulsion pour le mettre en mouvement, plus grande doit être la force pour l'arrêter. Quelle force faudra-t-il donc pour mettre un terme au brouillage nazi?

C.-G. Bossière

(1^{er} 2 avril 1945.)

LE CARNET DU VOYAGEUR

■ LISBONNE. Le ministre portugais des transports a signé le traité de concession du plus important chantier européen de travaux publics depuis la construction d'un tunnel sous la Manche: un pont long de 12 kilomètres, baptisé Vasco-de-Gama, qui enjambrera le Tage début 1998 au sud-est de Lisbonne. - (AFP)
■ CHERBOURG. La compagnie Zéphir Bus, qui gère le réseau d'autobus de la communauté urbaine de Cherbourg (Manche), a lancé une opération unique en France dans le domaine du transport urbain: chaque voyageur arrivant à destination avec au moins cinq minutes de retard pourra réclamer un ticket gratuit valable pendant un an pour un voyage sur toutes les lignes exploitées par la compagnie. - (AFP)
■ MANCHE. Une nouvelle liaison maritime transmanche entre Boulogne-sur-Mer et Brighton (Grande-Bretagne) sera mise en service au début du mois de mai. Elle sera assurée, à raison de deux rotations par jour, par la compagnie britannique Folkstone-Boulogne à bord du *San Pietro*, un hydrofoil de 315 places actuellement exploité en Norvège dans la mer Baltique. - (AFP)

JEUX

Loto - Résultats Officiels			
Matière du Jour:			
1	2	3	4
5	6	7	8
9	10	11	12
13	14	15	16
17	18	19	20
21	22	23	24
25	26	27	28
29	30	31	32
33	34	35	36
37	38	39	40
41	42	43	44
45	46	47	48
49	50	51	52
53	54	55	56
57	58	59	60
61	62	63	64
65	66	67	68
69	70	71	72
73	74	75	76
77	78	79	80
81	82	83	84
85	86	87	88
89	90	91	92
93	94	95	96
97	98	99	100

FEMMES Auteur d'un film anti-intégriste, *Le Démon au féminin*, la cinéaste Hafsa Zinai Koudil est l'invitée du 17^e Festival international de films de femmes de Créteil -

31 mars - 9 avril - (Val-de-Marne) ● **COMME ELLE**, de nombreuses femmes artistes algériennes sont contraintes à l'exil. Les têtes d'affiches, célèbres et donc vulnérables

aux attentats, ont trouvé refuge en France ou en Tunisie. Les violences politiques de tous bords aggravent la situation des chanteuses et des comédiennes, dans ce pays qui n'a

pas attendu l'intégrisme pour les considérer comme des femmes dépravées. ● **PLUSIEURS ASSOCIATIONS**, dont le groupe Aïcha, s'étaient créées depuis 1989 pour

faire connaître les femmes artistes. Depuis six mois, avec le redoublement des assassinats qui a entraîné le départ des militantes, ces activités sont pratiquement interrompues.

Les artistes algériennes prennent le chemin de l'exil

Les actrices et les chanteuses célèbres ont été les premières à quitter leur pays. Aujourd'hui, comédiennes, peintres ou écrivains, de moindre renommée, choisissent la fuite pour pouvoir continuer à travailler

ELLE ACCÈPTE de témoigner, à condition que son nom ne soit pas cité. Comédienne du Théâtre national d'Alger (TNA), elle est en France depuis moins de deux jours quand nous nous rencontrons. Elle a laissé mari et enfants pour venir, en éclaircie, juger des possibilités de mettre à l'abri toute sa famille quelque temps. « Là-bas, c'est l'enfer. J'ai peur pour mes enfants car maintenant des lycéens se font tuer. J'ai peur dans la rue, j'ai peur quand j'entre au supermarché. J'ai peur de monter sur une scène et de m'y faire assassiner. J'ai peur la nuit quand le téléphone sonne et qu'une voix me dit que mon tour va arriver », loin d'Alger, dans les locaux accueillants de l'AIDA, association fondée par Ariane Mnouchkine pour aider les artistes algériens, elle tremble encore et montre la boîte de calmants qu'elle ne lâche plus.

Le directeur de son théâtre, Azedine Medjoubi, a été assassiné en février, juste devant les portes de la salle. « Il nous disait qu'on devait faire rire les gens, se souvenir-elle. C'est pour ça qu'ils l'ont tué. »

FOLIE ET CHAOS

Depuis, le théâtre est fermé et les salaires des comédiens ne sont plus versés. Les dernières représentations étaient des spectacles pour enfants. « C'était il y a un an. Depuis, nous ne jouons plus. C'est trop dangereux de s'exposer sur une scène. De toute façon, entre le couvre-feu et la peur, les gens ne s'arrêtent plus le soir. » Pour cette comédienne qui a toujours travaillé, l'inaction est insupportable, et le manque d'argent guette. « Jusqu'à l'assassinat d'Azzedine, on allait tous les jours au théâtre pour se rencontrer, discuter. Maintenant, je reste à la maison. » Elle n'est pourtant ni une vedette ni une militante. « Je fais la prière et le ramadan. Mais je suis comédienne, je veux chasser librement mes rôles et mes tenues. C'est déjà trop. »

Au fil des derniers mois, de nombreuses femmes artistes et en particulier les têtes d'affiche ont fui l'Algérie. Les actrices et les chanteuses, dont le visage était facile à reconnaître, ont été les premières à partir, quand les peinettes ou les romancières se trouvaient moins exposées. Plusieurs assassinats symboliques ont précipité le mouvement. Fin septembre 1994, le meurtre de Cheb Hasni, chanteur de raï, a marqué un tournant. Jusque-là, les crimes concernaient des artistes de domaines moins populaires - le dramaturge Abdel-

kader Alloula, le directeur de l'Ecole des beaux-arts Ahmed Asselah ou l'écrivain et journaliste Tabar Djaout. Chacun croyait Cheb Hasni, chanteur sentimental, protégé par son immense popularité. Dans un autre registre, l'assassinat de Nabila Dahmane a fait la preuve que la Kabylie n'était plus à l'abri de la folie algéroise et oranaise. Cette architecte de trente-cinq ans, présidente de l'association Cris de femmes, a été tuée le 15 février à Tizi-Ouzou. Féministe, coauteur d'un populaire *Abécédairaire sur la femme*, elle devait se rendre à Paris pour la Journée internationale des femmes, le 8 mars.

Dans les jours qui ont suivi l'enterrement de Hasni, plusieurs célèbres chanteuses de raï ont sauté dans l'avion. C'est le cas de Chaba Zahouania, une vedette avec qui Cheb Hasni avait fait ses débuts. Ils chantaient *El Baraka*, un duo aux paroles fort peu correctes religieusement : « La cuisine donne des idées... Il n'y a de Dieu que Dieu... Nous avons fait l'amour dans une cabane pourrie. » Chaba Fadela, qui chante avec son mari Cheb Sahraoui, est réfugiée à Paris. Avant d'opter pour le raï, elle avait été membre de la troupe théâtrale d'Abdelkader Alloula, le dramaturge assassiné en mars 1994.

« Pour avoir plus d'impact, ils préféraient tuer des artistes renommés », commente avec un sourire amer Malika Domrane, blonde



chanteuse kabyle qui interprète ses propres compositions et connaît le succès depuis 1979. Elle a fui Tizi-Ouzou en septembre dernier. Sa carrière se confond avec l'histoire algérienne. Elevée à l'école des Sœurs françaises avant l'indépendance, son goût est en-

couragé par ces institutrices. « Elles nous apprenaient des chansons kabyles. On chantait aussi *Sylvie Vartan*. A douze ans, j'ai écrit mes premières compositions », se souvient-elle en fredonnant *Les Elucubrations* d'Antoine, tube des années 60. Elle travaille ensuite

comme infirmière psychiatrique pendant sept ans : « Mes malades étaient ma source d'inspiration. Entre marginales, on se comprenait. »

RÉSEAUX D'ENTRAIDE

Sérieuse, elle ajoute que ces femmes, dépositaires de la poésie traditionnelle, qui, en Kabylie, se transmettent oralement par les mères, lui confiaient leur savoir. « Quand elles avaient des crises d'angoisse,

ces vedettes sur des artistes moins renommées est de pouvoir continuer à travailler. Tel n'est pas le cas de Massa Bouchafa, qui chante en berbère les compositions de son mari et s'est enfuie après l'assassinat de Hasni et l'enlèvement du chanteur Mattoob Lounès. Par précaution, cette jeune femme ne donnait plus de spectacle depuis la fin 1993 et se contentait de chanter dans les mariages. « J'ai hâte de pouvoir re-

Le constat d'Amnesty International

Dans le rapport d'Amnesty International d'octobre 1994, on peut lire : « Plus de dix mille personnes ont été tuées depuis l'état d'urgence (février 1992). Les forces de sécurité et les groupes armés islamistes ont bafoué le droit. L'une des premières femmes victimes a été Kartina Belhadj, vingt ans, archiviste à la Sécurité nationale, tuée en janvier 1993 par un groupe armé auquel elle aurait refusé de fournir des informations sur les forces de sécurité. En octobre 1993, une étudiante a reçu une lettre la menaçant de mort si elle ne fermait pas son salon ; des coiffeuses ont fait l'objet de menaces similaires. »

« L'Organisation des jeunes algériens libres (OJAL), mouvement anti-islamiste, a commencé à l'automne 1993 à adresser des menaces de mort à des civils islamistes. En février 1994, après qu'une lycéenne de dix-sept ans ait été tuée, apparemment parce qu'elle ne portait pas le hidsjab, l'OJAL a déclaré : « Si une femme est agressée parce qu'elle ne porte pas le tchador, l'OJAL promet sa vengeance par la liquidation pure et simple de vingt femmes portant le hidsjab. » Peu après, deux lycéennes portant le voile ont été abattues à un arrêt d'autobus dans la banlieue d'Alger. »

quand elles entraient en transe, je les calmait en chantant. Je rapportais de mes concerts des robes ou des paillettes que le public m'apportait pour elles. On s'adonnait. » Après avoir observé de près les souffrances féminines, Malika Domrane a ajouté à son répertoire de chansons traditionnelles des textes modernes. A propos de son pays où comédiennes et musiciennes, bien avant l'essor du Froot islamique de salut (FIS), étaient déjà considérées comme des femmes dépravées, elle aime citer le proverbe kabyle : « La situation de la femme, un chien n'en voudrait pas. »

Dans l'exil, le seul avantage de

tourner en Kabylie : j'y ai mon public, ma maison toute neuve, ma famille », explique-t-elle. Comme de très nombreuses mères exilées en France, elle n'a pu obtenir de visa pour ses enfants. Depuis octobre, date de son arrivée à Paris avec son mari, elle a passé seulement douze jours avec eux lors d'un rapide retour en Algérie. « Au téléphone, ils me demandent quand je vais revenir », raconte-t-elle en pleurant. Sa tristesse a eu raison, pour l'instant, de son art. Dans sa chambre d'hôtel, sur cette terre étrangère où elle ne connaît presque personne, elle n'a pas « le cœur à chanter ».

L'heure du retour ne semble pas près de sonner. Aux violences politiques de tous ordres, aux attentats islamistes, aux « exécutions extrajudiciaires » commises par les forces de sécurité dénoncées par Amnesty s'ajoutent désormais toutes sortes d'exactions et de règlements de comptes rendus possibles par le chaos ambiant. La population civile, les femmes, les enfants, sont des otages particulièrement vulnérables du cycle d'attentats et de représailles. De passage à Paris pour le 8 mars, la sœur de Nabila, l'architecte féministe assassinée le mois dernier, affirmait que la première urgence pour les Algériennes était de constituer des réseaux d'entraide, afin au moins d'assurer la sécurité de celles qui ne peuvent quitter l'Algérie, faute de visa, de moyens financiers ou d'accord de leur famille.

C. B.

Catherine Bédarida

Faire connaître les créatrices

CRÉÉ POUR PORTER la parole des femmes hors du huis-clos domestique, le groupe Aïcha fait partie de la quarantaine de mouvements féminins nés depuis 1989. Dans sa revue *Cahiers de femmes* dirigée par Zineb Laouedj, poète et professeur de littérature maghrébine à l'université d'Alger, les femmes écrivent dans la langue de leur choix - arabe, berbère ou français. Aïcha a entrepris de promouvoir les activités artistiques : « Nous pensions que le grand malentendu de notre société, cette rupture de communication entre hommes et femmes, était dû à une méconnaissance. Nous voulions construire des liens en transformant les imaginaires sur les femmes », explique Dalila Morsly, linguiste et présidente d'Aïcha.

Pour faire connaître les créatrices, Aïcha a organisé des expositions, des conférences, recherché des textes littéraires de femmes déjà publiés ou inédits. Ces militantes ont publié l'ouvrage *Femmes et arts plastiques*, un répertoire de

quatre-vingts plasticiennes : « Personne n'imaginait qu'il y en avait tant en Algérie ! », s'exclame Dalila. Elles ont aussi recensé les comédiennes de théâtre et de cinéma. Au cours des années 80, plusieurs auteurs dramatiques masculins ont conçu des pièces pour une ou deux femmes, donnant l'occasion à des actrices de monter sur scène.

BESOIN VITAL

Dans un domaine traditionnellement féminin, la poterie, l'association a organisé des cuissons d'objets dans les villages, suivies de ventes pour améliorer les revenus des potières. « Est apparue récemment une poterie plus artistique qu'utilitaire, comme celle de Ouita Bacha, observe Dalila Morsly, utilisant des matériaux variés et des techniques de cuisson modernes. » La rencontre entre ces artistes et les intellectuelles d'Aïcha a réservé quelques surprises. Les premières affirment pratiquer leur art « par be-

soin vital », presque par pulsion. Baya, la peintre algérienne la plus célèbre, née en 1931, remarquée par André Breton et exposée à la galerie Maeght, est illettrée. « La plupart de ces femmes sont étonnées qu'on s'intéresse à leur travail et n'ont aucune idée de sa valeur », constate Dalila Morsly. Plusieurs ont dû batailler contre leurs proches : la première fois qu'elle est passée à la télévision, une comédienne proche d'Aïcha a eu la tête rasée par sa famille, en guise de punition. L'association a aidé une jeune institutrice du sud de l'Algérie, dessinatrice de BD et de caricatures, à exposer à Alger. Mais cette sortie de l'anonymat lui a valu l'hostilité de son village, qu'elle a dû quitter pour Alger. Là, la violence politique l'a contrainte à s'exiler vers la France. Depuis la mi-1994, l'activité de Aïcha est presque interrompue ; Zineb Laouedj, Dalila Morsly et la moitié des responsables ont fui l'Algérie.

C. B.

Catherine Bédarida

Hafsa Zinai Koudil, cinéaste diabolique

« J'AI FAIT CE FILM dans un état de terreur », Hafsa Zinai Koudil, petite femme nerveuse, grille cigarette sur cigarette en évoquant le tournage du *Démon au féminin*, au cours de l'hiver 1992-1993. C'est un fait divers, relaté par la presse algéroise en 1990, qui l'a inspirée. Une femme avait été battue par des exorcistes à la demande de son mari, car elle refusait de porter le voile. Inculpés, ses agresseurs n'avaient subi qu'une condamnation symbolique.

Le film décrit une famille citadine dont le fils aîné, suivi du père, se laisse gagner par l'intégrisme. Leur obsession : obtenir que la mère porte le hidsjab (voile). Devant son refus, ils décident qu'elle est possédée par un démon et font appel à trois « saints hommes » pour l'exorciser. La séance de torture s'achève tragiquement : la femme est hospitalisée et reste handicapée à vie, le mari sombre dans la folie. « Pendant

le tournage, la nuit, je prévoyais les plans, le geste des comédiens. Pour les scènes en extérieur, sans protection policière, nous faisions le guet à tour de rôle. Je ne donnais les vraies heures de rendez-vous qu'au dernier moment », se souvient Hafsa Zinai Koudil.

« NOUS AVIONS PEUR » « J'ai essayé beaucoup de déflections parmi les techniciens, ajoute-t-elle. Même quand nous tournions en studio, sous la protection de la police, nous avions peur et les acteurs manquaient de concentration. La comédienne qui devait jouer la mère a reçu des menaces et a été arrêtée après les premiers jours de tournage. Je l'ai remplacée tant bien que mal. Aussi, dans le film, le fils a l'air à peine plus jeune que sa mère. Je songeais plus à la sécurité de l'équipe qu'à m'éclater dans la créativité. Travailler dans de telles circonstances laisse peu de place

à l'artiste. » Le film a été réalisé grâce à une subvention de l'Etat, accordée par une commission où siégeaient alors des intellectuels comme Tahar Djaout, assassiné en mai 1993. Après le montage, les choses se gâtent. Le film n'est pas diffusé en Algérie, où plus rien ne passe à l'écran. *Le Démon au féminin* a pu être présenté au festival d'Amiens en 1994. La projection au Festival international des films de femmes, le 4 avril, sera sa première séance grand public.

Hafsa Zinai Koudil a écrit le scénario d'un deuxième film, *Le Mariage de jeunesse*. L'expression désigne, par euphémisme, la pratique des viols collectifs auxquels se livrent des maquisards islamistes (voir *Le Monde* du 9 novembre 1994). Le projet met en scène cinq femmes qui partagent un appartement à Alger et se racontent, comme Shéhérazade, des histoires

tout au long de la nuit pour tromper la peur. Elles recueillent une jeune fille qui a été enlevée et violée au maquis.

MINACES

La cinéaste ne sait quand elle pourra tourner ce film. En décembre 1993 à Alger, elle a reçu une lettre de menaces portant la photographie de sa tête découpée, à l'image des décapitations spectaculaires pratiquées par des intégristes. Elle affirme avoir échappé en juillet 1994 à une tentative d'enlèvement, ce qui l'a décidée à se mettre temporairement à l'abri en Tunisie. « J'ai quatre enfants, je ne peux pas courir les mêmes risques que si j'étais célibataire », estime cette femme âgée de quarante-quatre ans, issue d'une famille très pieuse mais « pas du tout islamiste ».

Au cours de son enfance, Hafsa Zinai Koudil a subi une éducation

très rigide. « Les filles n'avaient pas le droit de chanter ou de rire devant les hommes, même en famille. » Son père s'oppose à sa volonté d'apprendre à chanter le *maouloud* (musique classique). Dès sa majorité, elle passera outre l'interdit. C'est par l'écriture, cependant, qu'elle va s'exprimer. Elle publie quatre romans en Algérie, depuis un récit autobiographique en 1984 (*La Fin d'un rêve*) jusqu'au plus récent, *Le Passé décomposé* (1993), critiquant le statut des femmes. « Ecrire m'a aidée à me construire », affirme-t-elle.

Aujourd'hui, ballottée entre la Tunisie et la France, en butte à un problème de visa, partagée entre le mal du pays et l'énergie du combat, Hafsa Zinai Koudil garde un objectif : « Rester en vie, pour connaître un jour la démocratie en Algérie, pour vivre et travailler librement dans mon pays. »

C. B.

صلى الله عليه وسلم

6
3
3

388
315
653

Les cinémas Action rendent hommage à Henri Langlois en cent vingt films

L'aventure des sept salles parisiennes est liée au « père » de la Cinémathèque française

En 1966, deux cinéphilos formés à l'école de la Cinémathèque française décident de montrer, eux aussi, les films qu'ils aiment. De cette pas-

sion, sont nés les cinémas Action, lieux d'accueil des grands cinéastes, américains notamment. Près de trente ans plus tard, un programme de

cent vingt films, ceux que Henri Langlois aimait et ceux qu'il aurait pu aimer, invite à un voyage dans l'histoire du cinéma.

CENT VINGT FILMS pour « Cent ans de cinéma vu par Henri Langlois ». Pour célébrer le centenaire du cinéma, les cinémas Action à Paris se sont placés sous le regard du « dragon qui veille sur nos trésors », comme appelait Jean Cocteau l'inventeur de la Cinémathèque. Un choix logique, somme toute, pour des directeurs de cinémas cinéphilos qui ont grandi dans l'ombre du « père ».

C'est le cas de Jean-Max Causse, créateur et responsable des Action avec Jean-Marie Rodon, dont l'amour du cinéma est né dans le berceau des ciné-clubs de province et s'est épanoui au rythme des séances du Palais de Chaillot ou de la Rue d'Ulm : « On a tort de présenter Langlois comme un conservateur de musée : bien sûr qu'il a retrouvé et préservé beaucoup de films, souvent un peu n'importe comment, parce qu'il ne pouvait pas faire autrement, mais c'était avant tout un montreur de films, qui nous permettait de sans cesse découvrir, car nous avions en lui une confiance absolue. Je le décrirais plutôt comme la mère d'un « bouchon » lyonnais, qui, parce qu'elle cuisine elle-même, à sa manière, et que cette manière est unique, instaure dans son restaurant une atmosphère que l'on reconnaît sitôt la porte franchie. »

Lorsqu'en 1966 Jean-Max Causse et Jean-Marie Rodon décident de montrer, eux aussi, les films qu'ils aiment, c'est encore à Langlois qu'ils pensent. Ils font du cinéma La Fayette, une salle du 9^e arrondissement rachetée à bas prix, le premier Studio Action. La programmation s'inspire de la « morale de l'exploitation cinématographique » définie par Langlois : tout film « présentant un intérêt quelconque doit être montré, et toute œuvre d'un grand cinéaste, fût-elle considérée comme mineure, mérite d'être prise en considération. »

Paradoxalement, Jean-Max Causse se souvient qu'ils mirent ce principe en application pour pallier un manque de la Cinémathèque, « qui délaissait le cinéma américain, rendant ainsi difficile l'accès à certains films, dont [ils] pensaient qu'ils étaient pas les seuls à avoir envie de les découvrir ou de les revoir. »

A cette époque, les grandes compagnies américaines disposent encore de très importants stocks de copies, dans lesquels Causse et Rodon peuvent puiser à loisir. Mais bientôt les fusions qui s'opèrent entre plusieurs de ces sociétés ont pour effet d'accroître la réduction des stocks, désormais considérés comme trop coûteux. Ils décident alors de prendre à leur charge les frais de sortie des films et garantissent aux distributeurs américains le tirage de copies neuves.

Cette politique les conduira à devenir également distributeurs. Après avoir créé une deuxième salle à l'Action Lafayette, ils reprogramment l'Action République, puis ouvrent, en 1974, les deux salles de l'Action Christine. L'Action Ecoles, puis le complexe Action Rive gauche naissent bientôt, tandis que disparaissent certaines des premières salles (l'Action Lafayette est devenu une épicerie), sans que les principes soient modifiés.

Sur les sept écrans aujourd'hui

regroupés sous la bannière Action, les films américains demeurent largement majoritaires, et la leçon de Langlois est toujours d'actualité : refus des choix trop rigoureux et du sectarisme, donner à découvrir l'œuvre d'un cinéaste dans sa continuité.

Ainsi le programme des « Cent ans de cinéma » a-t-il été conçu sans souci de classement, mais au

tout logique, ils seront présents dans cette rétrospective. Mais les organisateurs ont également essayé de deviner quels films récents Henri Langlois aurait choisis. A l'instinct, comme Langlois le faisait.

Avec ce même désir de faire découvrir des films méconnus, de montrer les classiques tels que leurs auteurs les avaient souhaités

« Il nous semble normal, étant donné le travail effectué sur ces cinéastes, de montrer, nous aussi, les nouveaux films de Woody Allen, Scorsese ou Eastwood »

contraire comme une promenade dans l'histoire, qui permet de passer d'un film des années 30 à une production d'aujourd'hui. D'ailleurs, tout au long de l'année, la programmation des Action rapproche Le Grand Sommeil, véritable locomotive du convoi de rétrofilms, d'un film moins connu de Howard Hawks comme 20th Century (Train de luxe). « Sans doute, en près de trente ans, le public a-t-il changé, remarque Jean-Max Causse, et les spectateurs connaissent certainement moins bien qu'autrefois l'histoire du cinéma. Ils ne nous suivent pas les yeux fermés, comme nous font Langlois, mais ils nous font confiance, car ils savent qu'ils ne perdront pas leur temps. »

Les cinéastes phares des studios Action sont les mêmes depuis la création des salles : Billy Wilder, Howard Hawks, Hitchcock, Raoul Walsh, Mizoguchi, Fritz Lang... En

(version intégrale, copie neuve tirée d'après le matériel d'origine), dans les meilleures conditions de projection : « Les spectateurs viennent voir un vieux film, que nous nous efforçons de montrer comme s'il était nouveau. » Avec la volonté de participer à la sauvegarde du patrimoine cinématographique, pour que le matériel soit entretenu et qu'il soit toujours possible de tirer de nouvelles copies des films anciens, sonci qui partagent presque exclusivement les distributeurs français, allemands et japonais.

Les directeurs des Action ont le sentiment de s'être toujours compris par les grands groupes de distribution. C'est ainsi qu'ils n'ont pu présenter Préféré-à-porter, le dernier film de Robert Altman, cinéaste pour lequel ils ont effectué un travail de fond : « Nous n'aurions pas pu le présenter sans un seul spectateur en présentant le

film. Le refus qui nous a été opposé exprime davantage que l'indifférence au du mépris à notre encontre : il signifie que si nous disparaissions, ce ne serait peut-être pas plus mal pour certains. Nous demandons très peu de nouveaux films, quatre ou cinq par an, mais nous en avons besoin. Et il nous semble normal, étant donné le travail effectué sur ces cinéastes, de montrer, nous aussi, les nouveaux films de Woody Allen, Scorsese ou Eastwood, qui nous aident à trouver un équilibre financier et démontrent le bien-fondé de notre démarche : le cinéma continue, ces réalisateurs ont remplacé les Ford, les Hawks et les Walsh. »

Un matin de janvier 1977, vers 11 heures, une voix au téléphone, à la caisse de l'Action Lafayette : Henri Langlois appelle pour remercier les propriétaires d'avoir refusé de signer une pétition contre lui. « C'était comme si le Bon Dieu en personne nous avait téléphoné pour dire merci, se souvient Jean-Max Causse. Nous le connaissons à peine. Nous le voyons tous les jours assis sur son banc, dans le hall de la Cinémathèque, il nous dit bonjour, puis nous apercevons son ombre dans la salle, lorsqu'il s'installe au balcon. »

Quelques jours plus tard, dans la nuit du 12 au 13 janvier, « le dragon » s'effondra pour ne plus jamais se relever. Grâce à la représentation qu'a donnée de lui le peintre Rietl, il est toujours présent dans la salle panoramique du Grand Action : « Comme cela, il voit tous les films que nous présentons. Et il ne doit pas s'ennuyer. »

Pascal Mérieau

Le Cinéma Grand Action, 5, rue des Ecoles, 75005 Paris. Tél. : 43-29-44-40.

George Russell, celui qui a changé la notion de jazz

Cet inventeur de premier ordre arrive à la Cité de la musique

ON NE LE CONNAÎT PAS encore. C'est un signe. Pas un musicien, pas un artiste qui ignore. George Allan Russell, compositeur, percussionniste, pianiste et professeur américain aura soixante-douze ans le 23 juin. En 1965, Stockhausen a voulu l'interviewer. Vingt ans plus tôt, il devait prendre la batterie derrière Charlie Parker. La tuberculose l'en a empêché. Une biographie ne s'invente pas.

On connaît les huit grands compositeurs du jazz, ceux qui ont su le capter dans l'écriture sans l'effrayer, Duke Ellington au premier chef. Son rôle à lui, George Russell, c'est pas molodre. On connaît Jelly Roll Morton, Fletcher Henderson, Thelonious Monk et Mingus. On connaît, dans un autre genre, Sun Ra et Gil Evans. Avec sa douceur de main, ses danses à l'avant-scène, tant d'humanité qui le fait flotter loin devant la musique, ce sourire d'ange rigoureux, George Russell change tout, la notion de jazz, celle d'arrangement, l'idée de direction.

Cultivé, sifflé comme à Pleyel en 1964, acclamé comme aux Banlieues bleues il y a deux ans,

inventeur d'une civilisation qui dépasse en milliers d'années, en expérience, celles de l'Amérique et de l'Europe confondues, il crée les idées que l'on n'a pas encore entendues, les timbres qui restent à venir et un sens du rythme qui détoure le siècle. Depuis son hospitalisation de 1953, il approfondit le « concept lydien d'organisation tonale », mode grec que Beethoven développe dans le Quintième quatuor. Miles Davis et Coltrane s'engouffrent dans l'aventure modale. On les préfère, les uns et les autres, en « musiciens de jazz ».

SAPÉS ET DRÔLES

Au Cotton Club de Cincinnati, George Russell entend tous les soirs les batailles de big bands. Il a seize ans. Spaulding Givens lui fait découvrir Debussy. Les histoires de musiciens sont des histoires de rencontres. Benny Carter, avec qui il a joué, lui commande des arrangements d'orchestre.

Après avoir entendu Monk, il s'installe à New York et vend à Dixie Gillespie les arrangements de Cubana be, Cubana boy (1947). Le jazz change de face. Enorme

époque de création collective : George Russell, John Lewis, Miles Davis, Charlie Parker, Gerry Mulligan, Johnny Carisi... Ils ont moins de trente ans, sont sapés et drôles, composent ensemble. De cette fusion monte la musique du siècle, les puissants brassages, A Bird in Igo's Yard (Parker devant la maison de Stravinski), Ezz-thetic (avec Lee Konitz), la destruction musicale d'où vient, contre la censure des médias, la grande musique américaine.

D'où la fréquentation, chez Russell, du dictionnaire vivant du jazz : Art Farmer, Hal McKusick, Bill Evans, Paul Motian, Paul Bley, Phil Woods, Eric Dolphy. Ses partisans, il les prend où il passe, en Scandinavie, en France, au Japon. L'imbécile s'émervelle toujours que les musiciens se reconnaissent et jouent ensemble. Il ne comprend plus pourquoi le sextette allemand de George Russell avec Don Cherry, l'amitié de Georges Bataille et de Jacques Prévert, les promenades de Callois et Henri Salvador, l'insolite prévu qui défait l'ordre des dictionnaires et des programmeurs - c'est le même. George Russell est en musique transversal, voyou raffiné, Deleuze plutôt que Jolivet, logique dans le chaos, européen, africain, cubain, infiniment américain, si proche de l'image de l'Amérique qu'elle ne veut pas savoir d'elle. Comme Miles, Ornette et Sun Ra, il cherche du côté des congas, de l'électronique, du rap et de la danse. Il ne cherche pas, il propose. Le monde entier devrait se presser pour l'entendre.

Francis Marmande

* George Russell & Living Time Orchestra : Cité de la musique, 221, avenue Jean-Jaures (porte de Pantin), le 2 avril à 16 h 30, 80 F et 100 F. En première partie, George Russell dirigera Living Time, composition pour Bill Evans qui sera interprétée par les élèves des Conservatoires nationaux et des Ecoles de musique.

M. Mitterrand et le dernier des « grands travaux »

Le président de la République a inauguré, le 30 mars, la Bibliothèque nationale de France conçue par l'architecte Dominique Perrault

CE FUT RAPIDE ET DISCRET, il n'y eut aucun discours et la cérémonie ne dépassa pas la demi-heure. Accueilli rue Raymond-Aron - une nouvelle artère qui longe la bibliothèque - par l'architecte Dominique Perrault et le président de la Bibliothèque nationale de France (BNF), Jean Ravier, le président de la République a dévoilé, dans le hall d'entrée, une sobre plaque frappée de sa marque, le chêne et l'olivier, accompagnée d'une simple inscription : « Le président de la République, François Mitterrand, a inauguré la Bibliothèque nationale de France le 30 mars 1995. » Aucune mention de l'architecte.

Après une halte devant la maquette du bâtiment, M. Mitterrand a emprunté l'escalator qui conduit aux salles du rez-de-jardin, destinées aux chercheurs. Il est passé devant le meublé venant du vieux Louvre, arraché aux fondations de la tour de librairie de Charles V, ancêtre quelque peu mythique de la BNF. Il s'est arrêté un instant pour admirer, dans la lumière du soir, les pins plantés dans le « cloître » intérieur, puis a foulé la moquette rouge oignant l'imposante galerie avant de faire face aux officiels de la culture - le ministre, Jacques Toubon, en tête - et le carcé des fidèles, de Roland Dumais à Robert Lion.

Il s'était entretenu un moment avec Lionel Jospin en pénétrant dans l'enceinte de la BNF. Il a échangé quelques mots en aparté avec un des autres candidats à sa succession, Jacques Chirac. Le maire de Paris était arrivé en même temps que le président de l'Assemblée nationale, Philippe Séguin et l'ancien ministre de la culture Jack Lang. Ce dernier s'est retrouvé avec les autres « pères

putatifs » de la « Très Grande Bibliothèque » : Jacques Attali, conseiller spécial à l'Elysée, qui souffla le projet au président de la République, Emile Blasini, secrétaire d'Etat aux grands travaux, abasché par la tenue du calendrier, Dominique Jamet, responsable du premier établissement, et Emmanuel Le Roy Ladurie, l'ancien administrateur général de la Bibliothèque nationale, tons deux revenus des polémiques qui les opposèrent.

A défaut de discours, M. Mitterrand avait rédigé la brève préface d'un ouvrage consacré à l'élaboration de la BNF, « accomplissement d'une volonté collective ». Il salue ici quelques-uns de ses acteurs. Il en oublie d'autres (Jack Lang notamment) et célèbre l'architecture de Dominique Perrault : « L'édifice dont il a dessiné les plans privilégie la symétrie et la clarté, la sobriété des formes, l'organisation simple des espaces et des fonctions. Il se creuse dans le sol comme pour y chercher le silence et la paix. Dans un mouvement opposé, il dresse fermement ses tours et affirme la présence du lieu au cœur de la cité. » Petit abrégé de l'architecture selon François Mitterrand.

Emmanuel de Roux

* Opération portes ouvertes : samedi 1^{er} avril, la BNF sera ouverte aux « chercheurs », de 10 heures à 17 heures (entrée sur présentation de la carte de lecteur de la BNF) ; dimanche 2 avril, la BNF sera ouverte au grand public, de 10 heures à 17 heures.

* Bibliothèque nationale de France (1989-1995), Dominique Perrault architecte, ouvrage collectif sous la direction de Michel Jacques, Arc en rive et Artémis éd.

Le 49^e Festival d'Avignon fera la part belle à la danse

POUR la première fois depuis la fondation du Festival d'Avignon (sauf en 1968), le programme de la Cour d'honneur du Palais des papes ne va pas débiter par du théâtre, mais par de la danse. Pina Bausch donnera le coup d'envoi de la 49^e édition (qui aura lieu du 7 au 30 juillet), avec deux spectacles-clés de son répertoire : Café Müller et Le Sacre du printemps (7 au 10). Jérôme Deschamps et Macha Makeïeff lui succéderont, avec Les Pieds dans l'eau, qui a déjà beaucoup tourné en France (15 au 23). Puis viendra la chorégraphe Luchda Childs, qui mêle les repères et les créations (27 au 30).

Bernard Favre d'Arzier (codirecteur du festival avec Christine Bourdonneau) justifie ces choix par la volonté de satisfaire les trois générations de public qui se retrouvent à Avignon, et d'offrir aux plus jeunes la possibilité de voir des spectacles mythiques. C'est pour cela que Bernard Favre d'Arzier a invité, aux côtés de Pina Bausch et de Jérôme Deschamps, Ariane Mnouchkine. Le Théâtre du Soleil s'installera pendant tout le festival, hors des remparts, avec la reprise de La Ville parjure d'Hélène Cixous et la création du Tuffe de Molière.

LES AUTEURS A L'HONNEUR

Le Théâtre national de Strasbourg sera présent tout le mois de juillet, au lycée Saint-Joseph, avec un hommage à Fassbinder (Jean-Louis Martinelli met en scène le scénario de L'Année des treize lunes et un spectacle d'élèves dirigés par Joël Jouanneau et Enzo Carman), et la projection en avant-première du film de Pascale

Ferran (Le Monde du 25 mars).

Plus que les metteurs en scène, ce sont les auteurs qui, cette année, sont à l'honneur. Des auteurs à découvrir (Emmanuel Schaeffer, ou Suzanne Joubert), un auteur intrépide (Olivier Py, qui donne La Servante, jouée en continu pendant vingt-quatre heures), un habitué du festival (Valère Novarina, avec son extraordinaire Chair de l'homme). Sont aussi au programme : Abdelkader Alloula, Ivane Daoudi, Bruno Schulz on Marco Koskas. Antigone de Sophocle, jouée par Emmanuelle Labont, Richard III de Shakespeare mis en scène par Matthias Langhoff dans la minuscule Chapelle des Pénitents-Blancs, et L'Odyssée d'Homère revue par le Footsbarn Travelling Theater se glissent dans les incalculables du festival, ouvert sur l'étranger par la présence du Maghreb (textes présentés par France Culture), de la Roumanie (avec deux productions du Théâtre national de Craiova), et de l'Inde, invité d'honneur avec une troupe de Manipur, une de Chandigarh qui donne La Foile de Chaillot, et plusieurs spectacles de danse.

Pour les expositions, Picasso cotoie Pasolini et un panorama sur le Théâtre citoyen. Le Centre Acanthes accueille le compositeur hongrois György Kurtág. Le cinéma Utopia rendra hommage à Fassbinder, à Pasolini et au cinéma indien. Les chorégraphes Maguy Marin et Angelini Preljocaj complètent un festival qui fait la part belle à la danse (30 % du programme), soutenue par un nouveau partenaire, Petriti.

Brigitte Salino

■ INDUSTRIE MUSICALE : la ville de Marne-la-Vallée poursuit son projet de création d'un pôle des industries musicales (PIM), consacré aux musiques populaires, à leur apprentissage et aux filières économiques qui en découlent. Jacques Toubon, ministre de la culture et de la francophonie, a annoncé, mercredi 29 mars, la constitution d'une association de préfiguration, Marne Musique Vallée, qui devra mener le projet à son terme pour l'an 2000. Cette association sera dotée d'un budget de 1,8 million de francs pour 1995 et de 2,5 millions de francs pour 1996. La somme sera financée par l'Etat, l'Éparchie (Établissement public d'aménagement de Marne-la-Vallée) et des professionnels de l'industrie musicale.

Lumières I
les 31 mars, 4, 5 et 8 avril à 20h, le 9 à 15h30

Lumières II
les 1^{er}, 6, 7, 11 et 12 avril à 21h, le 2 à 15h30

48 31 11 45

ECOUTEZ VOTRE

A dimanche!

soirée du samedi

Jean-Claude Pencheval

du 31 mars au 14 avril 1995

au Théâtre de Corbail-Essonne - Tél : 84 96 63 67

Yann-Fanch Kemener chante les romances de la Bretagne

Voix et piano restituent la pureté des mélodies

À L'OCCASION DE LA SORTIE de son nouvel album, *Enez Eusa*, le chanteur breton Yann-Fanch Kemener a donné, à la mi-mars, un concert au Musée des phares et balises de l'île d'Ouessant - *Enez Eusa* en breton - à laquelle il consacre une des plus belles chansons du disque, *Plac'hig Eusa* (la « petite fille d'Ouessant », dont le père s'est noyé en combattant les Anglais, sur un texte écrit dans la première moitié du XIX^e siècle par Jean-Pierre Le Scour, dit Rumeogol). Au beau milieu des lentilles géantes, impressionnante géométrie de verre dressée dans l'ancienne salle des machines du plus grand phare du monde, le phare du Créach, le chanteur a livré une version romantique, au sens allemand du terme, des *gwerziou*, *kan ha diskann*, danses et motets, du pays Breton. L'exercice mené sur une file de lances, répète sauvage et belle, avait pris des allures d'un récit de Lieder, calmes et recueillis, nourris de la mythologie vivante de la mer, du destin. Kemener a une voix vibrante, précise, à la tessiture haute. Pour le concert à l'entendre en août, au Festival interceltique de Lorient, comme pour l'album, il a choisi d'en livrer la face la plus épurée, accompagné du seul pianiste Didier Squiban.

Yann-Fanch Kemener est un militant de la langue bretonne. Le conseil général du Finistère l'emploie d'ailleurs à corriger les éventuelles

erreurs de traduction ou fautes d'orthographe sur les publications bilingues, panneaux routiers, signalétiques variées. Né dans les terres, Kemener, chanteur par tradition familiale, est le pur produit des concours de chant, du colloque de la tradition orale. Bretagne rurale des coffres à pain, des moissons, des soupes et des festous nos d'été. En 1977, il publie son premier disque, *Chants profonds de Bretagne* (chez Arion), deux autres volumes suivront, pour lesquels il obtiendra un Grand Prix de l'Académie Charles-Cros en 1982). Dix ans plus tard, il fait duo avec la harpiste Anne Auffret, fondée le groupe expérimental Barzaz. Kemener est un charmeur, un introverti qui affiche une légèreté de façade. Par opposition à ses confrères chanteurs bretons - le jeune et âpre Denez Prigent (originaire du pays du Léon, au Nord), le débridé Arnaud Moissonneuve, le consciencieux mélangeur Erik Marchand - Kemener est un « classique ».

Le pianiste Didier Squiban dirige Sirius, l'Orchestre régional de jazz de Bretagne, il vit en Bretagne, mais n'en parle pas la langue. A ces chansons, il ajoute des notes d'ailleurs, des envolées lyriques, des urgences et des déliés que la rugosité de la tradition ignore parfois. Quand il s'improvise pas en toute ouverture d'esprit, Squiban souligne la beauté des mélodies, alors que Kemener s'attache à dire à leur juste ton les

mots de l'attente, du spleen, et du malheur enjoué. L'un comprend l'autre au travers des climats et des sonorités. C'est assez miraculeux. Les *Tri Martolod* (Les Trois Marins) en prennent des allures de langoureuses berceuses. Les dix chansons de l'album sont consacrées à la mer. Il en est de superbes, telle cette « prière dans les ténèbres » composée par le barde Jean-Pierre Hyacinthe Calloch, dit Bleimor, né en 1888 sur l'île de Groix, mort sur le front à Pléques 1916 : « Je suis né au milieu de la mer, trois lieues au large ; j'ai une petite maison blanche là-bas, le genêt croît près de la porte... » Bonheur impossible : la mort est trop proche. Et quand ça n'est pas la fauchée, ce sont les Anglais qui violent les jeunes filles (*Maryvonne du Dourduff*, provoque malédiction et naufrages, installée au cœur de la Montagne noire, à Spézet, Coop Breizh, la dynamique maison d'édition (livres, vidéos et disques) qui a produit cet album aux senteurs maritimes et insulaires, a désiré Pennegrin en salle, afin de restituer les conditions du direct. Et afin de ne jamais plus isoler la Bretagne, elle a pris soin de traduire les textes en français et de donner une biographie succincte des auteurs.

Veronique Mortaigne

★ 1 CD L'Oz/Diffusion Breizh 02.

JAZZ

CHARLES MINGUS

Tijuana Moods

EN NEUF MOUVEMENTS, toute la splendeur de Charles Mingus est là, dans ce Mexique vraisemblablement chiapaneco où il a fini par mourir, à Cuernavaca, au-dessous du volcan, le 5 janvier 1979. Son goût des cuivres, sa passion des mobilités soudaines, des fractures et d'un chorus bebop qui déboule comme un cri, comme un souvenir de demain, comme un copeau de mezzal. Sur *Ysabel's Table Dance*, on l'entend crier, lui, Mingus, en colère et cocasse comme un homme heureux. Son histoire avec le Mexique est d'abord une histoire d'amour, de

quit sanglante, d'étreinte recommencée qui ne finit pas, une affaire de bordel, de sueur et de violence heureuse. Cela s'entend, dans *Flamingo*, cela s'entend, son cri, c'est celui d'un homme à qui l'on donne de la joie. Mingus est un compositeur d'une générosité de volcan. Son jeu d'indécence à la basse, lourd, précipité, n'a rien à voir avec la fioriture et la faribole. C'est un jeu d'homme qui va droit au but. C'est un jeu de musicien qui commence. En 1956, *Pithecanthropus erectus* est son premier acte d'autonomie. *Blues and Roots* va suivre en 1959. Entre les deux, cette fantaisie mexicaine semble plus vive, plus sèche, plus colorée, plus charmante que tous les CD à quoi s'expriment tant de vintagistes poussifs. Ils le savent d'ailleurs. Celui-ci fut enregistré le 6 août 1957, autant dire demain, les filles avaient onze ans. F.M. ★ 1 CD BMG 74321257. Distribué par BMG.

MUSIQUE DU MONDE

PAPA WEMBA

Emotion

EXCELLENT CHANTEUR, Papa Wemba est toujours à la recherche d'un style. Depuis son premier album « occidental », réalisé en 1988 avec le producteur Martin Meissonnier, le papillonnant Zaïrois sort de sa chrysalide avec quelques hésitations. Se démarquer du rôle de « sapeur » (les rois de l'élégance au Zaïre) lui a coûté des migraines médicamenteuses (« Depuis plus de dix ans, je suis chanteur », disait-il, courroucé, à Nagui qui s'entêtait à l'interroger sur ses costumes lors d'un « Taratata » consacré à Peter Gabriel). Ce dernier a accueilli Wemba sur son label, RealWorld,

en 1992 alors que le chanteur s'en finissait pas d'« amblancer » en catimini les (immenses) soirées zaïroises de Paris, avec son groupe Zaïko Longa Longa. *Emotion* est le second album de Wemba sur RealWorld. Le premier, *Le Voyageur* - reprise d'une licence japonaise -, comprenait une très belle chanson, balancée d'une tendresse toute lusophone, *Maria Valencia*. Papa Wemba en donne ici une version live qui n'arrive pas à le cheville de la première. Étonnant pour quelqu'un qui tient si bien la scène... Mais un je-ne-sais-quoi de laisser-aller dans les synthés dilue la poésie dans le son, et la voix dans l'incertitude. Si cet album apporte la confirmation des talents vocaux de Papa Wemba (un Yolele dansant, un *Doux Rail On*, un carressant *Awa Y'Okéy*, tous trois avec Lokua Kanza), il pose une question cruciale : la musique africaine peut-elle vivre sans l'Amérique ? Et quelle mouche a donc piqué Wemba pour qu'il reprenne avec autant de ferveur le *Fa Fa Fa Fa* d'Otis Redding, et qu'il donne à cet album en dents de scie un son parfait, aseptisé, une rythmique de studio, des allures de patchwork bossa-jazz ? V.M. ★ 1 CD RealWorld 7243840322-2. Distribué par Virgin.

CLASSIQUE

PURCELL

The Fairy Queen
Catherine Bott (soprano), Jeffrey Thomas (ténor), Michael Schopper (basse), Amsterdam Baroque Orchestra and Choir, Ton Koopman (direction).

L'ANNÉE PURCELL continue de livrer ses fruits, plus ou moins portés à maturité, plus ou moins exotiques. La surprise vient ici des tempos, inverses de ceux de Christie : il y a là de quoi s'étonner. Cette *Fairy Queen*, aussi musicologiquement fraîche que celle-ci ne s'imposait pas. Et comme on voit une interprétation autour de trois chanteurs aussi moyens que ceux inscrits au générique ? Catherine Bott (le point faible de la *Didon* de Hogwood chez L'Oiseau-Lyre) est presque aussi peu expressive qu'Emma Kirkby, Jeffrey Thomas hurle d'une voix ingrate et Michael Schopper campe le Poète ivre le plus ennuyeux de la discographie. Demeurent les chœurs, certains petits rôles et, surtout, les extraordinaires danses dirigées de main de maître par Koopman, toujours aussi actif au clavier de continuo. Mais réussit-on une *Fairy Queen* avec des danses ? R.M. ★ 2 CD Erato 4509-98507-2. Distribué par Warner Classics.

FRANK MARTIN

Le Cornette
Jard Van Nes (alto), Nieuw Sinfonietta Amsterdam, Reinbert de Leeuw (direction).

ATTENTION chef-d'œuvre ! Dans sa nouvelle collection dédiée au XX^e siècle, Philips ne se contente pas de publier la mystique Gubaidouline et Ustvolskaya, extrémiste du minimalisme russe. La marque hollandaise sort de l'ombre un compositeur suisse né en 1890, mort en 1974, en choisissant le cycle des mélodies du *Chant de l'amour* et de *La Mart du cornette Christophe Rilke*. Le poète Rainer Maria Rilke y brosse, en vingt-trois épisodes, l'épopée d'un porteur d'étendard qui fut son ancêtre et combattit les Turcs en 1663. La partition fut achevée pendant la seconde guerre mondiale. On se croit d'emblée plongé dans la scène finale de *Pelléas*, ou dans celle de la lecture de la lettre par Geneviève. Le chant, d'abord *o cappello*, est porteur de paroles que les instruments ac-

compagnent tout bas, comme en retenant leur souffle. Chaque épisode a son caractère, ses subtilités, son atmosphère. L'ensemble n'a vraiment pas d'équivalent dans l'histoire du chant occidental et intimide par son austérité intemporelle. L'interprétation participe pour beaucoup à la réhabilitation d'un franc-tireur, qui fut au demeurant le professeur de Stockhausen. A.Ry. ★ 1 CD Philips 442 535-2.

ROCK

STEVIE WONDER

Conversation Peace

PENDANT PRÈS DE DIX ANS, Stevie Wonder n'a pas produit de disques à la hauteur de son talent. L'ex-enfant prodige, mascotte de la compagnie Tamla Motown, était devenu, dans les années 70, un des musiciens les plus ovationnés de la musique populaire américaine et l'un des porte-parole de la communauté noire. Les années 80 le verront s'engager dans l'aide à l'Afrique, l'instauration du Martin Luther King Day, la lutte contre l'apartheid et pour la libération de Mandela. Sa musique pourtant se sclérosait, enlisée dans les bons sentiments. Hormis la bande originale du film *Jungle Fever* en 1991, le chanteur n'avait rien publié depuis huit ans. Une nouvelle génération - Lenny Kravitz, Jamiroquai - revendiquait pourtant son influence. *Conversation Peace* sort enfin. Si l'on o'y retrouve plus la fulgurance de *Imagination* ou de *Talking Book*, l'attente est plutôt récompensée. La production fastueuse, les invités (Anita Baker, Brandford Marsalis, Ladysmith Black Mambazo, Prince, Take 6) donnent à ce disque afro-centriste des allures hollywoodiennes. Quelques slows roucouleurs, du tonus aussi. Sans céder aux tics du moment, on sent le chanteur à l'écoute des musiques noires d'aujourd'hui. L'Élan cultivé de *Edge of Eternity*, les basses dynamiques de *Rain Your Love Down* ou *Sensuous Whisper* ont le groove-racé du new jack swing. *Tomorrow Robins Will Sing* s'auto-quinne sensuellement au ragga-muffin. La voix du maître retrouve sa densité spirituelle, son timbre de précheur, pleine de joie et de sanglots. S.D. ★ 1 CD Motown, 530 238-2. Distribué par Polydor.



L'actualité sous un autre jour.

Le dimanche, c'est le jour du Journal du Dimanche. Un journal qui saisit l'actualité à pleines pages avec ses reportages en France et à l'étranger. Avec ses enquêtes, ses interviews, ses analyses sur l'actualité politique, économique, sociale, internationale. Avec l'éditorial d'Alain Genestier. Avec Wolinski, Pivot, Stouvenot qui viennent vous changer les idées.

Les pages centrales, elles, vous emmènent sur le terrain du sport et dans ses coulisses. Avec l'émotion des grands événements, les réactions à chaud, le regard de nos chroniqueurs : Herrero, Alési, Thévenet, Peyron. Et tous les résultats du samedi.

Enfin, pour vous détendre, lisez le rubrique Voir. C'est la partie magazine du journal qui vous dit tout ce qu'il faut savoir sur le cinéma, la musique, la cuisine du soleil avec Alain Ducasse, le théâtre, les expositions, le tourisme, la télévision, les médias avec Jean-Claude Maurice et les livres avec la chronique de Jorge Somprun. Vivement dimanche !



Le Journal du Dimanche
L'actualité sous un autre jour.

J. Wolinski

صباحنا من الامم

6
3
3

388
315 +
653



L'inconscient et la danse

Le psychanalyste Daniel Sibony joue le jeu de la danse et du cinéma à la Cinémathèque



DANIEL SIBONY, mathématicien, philosophe, psychanalyste, mène le jeu, et prend la parole à la Cinémathèque de la danse, à l'occasion de la parution de son livre *Le Corps et sa danse*. Sibony fait partie de ces intellectuels qui aiment intervenir dans les débats de la vie publique : l'immigration, la violence, les comportements des politiciens. Aujourd'hui il intervient sur la danse, art paradoxal, porteur des questions éternelles du corps, et en même temps révélateur impitoyable des petits et des

grands mouvements de notre époque. La trace du monde sur le corps dansant ou le déchiffrement d'un langage muet. Son intervention suivra différentes projections de films : Jean-Claude Gallotta, Samia Gamal, Jean Babilée, Anna Pavlova, Pina Bausch, Trisha Brown, Merce Cunningham, etc.

★ Cinémathèque de la danse, salle du palais de Chaillot, 7, avenue Albert-de-Mun, Paris-16^e. M^o Léna ou Trocadéro. 20 h 30, le 31. Tél. : 45-53-21-86. 25 F

UNE SOIRÉE À PARIS

Saison tunisienne à l'ITMA L'Institut du monde arabe invite la compagnie de Tunis, El Teatro, pour deux spectacles : *Fernando* (le 31 mars, à 20 h 30), une variation gestuelle, et *Klem Elili* (le 1^{er} avril, à 20 h 30), un divertissement qui met en scène des situations quotidiennes. Ces spectacles sont signés de Taoufik Jebali, directeur-fondateur d'El Teatro. Auditorium de l'Institut du monde arabe, 1, rue des Fossés-Saint-Bernard, Paris 5^e. M^o Jussieu. Tél. : 40-51-35-37. 50 F et 70 F

soirées conviviales, propose de dîner pour moins de 50 francs en dégustant des plats autochtones. Centre culturel C38, 11, rue Linois, Paris 15^e. M^o Charles-Michels. 20 heures, les 31 mars et 1^{er} avril. Tél. : 45-79-90-45. De 55 F à 95 F. Musiques de Java Ida Widawati et son ensemble jouent une musique de cours extrêmement suave, voluptueuse. Chant, flûte *suling*, cythares *kacapi* tressent la fine toile du raffinement du Sud-Est asiatique. On peut, pour les découvrir, écouter au préalable, sur l'album que la collection inédit, produite par la Maison des cultures du monde, leur a dédié : *Tembang Sunda de Java, Ida Widawati et L. S. Matlati* (Ida distribué par Auvidis). Maison des cultures du monde, 101, boulevard Raspail, Paris 6^e. M^o Notre-Dame-des-Champs. 20 h 30, le 31 mars et le 3 avril ; 19 heures, le 1^{er} avril ; 17 heures, le 2 avril. Tél. : 44-95-98-00. Location Phoc. De 90 F à 120 F

CINÉMA

Tous les nouveaux films de la semaine, une sélection des films en exclusivité et des reprises

NOUVEAUX FILMS

ACE VENTURA, DÉTECTIVE CHIENS ET CHATS

Film américain de Tom Shadyac, avec Jim Carrey, Sean Young, Courtney Cox, Tone Loc, Dan Marino (1 h 30). VO : Forum Orient Express, dolby, 1^{er} (36-65-70-67) ; UGC Odéon, dolby, 6^e (36-68-37-62) ; Gaumont Marignan-Concorde, dolby, 8^e (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10 ; UGC Normandie, dolby, 11^e (43-43-04-67) ; La Bastille, dolby, 13^e (36-68-75-55) ; UGC Gobelins, dolby, 13^e (36-68-22-27) ; Sept Parousiens, dolby, 14^e (43-20-32-20) ; 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 15^e (45-75-79-79) ; 36-68-69-24) ; VF : Rex, dolby, 2^e (36-65-70-67) ; UGC Montparnasse, 6^e (36-65-70-67) ; Paramount Opéra, dolby, 9^e (47-42-56-31) ; 36-68-81-09 ; réservation : 40-30-20-10 ; Les Nations, 12^e (43-43-04-67) ; 36-65-71-33 ; réservation : 40-30-20-10 ; Gaumont Gobelins Rodin, dolby, 13^e (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10 ; Gaumont Alésia, dolby, 14^e (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10 ; Miramar, dolby, 14^e (36-65-70-67) ; 36-68-81-09 ; réservation : 40-30-20-10 ; Les Nations, 12^e (43-43-04-67) ; 36-65-71-33 ; réservation : 40-30-20-10 ; Gaumont Gobelins Rodin, dolby, 13^e (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10 ; Gaumont Alésia, dolby, 14^e (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10 ; Miramar, dolby, 14^e (36-65-70-67) ; 36-68-81-09 ; réservation : 40-30-20-10 ; Les Nations, 12^e (43-43-04-67) ; 36-65-71-33 ; réservation : 40-30-20-10 ; Gaumont Gobelins Rodin, dolby, 13^e (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10 ; Gaumont Alésia, dolby, 14^e (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10 ; Miramar, dolby, 14^e (36-65-70-67) ; 36-68-81-09 ; réservation : 40-30-20-10 ; Les Nations, 12^e (43-43-04-67) ; 36-65-71-33 ; réservation : 40-30-20-10 ; Gaumont Gobelins Rodin, dolby, 13^e (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10 ; Gaumont Alésia, dolby, 14^e (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10 ; Miramar, dolby, 14^e (36-65-70-67) ; 36-68-81-09 ; réservation : 40-30-20-10 ; Les Nations, 12^e (43-43-04-67) ; 36-65-71-33 ; réservation : 40-30-20-10 ; Gaumont Gobelins Rodin, dolby, 13^e (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10 ; Gaumont Alésia, dolby, 14^e (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10 ; Miramar, dolby, 14^e (36-65-70-67) ; 36-68-81-09 ; réservation : 40-30-20-10 ; Les Nations, 12^e (43-43-04-67) ; 36-65-71-33 ; réservation : 40-30-20-10 ; Gaumont Gobelins Rodin, dolby, 13^e (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10 ; Gaumont Alésia, dolby, 14^e (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10 ; Miramar, dolby, 14^e (36-65-70-67) ; 36-68-81-09 ; réservation : 40-30-20-10 ; Les Nations, 12^e (43-43-04-67) ; 36-65-71-33 ; réservation : 40-30-20-10 ; Gaumont Gobelins Rodin, dolby, 13^e (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10 ; Gaumont Alésia, dolby, 14^e (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10 ; Miramar, dolby, 14^e (36-65-70-67) ; 36-68-81-09 ; réservation : 40-30-20-10 ; Les Nations, 12^e (43-43-04-67) ; 36-65-71-33 ; réservation : 40-30-20-10 ; Gaumont Gobelins Rodin, dolby, 13^e (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10 ; Gaumont Alésia, dolby, 14^e (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10 ; Miramar, dolby, 14^e (36-65-70-67) ; 36-68-81-09 ; réservation : 40-30-20-10 ; Les Nations, 12^e (43-43-04-67) ; 36-65-71-33 ; réservation : 40-30-20-10 ; Gaumont Gobelins Rodin, dolby, 13^e (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10 ; Gaumont Alésia, dolby, 14^e (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10 ; Miramar, dolby, 14^e (36-65-70-67) ; 36-68-81-09 ; réservation : 40-30-20-10 ; Les Nations, 12^e (43-43-04-67) ; 36-65-71-33 ; réservation : 40-30-20-10 ; Gaumont Gobelins Rodin, dolby, 13^e (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10 ; Gaumont Alésia, dolby, 14^e (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10 ; Miramar, dolby, 14^e (36-65-70-67) ; 36-68-81-09 ; réservation : 40-30-20-10 ; Les Nations, 12^e (43-43-04-67) ; 36-65-71-33 ; réservation : 40-30-20-10 ; Gaumont Gobelins Rodin, dolby, 13^e (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10 ; Gaumont Alésia, dolby, 14^e (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10 ; Miramar, dolby, 14^e (36-65-70-67) ; 36-68-81-09 ; réservation : 40-30-20-10 ; Les Nations, 12^e (43-43-04-67) ; 36-65-71-33 ; réservation : 40-30-20-10 ; Gaumont Gobelins Rodin, dolby, 13^e (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10 ; Gaumont Alésia, dolby, 14^e (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10 ; Miramar, dolby, 14^e (36-65-70-67) ; 36-68-81-09 ; réservation : 40-30-20-10 ; Les Nations, 12^e (43-43-04-67) ; 36-65-71-33 ; réservation : 40-30-20-10 ; Gaumont Gobelins Rodin, dolby, 13^e (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10 ; Gaumont Alésia, dolby, 14^e (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10 ; Miramar, dolby, 14^e (36-65-70-67) ; 36-68-81-09 ; réservation : 40-30-20-10 ; Les Nations, 12^e (43-43-04-67) ; 36-65-71-33 ; réservation : 40-30-20-10 ; Gaumont Gobelins Rodin, dolby, 13^e (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10 ; Gaumont Alésia, dolby, 14^e (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10 ; Miramar, dolby, 14^e (36-65-70-67) ; 36-68-81-09 ; réservation : 40-30-20-10 ; Les Nations, 12^e (43-43-04-67) ; 36-65-71-33 ; réservation : 40-30-20-10 ; Gaumont Gobelins Rodin, dolby, 13^e (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10 ; Gaumont Alésia, dolby, 14^e (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10 ; Miramar, dolby, 14^e (36-65-70-67) ; 36-68-81-09 ; réservation : 40-30-20-10 ; Les Nations, 12^e (43-43-04-67) ; 36-65-71-33 ; réservation : 40-30-20-10 ; Gaumont Gobelins Rodin, dolby, 13^e (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10 ; Gaumont Alésia, dolby, 14^e (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10 ; Miramar, dolby, 14^e (36-65-70-67) ; 36-68-81-09 ; réservation : 40-30-20-10 ; Les Nations, 12^e (43-43-04-67) ; 36-65-71-33 ; réservation : 40-30-20-10 ; Gaumont Gobelins Rodin, dolby, 13^e (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10 ; Gaumont Alésia, dolby, 14^e (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10 ; Miramar, dolby, 14^e (36-65-70-67) ; 36-68-81-09 ; réservation : 40-30-20-10 ; Les Nations, 12^e (43-43-04-67) ; 36-65-71-33 ; réservation : 40-30-20-10 ; Gaumont Gobelins Rodin, dolby, 13^e (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10 ; Gaumont Alésia, dolby, 14^e (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10 ; Miramar, dolby, 14^e (36-65-70-67) ; 36-68-81-09 ; réservation : 40-30-20-10 ; Les Nations, 12^e (43-43-04-67) ; 36-65-71-33 ; réservation : 40-30-20-10 ; Gaumont Gobelins Rodin, dolby, 13^e (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10 ; Gaumont Alésia, dolby, 14^e (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10 ; Miramar, dolby, 14^e (36-65-70-67) ; 36-68-81-09 ; réservation : 40-30-20-10 ; Les Nations, 12^e (43-43-04-67) ; 36-65-71-33 ; réservation : 40-30-20-10 ; Gaumont Gobelins Rodin, dolby, 13^e (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10 ; Gaumont Alésia, dolby, 14^e (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10 ; Miramar, dolby, 14^e (36-65-70-67) ; 36-68-81-09 ; réservation : 40-30-20-10 ; Les Nations, 12^e (43-43-04-67) ; 36-65-71-33 ; réservation : 40-30-20-10 ; Gaumont Gobelins Rodin, dolby, 13^e (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10 ; Gaumont Alésia, dolby, 14^e (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10 ; Miramar, dolby, 14^e (36-65-70-67) ; 36-68-81-09 ; réservation : 40-30-20-10 ; Les Nations, 12^e (43-43-04-67) ; 36-65-71-33 ; réservation : 40-30-20-10 ; Gaumont Gobelins Rodin, dolby, 13^e (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10 ; Gaumont Alésia, dolby, 14^e (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10 ; Miramar, dolby, 14^e (36-65-70-67) ; 36-68-81-09 ; réservation : 40-30-20-10 ; Les Nations, 12^e (43-43-04-67) ; 36-65-71-33 ; réservation : 40-30-20-10 ; Gaumont Gobelins Rodin, dolby, 13^e (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10 ; Gaumont Alésia, dolby, 14^e (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10 ; Miramar, dolby, 14^e (36-65-70-67) ; 36-68-81-09 ; réservation : 40-30-20-10 ; Les Nations, 12^e (43-43-04-67) ; 36-65-71-33 ; réservation : 40-30-20-10 ; Gaumont Gobelins Rodin, dolby, 13^e (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10 ; Gaumont Alésia, dolby, 14^e (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10 ; Miramar, dolby, 14^e (36-65-70-67) ; 36-68-81-09 ; réservation : 40-30-20-10 ; Les Nations, 12^e (43-43-04-67) ; 36-65-71-33 ; réservation : 40-30-20-10 ; Gaumont Gobelins Rodin, dolby, 13^e (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10 ; Gaumont Alésia, dolby, 14^e (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10 ; Miramar, dolby, 14^e (36-65-70-67) ; 36-68-81-09 ; réservation : 40-30-20-10 ; Les Nations, 12^e (43-43-04-67) ; 36-65-71-33 ; réservation : 40-30-20-10 ; Gaumont Gobelins Rodin, dolby, 13^e (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10 ; Gaumont Alésia, dolby, 14^e (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10 ; Miramar, dolby, 14^e (36-65-70-67) ; 36-68-81-09 ; réservation : 40-30-20-10 ; Les Nations, 12^e (43-43-04-67) ; 36-65-71-33 ; réservation : 40-30-20-10 ; Gaumont Gobelins Rodin, dolby, 13^e (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10 ; Gaumont Alésia, dolby, 14^e (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10 ; Miramar, dolby, 14^e (36-65-70-67) ; 36-68-81-09 ; réservation : 40-30-20-10 ; Les Nations, 12^e (43-43-04-67) ; 36-65-71-33 ; réservation : 40-30-20-10 ; Gaumont Gobelins Rodin, dolby, 13^e (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10 ; Gaumont Alésia, dolby, 14^e (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10 ; Miramar, dolby, 14^e (36-65-70-67) ; 36-68-81-09 ; réservation : 40-30-20-10 ; Les Nations, 12^e (43-43-04-67) ; 36-65-71-33 ; réservation : 40-30-20-10 ; Gaumont Gobelins Rodin, dolby, 13^e (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10 ; Gaumont Alésia, dolby, 14^e (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10 ; Miramar, dolby, 14^e (36-65-70-67) ; 36-68-81-09 ; réservation : 40-30-20-10 ; Les Nations, 12^e (43-43-04-67) ; 36-65-71-33 ; réservation : 40-30-20-10 ; Gaumont Gobelins Rodin, dolby, 13^e (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10 ; Gaumont Alésia, dolby, 14^e (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10 ; Miramar, dolby, 14^e (36-65-70-67) ; 36-68-81-09 ; réservation : 40-30-20-10 ; Les Nations, 12^e (43-43-04-67) ; 36-65-71-33 ; réservation : 40-30-20-10 ; Gaumont Gobelins Rodin, dolby, 13^e (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10 ; Gaumont Alésia, dolby, 14^e (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10 ; Miramar, dolby, 14^e (36-65-70-67) ; 36-68-81-09 ; réservation : 40-30-20-10 ; Les Nations, 12^e (43-43-04-67) ; 36-65-71-33 ; réservation : 40-30-20-10 ; Gaumont Gobelins Rodin, dolby, 13^e (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10 ; Gaumont Alésia, dolby, 14^e (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10 ; Miramar, dolby, 14^e (36-65-70-67) ; 36-68-81-09 ; réservation : 40-30-20-10 ; Les Nations, 12^e (43-43-04-67) ; 36-65-71-33 ; réservation : 40-30-20-10 ; Gaumont Gobelins Rodin, dolby, 13^e (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10 ; Gaumont Alésia, dolby, 14^e (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10 ; Miramar, dolby, 14^e (36-65-70-67) ; 36-68-81-09 ; réservation : 40-30-20-10 ; Les Nations, 12^e (43-43-04-67) ; 36-65-71-33 ; réservation : 40-30-20-10 ; Gaumont Gobelins Rodin, dolby, 13^e (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10 ; Gaumont Alésia, dolby, 14^e (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10 ; Miramar, dolby, 14^e (36-65-70-67) ; 36-68-81-09 ; réservation : 40-30-20-10 ; Les Nations, 12^e (43-43-04-67) ; 36-65-71-33 ; réservation : 40-30-20-10 ; Gaumont Gobelins Rodin, dolby, 13^e (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10 ; Gaumont Alésia, dolby, 14^e (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10 ; Miramar, dolby, 14^e (36-65-70-67) ; 36-68-81-09 ; réservation : 40-30-20-10 ; Les Nations, 12^e (43-43-04-67) ; 36-65-71-33 ; réservation : 40-30-20-10 ; Gaumont Gobelins Rodin, dolby, 13^e (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10 ; Gaumont Alésia, dolby, 14^e (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10 ; Miramar, dolby, 14^e (36-65-70-67) ; 36-68-81-09 ; réservation : 40-30-20-10 ; Les Nations, 12^e (43-43-04-67) ; 36-65-71-33 ; réservation : 40-30-20-10 ; Gaumont Gobelins Rodin, dolby, 13^e (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10 ; Gaumont Alésia, dolby, 14^e (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10 ; Miramar, dolby, 14^e (36-65-70-67) ; 36-68-81-09 ; réservation : 40-30-20-10 ; Les Nations, 12^e (43-43-04-67) ; 36-65-71-33 ; réservation : 40-30-20-10 ; Gaumont Gobelins Rodin, dolby, 13^e (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10 ; Gaumont Alésia, dolby, 14^e (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10 ; Miramar, dolby, 14^e (36-65-70-67) ; 36-68-81-09 ; réservation : 40-30-20-10 ; Les Nations, 12^e (43-43-04-67) ; 36-65-71-33 ; réservation : 40-30-20-10 ; Gaumont Gobelins Rodin, dolby, 13^e (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10 ; Gaumont Alésia, dolby, 14^e (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10 ; Miramar, dolby, 14^e (36-65-70-67) ; 36-68-81-09 ; réservation : 40-30-20-10 ; Les Nations, 12^e (43-43-04-67) ; 36-65-71-33 ; réservation : 40-30-20-10 ; Gaumont Gobelins Rodin, dolby, 13^e (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10 ; Gaumont Alésia, dolby, 14^e (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10 ; Miramar, dolby, 14^e (36-65-70-67) ; 36-68-81-09 ; réservation : 40-30-20-10 ; Les Nations, 12^e (43-43-04-67) ; 36-65-71-33 ; réservation : 40-30-20-10 ; Gaumont Gobelins Rodin, dolby, 13^e (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10 ; Gaumont Alésia, dolby, 14^e (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10 ; Miramar, dolby, 14^e (36-65-70-67) ; 36-68-81-09 ; réservation : 40-30-20-10 ; Les Nations, 12^e (43-43-04-67) ; 36-65-71-33 ; réservation : 40-30-20-10 ; Gaumont Gobelins Rodin, dolby, 13^e (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10 ; Gaumont Alésia, dolby, 14^e (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10 ; Miramar, dolby, 14^e (36-65-70-67) ; 36-68-81-09 ; réservation : 40-30-20-10 ; Les Nations, 12^e (43-43-04-67) ; 36-65-71-33 ; réservation : 40-30-20-10 ; Gaumont Gobelins Rodin, dolby, 13^e (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10 ; Gaumont Alésia, dolby, 14^e (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10 ; Miramar, dolby, 14^e (36-65-70-67) ; 36-68-81-09 ; réservation : 40-30-20-10 ; Les Nations, 12^e (43-43-04-67) ; 36-65-71-33 ; réservation : 40-30-20-10 ; Gaumont Gobelins Rodin, dolby, 13^e (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10 ; Gaumont Alésia, dolby, 14^e (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10 ; Miramar, dolby, 14^e (36-65-70-67) ; 36-68-81-09 ; réservation : 40-30-20-10 ; Les Nations, 12^e (43-43-04-67) ; 36-65-71-33 ; réservation : 40-30-20-10 ; Gaumont Gobelins Rodin, dolby, 13^e (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10 ; Gaumont Alésia, dolby, 14^e (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10 ; Miramar, dolby, 14^e (36-65-70-67) ; 36-68-81-09 ; réservation : 40-30-20-10 ; Les Nations, 12^e (43-43-04-67) ; 36-65-71-33 ; réservation : 40-30-20-10 ; Gaumont Gobelins Rodin, dolby, 13^e (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10 ; Gaumont Alésia, dolby, 14^e (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10 ; Miramar, dolby, 14^e (36-65-70-67) ; 36-68-81-09 ; réservation : 40-30-20-10 ; Les Nations, 12^e (43-43-04-67) ; 36-65-71-33 ; réservation : 40-30-20-10 ; Gaumont Gobelins Rodin, dolby, 13^e (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10 ; Gaumont Alésia, dolby, 14^e (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10 ; Miramar, dolby, 14^e (36-65-70-67) ; 36-68-81-09 ; réservation : 40-30-20-10 ; Les Nations, 12^e (43-43-04-67) ; 36-65-71-33 ; réservation : 40-30-20-10 ; Gaumont Gobelins Rodin, dolby, 13^e (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10 ; Gaumont Alésia, dolby, 14^e (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10 ; Miramar, dolby, 14^e (36-65-70-67) ; 36-68-81-09 ; réservation : 40-30-20-10 ; Les Nations, 12^e (43-43-04-67) ; 36-65-71-33 ; réservation : 40-30-20-10 ; Gaumont Gobelins Rodin, dolby, 13^e (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10 ; Gaumont Alésia, dolby, 14^e (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10 ; Miramar, dolby, 14^e (36-65-70-67) ; 36-68-81-09 ; réservation : 40-30-20-10 ; Les Nations, 12^e (43-43-04-67) ; 36-65-71-33 ; réservation : 40-30-20-10 ; Gaumont Gobelins Rodin, dolby, 13^e (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10 ; Gaumont Alésia, dolby, 14^e (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10 ; Miramar, dolby, 14^e (36-65-70-67) ; 36-68-81-

Quand La Cinquième fait la pluie et le beau temps

Lors de chaque émission, le bilan des prévisions de la semaine écoulée est doublé d'un coup de projecteur sur les phénomènes climatiques

LUDIQUE ET PÉDAGOGIQUE. Avec « Questions de temps », magazine hebdomadaire axé autour de la météo, La Cinquième remplit totalement sa mission de télévision du savoir, de la formation et de l'emploi. Ainsi, plutôt que d'offrir un bulletin de plus, l'émission s'emploie à vulgariser les phénomènes météorologiques. Pour contrebalancer l'aridité du sujet, la chaîne a fait appel à un couple de présentateurs. Volonté de se démarquer de la concurrence, stratégie de séduction, pour une fois les rôles traditionnels ont été inversés. Le consultant présente le magazine tandis que l'animatrice en titre fait office de candidate. En gage de sérieux, René Chaboud, « M. Météo » de Radio-France pendant dix-sept ans, ingénieur à Météo-France, apporte la caution scientifique et son expérience professionnelle. A ses côtés, Laetitia Nallet, esprit vif doublé d'un charmant minois, se fait l'interprète du public et intervient à la moindre incompréhension. « Dès que je ne comprends plus, je mets le hold », prévient-elle de sa voix fluette d'animatrice radio.

D'un format court - treize minutes montre en main -, « Questions de temps » se déroule en trois temps. « L'idée de l'émission est triple », confirme Jean-Paul Cret, producteur du magazine. Outre les prévisions de la semaine à venir et des reportages « didactiques » sur les métiers, les techniques, les appareils, les dessous et les grands hommes de la météo, l'émission ajoute un bilan des prévisions de la semaine passée.

A l'appui de l'animation satellite



des sept jours écoulés, René Chaboud confronte ses indications aux temps effectivement observés. Malgré le scepticisme du grand public sur la précision des bulletins, l'ingénieur de Météo-France passe haut la main cet examen. « Il ne se plante pas à grande échelle », confirme Laetitia Nallet. Pourtant, selon Jean-Paul Cret, l'animatrice « fait partie des gens qui pensaient que la météo se trompait beaucoup plus souvent que cela ».

A l'antenne, le scientifique et la profane s'entendent à merveille. Une union sans nuage. « René Chaboud est un homme extraordinaire. Il est génial », s'enthousiasme Laetitia Nallet. Moins sentimental, mais conquis lui aussi, l'ingénieur se

fend d'un compliment de professionnel : « Elle valide mes explications. » Après quelques semaines d'antenne, l'équipe de « Questions de temps » pointe les faiblesses et les imperfections du magazine. « Nous allons essayer de présenter les choses de façon plus intéressante », précise le producteur. « Aujourd'hui le magazine fait encore trop radio filmée », ajoute-t-il.

A la rentrée prochaine, le magazine devrait intégrer un surcroît d'éléments visuels et faire une place plus importante à la climatologie. Jean-Paul Cret souhaite aussi « ancrer davantage la météo dans la réalité des gens ». Pour y parvenir, « Questions de temps » fera une place aux microclimats et à la régionalisation. En septembre, les téléspectateurs de la chaîne pourront connaître le temps qu'il fera dans leur voisinage immédiat. Une tâche redoutable car le producteur avoue que les « couacs » surgissent justement à l'occasion de prévisions à « échelle locale et à grande échelle ». Autant dire que René Chaboud sera attendu au coin du baromètre.

Malgré sa rigueur et sa bonne humeur, l'émission souffre de la pauvreté générale de La Cinquième. Petit budget, régime jockey, Jean-Paul Cret dispose seulement de 40 000 francs par émission. Il a pourtant choisi de faire contre mauvaise fortune bon cœur. Le producteur indique que La Cinquième « a permis de mettre à l'antenne des émissions qui ne l'auraient jamais été sur d'autres chaînes ».

Guy Duthell

* La Cinquième, « Questions de temps », mardi 9 h 40 et 16 h 40, rediffusion le samedi à 9 heures.

Araignée ou papillon

par Agathe Logeart

LE VIEUX MONSIEUR a signé d'un gros stylo à plume doré le long texte en latin. Il a une belle écriture d'autrefois, avec des pleins et des déliés. D'une main un peu lente, appliquée à ne pas faire de plumes, il a écrit son prénom : Joannes Paulus.

Il est tout habillé de blanc, longue robe et petit chapeau rond. Même son téléphone et son fauteuil sont blancs. Il doit avoir une belle garde-robe, parce qu'un peu plus tard on le voit avec un grand chapeau pointu et une large cape brodée d'arabesques roses. Il y a beaucoup de monde aux marches de son palais. Certains le prennent en photo. D'autres chantent des chansons. Ils ont tous l'air très content. On tient un grand livre rouge ouvert devant l'homme en blanc. Il parle dans un micro. Il doit être très puissant et très sage pour qu'autant de gens viennent l'écouter. Les hommes et les femmes qui travaillent pour lui ne se marient jamais et n'ont pas d'enfant. Il est le chef des catholiques, ce que l'on appelle un pape. « Araignée ou papillon, un drôle de nom », comme dit le poète... De temps en temps, il écrit une longue lettre pour dire aux hommes et aux femmes ce qu'il faut faire ou ne pas faire de leur vie. Ils doivent obéir, sinon ils sont ce que l'on appelle « excommuniés », ce qui n'est pas agréable.

Cette fois, le pape a choisi de parler de la vie. Il a mis quatre années pour écrire un texte de cent cinquante pages, ce qui n'est pas très long pour un si vaste sujet. On sait déjà qu'il va se vendre

dans le monde entier, au moins aussi bien que les livres de Paul-Loup Sulitzer. Il faut dire qu'il parle souvent d'un sujet qui intéresse tout le monde : le sexe. On se demande parfois quelle est son expérience en la matière, mais il semble bien qu'il ait des idées très arrêtées sur la question. L'homme en blanc pense que les hommes et les femmes doivent se marier et que le sexe sert à faire des enfants. Il ne faut rien entreprendre pour ne pas en avoir. Et si les gens en ont sans en avoir envie, ils doivent les garder quand même, c'est tant pis pour tout le monde. Fallait y penser avant de faire des bêtises. Quant à ceux qui ont envie d'enfants et n'arrivent pas à les fabriquer tout seuls, il ne faut pas qu'ils demandent à des médecins de les aider avec des éprouvettes, parce que ce n'est pas très catholique. Dans son grand palais, il n'a pas dû entendre parler du sida, parce qu'il n'en parle pas. Comme il aime la vie, il n'aime pas trop la peine de mort, sauf quand on ne peut pas faire autrement, ce qui laisse aux amateurs une bonne marge d'appréciation.

Il dit que ceux qui ne sont pas d'accord avec lui sont favorables à une « culture de mort ». C'est une très vilaine culture, que certains États maléfiques encouragent, en particulier les démocraties qui votent des lois, donnent des droits qui ne valent pas mieux que des crimes contre l'humanité. Il pense qu'il faut refuser ces lois avec sa conscience. Pour les dictateurs, on ne sait pas. Cela doit être comme le sida, où il n'en a pas entendu parler ou ça ne l'intéresse pas.

TF 1
13.50 Série : L'homme qui tombe à pic.
14.50 Série : Cannon.
15.45 Série : Les Aventures du jeune Indiana Jones.
16.35 Série : Valérie.
17.05 Série : 21 Jump Street.
18.00 Magazine : Trente millions d'amis.
18.30 Divertissement : Vidéo gag.
19.05 Série : Beverly Hills.
20.00 Journal, Tierset, La Minute hippique, Météo.

20.45 Divertissement : Les Vieux de la veille. Présenté par Patrick Sébastien. Invités : Lova Moor, Caroline Loeb, Sophie Forte, Marlène, Jean Anard, Olivier Chaboud, Elie Kakou, Laurent Barthe, André-Philippe Gagnon, les Sudachnikov.
22.45 Magazine : Ushuala. Venezuela. Bain de couleurs à Los Roques ; Beau comme un canari ; Clive et les rhinocéros ; Nuits blanches pour les orques ; Au-dessus de l'océan.

23.50 Magazine : Formule foot.
0.25 Journal et Météo.
0.35 Programmes de nuit. Les Rendez-vous de l'entreprise (rediff.) ; 0.55, Histoire naturelle (et 3.00, 5.05) ; 1.50, TF1 nuit (et 2.50, 3.55) 2.00, Les Aventures du jeune Patrick Paccard (1) ; 4.55, Musique.

CÂBLE

TV 5 19.00 Y'a pas match. 19.30 Météo internationale (et 21.55). 19.35 Journal de la RTBF. En direct. 20.00 Téléfilm : Le Dernier Mot. De Gilles Béhat (1991), avec Maria Schell. 21.30 Les Franciscains de Montréal. 22.00 Journal de France 2. Édition de 20 heures. 22.40 La 9^e Nuit des Molières. 0.45 Journal de France 3. Édition Soir 3 (30 min). **PLANÈTE** 19.40 Allegretto. De Nancy Emmanuelle et Valérie Gaudesart. 20.30 Les Allées de la légende. De Barry Cahoon (2008). 8.26 Narador Martin. 21.25 » Rugby : Cent ans de finales. De Jacques Alain Raynaud. Voyage dans la mémoire du rugby français. 22.30 La télévision en stage. De Jean-Marc Séban et Claire Emman. 23.30 15 jours sur Planète. 23.55 80 : Spécial X. De Christophe Heil. 0.25 Force brute. De Robert Kirk (1965). Navires de guerre (45 min). **PARIS PREMIÈRE** 19.00 Écran total. 19.30 L'Album. 20.00 Café-théâtre. 20.30 Équitation. En direct. Coupe du monde : jumping international de Paris, au Palais omnisports de Paris-Bercy. 23.05 Embouteillage. 0.05 Les Vampires Story. De Jimmy Levy (90 min).

FRANCE 2
Samedi 13 H 35
SAVOIR PLUS
SANTÉ
Sida : ceux qui résistent au virus

13.40 Magazine : Savoir plus santé.
14.40 Documentaire : Histoires sauvages. Le Grand Rift africain (2/3). Le Feu de la vie.
15.40 Série : Dans la chaleur de la nuit.
16.25 Tiroir à Vincennes.
16.40 Une Maureen dans le chalet.
18.05 Série : Hartley cours à vif.
18.55 Magazine : J'ai un problème.
19.55 Tirage du Loto (et 20.45).
19.59 Journal Météo.

20.50 Divertissement : N'oubliez pas votre brossa à dents. Présenté par Nagui.
23.25 Spectacle : Les Vamps.
23.55 Les Films Lumière.
0.30 Journal, Météo, Journal des courses.
0.45 Magazine : La 25^e Heure.
D'autres regards sur le sida.
1.35 Programmes de nuit. L'heure du golf (rediff.) ; 2.05, Tarata (rediff.) ; 3.25, Bouillon de culture ; 4.35, Laurence, médecin de brousse ; 5.55, Dessin animé.

CANAL J 18.00 Bites pas bites. 18.15 Série : Un bon petit diable. Avec Alice Sapich. 18.30 Série : La Baie des fugitifs. 19.00 Regarde le monde. 19.15 Série : Souris noire. L'Affaire du collier. 19.30 Zazou U. 20.00 Dessins animés. Le Brave Petit Tailleur ; Dans la forêt profonde (60 min). **CANAL JIMMY** 21.00 Série : Les Aventures du jeune Indiana Jones. Palestine, octobre 1917. 21.50 Série : Les monstres nouveaux sont arrivés. Froid dans le dos. 22.15 Chronique du crime. 22.20 T'es pas une idée ? Invité : Alexandre Arcady. 23.15 Série : Private Eye. Le Contrat. 0.50 Quatre en un (30 min). **SÉRIE CLUB** 19.00 Le Club. 19.10 Série : Force de frappe. 19.35 Série : Miami Vice (et 0.00). Y'a des jours comme ça. 20.45 Série : Au plaisir de Dieu. 22.15 Série : Cosmos 1999. Une autre Terre. 23.10 Série : O'Hara. 0.50 Série : Julien Fontaines, magistrat (85 min). **MCM** 19.00 Autour du Groove. 19.30 L'invité de marque. Le Suprême NTM. 20.30 MCM Euro-musiques Nordica. 21.30 MCM Backstage. 22.00 Best of Player One. 22.30 MCM Dance Club (210 min). **MTV** 19.00 European Top 20. 21.00 Concert : Björk Unplugged. Enregistré à Londres, le 1^{er} septembre 1994. 22.00 The

FRANCE 3
13.00 Samedi chez vous (et 15.05, 16.45).
14.05 Série : Les Brigades du Tigre.
14.45 Magazine : Montagne.
15.10 Série : Les Champions.
16.20 Série : J'ai eu la chance d'être berger.
18.20 Questions pour un champion.
18.50 Un livre, un jour. En attendant Dodo, de Trinh Xen.
18.55 La 19-20 de l'information.
19.09 Journal régional.
20.05 Jeu : Fa si la chanter.
20.35 Tout le sport.

20.50 Téléfilm : Meurtre au 43^e étage. De John Carpenter, avec Lauren Hutton, David Birney.
Une jeune femme est la proie d'un voisin qui habite une tour jumelle.

22.25 Cinéma : Ah ! Quels titres. Présenté par Philippe Lison et Patrick Martin. Les Forces et Attrapes de la littérature. Invités : Jean D'Oromon ; Jean Orizet ; Marcel Julien ; Philippe Val (Aller-y, vous n'en rendez pas) ; Jean-Michel Ribes ; Julien Barnes (interdit).
23.30 Météo, Journal.
23.55 » Magazine : Ruban rouge. Présenté par Serge Heffez et Elisabeth Marichoux. 25^e émission. Invité : Lise Renaud.
1.25 Musique et compagnie. Truite et prince à l'ange, par Jean-François Vindiguerre, baryton, et Jean-Marc Bouget, piano.
2.25 Musique Gratuite. 44 ducs pour deux violons, extraits, de Bartok, par Miklos Szathmely et Josef Landowy (15 min).

Soul of MTV 23.00 First Look. 23.30 The Zig and Zag Show. 0.00 Y'a ! MTV Raps (120 min). **EUROSPORT** 19.55 Basket-ball. En direct. Championnat de France Pro A : 12^e tour. Villeneuve-Lyon, à Villeneuve. 21.45 Motocyclisme. En direct. Championnat du monde : Grand Prix de Malaisie, essais des 500cc. à Shah Alam. 22.15 Équitation. En direct. Coupe du monde : jumping international de Paris, au POPB. 0.15 Tennis. En direct. Tournoi féminin de Hilton Head Island (Caroline du Sud). Demi-finales.
CINÉ CINÉFIL 18.05 Actualités Pathé n° 1, 2 et 3. 20.40 Le Club. Invité : Bob Swaim. 22.00 Classic Hollywood. De Peter Jones. 23.00 La mort trappe trois fois. Film américain de Paul Henreid (1954, N. v.o.). 0.50 Adrien. (C) Film français de Fernand (1943, N. v.o.). **CINÉ CINÉMAS** 18.55 USA 1994 au cinéma. Les Grands Drame. 19.15 USA 1994 au cinéma. Les Grands Rôles. 19.45 Le Bazar de Ciné-Cinéma. 20.30 Téléfilm : The FBI Story. Alvin Karpis. De Marvin Chomsky, avec David Wayne, Ray Lenz. 22.10 Foraine Coolie. 22.30 Têtes d'Arménie. 23.05 Cayenne Palace. Film franco-italien d'Alain Maline (1987). 0.40 Monaco Falcon (80 min).

M 6
13.00 Série : Les Rues de San Francisco.
14.10 Série : Supercopier.
15.10 Série : Les Champions.
16.20 Série : Airport unité spéciale.
17.25 Série : Chapeau melon et bottes de cuir.
18.20 Série : Amicalement vôtre.
19.10 Magazine : Turbulences. Présenté par Dominique Chapatte. Les coups de cœur : Le Spider et le coupé GTV d'Alfa Romeo ; L'enquête : 200^e siècle, les Nouvelles Batailles de l'automobile. L'express info : L'essai comparatif : la Harley Fat Boy face à la Honda VT 1100 C2 Shadow ; Le dossier technologique : La rubrique télé-spectateurs ; Génération auto.
19.54 Six minutes d'informations. Météo.
20.00 Portraits de campagne (et 1.15). Jean-François Hory.
20.05 Série : Filles à papa.
20.35 Magazine : Stars et couronnes. 1^{er} avril, le rire au rendez-vous.

20.45 Téléfilm : V. De Kenneth Johnson et Richard T. Heffron, avec Marc Singer, Jerry Sullivan.
Suite à l'arrivée d'extraterrestres, la résistance s'organise contre ces nouveaux venus qui ne visent qu'à asservir la race humaine.
0.20 Série : Les Professionnels.
La fille qui tombe à pic.
2.30 Rediffusions. E = M G 6, 2.55, Spécial Mode 6 (Thierry Mugler) ; 3.20, Culture pub ; 3.45, Chêne impérial et millénaire ; 4.40, La Forté-Alais 1991 ; 5.35, Fréquentast.

RADIO

FRANCE-CULTURE 19.32 Poésie sur parole Récital Olona Zam Tsangam (1994). 20.00 Le Temps de la danse. Châteauneuf fête ses trente ans. Avec Angéline Préjout et Gérard Paquet. 20.30 Photo-portrait. Gérard Tisserand, peintre. 20.45 Fiction. Nuit des roses, de Sylvie Germain. 22.35 Musique : Opus. Marc Perron, accordéoniste tonique et diatonique. 0.05 Clair de nuit. Christophe Bourseiller (Messages reçus). 1.00 Les Nuits de France-Culture (rediff.). D'Hong Thi Hong, l'urgence d'écrire, l'urgence de vivre ; 2.19, Annie Ensaes (Passion simple) ; 3.04, Majnun et Layla ; 4.28, Agora ; Gérard Macé ; à 4.57, La Matresse du thé, de Yasunari Kawabata ; 6.27, Éloge, de Yasunari Kawabata. **FRANCE-MUSIQUE** 19.15 Soliste. Dietrich Fischer-Dieskau, baryton. Solitude, de Gounod ; Le Mariage des roses, de Schumann ; Nocturne, de Chopin ; La Cloche, de Fauré ; L'Attente, Les Pas d'armes du roi Jean, de Saint-Saëns ; La Chanson du fou,

de Bizet ; L'île heureuse, Vitanella des petits canards, Les Cigales, de Chabrier ; Poème d'avril ; Que l'heure est donc brève, de Massenet ; Le Temps des lilas, les papillons extraits des mélodies op. 2, de Chausson. 20.00 HMM, piano. 20.05 Scène lyrique. Donné en février, à l'Opéra national de Paris. Lucia di Lammermoor, de Donizetti, par le chœur et l'Orchestre national de Paris, dir. Maurizio Benini ; sol. June Anderson (Lucia), Roberto Alagna (Edgardo), Gino Quilico (Enrico). 23.00 Musique pluriel. Concert donné le 24 octobre 1994, au Théâtre des deux rives, à Rouen, par les solistes de l'Ensemble intercontemporain : Ohmne pour violon et alto, Invece pour violoncelle, de Dusapin ; La Chouette hulloise, de Dusapin ; Le Taquet nœur, de Messiaen ; Musique fugitive pour trio à cordes, de Dusapin ; Trio pour violon, violoncelle et piano, d'Ives. 0.05 Auto-portrait. Augustin Dumay, violoniste. 1.00 Les Nuits de France-Musique. Programme Hector. Œuvres de D'Angeli, Richter, Beethoven, Glinka, Tchaïkovski, Fauré, Milhaud, Peterson, Washington, Schuller, Saint-Saëns, Alkan, Berwald, Haydn, Monteverdi, Boccherini.

LA CINQUIÈME
13.30 L'Aventure polaire. Les hommes du Nord, de Paul-Emile Victor.
14.30 Découvertes. Le Carveau (2). La perception visuelle.
15.30 Documentaire : Arts musicaux. Vingt-cinq siècles d'art européen : l'art gothique (rediff.).
16.30 Les Grands Châteaux d'Europe. Howard Castle (rediff.).
17.00 Les Grands Séducteurs. L'histoire des Oscars (rediff.).
18.00 Magazine : Arrêt sur images. Présenté par Pascale Clark et Daniel Schneidemann.

ARTE

19.00 Rowan Atkinson Live. De Tommy Schlammer, avec Rowan Atkinson.
Premier épisode d'une série comique anglaise où l'on retrouve Rowan Atkinson, alias Blackadder. De Jean-Christophe Victor. Somalie 1995 (rediff.).
19.30 Le Démon des cartes. De Jean-Christophe Victor. Somalie 1995 (rediff.).
19.35 Histoire parallèle. Actualité britanniques et américaines de la semaine du 1^{er} avril 1995.
20.30 8 1/2 Journal.
20.40 Téléfilm : L'Hôpital et ses fantômes. De Lars von Trier, avec Ernst-Hugo Järegård, Kirsten Roffes (45). Un corps étranger. L'histoire se répète par intravertueuse. Les fantômes gagnent du terrain.

21.30 Ernst Jünger a cent ans. Documentaire de Gero von Boehm et Rolf Hochhuth. Une figure incontournable de la littérature allemande.
23.00 Magazine : Velvet Jungle. Présenté par Vally, Aretha Franklin, Cachao.
0.15 Série : Johnny Staccato. 13. Un coin de paradis, de et avec John Cassavetes (v.o.). Épisode réalisé par Cassavetes lui-même.
0.50 Téléfilm : L'École de la haine. De Hanno Brühl, avec Björn Jung, Roman Riehl (105 min).

Les programmes complets de radio, de télévision et une sélection du câble sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ► Signalé dans « le Monde radio-télévision » ; □ Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Le CSA fixe les règles de la campagne officielle

Des « spots présidentiels » seront diffusés à la télévision dès le 10 avril

Mariage d'élection

par Pierre Georges

VIT-ON JAMAIS candidat sans épouse légitime ? Impossible, pas français il n'y en a pas un pour rattraper l'autre, pas un, en son splendide isolement célibataire, pour ne penser, pour n'aimer, pour ne se consacrer qu'à Maman.

Le mariage n'est plus ce qu'il était dans notre pays. Toutes les statistiques le prouvent. Sauf en politique où les liens indissolubles du couple, et accessoirement du sacrement, sont surprenants. Du moins pour les candidats hommes. Huit candidats, huit épouses de candidats. Pas une ne manque à l'appel, en ce régime matrimonial politiquement correct. Et il ferait beau voir qu'il en fut autrement. Un célibataire-homme, en politique, est vaguement suspect. Du moins s'il aspire aux plus hautes fonctions. Il se doit d'être ancré, lesté et solidement avec cela. Père de famille si possible, grand-père même, c'est un plus. La France est une famille. On ne confie pas sa famille à un personnage qui a passé sa vie à l'ouïsser entre ses tourments amoureux et ses goûts d'indépendance.

Un candidat, c'est du solide, du fidèle, du constant. Estampillé conforme, garanti pur époux par M. le maire, et accessoirement M. le pape, ou M. le pasteur. Un candidat, cela a des valeurs, c'est en soi une valeur ménagère, homme d'Elysée, homme de foyer. Un candidat a la bague au doigt, comme la garantie élémentaire de son équilibre et de sa sagesse. Il a le fil à la patte comme preuve du plomb dans la tête.

Combien de postulants - et on ne parle pas nécessairement de la cuvée 1995 - renoncèrent ainsi à des évènements coupables, à des divorces annoncés, à des désirs de

fugue, au nom de la nation et de l'ambition ! Combien firent semblant d'être toujours au mieux de leur amour et de leur fidélité conjugale pour rester crédibles. Mariage d'élection comme de raison. Ah ! la République a sauvé plus d'un couple, du moins ses apparences. Il y eut des mariages électifs. Allez, nous, douce amie, pour la galerie, pour la France, pour le pays, aimons-nous et prouvons-le, le temps d'une élection.

C'est qu'une femme, une épouse de candidat, cela devient irremplaçable au marketing des sentiments, à la très grande bibliothèque rose du pays. Une femme de candidat ne sert que si l'on en use largement. Et l'on en use pour l'entendre dire tout le bien qu'elle pense de l'époux et toutes les bonnes raisons qu'elle en a de l'épouser.

Elles s'y emploient vivement ces temps-ci, Juliette sous les balcons présidentiels. Elles chantent les louanges sans fin, les immenses qualités, les charmes et minuscules défauts de l'être aimé. Elles nous disent leurs goûts, leurs habitudes, leurs lectures, la couleur préférée, le goût du miroir ou de la crêpe Suzette. Elles font de l'apologie critique, plus apologetique que critique. Elles sont nos agents doubles au foyer, nos espionnes préférées, Marie-Jo, Bernadette, Sylviane, Edith, Dominique et les autres.

Elles sont. Donc ils aiment, et sont aimés. Voilà un grand pas de fait dans l'édification et l'affection des foules. Et voilà pourquoi nos femmes candidates partent avec un handicap considérable à se présenter ainsi, matrimonialement tuées et sans complexes. Cela prouve bien qu'elles ne sont pas des hommes comme les autres !

TRADITIONNELLEMENT antérieurs et tenues de respecter une stricte « égalité » de traitement entre les candidats, les campagnes officielles sur les chaînes publiques sont depuis longtemps remises dans l'ombre des grandes émissions politiques concoctées par les rédactions. Malgré quelques innovations, héritées dans le cadre d'une élection présidentielle, la campagne qui va s'ouvrir le 10 avril ne devrait pas faire exception à la règle.

En charge de ce dossier au Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA), Jean-Marie Cotteret, tout en attendant de « juger sur pièces le contenu de ces émissions », avance deux types d'arguments qui, selon lui, seraient susceptibles de plaider à priori en leur faveur. Le premier est d'ordre politique : compte tenu du nombre des « indécis » dans les sondages, le public ne devrait pas délaisser ces émissions au cours desquelles les candidats s'adressent directement à lui. « On pourra mieux percevoir des candidats qui se montrent tels qu'ils sont », estime-t-il. Le second est la « meilleure adaptation » de ces émissions officielles, qui intègrent, pour la première fois dans une campagne présidentielle, les nouvelles règles adoptées en 1993 par le CSA (Le Monde du 11 février 1993).

Est-ce le souci de « faire court pour faire utile », comme l'indiquait, le 9 février, Hervé Bourges, président du CSA, à la suite d'une rencontre avec les représentants des

candidats ? Ou, plus prosaïquement, de prévenir le manque à gagner publicitaire de chaînes publiques ? Alors que la tranche stratégique de 19 heures à 20 heures est exemptée de toute diffusion de message politique, France-Télévision ne « subira » aux heures de grande écoute, notamment après le journal de 20 heures de France 2, que des émissions de 2 minutes.

De façon générale, la durée des messages - 1 heure et 29 minutes, au total, pour chacun des candidats - sera inversement proportionnelle à leur audience potentielle, compte tenu de l'horaire de diffusion. Les émissions de durée moyenne (5 minutes) seront diffusées après le journal de 13 heures de France 2 et après le « Soir 3 » de France 3. Quant aux modules « longs » (15 minutes), ils sont répartis après « Le Cercle de midi » sur France 2, en ouverture d'antenne sur France 3 et à la suite de la nuit-urne « Allô Macha » sur France-télé.

Jean-Baptiste de Montvalon

L'encyclique de Jean Paul II relance le débat sur l'avortement

AU COURS de la conférence de presse présentée au Vatican, jeudi 30 mars, l'encyclique *Evangelium vitae* de Jean Paul II, les principaux commentateurs - nous indiquons notre correspondante à Rome Marie-Claude Descamps - ont porté sur la responsabilité du législateur à propos de l'avortement, de l'euthanasie et de la peine de mort. « Quand est né le droit à la vie, la démocratie est sur la voie de la tyrannie », ont insisté les cardinaux de la Curie (Ratzinger, Lopez-Trujillo et Angelini) venant défendre l'encyclique. Le cardinal Angelini, président du conseil pour la santé, a appelé les médecins à ne pas transformer la pratique des avortements en « boucherie » ou en « officine de sorcier » (« *stregoneria* »).

De leur côté, les députés chrétiens ont été appelés à respecter leurs devoirs moraux, en votant aucun texte « ôtant à la dignité de la vie ». Ou alors, a ajouté le cardinal Ratzinger, des textes « plus restrictifs » sur l'avortement que ceux qui existent, selon le principe du « moindre mal ». Car, devait souligner le gardien de la doctrine de la foi, « une démocratie qui n'incarne aucune valeur devient un méconisme vide ». L'exemple « courageux » du roi Baudouin de Belgique, qui avait refusé d'apposer sa signature sur un texte contraire à ses principes moraux, a été rappelé.

La première conséquence de cette encyclique, en Italie, a été la relance du débat sur l'avortement. Mgr Tettamanzi, secrétaire de la conférence épiscopale, a invité les « politiciens catholiques à se mobiliser », en clair à revoir la loi sur l'avortement, obtenue en 1978 après une dure bataille et qui, depuis, a résisté aux tentatives pour l'abroger ou la modifier.

Les groupes féministes en Italie, en dépit des « adoucissements » prodigués par l'encyclique à propos des femmes qui avortent, restent divisées. En effet, le cardinal Ratzinger a précisé que l'avortement ne pouvait « condamner une vie innocente, y compris dans le cas de viol », comme ce fut le cas en Bosnie par exemple. Cette prise de position a suscité des réactions hostiles.

« ORDRE MORAL »

Pour leur part, les évêques de France, commentant l'encyclique au cours d'une conférence de presse, ont estimé que certains passages méritaient un « vrai débat », notamment à propos de la supériorité de la loi morale sur la loi civile. « C'est l'un des passages les plus durs du texte », a admis Xavier Lacroix, de l'Institut de la

famille de l'université catholique de Lyon. L'hypothèse d'une rediscussion de la loi Veil, allant dans le sens d'un « compromis » excluant la gratuité de l'IVG, a été également évoquée. Mais Mgr Defois a souligné que « soit évitée une utilisation franco-française d'une encyclique faite aux dimensions du monde ».

« Abroger la loi Veil, ce serait massacrer les femmes », a estimé de son côté France Quéré, protestante, membre du Comité national d'éthique. Les responsables de la revue *Colas*, porte-parole des catholiques progressistes, dénoncent les « croisades » qui, à Rome, n'ont jamais « accepté la liberté d'option et de conduite accordée aux individus au sein d'une société pluraliste ». Ils estiment que l'encyclique *Evangelium vitae*, publiée à la veille des élections présidentielles, « donnera à l'évidence des arguments aux tenants du nouvel ordre moral ».

S'agissant enfin de la peine de mort, M. Guy Auroche, président de la fédération internationale de l'ACAT (Action des chrétiens pour l'abolition de la torture) a déclaré que « le temps était venu de dire non à la peine capitale ». Or, ajoute-t-il, « le pape a manqué cette occasion. Tous les combattants du droit à l'absolu à la vie s'en trouvent affaiblis ».

200 personnalités affirment dans un manifeste aider des sans-papiers

« NOUS DÉCLARONS que, conformément à notre devoir de citoyens, nous avons déjà aidé ces hommes et ces femmes qu'on appelle les « sans-papiers » et nous sommes disposés à aider les étrangers en situation irrégulière. » Quelque deux cents personnalités viennent de signer cet appel destiné à dénoncer les situations de blocage administratif liées à l'application des récentes lois sur l'immigration, en particulier la loi du 27 décembre 1994, qui aggrave les peines sanctionnant le délit d'« aide à l'entrée, à la circulation ou au séjour irréguliers d'un étranger ».

Cet appel, rendu public jeudi 30 mars par le Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (MRAP) à la veille de son congrès, met en garde les pouvoirs publics contre « une utilisation monstrueuse » de cette loi qui prévoit jusqu'à des peines de cinq ans d'emprisonnement et 200 000 francs d'amende, et englobe aussi les délits commis dans l'ensemble des Etats signataires de la convention de Schengen.

Le texte est signé notamment par le journaliste-écrivain Henri Alleg, l'islamologue Jacques Berque, le metteur en scène Marcel Bluwal, le comédien François Chaumette, l'évêque de Corbeil-Essonne Guy Herbulot, l'écrivain Jean Lacouture, le maire d'Aubervilliers Jack Ralite, le producteur de radio Claude Villers et la comédienne Marina Vlady.

Un Airbus s'écrase en Roumanie

Un avion Airbus de la compagnie roumaine Tarom, avec cinquante-quatre passagers à son bord, s'est écrasé vendredi 31 mars peu après son décollage de l'aéroport de Bucarest. Selon un porte-parole de la police roumaine, il n'y aurait aucun survivant. L'avion, qui assurait la liaison entre Bucarest et Bruxelles, avait décollé vers 9 h 00 locales (8 h 00 à Paris) en pleine tempête de neige. Il s'est écrasé quelques minutes plus tard à Balotesti, à une vingtaine de kilomètres au nord de Bucarest. Un responsable de l'aéroport a confirmé l'accident sans donner de précisions. Une cinquantaine d'ambulances se sont immédiatement rendues sur les lieux, tout comme le Premier ministre, Nicolae Vacaroiu.

■ PRÉSIDENTIELLE : Edouard Balladur, dans un entretien à l'AFP, déclare notamment : « Il faut se garder de s'engager dans la voie d'une dérégulation du travail à l'américaine. Jamais, je n'ai voulu, si peu que ce soit, remettre en cause le SMIC et je ne le remettrai pas en cause ». Le premier ministre candidat indique aussi : « Il ne faut pas, sous prétexte qu'il y a la crise et qu'il faut lutter pour l'emploi, détruire toutes les protections sociales. Franchement, je ne l'ai pas fait, je ne vois pas pourquoi je le ferais ».

■ MAROC : la réalisatrice française Jocelyne Saab a été expulsée du Maroc alors qu'elle participait aux 8 Rencontres cinématographiques de Tetouan (nord du Maroc), qui se tiennent du 25 mars au 1^{er} avril. La cinéaste, qui ignorait, était sous le coup d'une mesure d'interdiction prise à son encontre en 1978, après la sortie de son film *Le Sahara n'est pas à vendre*, consacré en partie aux combattants du Front Polisario.

■ ASTROCHIMIE : une météorite tombée en 1962 au Nigéria, dans la région de Zagami, est un fragment de Mars, estime Kurt Marti, chimiste à l'université de Californie. Dans une étude publiée vendredi 31 mars par la revue américaine *Science*, M. Marti établit que cette météorite d'une vingtaine de kilos présente les mêmes caractéristiques chimiques que celles relevées sur Mars par la sonde Viking en 1976.

SOMMAIRE

INTERNATIONAL

Kurdes : Ankara développe son offensive 2
Burundi : la fuite des réfugiés hutus rwandais 3
Croatie : l'ONU bute sur le nom de la force qui remplacera la FORPRONU 4
Allemagne : le SPD critique la Pologne pour son absence des cérémonies du 8 mai 6

FRANCE

Présidentielle : des coups tordus au sein de la droite 7
Enjeux : le libéralisme mondial a contraint le pays à une modernisation à reculons 8
Les candidats face aux mouvements sociaux 9
Régions : l'ancien HLM des Hauts-de-Seine devant la justice 10

SOCIÉTÉ

Personnes âgées : les plus de soixante ans souffrent de la solitude 11
Crédit agricole : l'ex-directeur de la caisse régionale de l'Yonne mis en examen 12

HORIZONS

Enquête : Un lit pour 10 francs 13
Débats : La fleur promise, par le sous-commandant Marcos (chef de la rébellion dans le Chiapas) ; 14
Editoriaux : Bill Clinton tête haute en Haïti ; Présidence sociale 15

BOURSE

Cours relevés le vendredi 31 mars, à 10 h 15 (Paris)

FERMETURE DES PLACES ASIATIQUES
Tokyo Nikkei 16512,90 +0,32 -18,29
Hong Kong Index 8676,17 -0,05 +5,92

OUVERTURE DES PLACES EUROPÉENNES
Cours au 30/03 2988 fin 94

Paris CAC 40 1895 +2,19 +0,68
Londres FT 100 3176,20 +1,08 +3,61
Zurich 1269,04 +1,20 -3
Milan MIB 30 957 +0,95 -6,63
Frankfurt Dax 30 1918,46 -0,02 -3,93
Bruxelles 1311,26 +1,43 -5,64
Suisse SRS 980,04 +0,97 -5,59
Madrid Ibez 35 269,53 +2,01 -5,43
Amsterdam CBS 271 +1,61 -2,51

DEMAIN dans « Le Monde »

UN ENTRETIEN AVEC TONY ANATRELLA : psychanalyste, chercheur en psychologie sociale, spécialiste de l'adolescence, Tony Anatrella porte des diagnostics vigoureux, souvent anticonformistes, sur l'état de la société.

Tirage du Monde daté vendredi 31 mars 1995 : 503 304 exemplaires

DANS LA PRESSE

Le pape et les interdits

C'est une sombre vision du monde : apocalyptique, millénaire et presque manichéenne dans son insistance à se focaliser sur le bien et le mal. (...) C'est une vision qui compose avec les difficultés des deux dernières décennies, qui ont vu une érosion de l'autorité du pape sur les catholiques, et de l'Eglise dans le monde séculier. Ce n'est bien sûr pas la première fois que l'Eglise se trouve dans une telle situation. Durant des siècles, la conception a persisté, avec un embarras croissant, que les taux d'indécision étaient une mauvaise chose et que l'esclavage était tout à fait acceptable.

Paul Valéry

LA LIBRE BELGIQUE

Qui, plus que le chrétien, a le devoir de défendre la vie, qui est une pierre angulaire de sa foi, puisqu'elle a été voulue, créée et donnée par Dieu ? C'est d'ailleurs là la principale responsabilité que Dieu a confiée à l'homme. Il est bon qu'on le lui rappelle parfois. C'est ce que fait l'encyclique qui dénonce les « pratiques de mort », mais essentiellement pour

élever sur le pavois « la culture de la vie », appelant chacun à un véritable « sursaut éthique ».

Jean-Paul Duchateau

LA CROIX

Vraiment bien la difficulté de la lecture propre à cette encyclique. Certains n'y verront qu'une succession d'interdits, d'autres le seul encouragement à des gestes positifs de service de la vie. Le respect du texte oblige à tenir ensemble la condamnation du mal moral et l'invitation à l'action. Le commandement « Tu ne tueras pas » indique le chemin du bien. Et le don de la vie qui est fait à l'homme l'engage à un sursaut de conscience, éventuellement à l'abjection de conscience, pour que l'homme puisse respirer dans la société tout entière.

Bruno Chenu

LE FIGARO

Ceux qui vont lire l'encyclique de Jean Paul II découvriront avec étonnement que l'évêque de Rome n'est pas nubécille, comme on l'affirme, par le sens. Il s'agit pour lui de bien autre chose : un

affaissement du socle moral sur lequel cette civilisation est bâtie, la banalisation de la mort sous toutes ses formes. L'homme est-il en train de redevenir un loup pour l'homme ? La réponse, aux yeux du pape, est déjà contenue dans la Bible, elle constitue l'essentiel du message évangélique ; Dieu n'a pas fait l'homme par hasard ; il est le premier reflet du Créateur Lui-même. L'évangile de vie finira par vaincre l'ange de la mort. Saint Paul l'avait déjà affirmé. Nous n'en finissons pas d'oublier l'essentiel.

Georges Suffer

Le Serveur Judiciaire
GROUPE JET LAG
Inventaire intégral des liquidations et saisies judiciaires
minitel 3617 VAE
Surveillance des ventes judiciaires par abonnement.
Activité et dépt. de votre choix.
Demandez dossier par fax 78 22 53 46

صلى الله عليه وسلم

6
3
3

338
315 +
653